





Le Monde

## PROCHE-ORIENT

Les Nef, à Venise, ont essayé d'apporter leur pierre à la recherche d'une solution au Proche-Orient. Dov Puder estime cependant que, s'ils peuvent faciliter des contacts entre les antagonistes, ils doivent se garder de tout ce qui pourrait conduire à une solution imposée.

Jacques Madaule en appelle précisément aux Israéliens et aux Palestiniens pour qu'ils arrivent à « la paix, maintenant ». Quant à Jean-Pierre Fourcade, il insiste sur la nécessité et la fécondité du dialogue entre l'Occident et l'Islam.

# L'Islam, l'Occident et les droits de l'homme

par JEAN-PIERRE FOURCADE (\*)

L'Occident, l'Islam présente actuellement un contexte, quelque peu dissuasif, de contradictions, d'antagonismes qui rend moins facile l'approche de son éthique. L'Islam intégriste, l'Islam moderniste, suscitent l'interrogation ou l'inquiétude plus que l'islam persécuté n'veille de sympathie. Mais réduire l'Islam à l'Iran ou à la Libye serait un fâcheux contresens.

Aux yeux du musulman respectueux de la tradition, l'Occident judéo-chrétien offre un spectacle à la fois attirant et déconcertant. Les progrès de la connaissance scientifique et l'essor de la technologie se sont accompagnés d'un affaiblissement des valeurs morales, d'un affaiblissement de la croyance dans la primauté du spirituel.

Comment concilier ces deux visions quand le besoin se fait sentir d'un resserrement des relations de toute nature entre les civilisations islamique et occidentale, qui représentent chacune près d'un milliard d'êtres humains ? A cette question, une réponse ne peut être fournie que par la découverte, au niveau des valeurs de société, d'un fonds commun qui fasse ressortir, entre les deux traditions monothéistes, la parenté spirituelle qui les unit.

sur l'essentiel et en tant qu'être universel.

Commençons par faire justice de l'attitude négative que peut susciter l'Islam en Occident par la mise en lumière de phénomènes de crise ou de tension, dans la mesure où leur apparition serait liée à des aspirations purement internes. Car c'est un signe de vigueur pour une religion — qui est en même temps culture et système social — que d'être le siège d'un conflit « tradition-modernité ». Il est normal que ce conflit, « tradition-modernité », s'exprime dans l'antagonisme « intégrisme-réformisme » : l'Occident, à l'instar de la tradition chrétienne, est de déshérence et de schisme dont l'histoire nous a laissé le souvenir parfois dramatique, mais aussi fugitif et même fertilisant.

L'Occident, quant à lui, a conscience du danger moral qui le menace. Les récents propos tenus par le pape le démontrent avec clarté en même temps qu'ils expriment la tradition chrétienne. Cette même fidélité aux sources qui semble actuellement creuser la distance entre la tradition coranique et la modernité, l'Occident n'est pas loin d'en faire son impératif pour échapper à la dégradation de ses valeurs morales.

La « confusion du normal et du normatif »

Les deux civilisations ont pris des voies partiellement divergentes. En Occident, science et technique ont concouru à l'avènement d'une société d'abondance, en dévalorisant le sens du sacré. En posant que la technologie doit être en symbiose avec l'homme, la science, musulmane protège l'homme contre la destruction du sacré, qui est la seule vraie puissance pour l'homme.

La pensée occidentale a rationalisé, depuis le Siècle des Lumières, « une confusion du normal et du normatif » et a inspiré au monde une logique de l'ordre sur laquelle s'est fondé un type de société aujourd'hui contesté.

droits de l'homme — le plus préoccupant qui soit actuellement — qui apparaît comme le lien privilégié d'une convergence de principe entre les éthiques islamique et occidentale.

La notion de « droits de l'homme » a un contenu imprécis parce que des considérations philosophiques, politiques et juridiques participent à sa définition. Limitons-nous aux valeurs essentielles que sont, par exemple, le droit à l'éducation, le droit à la dignité humaine, le droit à la liberté d'expression de sa confession religieuse ou le droit pour tout peuple de choisir librement son destin. Il y a dans la notion de droits de l'homme une charge d'universalité qui peut apparaître irréaliste à ceux qui en assurent, dans notre monde agité, la défense ou la protection mais qui en est la finalité. C'est pourquoi Jacques Madaule ramène cette notion à celle de bien commun, qui recueille la conception spiritualiste de l'homme et la conception universaliste des principes moraux, sur laquelle l'Islam met l'accent. Le droit fondamental de la personne humaine est à la fois l'une des bases de la philosophie sociale chrétienne depuis le Moyen Âge et l'un des principes proclamés solennellement par le Coran : « Nous avons donné de la noblesse aux fils d'Adam. »

Le septième siècle, un type d'humanisme qui représente un équilibre entre l'individualisme libéral qui devait inspirer la Déclaration universelle de 1948 et l'inclination collectiviste, qui risque de déshumaniser l'individu au profit de l'Etat devenu fin en soi. La protection de l'homme, dans la doctrine islamique, est une obligation qui s'impose en temps de paix comme en temps de guerre. C'est à la source divine que remontent certains droits de l'homme, essentiels et inaliénables, qu'il convient d'harmoniser avec les intérêts de la communauté, selon les impératifs de justice prescrits par le livre sacré.

C'est à cette hauteur que se rejoignent les conceptions occidentale et islamique des droits de l'homme. N'est-il pas essentiel d'approfondir les éléments de cette convergence, à un moment où, de toutes parts, les droits de l'homme sont bafoués par des régimes politiques totalitaires des minorités fanatisées ou des sociétés en révolution ?

A partir d'une même exigence de spiritualité, à partir d'une même conception de l'homme, le dialogue doit s'ouvrir et s'approfondir. C'est à cette hauteur que se rejoignent les conceptions occidentale et islamique des droits de l'homme. N'est-il pas essentiel d'approfondir les éléments de cette convergence, à un moment où, de toutes parts, les droits de l'homme sont bafoués par des régimes politiques totalitaires des minorités fanatisées ou des sociétés en révolution ?

## LA PAIX MAINTENANT ?

par JACQUES MADAULE

Il est poignant, aujourd'hui, mais il n'en est que plus nécessaire de rappeler l'exigence de la paix après les attentats antipalestiniens de Cisjordanie. Pau importe que les à rebours, sur des terres qui furent celles de leurs ancêtres. Qui, certes, n'a pas d'importance quand l'impulsion peut-être s'en persuader. De pareils attentats ne sont possibles que dans une certaine atmosphère, celle qui a régné depuis deux ans et demi le gouvernement Begin.

On dit encore, pour détendre l'implantation des colonies dans ces territoires, que les Juifs ont le droit d'établir sur des terres qui furent celles de leurs ancêtres. Qui, certes, n'a pas d'importance quand l'impulsion peut-être s'en persuader. De pareils attentats ne sont possibles que dans une certaine atmosphère, celle qui a régné depuis deux ans et demi le gouvernement Begin.

### Inquiétudes

Nous n'en sommes pas là. Les amis d'Israël, dont je me flatte d'être, s'inquiètent pour Israël et pour la paix du monde. Et là-dessus, Juifs ou non, Israéliens ou non, nous sommes d'accord. Mais nous nous inquiétons tous. Il faudrait être aveugles pour ne pas voir comment s'enchevêtrent les choses depuis quelques mois dans le Proche et le Moyen-Orient : au début de novembre, c'est la prise d'otages de Téhéran dont on voudrait être sûr, quelle n'a pas été déjouée ; fin décembre c'était l'occupation militaire de l'Afghanistan, ces jours-ci c'est le sang qui coule en Cisjordanie. En apparence ces événements n'ont pas de lien entre eux. Mais un trait commun les rapproche : ils mettent en péril la paix du monde.

Volé comme ils sont ! Tous les Israéliens ne sont pas des poseurs de bombes. Pas plus que tous les Palestiniens ou tous les membres de l'O.L.P. ne sont des émissaires de l'assassinat, comme l'opinion en est pourtant répandue chez les Israéliens et chez les Juifs de la Diaspora.

Si les uns et les autres voulaient bien se regarder en face, les yeux dans les yeux, ils verraient qu'ils ne sont pas tellement dissimilables : c'est peut-être pour cela, du reste, qu'ils en sont venus à tant se détester. Il fut un temps où ils se fréquentaient amicalement, où ils découvraient leurs similitudes. Ni les uns ni les autres n'étaient encore disposés à se laisser manœuvrer par des puissances lointaines comme des pions sur l'échiquier mondial. Qui eût intérêt à ce que les accords de Camp David ne puissent aboutir ? Mais s'il y a dans le monde une puissance qui les considère comme ayant été conçus comme des pions, que sans elle, il y a aussi un Israël quelconque qui, paradoxalement, ne leur en a pas fait perdre l'habitude, qu'il les ait lui-même signés. Rien n'est pire au monde que cette complexité objective des ennemis dans la marche au désastre.

Je ne veux pas croire que le destin de l'homme soit lié à d'aussi aveugles fatalités. L'homme reste libre, même au bord du gouffre. Le dernier moment est le plus dangereux, mais c'est aussi le plus chargé d'espoir. Il n'est pas trop tard pour que Palestiniens et Israéliens se reconnaissent dans tous les sens de ce mot et se fassent la paix « maintenant ».

## Camp David ou Venise ?

par DOV PUDER (\*)

LA Communauté européenne veut jouer un rôle actif dans la recherche d'une solution au conflit du Proche-Orient.

Dans la mesure où ce conflit n'intéresse pas seulement les parties directement en cause, il peut paraître normal que l'ensemble des nations concernées par l'avenir de la région tentent d'intervenir dans le processus de paix ouvert par la rencontre Begin-Sadate. Il faut cependant déterminer la nature d'une telle intervention, qui ne doit pas remettre en cause ce qui est déjà acquis.

L'interpellation, probablement provisoire (et habituelle dans ce genre de négociations) des pourparlers concernant la mise en place de l'autonomie en Cisjordanie et à Gaza est trop rapidement interprétée comme prouvant l'échec de ce qui a été réalisé à Camp David.

On n'insistera jamais assez sur

l'importance primordiale du traité de paix israélo-égyptien. Il est la preuve tangible qu'un accord est possible. On peut donc se demander s'il serait justifié d'abandonner, moins de trois ans après son début, un processus qui a conduit à une première ouverture dans ce qui paraissait être un conflit éternellement insoluble.

Faut-il rappeler une fois encore non seulement l'originalité de cette démarche, mais ses composantes essentielles : la reconnaissance mutuelle, le dialogue et le compromis.

Toute tentative de changer les règles du jeu et d'escamoter un de ces éléments conduira inévitablement à un échec, dont les conséquences seraient infiniment plus graves que les difficultés rencontrées dans l'application des accords de Camp David.

seulement à un ennemi extérieur, il se retourne plus ou moins rapidement contre la société qu'il a engendré et l'a laissé se développer. La mise à sac du siège du SHEL, parti de la gauche sioniste, représenté à la Knesset et dont le secrétaire général est un officier supérieur (de réserve), prouve qu'un terrorisme « israélien » n'échappera pas à cette règle : non seulement il réduirait à néant tous les efforts investis pour la paix, mais il finirait par détruire les structures démocratiques de l'Etat d'Israël. Un tel terrorisme serait non seulement contraire aux principes fondamentaux du judaïsme, il serait anti-sioniste par sa remise en cause de l'Etat d'Israël.

La recherche de la paix est difficile. Elle exige non seulement un accord bilatéral entre les belligérants, mais elle passe aussi probablement par une intervention indirecte des puissances concernées par la stabilité de la région.

Les puissances extérieures peuvent faciliter, encourager des contacts, mais elles doivent se garder de créer une situation dans laquelle une solution imposée paraîtrait la seule issue.

Faciliter l'illusion palestinienne qu'il est possible de « tout » obtenir sans avoir à traiter avec les Israéliens conduit, de fait, au début de la négation du droit à l'existence d'Israël.

En dernière analyse, ce sont les Israéliens et les Palestiniens eux-mêmes qui doivent trouver le terrorisme et du fanatisme mystique ou nationaliste, trouver les chemins qui conduisent à la paix.

### Reconnaissance mutuelle

L'Europe voudrait faciliter l'entrée des Palestiniens dans le processus de paix. Israël s'oppose à cette démarche, craignant que les Européens ne se laissent facilement entraîner dans une politique qui altérerait la reconnaissance mutuelle, dialogue et compromis, et conduirait à une solution imposée.

La reconnaissance mutuelle reste le fondement de toute solution et elle a deux aspects : 1) L'admission non pas du droit à l'existence mais bien de l'existence même de réalités nationales ; 2) La reconnaissance de leur manifestation politique.

Les Palestiniens affirment vouloir créer un Etat sur toute parcelle de territoire libérée ou évacuée, mais ils ne manquent pas de rappeler leur aspiration fondamentale à toute la Palestine (donc à Israël), comme ils viennent encore de le réaffirmer dans les résolutions du congrès du Fath, réputé comme la branche modérée de l'O.L.P.

Les forces politiques importantes qui en Israël reconnaissent et admettent l'existence d'une entité nationale palestinienne ne pourrissent pas à la reconnaissance politique que lorsque une ouverture parallèle sera opérée par les Palestiniens.

Le dialogue et le compromis deviendraient alors possibles mais seraient probablement longs et difficiles.

Le terrorisme, qui vient de prendre une dimension nouvelle dans les derniers événements de Cisjordanie, est un élément décisif dans la complexité du conflit. Le terrorisme est souvent une arme privilégiée dans les luttes de libération nationale. Le choix des objectifs du terrorisme détermine sa nature : le seul choix de cibles civiles exprime la volonté des organisations palestiniennes de détruire Israël. C'est ce que ressentent ces mêmes Israéliens qui cherchent inlassablement à ouvrir un dialogue avec les Palestiniens. Ils exigent, en effet, la cessation des actions terroristes comme condition à l'ouverture de tous pour parler. Même le moratoire de six mois dans le terrorisme, proposé par Uri Avneri, il y a quelques mois, lors d'une rencontre entre Palestiniens et Israéliens, à Rome, fut repoussé.

C'est pourquoi les attentats perpétrés contre des maîtres de Cisjordanie doivent être considérés avec la plus grande gravité. Les autorités israéliennes ont affirmé rechercher et vouloir condamner les auteurs de ces actes odieux. De nombreux commentateurs en Israël pensent que les responsables pourraient bien être Israéliens. Mais, avant même de pouvoir situer avec précision les responsables, il faut déjà condamner avec la plus grande vigueur ceux qui, en Israël, semblent vouloir comprendre et ce n'est justifier de tels actes.

Israël ne peut tolérer de voir naître en son sein un contre-pouvoir qui non seulement veut rendre impossible tout compromis, tout accord de paix, mais vise à remettre en cause l'autorité légitime.

Le terrorisme ne s'attaque pas à la légitimité de l'Etat d'Israël. (\*) Représentant du Mapam en Europe.

## S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

### L'EXPERIENCE

Depuis 14 ans, les spécialistes EUROCAP des soins du cheveu ont examiné et traité des milliers de cuir chevelus. Ils savent ce qu'il faut à un cheveu sain et un cheveu menacé.

### DES SYMPTOMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir chevelu irrité ou tendu, des cheveux gras ou secs, des chutes anormales, si vous avez des signes évidents d'une chevelure en mauvais état.

### DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, il est important de la soigner. La négligence en ce domaine est une chose qui se paye tôt ou tard. Nos instituts, par des traitements spécifiques, sont en mesure d'agir vite et durablement.

### L'AVIS D'UN SPECIALISTE

Rien ne vaut expliquer le succès des méthodes de nos instituts.

EUROCAP : 4, rue de Castiglione, 75001 PARIS. Tél. : 260-38-84



si non leur sérieux et leur efficacité.

Pour en bénéficier, il suffit d'adresser rendez-vous. Un SPECIALISTE vous conseillera et vous informera sur l'état de vos cheveux, sur les possibilités d'amélioration, ainsi que sur la durée et le coût du traitement à suivre. Adressez-vous sans tarder à l'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP.

Le Monde

## LES REACTIONS A LA

Le comité exécutif de l'O.L.P. mêle le blâme et l'éloge

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas

Le comité exécutif de l'O.L.P. a réuni à Damas



Le Monde

## étranger

## LES RÉACTIONS A LA DÉCLARATION DES « NEUF » SUR LE PROCHE-ORIENT

La déclaration des Neuf sur le Proche-Orient au terme du conseil européen de Venise a fait l'objet de plusieurs commentaires au cours des dernières quarante-huit heures.

● A WASHINGTON, le président Carter a déclaré vendredi que la position des États-Unis à l'égard de l'O.L.P. est claire : « Quelle que soit l'attitude des alliés européens, Washington ne négociera pas avec elle et ne reconnaîtra pas son statut tant que cette organisation ne reconnaîtra pas à Israël le droit d'exister. » Le président a par ailleurs dénoncé comme une « obstacle à la paix » la politique israélienne

d'implantation dans les territoires occupés. « Ce qu'il y a de troublant dans l'établissement de colonies juives sous l'égide et parfois avec l'aide financière du gouvernement israélien, a-t-il dit, c'est que cela indique aux Arabes palestiniens, aux Égyptiens et aux autres qu'Israël ne s'en tient pas aux principes des accords de Camp David. »

● AU CAIRE, M. Kamal Hassan Ali, ministre égyptien des affaires étrangères, a déclaré dimanche : « Nous ne sommes pas contre l'initiative européenne, mais nous demandons pour le moment qu'une chance soit

laissée aux accords de Camp David. » Selon M. Boutros-Ghali, ministre d'État aux affaires étrangères, Le Caire est prêt à ouvrir un dialogue fructueux avec la délégation européenne qui sera chargée de prendre contact avec les parties intéressées.

● A BEYROUTH, M. Fouad Boutros, ministre libanais des affaires étrangères, s'est félicité de l'adoption par les Neuf d'une résolution spéciale sur le Liban. Ce texte, a-t-il dit, répond en partie aux demandes contenues dans le mémorandum adressé par le président libanais au conseil européen, notamment sur la sauve-

garde de l'équilibre du pays, la contribution de toutes les parties libanaises aux efforts déployés par l'État légal, le soutien de la FINUL (...). Il crée un climat propice à la recherche d'une solution ».

● A COPENHAGUE, M. Kjeld Olesen, ministre danois des affaires étrangères, a démenti que son gouvernement ait cédé à des pressions et exclu que le Danemark reconnaisse l'O.L.P. Cette organisation, a-t-il précisé, est libre depuis longtemps d'ouvrir un bureau d'information dans la capitale, mais elle ne saurait prétendre au statut diplomatique.

## RÉUNI A DAMAS

## Le comité exécutif de l'O.L.P. mêle le blâme et l'éloge

De notre correspondant

Beirut. — Le comité exécutif de l'O.L.P. réuni dimanche 15 juin à Damas, a vigoureusement critiqué la déclaration de Venise sur la crise du Proche-Orient, non sans avoir énuméré les aspects positifs et tout en laissant la porte ouverte au dialogue avec l'Europe.

La phrase-clé du communiqué, publié dimanche, est la suivante : « La déclaration (de Venise) constitue, en définitive, une tentative européenne de sortir les parties de Camp David de leur impasse et de leur empêcher d'aboutir à un accord. »

Les griefs palestiniens, à l'égard de la déclaration de Venise, comportent sept autres points : avoir ignoré le droit du peuple palestinien au retour et ne s'en être pas tenu aux termes de la résolution 3236 de l'Assemblée générale de l'ONU ; avoir maintenu la référence à la résolution 242 du Conseil de sécurité, qui ne fait pas mention du peuple palestinien mais de réfugiés ; avoir reconnu l'O.L.P. comme représentant unique du peuple palestinien ; avoir assorti d'une condition le droit des Palestiniens à l'autodétermination ; avoir permis à Israël de rejeter de son côté, et pratiquement pour les mêmes raisons, la déclaration de Venise. Un autre point, n'est-il pas exprimé à Tripoli (Liban). Par contre, la Jordanie a vu un pas dans la bonne direction.

LUCIEN GEORGE.

## « Une capitulation semblable à celle de Munich »

(Suite de la première page.)

Le gouvernement israélien estime que la déclaration des Neuf à Venise prouvant la participation de l'O.L.P. à des négociations est un « encouragement pour ceux qui veulent miner les accords de Camp David et ruiner le processus de paix au Proche-Orient ». M. Begin a donc insisté sur ce point de vue. Selon les indications recueillies dans l'entourage du conseil des ministres, certains membres du cabinet en ont contesté la formulation qu'ils jugeaient trop sévère. Le ministre des affaires étrangères, M. Itzhak Mordechai, aurait été de cet avis. Lui-même et d'autres personnalités proches du gouvernement avaient tout d'abord constaté que la déclaration européenne était finalement « modérée » et qu'elle ne contenait pas de « grosse erreur ». On indique, de source bien informée, qu'au début du conseil, dimanche, un premier projet de communiqué, mis au point par M. Begin et mettant le président en cause, la France et l'Allemagne de l'Ouest, a été rejeté.

Pour montrer son hostilité à toute initiative européenne, le gouvernement a fait savoir qu'il n'avait pas encore décidé de son attitude à propos d'une éventuelle mission d'information européenne envoyée à Venise. Des membres du cabinet ont déclaré qu'Israël devait refuser

de recevoir une telle délégation, mais leur suggestion semble n'avoir pas été approuvée par M. Begin. On annonce, lundi matin, que M. Begin doit convoquer les ambassadeurs en Israël des neuf pays de la Communauté européenne pour leur remettre le texte du communiqué publié dimanche.

FRANCIS CORNU.

## « THE NEW YORK TIMES » : une doctrine absurde.

« Leur doctrine (aux Européens) est absurde. Le fond du conflit, la tension dramatique entre la sécurité d'Israël et les droits des Palestiniens a été simplifié présentement comme soluble. La majorité anti-israélienne des Nations unies a été mise en avant comme un garant sûr de la paix. Et l'O.L.P., qui s'était à nouveau engagé une semaine plus tôt à détruire Israël, s'est vu promettre un siège central aux négociations. »

« N'importe quel amateur politique aurait rédigé une déclaration plus honnête et plus compréhensible de l'objectif européen : nous avons tant besoin de pétrole et de commerce avec les Arabes que nous ne pouvons plus attendre l'avis d'Israël, d'Égypte et d'Arabie saoudite pour transformer leur paix partielle en un règlement plus large. Nous espérons qu'en accordant au peuple d'Israël le statut de peuple libre, nous pourrions leur offrir la possibilité de faire partie de la communauté internationale. »

« La pression sur Israël n'a aucune chance de succès, car si ceux qui l'exercent ont aussi peur de l'Occident et témoignent de leur profonde préoccupation pour quelque chose d'autre que leur propre confort. »

De notre correspondant

Bonn. — La déclaration de Venise sur le Proche-Orient suscite des réactions contradictoires à Bonn. De façon inattendue, une partie du groupe parlementaire social-démocrate paraît aujourd'hui d'accord avec le chancelier chancelier de l'opposition, M. Franz-Josef Strauss, pour estimer que les Européens seraient en train de compromettre dangereusement les intérêts fondamentaux d'Israël.

La Frankfurter Allgemeine Zeitung vient de rappeler qu'avant même la rencontre de Venise, quatre membres du S.P.D. avaient adressé au Congrès de Washington un message réaffirmant que les accords de Camp David ouvraient la « seule voie réaliste » à un accord entre Arabes et Israéliens. Il est remarquable que l'initiative de cette démarche ait été prise par M. Herbert Wehner, président du groupe parlementaire social-démocrate au Bundestag qui est, depuis des années, l'un des hommes exerçant une influence décisive au sein du S.P.D. Parmi les autres signataires du message, Mme Anne-Marie Renger, vice-présidente du Bundestag, a déjà signifié en diverses occasions son désaccord avec la nouvelle politique de Bonn qui invoque la solidarité européenne pour justifier une « distanciation » de plus en plus marquée à l'égard de l'État hébreu. Mme Renger n'a pas craint de critiquer publiquement, dimanche, la déclaration de Venise, qui, selon elle, violerait les intérêts légitimes des Israéliens, sans faciliter les efforts de paix de l'administration américaine. Mme Renger a encore précisé que le texte du message adressé à Washington exprimerait « le signe évident » du groupe S.P.D. au Bundestag.

De son côté M. Strauss n'a surpris personne en déclarant, di-

manche au cours d'une interview télévisée, que les gouvernements européens avaient tenté à Venise un « tour de force verbal » en forçant apparemment d'aller au-devant des désirs arabes, sans se dresser de façon ouverte contre les États-Unis. Cependant, la politique des « petits pas » que le candidat chancelier chrétien-démocrate recommande à propos du Proche-Orient ne semble pas beaucoup d'échos favorables au quartier général de la C.D.U.

## Des commentaires sévères de la presse

Quant aux journaux allemands, leurs commentaires sur la réunion de Venise sont pour le moins dépourvus d'enthousiasme. La presse Springer, presque seule à rappeler qu'il n'appartient pas aux Allemands de prendre position contre les intérêts d'Israël, exprime aujourd'hui son attitude de façon plus vigoureuse que jamais. La Welt am Sonntag n'hésite pas à dénoncer « la lâcheté » des Européens qui, les yeux fixés sur les sources de pétrole, en arriveraient à « oublier Auschwitz ».

D'autres organes moins engagés formulent des réflexions tout aussi sévères. La Süddeutsche Zeitung voit surtout dans les décisions de Venise une « renouveau française contre Carter ». Quant au General Anzeiger, le grand organe de la capitale fédérale, il écrit, samedi, qu'après la déclaration sur le Proche-Orient, le fossé entre l'Europe et les États-Unis va encore s'approfondir, en ce qui concerne de façon inévitable l'attraction la compréhension entre Paris et Bonn.

JEAN WETZ.

## AMÉRIQUES

## Canada

## AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

## M. Trudeau critique le manque de consultations avant la rencontre entre M. Giscard d'Estaing et M. Brejnev

M. Pierre Elliott Trudeau, qui était, dimanche soir 15 juin, l'invité du Club de la presse d'Europe 1, a commenté l'échec, le 20 mai dernier, des indépendantistes lors du référendum sur la « souveraineté-association » au Québec. « Ce qui a été démontré », a affirmé le premier ministre canadien, « c'est que même le parti indépendantiste qui dirige le gouvernement au Québec ne peut pas gagner une élection au Québec. »

« Vous le voyez, oui ou non, sortir du Canada ? » parce qu'il savait que même cette question-là serait très vite tranchée par la majorité, la question ambiguë : « Voulez-vous sortir du Canada et, en même temps, y rester ? » Les Québécois ont dit non », a-t-il dit. « Ce n'est pas une question d'opportunité, c'est une question de principe. »

Le premier ministre canadien n'a pas exclu l'idée d'un recours à un référendum dans tout le pays sur la question constitutionnelle. « Puisque le gouvernement

du Québec a pu en appeler au peuple du Québec pour sortir le Québec du Canada, pourquoi serait-il interdit d'en appeler au peuple canadien pour sortir la Constitution canadienne de la Grande-Bretagne ? » a-t-il dit. Le texte qui sert de loi fondamentale au Canada est, en effet, un acte du Parlement de Londres datant de 1867 (N.D.L.R.).

M. Trudeau a, d'autre part, critiqué la rencontre à Varsovie entre MM. Giscard d'Estaing et Brejnev. Si cela avait réussi, le président Giscard d'Estaing aurait été un héros. Comme cela n'a pas réussi, il est plutôt un anti-héros. « Le premier ministre canadien, qui a permis à Brejnev de venir en France, a-t-il dit, a fait un plat », que le président français ait pris cette initiative « sans une certaine consultation ». Tout en exprimant la déception de son pays de boycotter les Jeux olympiques de Moscou, M. Trudeau a déclaré qu'il ne voyait aucune stratégie militaire ou politique, qui permettrait à l'Occident de gagner une guerre contre l'Union soviétique en Afghanistan.

## Brésil

## LES DIRIGEANTS DES DEUX TENDANCES RIVALES DU PARTI COMMUNISTE S'EXPLIQUENT A MOSCOU

Apparemment insoluble au Brésil même, le conflit entre les deux tendances rivales du parti communiste brésilien (P.C.B.) trouve-t-il une solution à Moscou ? Désigné depuis le 17 mai de son poste de secrétaire général, le leader historique du P.C.B., M. Luis Carlos Prestes, est depuis la fin du mois de mai dans la capitale soviétique, où est également arrivé son successeur à la tête du parti, M. Gloukko Dias.

Les divergences entre M. Prestes et la majorité du comité central sont profondes, mais portent d'abord sur l'analyse de la situation intérieure brésilienne (le Monde des 15 février et 13 avril). Elles ne touchent pas, tout au moins publiquement, le domaine de la politique internationale et des rapports avec l'Union soviétique. L'aide apportée par cette dernière, fondamentale pour un parti qui a vécu la quasi-totalité de son existence dans la

clandestinité, les longues années passées à Moscou par les dirigeants exilés, ont contribué à entretenir le prossoviétisme au sein du P.C.B.

M. Prestes est considéré comme très proche de Moscou. Ses adversaires au sein du comité central, plus nuancés en privé, s'abstiennent en public de toute critique de l'Union soviétique afin de ne pas affaiblir leur position au sein du parti dans leur lutte contre l'ancien secrétaire général. Un seul membre de la commission exécutive (armée politique) du P.C.B., M. Armando Guedes, partisan déclaré des thèses du « bloc historique » de Gramsci, avait pris ses distances vis-à-vis de l'Union soviétique et émis des réserves quant à l'action de cette dernière en Afghanistan. Dans un éditorial sous l'égide, le comité central l'a démis de ses fonctions à la commission exécutive le jour même où il démissionnait M. Prestes du secrétariat général. — Th. M.

## Le seuil vous souhaite un été... épique



« Toute une France aime d'amour le Sahara. C'est son roman que Louis Gardel nous raconte dans un livre superbe... une histoire virile, abondante en épisodes de violence, en affrontements de caractère et toujours baignée de sensualité. »

François Nourissier  
Le Figaro magazine

« Louis Gardel aurait pu broder une hagiographie car il descend de ce Saganne. Mais il est romancier et il a chanté la gloire de ce temps là avec du sang, de la volupté, de la mort, et un talent superbe qu'on salue. »

Jules Roy  
Le Nouvel Observateur

« Pour un coup d'éclat, c'est un coup d'éclat ! Une réussite entière, indiscutable... un récit qui sait aller à toute bride sans rien passer. »

Georges Conchon  
Le Quotidien de Paris

Roman 320 pages

s de l'homme

PAIX MAINTENANT



## PROCHE-ORIENT

# Les États-Unis et l'enjeu iranien

(Suite de la première page.)

En Iran, la colère populaire ne dégénère pas en violence. Les journalistes, photographes, caméraman américains qui se frayent difficilement un chemin à travers la marée des manifestants aux abords de l'ambassade des États-Unis, ne sont pas molestés, mais sont souvent l'objet de gestes amicaux. La population, comme ces dirigeants, applique à distinguer le peuple américain des « imperialistes » qui le gouvernent. Les murs extérieurs de l'ambassade sont tapissés d'affiches et de photographies illustrant les « atrocités » commises par les États-Unis ou leurs « agents » au Vietnam, à Cuba, en Thaïlande, au Chili, au Nicaragua, en Palestine et, bien entendu, en Iran sous la monarchie.

Il faut prendre, la haine du chah rassemblée dans les rues, les coups d'entre eux témoignent à l'islam Khomeiny. Si le dernier est contesté par les ethnies minoritaires, par des partis de gauche, par la bourgeoisie libérale, la population retrouve son unité quand il s'agit de dénoncer les méfaits de l'ancien dictateur. Les défilés populaires, regroupant des millions de personnes, sont d'une ampleur et d'une ferveur comparables à la fougue enthousiaste qui caractérisait les manifestations dirigées contre la monarchie en 1978-1979.

### Le soutien de M. Carter au chah

Les Iraniens associent volontiers, jusqu'à les confondre, l'ancien dictateur à ses protecteurs. On ne peut pas oublier, à cet égard, le rôle de M. Carter, qui a été réélu sur le trône, en 1977, par un coup d'État organisé et financé par la C.I.A. ; celle-ci n'avait cessé, depuis, de l'aider tant qu'il était dans le sang toute velléité d'opposition. Il a bénéficié, trente-sept ans durant, du soutien indéfectible de sept présidents américains successifs, y compris de M. Carter, malgré les professions de foi de ce dernier en faveur des droits de l'homme. Au cours d'un banquet donné à Téhéran, le 31 décembre 1977, soit un mois avant que se déclenche le soulèvement populaire, le chef de la Maison Blanche

che leva son verre pour rendre un vibrant hommage à son hôte, « notre proche ami et allié », qu'il remercia d'avoir fait de l'Iran « une île de stabilité » dans un océan de turbulence internationale.

M. Carter ajoutait avec la même impudence que les qualités d'homme d'État du chah lui ont valu « le respect, l'admiration et l'amour de son peuple ». Durant l'été 1978, en pleine effervescence révolutionnaire, le président américain rassura avec effusion l'ambassadeur iranien, M. Zahedi, qui rentrait à Téhéran : « Ne vous inquiétez pas du comportement de Washington ; je serai votre ambassadeur aux États-Unis », lui dit-il. Le 8 septembre 1978, l'armée du chah ouvre le feu sur les manifestants déterminés et en tue plusieurs centaines (plusieurs milliers selon l'opposition). Le lendemain de ce « vendredi noir », M. Carter téléphone de Camp David — où il préside aux négociations de paix israélo-égyptiennes — au souverain pour lui renouveler sa confiance.

### Les atrocités de la SAVAK

Il ne s'agissait pas d'un geste de solidarité platonique. Les baïonnettes tirées par les forces de l'ordre iraniennes sortaient des arsenaux américains. Tout comme les munitions qui ont servi à réprimer l'insurrection étudiante du 4 novembre 1978, un an jour pour jour, avant l'occupation de l'ambassade des États-Unis. En effet, Washington dépêchait à l'armée impériale des provisions supplémentaires : d'équipements nécessaires à la répression : gaz lacrymogènes, gourdins, casques, fusils lance-flammes, grenades à main et autres armes légères. Les hélicoptères qui mitraillaient les foules, les blindés qui écrasèrent les manifestants sur leur passage, étaient de même, made in U.S.A. vingt-cinq ans durant, l'armée du chah avait été largement équipée, entraînée, encadrée par les services du Pentagone. Quelque huit mille « conseillers » ou experts militaires américains résidaient en Iran pour forger l'un des deux principaux instruments du pouvoir impérial, l'autre étant la SAVAK.

Le terreur que faisait régner la police secrète du chah, avec ses cinquante mille agents permanents et ses centaines de milliers d'indicateurs, est encore fraîche dans toutes les mémoires. Le fait

d'évoquer aujourd'hui le nom de la SAVAK provoque chez les Iraniens des sentiments analogues à ceux qu'éprouvaient les Européens à l'égard de la Gestapo, au lendemain de la dernière guerre mondiale. Quelque cinq cent mille hommes, femmes et enfants, estimés à-on, ont connu les camps d'internement ou les cellules humides des prisons — 120 mètres sur 2 mètres — dans lesquelles on entassait jusqu'à trois ou quatre personnes.

Ceux qui ont réussi à échapper aux procès expéditifs devant les tribunaux d'exception, aux exécutions sommaires, aux assassinats, à la mort sous la torture, n'ont pas encore fini de témoigner du calvaire qu'ils ont connu. Les récits des victimes, ou de leurs proches parents — comme celui de M. Rezaei, dont les trois fils ont été tués par la SAVAK — se poursuivent dans les réunions publiques, parfois à la radio, à la télévision, et dans des procès en cours desquels ils sont confrontés à leurs tortionnaires, dont certains ont décrit dans le détail les services qu'ils avaient infligés pour extorquer des « aveux ».

On a ainsi appris, entre autres, que les suspects étaient d'habitude rossés, suspendus par les pieds et fustigés à l'aide de câbles électriques ; que leurs ongles étaient arrachés l'un après l'autre ainsi que leurs dents ; qu'ils étaient empalés à l'aide d'une bouteille cassée ; que des aiguilles chauffées à blanc servaient à transpercer le visage, à perforer le tympan ou à crever les yeux des suppliciés ; que des injections dans la moelle épinière provoquaient leur paralysie ; que l'on obligeait certains d'entre eux en les obligeant à avaler un cachet de cyanure. L'un des anciens chefs de la SAVAK, actuellement incarcéré, M. Hassan Sana, rapporte que l'ex-chah — particulièrement inquiet de l'agitation endémique dans les universités — faisait exécuter secrètement des étudiants condamnés à des peines de prison peu avant la date prévue de leur libération.

En guise de pression « psychologique » on torturait parfois les « coupables » en présence de proches parents — un père ou une mère de préférence — dont certains ont perdu la raison. Il est de notoriété publique, par exemple, qu'un ayatollah unanimement respecté — et dont on taira le nom pour des raisons

compréhensibles — a été contraint d'assister au viol de sa propre fille, avant d'être soumis lui-même à d'ignobles sévices. Les agents de la SAVAK ont poussé le sadisme jusqu'à filmer des scènes de tortures — que l'ancien monarque se faisait prêter, selon l'un de ses proches — et à photographier systématiquement leurs victimes. Ainsi peut-on aujourd'hui feuilleter à Téhéran les « albums de l'horreur » où figurent des cadavres de femmes, d'hommes, d'adolescents, affreusement mutilés.

Jusqu'à une date récente, le gouvernement des États-Unis affirmait tout ignorer des atrocités commises en Iran. Et cela malgré des comptes rendus accablants diffusés au fil des années par diverses organisations de défense des droits de l'homme — Amnesty International notamment — et des groupes de juristes américains ou européens ; malgré, encore, les reportages publiés dans la presse internationale, en particulier dans le Sunday Times (du 18 janvier 1975), à l'issue d'une patiente et minutieuse enquête qui avait duré deux ans.

### Coopération ou complicité avec la C.I.A. ?

Depuis, des témoignages et des documents irréfutables sont venus révéler les liens étroits qui unissent les services de renseignement américains à ceux de la SAVAK. Un rapport secret de la commission des affaires étrangères du Sénat a révélé au cours d'une émission télévisée le 2 mars dernier par la C.B.S. — confirme ce que l'on savait déjà : la SAVAK a été fondée (en 1957), organisée, financée avec le concours de la C.I.A. (ainsi qu'avec la collaboration des services israéliens et britanniques, qui avaient mis des « conseillers » à sa disposition).

L'agence américaine de renseignement formait les agents du chah à Téhéran et à Washington, notamment à l'International Police Academy, aujourd'hui défunte. Tous les ans, trente-cinq officiers de la SAVAK achevaient leur instruction aux États-Unis, vingt-quatre en Israël et une quinzaine en Grande-Bretagne. Tant l'ex-adjoint de sécurité de M. Hassan Sana, que M. Jesse Leaf, ancien haut fonctionnaire de la C.I.A., rapportent que l'un des cours dispensés portait sur « les techniques d'interrogatoire

intensif », y compris la torture. M. Leaf prétend qu'un manuel nazi figurait au programme, tandis qu'un autre ancien membre de la C.I.A., interrogé à ce propos par l'hebdomadaire américain The Nation (1er mars 1980), dément catégoriquement cette affirmation. Quoi qu'il en soit, M. Hassan Sana est formel : les États-Unis fournissent à l'Iran des instruments sophistiqués de torture, notamment le casque Apollo, dont il décrit en détail le fonctionnement (Seven Days, New-York, 14 avril 1980).

Tout indique que les responsables américains étaient parfaitement au courant des conditions d'incarcération dans les prisons iraniennes. « Il fallait être aveugle et sourd pour ne pas le savoir », affirme M. Jesse Leaf, qui assurait les fonctions d'analyste au quartier général de la C.I.A. en Virginie. On lui demande, du moins, d'être muet quand il s'agit de la SAVAK, à rediger une synthèse sur les tortures pratiquées en Iran, ses chefs hiérarchiques lui donnent l'ordre d'y renoncer. Une expérience analogue pousse M. Max McCarthy à démissionner en 1976 de son poste d'attaché de presse à l'ambassade des États-Unis à Téhéran. Alors qu'il s'indignait de la « sauvagerie » dont faisait preuve la SAVAK et de l'indifférence à laquelle il était réduit, son ambassadeur, M. William Helms — qui occupa auparavant le poste de directeur de la C.I.A. — lui demandait d'observer le silence devant les journalistes occidentaux de passage, tant sur le comportement des autorités de Téhéran que sur le rôle occulte des États-Unis en Iran.

Des informations concordantes confirment que la SAVAK et la C.I.A. entretenaient d'étroites relations jusqu'à la chute de la monarchie, en février 1979. Une cinquantaine d'officiers de l'agence américaine résidaient en permanence à Téhéran, sans compter une centaine de « retraités » spécialistes du renseignement, qu'employait le gouvernement iranien. M. Hassan Sana se rendait régulièrement à l'ambassade des États-Unis pour s'entretenir avec ses homologues de la C.I.A. « qui nous servaient de conseillers », précise-t-il.

Coopération ou complicité ? Que l'on juge : la SAVAK charge en 1978 l'un de ses agents, M. Khan Pir, d'assassiner deux personnalités de l'opposition :

M. Sadegh Ghotbadeh (l'actuel chef de la diplomatie iranienne), qui résidait alors en France, et M. Nasser Afshar, qui publiait aux États-Unis une feuille anti-royaliste, Iran Free Press. Le projet avorta, l'homme de main ayant retourné sa veste après son arrivée à Paris. La commission des affaires étrangères du Sénat apprit, à l'issue d'une enquête menée auprès des responsables que la C.I.A. et le département d'État avaient été préalablement informés de l'entreprise criminelle. Fait aggravant : les autorités de Washington, curieusement, n'avaient pas jugé utile d'objecter au projet de la SAVAK ou même d'informer M. Afshar, pourtant citoyen américain, du sort qui l'attendait.

Les dirigeants de Washington refusent de s'expliquer sur leur comportement dans cette affaire ou d'une manière générale sur leurs responsabilités dans la terreur que faisait régner le chah. Le président Carter continue de soutenir que les États-Unis « n'ont rien à se reprocher » et préfère parler, en évoquant l'affaire des otages, de la « barbarie » des ayatollahs. M. Brzezinski, son principal conseiller, se demande encore si les étudiants des milieux islamiques, qui occupent l'ambassade ne sont pas, en réalité, des agitateurs professionnels du parti communiste tondue.

Plus conciliant que son homologue américain, le président Banî Sadr a admis publiquement, et à plusieurs reprises, que la détention des diplomates est contraire au droit international et à la morale islamique. Mais il fait valoir que, les choses étant ce qu'elles sont, le problème demeure insoluble si l'on persiste à vouloir dissocier le dossier des otages de celui des griefs iraniens à l'égard des États-Unis. Une telle issue, cependant, supposerait que Washington se soit résigné à clore un chapitre d'histoire, à perdre définitivement ce qui fut l'un des plus beaux fleurons de l'empire américain.

ERIC RO-

Prochain article :

ERREURS ET FAUX CALCULS

# IL NE SUFFIT PAS D'UNE BONNE OUIE POUR BIEN ÉCOUTER.

Nous avons presque tous une bonne oreille.

Comment se fait-il alors, que nous écoutons si mal ? Au point que notre taux d'écoute moyen ne dépasse pas 25%.



Il faut croire qu'entendre et écouter sont deux choses bien différentes. Ce que nous entendons, nous devons l'interpréter, puis l'évaluer, et enfin réagir. C'est ce qu'on appelle l'écoute.

Au cours de ce processus complexe, nous rencontrons un grand nombre d'écueils. Par exemple : Nous jugeons — et souvent mal — un orateur d'après sa diction ou son apparence.

Les paroles de nos interlocuteurs sont déformées par nos idées, notre émotivité et nos préjugés.

Nous laissons de côté délibérément les sujets que nous trouvons trop difficiles ou inintéressants.

Et comme notre cerveau travaille quatre fois plus vite que nous ne parlons, nous avons tendance à être distraits.

Pourtant, bien que l'écoute soit une technique de communication difficile, elle ne nous a jamais été enseignée.

Chez Sperry, l'une des plus grandes sociétés du monde avec 88.000 employés, nous ne pouvons nous permettre une mauvaise écoute.

Aussi, avons-nous mis au point des programmes complets à l'usage de tout le personnel de nos Divisions dans le monde.

Commerciaux, ingénieurs et jusqu'au Président.

Nous sommes convaincus qu'une bonne écoute apporte une dimension nouvelle aux services que nous offrons à nos clients. Et vous le serez aussi, quand vous parlez à quelqu'un de chez Sperry.

Il n'y a rien de tel qu'une oreille vraiment attentive.

**SPERRY**

Pour nous, l'important est de savoir écouter.

Sperry comprend : les ordinateurs Sperry Univac, les machines agricoles Sperry New Holland, les équipements hydrauliques et pneumatiques Sperry Vickers, les systèmes de navigation et de contrôle Sperry et Sperry Flight Systems.

Télex : votre propre écoute.

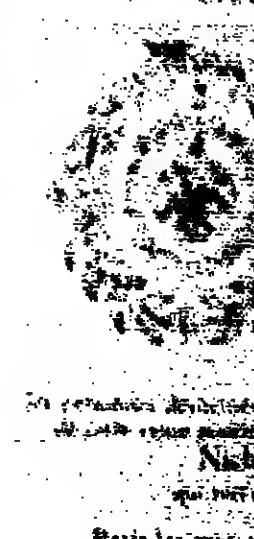
Écrivez à Sperry, Dept MD3, 98, avenue de la République, 92400 Courbevoie, pour recevoir notre « test d'écoute » qui vous distraira et vous surprendra.

l'apparition du « terr...  
est le résultat d'une

Depuis 36 ans, le journal  
"Les Années"  
pour la vente de  
La Vierge Perdue 2.400 F

Sotheby

HAUTE  
Novembre



Vendredi 10 novembre 1979



## PROCHE-ORIENT

## L'apparition du « terrorisme israélien » est le résultat d'une lente évolution

De notre correspondant

Jérusalem. — Les Israéliens n'ont pas fini de mesurer les conséquences et la signification des attentats commis le 2 juin contre trois maires de Cisjordanie. Deux semaines après, la malaise persiste et tend même à s'aggraver. Parce que l'enquête ne semble pas avoir progressé. Parce que toute une série de menaces de mort sont adressées à des personnalités de Cisjordanie mais aussi à des dirigeants et des journalistes de la gauche israélienne, ce qui conduit à servir la cause palestinienne (le Monde du 13 juin). Parce qu'enfin de nombreux partisans de la solution des territoires occupés reconnaissent qu'ils « comprennent » les motivations des auteurs des attentats même s'ils condamnent le recours à cette forme d'action.

M. Begin a affirmé que l'enquête en cours était « la plus importante jamais entreprise en Israël ». Mais les enquêteurs ont fait jusqu'ici preuve d'une grande discrétion, ce qui souève des critiques. Les avocats du maire de Naplouse déclarent, par exemple, que certaines dispositions élémentaires n'ont pas été prises, telles que l'interrogatoire des témoins directs de l'explosion, d'un côté, la femme et les enfants de M. Basam Chakka, qui se trouvaient sur les lieux.

D'autre part, deux faits retiennent particulièrement l'attention : le 10 mai, une grande quantité d'armes, de munitions et d'explosifs dérobés à l'armée par des militaires israéliens a été découverte à Jérusalem ; apparemment, les recherches sont au point mort à propos de cette affaire ; on se demande toutefois si les deux soldats arrêtés n'ont pas bénéficié de diverses complaisances dans l'armée et si d'autres dépôts clandestins aussi importants n'ont pas été constitués ailleurs ; dans le cas des explosions du 2 juin, la technique utilisée par les auteurs des attentats était très élaborée. Les membres du ou des commandos étaient rompus au travail de sabotage. Là encore, cela laisse à penser que des militaires — d'active ou de réserve — pourraient être impliqués. X a-t-il à présent en Israël des « soldats perdus » prêts à passer, pour des motifs politiques, à l'action terroriste ?

## Une brisure

dans la société israélienne

Les menaces récemment lancées contre des Palestiniens et des Israéliens ne seront peut-être pas suivies d'effets, mais leur tonneur prouve au moins que les terroristes, qui ont agi le 2 juin, ne sont pas aussi isolés que les autorités gouvernementales et militaires voudraient le laisser supposer. Les réactions de la majorité des citoyens israéliens — d'origine ou d'immigrés — sont d'ailleurs très diverses. Des milliers de personnes ne désapprouvent pas totalement les tentatives d'assassinat contre les maires palestiniens, ces derniers étant dénoncés comme des « ennemis d'Israël », des « criminels », qui ont eu ce qu'ils « méritaient ».

Un leitmotiv entendu dans les implantations israéliennes des territoires occupés : « Je ne peux pas dire que je n'ai pas éprouvé une certaine satisfaction ». A Jérusalem ou à Tel-Aviv, de tels propos ne sont pas rares, et jusque dans la part d'un député du Parti national religieux, qui le 2 juin, aussitôt après les trois attentats, a déclaré en disant un mot de bienvenue à des « amis ennemis » :

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

« Les attentats ont été une victoire pour Israël ».

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

De notre correspondant

## DIPLOMATIE

## LA VISITE EN FRANCE DU ROI DE SUÈDE

## Les déclarations du ministre des affaires étrangères

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

(Suite de la première page.)

entre l'Union soviétique et les

entre l'Union soviétique et les

entre l'Union soviétique et les

entre l'Union soviétique et les

entre l'Union soviétique et les



# AFRIQUE

## Algérie

EXAMINÉ PAR LE CONGRÈS DU F.L.N.

### Le nouveau plan quinquennal prévoit une forte augmentation des dépenses à caractère social

Alger. — Le président Chadli Bendjedid a ouvert dimanche matin 15 juin, au stade du F.L.N., le congrès extraordinaire du F.L.N., réuni jusqu'au 19, pour examiner et adopter le prochain plan quinquennal de développement 1980-1984. Le chef de l'Etat a réaffirmé, devant plus de trois mille délégués dont six cents militaires, sa volonté de rester

fidèle à la Charte nationale et à l'option socialiste du pays. Il a souligné que tous les dirigeants étaient collectivement responsables des erreurs qui avaient pu être commises dans le passé en matière économique et qu'il n'était question ni de remettre en cause les options ni d'interdire le progrès à quiconque.

Le congrès doit étudier également des

propositions du comité central visant à modifier certaines dispositions des statuts du F.L.N. (Le Monde du 15-16 juin). L'une d'entre elles viserait à infuser de façon plus précise les organisations de masse au parti. Elle susciterait de fortes réticences notamment au sein de la centrale syndicale UGTA. Les débats à ce sujet pourraient être vifs.

#### De notre correspondant

« Pour une vie meilleure » : ce slogan martelé par la radio, s'étale chaque jour en lettres rouges à la « une » du quotidien *El Moudjahid*. Il constitue l'un des maîtres-mots du congrès. Le projet du plan quinquennal a été élaboré sous la direction du ministre du plan, M. Brahimi, au terme d'une vaste opération d'évaluation critique menée systématiquement en 1979. Réalisations, méthodes, structures, tout a été passé au crible afin de recenser les erreurs, les lacunes et les insuffisances d'une économie qui a connu ces quinze dernières années une très forte croissance. Une campagne d'explications et de discussions s'est également déroulée tout au long du premier semestre de 1980 : payant de sa personne, M. Brahimi a animé une série de réunions avec les agents économiques, les walis (préfets), les organisations nationales, et des « tables rondes » à la télévision. Le ministre a mis l'accent sur la volonté des autorités de répondre de façon prioritaire aux besoins et à « aux aspirations sociales fondamentales » de la population. Ces dernières sembleraient un « programme antipénurie » doté de 5 milliards de dinars (6 milliards de francs) déjà permis de mettre en abundance sur le marché un certain nombre de produits de base, notamment alimentaires, qui faisaient cruellement défaut.

Les rédacteurs du plan ont néanmoins dû tenir compte de nombreuses contraintes, dont la pression démographique n'est pas la moindre : l'Algérie comptera 27 millions d'habitants en 1990 et 36 millions en l'an 2000 contre 19 millions actuellement.

Le Front-Polissario a confié, samedi 14 juin, pour la première fois, la « destruction » par ses « unités marines » du chalutier portugais *Rio Vouga*. Le 4 juin, au large des côtes du Sahara occidental, sans donner aucune indication sur le sort des membres d'équipage. Le communiqué rappelle que le Front avait détruit, le 23 mai, un chalutier espagnol et capturé ses membres d'équipage. On a publié la liste, ainsi qu'un bateau marocain, le *Taraboum*, le 3 mai, dont les membres d'équipage ont été également capturés. Un autre communiqué a annoncé, dimanche, la destruction d'un hélicoptère marocain à Guelma-Zemmour (Sahara occidental) et diverses opérations dans la région de Tan-Tan, dans le sud du Maroc. — (A.F.P.)

lions de mètres cubes. L'industrialisation « sauvage » a dévoré quelque 250 000 hectares de terres agricoles et a creusé les disparités régionales, notamment entre l'étroite frange côtière du nord et le reste du pays. La wilaya d'Alger concentre, à elle seule, 14 % de l'emploi total du pays. Si cette évolution n'est pas stoppée, 70 % des habitants occuperaient, dans vingt ans, 1 % de la surface totale du pays.

Il est difficile, dans ces conditions, de tirer du projet des conclusions nettes quant à la philosophie des rédacteurs du plan. Sur les 400 milliards de dinars d'autorisations de dépenses programmées, 196,9, soit près de moitié, représentent des programmes déjà engagés. Il s'agit des « restes à réaliser » des deux plans quadriennaux 1970-1973 et 1974-1977. L'importance de la somme peut surprendre parce qu'elle équivaut à la totalité des investissements dans ces deux plans (35 milliards de dinars pour le premier et 120 pour le second), mais les ministres ne cachent pas leur optimisme. Les « restes à réaliser » atteignent un montant particulièrement élevé dans l'industrie (17,5 milliards de dinars), l'hydraulique, l'éducation (30 milliards), l'habitat (34,5 milliards) et les infrastructures économiques (19 milliards).

#### Rétablir les équilibres économiques

Le projet de plan est finalement assez comparable à ses prédécesseurs, et rien n'autorise à parler de « virage » radical. La prédominance de l'Etat se voit affecter 154,5 milliards de dinars, soit 36,6 % du total des autorisations de dépenses, contre 45,5 % dans le plan 1974-1977. Comme par le passé, les hydrocarbures se taillent la part du lion avec 63 milliards de dinars soit 40 % des investissements industriels et 19,7 % des dépenses totales. Parallèlement et bien que les autorités aient proclamé leur volonté de privilégier ces secteurs, l'agriculture et l'hydraulique ne se voient accorder ensemble que 11,7 % des crédits soit 47,1 milliards de dinars contre plus de 15 % dans le précédent plan. L'agriculture seule ne reçoit que 6 % des autorisations de dépenses, soit un peu plus de 24 milliards. Il est vrai que la capacité de consommation de l'agriculture est limitée et qu'une relance de ce secteur demande surtout des réformes structurelles. Rajeunisse-

ment, maintien et formation de la main-d'œuvre, meilleure organisation des unités de production, levée des contraintes bureaucratiques, alimentation régulière du secteur en semences, engrais, pièces détachées.

Les dépenses à caractère directement social, enfin, atteignent 128 milliards de dinars, soit 32 % du total : 60 milliards pour l'éducation et la formation (10,5 %), et 25,9 milliards pour les infrastructures sociales et les équipements collectifs (6,4 %).

Le financement de tous ces investissements se fera par une grande partie des recettes d'exportation des hydrocarbures (60 milliards de dollars) prévues en 1980 (dont on pense qu'elles s'accroîtront de 10 % par an). Le recours à l'emprunt sera limité à 50 milliards de dinars. En ce domaine aussi les dirigeants veulent restaurer certains équilibres. Ils renouent à leurs prédécesseurs d'avoir financé l'industrialisation en anticipant sur les recettes futures d'exportation. La dette algérienne atteindrait 22 milliards de dollars et son service aurait absorbé en 1979 24 % des recettes d'exportation et même 28 % si l'on tient compte des dépenses militaires. L'objectif serait de ramener ce pourcentage à 10 % au maximum en 1990.

Plus que dans les chiffres, c'est dans les déclarations faites ces derniers mois par M. Brahimi que l'on peut saisir les intentions des dirigeants et le sens des ajustements en cours.

Rétablir les équilibres fondamentaux de l'économie, maîtriser la gestion des entreprises et pour cela revoir leur dimension, rétablir un certain nombre de lois économiques simples telles que la relation entre la demande et l'offre, la productivité et le salaire, rendre confiance aux producteurs comme aux consommateurs, supprimer les rigidités, les blocages bureaucratiques, donner sans réticence à l'initiative privée la place que lui accorde la Charte nationale, réduire la dépendance matérielle et technologique à l'égard de l'étranger en proportionnant le développement aux ressources et en faisant davantage appel aux cadres nationaux, améliorer l'accent en matière industrielle sur les petites et moyennes entreprises facilement gérables employant des techniques simples et fournissant de nombreux emplois, telles sont les principales lignes de force du prochain plan.

Pour ce faire le plan lui-même doit devenir pour tous, selon un mot célèbre, une « œuvre obligatoire ». Pour éviter toute rigidité, il sera décomposé en plans annuels qui pourront être révisés. Son exécution se fera sous le contrôle des institutions locales, assemblées populaires communales et de wilayas ainsi que des entreprises nationales. Celles-ci pourront bénéficier d'autorisations partielles de l'Etat sur le commerce extérieur vivement attaqué par certains milieux.

DANIEL JUNQUA

## République Sud-Africaine

### Le quatrième anniversaire des émeutes de Soweto. Un policier a été tué dans la région du Cap

De notre correspondante

Johannesburg. — Un policier blanc a été tué à coups de couteau dans la cité noire d'Umlotoli, près du Cap, alors que, selon les responsables du maintien de l'ordre, il venait de charger avec ses collègues un groupe de deux cents personnes qui, malgré l'interdiction de tout rassemblement, célébraient le quatrième anniversaire des révoltes lycéennes de Soweto le 16 juin 1976.

A Soweto même, la police et des manifestants se sont affrontés, dimanche après-midi. Ce lundi matin, le climat, principalement dans la péninsule du Cap, mais aussi au Transvaal, est très tendu.

Frappant dans leurs mains et chantant en chœur, environ quatre cents personnes s'étaient regroupées dimanche après-midi devant l'église catholique Regina Mundi, à Soweto. Rien n'aurait pu les empêcher de célébrer d'une façon ou d'une autre le 16 juin. L'ordre du jour du rassemblement était de plus de dix personnes dans vingt-quatre districts jusqu'à la fin du mois, ne les ont pas découragés, pas plus que l'intervention répétée de la police. Chassés du parvis de l'église par des chiens policiers, ils ont commencé une marche. Dispersés, ils se regroupèrent à un carrefour, puis à nouveau dans les jardins de l'église.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

## A TRAVERS LE MONDE

### Chine

UNE GREVE EN VUE. L'obtention des augmentations de salaires s'est produite le 13 mai dernier dans une usine d'alimentation de Shanghai, rapporte la radio de cette ville. Devant le refus de la direction de satisfaire leur revendication, les ouvriers ont décidé, indique la radio, « une attitude d'attente », puis ils se sont cruels à la « grève de la production ». Le « meneur » de ce débrayage a été mis à pied et les grévistes se sont vu infliger des sanctions financières. — (A.F.P.)

M. REAGAN L'EMPORTE. RAIT SUR M. CARTER. A l'élection présidentielle avait lieu maintenant, indique un sondage Gallup publié par l'hebdomadaire *Newsweek*, dimanche 15 juin. L'ancien gouverneur de Californie obtiendrait 40 % des voix contre 36 % à M. Carter et 19 % à M. Anderson. Au cas où le candidat indépendant abandonnerait la course, M. Reagan l'emporterait avec 45 % des suffrages contre 43 % à M. Carter. — (A.F.P.)

### Nicaragua

M. MICHEL ROCARD, membre du bureau exécutif du parti socialiste, est arrivé samedi 14 juin à Managua pour une visite privée de deux jours. A l'invitation du ministre nicaraguayen des affaires étrangères, M. Miguel Escoto. — (A.F.P.)

### Union soviétique

M. ALEXANDRE PODRABWIK, ancien animateur du comité d'études sur l'utilisation abusive de la psychiatrie, a été arrêté, le 13 juin, dans la ville d'Oust-Nera, où il purgeait, depuis mai 1978, une peine de cinq ans d'assignation à résidence pour « activités antisoviétiques ». On apprend d'autre part l'arrestation, au début du mois de juin, de Mme Oksana Mechko, soixante-dix ans, membre du groupe ukrainien de surveillance de l'application des accords d'Helsinki. — (A.F.P.)

### Etats-Unis

CENT MINUTEMEN DE PLUS ? La commission des forces armées du Sénat américain a approuvé par 13 voix contre 4 une résolution demandant d'ajouter cent missiles intercontinentaux « Minuteman 3 » aux cinq cent cinquante déjà en place. Le gouvernement s'est déclaré opposé à ce que cette proposition amènerait les Etats-Unis à dépasser le plafond de mille deux cents missiles à copies multiples fixé par les accords SALT-2. Elle devra cependant, pour devenir effective, être approuvée par les deux chambres du congrès. — (A.F.P.)

## Libéria

Le fils de l'ancien président

l'ambassade de France

le rappel du représentant

Le fils de l'ancien président du Libéria, le capitaine Charles Taylor, a été arrêté par des soldats de l'armée nationale libérienne, dimanche 15 juin, dans la région de Monrovia. Taylor, âgé de 28 ans, est le fils aîné du président démissionnaire, le capitaine Samuel Doe. Il a été arrêté alors qu'il se trouvait dans un véhicule avec deux autres personnes. Les autorités libériennes ont déclaré que Taylor était suspecté d'être impliqué dans des activités militaires illicites. Il est actuellement détenu à la prison de Monrovia. L'ambassade de France à Monrovia a été informée de l'arrestation et a exprimé ses vives inquiétudes. Elle a demandé la libération immédiate de Taylor et la fin des poursuites à son encontre. Le représentant français au Libéria a également été rappelé à Paris pour évaluer la situation.

## CORRESPONDANCE

Reflexion sur les exécutions à Monrovia

Les exécutions à Monrovia, capitale du Libéria, ont été l'objet d'une vive controverse internationale. Des rapports ont été publiés selon lesquels des centaines de personnes ont été exécutées sans procès. Ces allégations ont été démenties par les autorités libériennes, qui ont affirmé qu'il s'agissait de personnes impliquées dans des activités militaires illicites. Cependant, la communauté internationale continue de s'inquiéter de la situation. Des appels ont été lancés pour que les autorités libériennes mènent une enquête indépendante et transparente sur ces événements. Les droits de l'homme sont une préoccupation majeure pour tous les observateurs de la scène internationale.

préparation d'été ou annuelle

# MEDECINE

7 centres : saint-pères, seilly, nation, bichot, créteil, orsay, châtouy  
57, r. Ch. Leffevre, 92 Neuilly. 722.94.94 - 745.09.19  
enseignement supérieur privé

**CEPES**

# ARNYS SOLDE

Costumes coton, toile de laine fine, crêpe, etc.  
à partir de ..... 1200F 900 F

Vestes légères et blazers demi-saison, laine, coton, polyester et coton.  
à partir de ..... 1200F 990 F

Chemises 100 % coton, polyester et coton, fantaisies et unies.  
à partir de ..... 250F 100 F

Pantalons 100 % coton, laine fine, etc.  
à partir de ..... 330F 245 F

Soldes importants sur toute la collection féminine

**ARNYS** 14, rue de Sèvres, 75007 Paris. Tél. 548.76.99

L'été à

# VAL D'ISERE

C'est le ski au soleil, les stages de tennis, la découverte du Parc de la Vanoise, les randonnées en montagne, la détente.

Office de Tourisme  
Tél. : (79) 06.10.83

Centre **ISTH** Centre  
**AUTEUIL - TOLBIAC**  
Institut privé des Sciences et Techniques humaines  
• Concours juridique et économique

**ENA**  
• Examen d'entrée à :  
**SCPO**

PRÉPARATIONS COMPLETES DE JANVIER à fin JUIN  
et PRÉPARATION INTENSIVE du 1er JUILLET à fin AOUT

• Entrée en AP  
• Soutien en cours d'AP  
• Procédure d'admission en 2e année  
TAUX CONFIRMÉS DE REUSSITE

AUTEUIL, 6, Av. Jean Herguy, 75016 Paris, Tél. 224.10.72  
TOLBIAC, 83, Av. d'Ivry, 75013 Paris, Tél. 585.59.35

# La vedette du Salon de Genève à Volvo Paris pendant 8 jours



Du 18 au 24 juin, la Volvo-Concept-Car est à Paris. C'est une voiture extraordinaire. Un écran de télévision remplace le tableau de bord, un ordinateur tient même compte du niveau d'eau des vitesses. Un spoiler s'abaisse automatiquement à partir de 70 km/h. Le turbocompresseur permet de doubler la puissance du moteur diesel. Les ceintures de sécurité se bouclent toutes seules.

Pendant cette semaine, outre cette voiture exceptionnelle, Volvo Cardinet vous présentera ses plus beaux véhicules d'occasion garantis par Volvo, les véhicules de direction et des collaborateurs Volvo et bien sûr toute la gamme complète actuelle Volvo.

Parking gratuit. De 9h à 22h, tous les jours, samedi 21 et dimanche 22 juin compris.

**VOLVO PARIS**  
112, rue Cardinet, 75017 Paris



## AFRIQUE

## ASIE

## Libéria

## L'armée a arrêté le fils de l'ancien président Tolbert dans l'ambassade de France

Monrovia demande le rappel du représentant de Paris

Le gouvernement libérien a demandé, dimanche 15 juin, au gouvernement français le rappel de M. Dofot, ambassadeur de France à Monrovia, et annoncé M. Gabriel Barchus Matthews, ministre libérien des affaires étrangères, lors d'une allocution radio-télévisée.

Cette demande fait suite à l'intrusion de l'armée libérienne dans les locaux de l'ambassade de France, où a été arrêté samedi soir, le 14 juin M. Adolphus Benedict Tolbert, fils aîné de l'ancien président Tolbert. Ce dernier était réfugié dans les locaux de l'ambassade depuis le 15 avril, soit trois jours après le coup d'Etat au cours duquel son père fut assassiné. Pour le gouvernement libérien, a expliqué M. Matthews, le fait, de la part de l'ambassadeur de France, d'abriter M. A.B. Tolbert « est considéré comme étant clairement incompatible avec son statut diplomatique », et de ce fait, M. Dofot ne peut plus, par conséquent, jouir de la confiance du gouvernement du Libéria.

Le ministre a affirmé que si des soldats avaient pénétré, samedi, à l'intérieur de l'ambassade de France, c'est parce que, en l'absence de l'ambassadeur, des domestiques avaient entendu du bruit dans une chambre de la mission diplomatique et, croyant à la présence d'un voleur, avaient demandé de l'aide.

La décision prise par la France d'accorder asile au fils de l'ancien président Tolbert a permis à ce dernier d'éviter la violence. L'assassinat de l'ancien président par les putschistes, la mort tragique de plusieurs personnalités de l'opposition pour le régime ont été les motifs invoqués pour le départ de M. Tolbert. Les conditions de ce départ sont restées incertaines, mais le nouveau gouvernement contrôle mal la situation à Monrovia.

Des contacts ont été pris entre divers chefs d'Etat africains et l'initiative du président Houphouët-Boigny, une solution de compromis pourrait aboutir à la remise en liberté de M. Adolphus Benedict Tolbert. En effet, le président libérien doit réunir ce lundi à Yamoussoukro les présidents Samuel K. Doe du Libéria, Sanku Touré de Guinée, pour leur demander de trouver une issue honorable à l'incident. Les difficultés qu'éprouvent les nombreux dirigeants libériens à se faire reconnaître par leurs pairs dans les instances internationales devraient, surtout à la veille du sommet de l'O.U.A. de Freetown, inciter M. Doe et ses amis à faire preuve d'un maximum de bonne volonté. — Ph. D.]

## CORRESPONDANCE

## Réflexion sur les exécutions à Monrovia

Chaque époque troublée, chaque révolution, chaque guerre, a eu ses tribunaux expéditifs, ses jugements sommaires et ses exécutions. En « légalité » justifiant parfois l'assassinat. Hier le Congo, aujourd'hui le Libéria.

En France, l'occupation a connu ses sections spéciales et les opérations de la milice à la libération a connu ses cours martiales. M. Henri Anton, avocat à Paris, nous écrit à ce propos.

Voici ce qu'il a publié, dans son numéro daté du 23 avril, le compte rendu très détaillé d'une exécution au Libéria (1).

Il m'est arrivé d'assister à un tel genre d'exécution et à une sorte de procès analogue à celui qu'on a subi les fusillés du Libéria.

En ce temps-là avait été instituée une sorte de tribunal populaire portant le beau qualificatif de « Cour martiale ».

Si mon mémoire est bon, il a séjourné pendant je ne sais combien de mois, presque tous les jours, au palais de justice de la ville. Il jugait, chaque fois, en trois heures, vingt et un accusés. Dix-neuf étaient condamnés à mort. Sur ces dix-neuf, deux étaient graciés.

Les accusés étaient assistés d'avocats qui plaident deux à trois minutes. C'était en effet largement suffisant.

J'ai assisté à l'un de ces procès. Je ne pourrais jamais oublier l'interrogatoire de l'un des accusés : — Quel âge avez-vous ? — Quinze ans.

— Vous êtes milicien ? — Oui.

— Avez-vous porté les armes contre les maquis ? — Jamais. J'avais suivi un stage d'infanterie, j'étais infirmier.

— Si vous étiez allé en opération contre les maquis, auriez-vous soigné les miliciens blessés ? — (En effet, que pouvait-il répondre ?)

Le requérant deux semaines le temps par l'accusation de dire qu'il avait gagné ses galons de capitaine sur les champs de bataille et d'énumérer les noms des accusés pour lesquels il demandait la peine de mort.

Le milicien de quinze ans, infirmier, fut condamné à mort. Je l'ai vu mourir.

Les condamnés furent amenés en car.

Les sept premiers condamnés à l'exécution furent placés dans des sacs en plastique et jetés dans le feu. Ils ne furent pas liés. Ils n'eurent pas les yeux bandés.

Après la salve, le chef du peloton, mitraillette sur le bras gauche, pistolet à la main droite et cigarette embouchée dans un fume-cigarette aux lèvres, s'approcha lentement des corps et, posément, donna des coups de grâce, allant de l'un à l'autre, tirant des poils, revenant à un corps pour tirer à nouveau une fois, deux fois.

Pendant ce temps, les autres condamnés attendaient et regardaient.

Ensuite vint le tour des croques-morts qui firent la mise en bière devant les poteaux.

Le même cérémonial recommença pour les sept condamnés suivants, puis pour les derniers.

Je vous laisse le soin d'imaginer au bout de combien de temps après l'arrivée sur les lieux des condamnés la troisième salve retentit.

Cette « exécution », vous l'avez compris, est le prétexte à un procès qui a justifié l'arrêt de l'un au pays d'Ekossa 1<sup>er</sup>, ni au pays de Khomeiny, ni chez Videla ou autre Pinochet.

J'ai été témoin de ces faits à Montpellier (France), après la libération, dans un pays fier d'être redevenu républicain, démocratique, respectueux des droits de l'homme.

(1) Sur l'CP, dans l'émission « L'Événement » d'Henri Marquet et Julien Beaumont, ont été diffusées des images filmées des exécutions au Libéria.

Paris-Match a également publié des photos des pelotons chargés de fusiller les condamnés en l'occurrence d'anciens ministres du président Tolbert, lui-même tué lors du putsch de Monrovia.

## Tchad

## UN TRAITÉ A ÉTÉ SIGNÉ AVEC LA LIBYE

Capté au Tchad, Radio-Tripoli a officiellement annoncé, dimanche 15 juin, que la Libye a signé un traité avec le Tchad — document au sujet duquel les dirigeants de Tripoli ne donnent aucune précision.

Dans un discours prononcé dimanche, à l'occasion du dixième anniversaire du retrait des troupes américaines du pays, le colonel Kadhafi, chef de l'Etat libyen, a souligné que son gouvernement « n'interfèrera pas dans les affaires intérieures du Tchad, mais qu'il soutient le peuple tchadien et son avancement, la volonté (front de libération nationale tchadien), contre le colonialisme et le fascisme au Tchad et en Afrique ». Puis le colonel Kadhafi a ajouté : « Le peuple libyen ne doit intervenir dans les affaires intérieures du Tchad, mais il doit intervenir dans la lutte intérieure tchadienne que dans le contexte d'une coalition dirigée par la Libye et le Tchad et déposé auprès de l'Organisation de l'Unité africaine ».

D'autre part, on apprend à Tripoli qu'une colonne libyenne de deux cents hommes, arrivée le 5 juin dans la capitale tchadienne pour soutenir les troupes du président Goukouni, a attaqué des positions des Forces armées du Nord (FAN) de M. Hissène Habré, dans le secteur de l'ouest et que, après cinq heures de très intense, cette colonne a été devant les FAN. — (A.F.P., Reuters).

## Mozambique

M. SAMORA MACHEL, président du Mozambique, a annoncé, dimanche 15 juin, l'entrée en vigueur à partir de lundi d'une nouvelle unité monétaire, le metical, qui remplacera l'escudo mozambicain. Les Mozambicains pourront changer les anciens escudos en metical pendant trois jours à un taux qui n'a pas été précisé. A cet effet, les frontières du pays seront fermées pendant la nuit, la formation de l'ancien premier ministre Charan Singh (0,32 % et les deux P.C., qui avaient conclu une alliance, avec 4,67 % des voix. — (A.F.P.).

## Inde

## LES ÉMEUTES DANS L'ÉTAT DU TRIPURA AURAIENT FAIT PLUS D'UN MILLIER DE MORTS

Des centaines de corps décomposés et mutilés, en provenance de l'Etat indien du Tripura, ont été charriés vers le Bangladesh par les rivières Gumi et Sonai, indiquant le quotidien bengalais Iti-Jug, citant des sources officielles.

La situation est « sous contrôle », ont déclaré les autorités de New-Delhi après les affrontements, qui ont fait la semaine dernière plus d'un millier de morts. Des incidents sporadiques se poursuivaient cependant le 15 juin entre autochtones et immigrants. Le Tripura est l'un des trois Etats de l'Union indienne gouvernés par des communistes marxistes (indépendants de Moscou et de Pékin). Le ministre fédéral de l'Intérieur a rappelé que le cabinet central avait le pouvoir de révoquer un gouvernement local qui ne faisait pas respecter l'ordre.

## Trois fonctionnaires assassinés

Dans l'Etat voisin du Mizoram, trois fonctionnaires gouvernementaux ont été assassinés par des « insurgés », le 14 juin.

L'agence de presse P.T.I. a, d'autre part, communiqué une analyse faite sur ordinateur des résultats de récents scrutins provinciaux. Le Congrès-I, le parti de Mme Gandhi, a remporté 38,64 % des voix. Par rapport aux résultats des élections législatives nationales du début de l'année, le parti gouvernemental a sensiblement accru sa position dans l'Uttar-Pradesh, le Rajasthan et le Madhya Pradesh, et enregistré une légère baisse au Bihar, au Gujarat, en Orissa et surtout au Maharashtra et au Tamil Nadu. Le principal parti d'opposition, à l'issue de ces élections dans neuf Etats de l'Union, apparaît être le Janata (10,66 % des voix) ; viennent ensuite le Lok Dal, formation de l'ancien premier ministre Charan Singh (0,32 % et les deux P.C., qui avaient conclu une alliance, avec 4,67 % des voix. — (A.F.P.).

## Cambodge

## Les Khmers rouges intensifient leurs opérations militaires contre l'armée vietnamienne

Le retour de la saison des pluies au Cambodge s'accompagne d'une importante recrudescence des activités militaires des Khmers rouges. Selon l'envoyé spécial d'U.P.I. à Phnom-Penh, il ne s'agit pas d'attaques massives, mais de coups de main, d'embuscades, de sabotages. Des ponts sont dynamités rendant la circulation sur les routes encore plus difficile ; il est dangereux de voyager après le coucher du soleil.

Ainsi, sur la route 5, au nord du Tonlé-Sap, l'envoyé spécial d'U.P.I. a vu des chars à bords transportant des civils blessés lors d'un accrochage entre troupes vietnamiennes et Khmers rouges près de Kompong-Kdei ; des paysans, qui ne se plaignaient pas, lui ont dit que les maquisards résistent autour de leur village depuis plusieurs jours. A quelques kilomètres de là, un convoi militaire vietnamien était immobilisé devant un pont détruit la veille. Les postes militaires jonchent les routes tous les 10 kilomètres. Au moins vingt-quatre camions transportant l'aide internationale ont été détruits ou interceptés ; récemment un convoi de vingt camions a été pris par les maquisards. Les équipes de médecins vietnamiens et de pays de l'Est traitent sans cesse des victimes des combats.

A Phnom-Penh même où, comme dans d'autres villes, se sont infiltrés des guérilleros, les ambassades soviétique et vietnamienne ont été mitraillées le 21 mai et un cocktail Molotov a été lancé contre l'Hotel Monorom. Un dépôt de munitions « saisi » à Kompong-Cham, enfin, environ deux mille militaires vietnamiens auraient déserté et se seraient réfugiés en Thaïlande depuis l'année dernière.

Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) a demandé, dimanche 15 juin, aux autorités thaïlandaises d'ajourner le « rapatriement volontaire » des Khmers réfugiés en Thaïlande, et qui doit commencer ce lundi (le Monde du 14 juin). Le H.C.R. a invoqué des « raisons techniques » indiquées par l'A.P.P. et Reuters. Selon l'A.P.P., ce « rapatriement » commencera mardi.

## Afghanistan

## Le comité de la Conférence islamique tente de réunir toutes les parties au conflit

Le comité constitué par la Conférence islamique pour tenter de trouver une solution politique à la crise afghane se réunira, vraisemblablement les 19 et 20 juin, à Genève. M. Aga Shahi, qui est l'un des trois membres du « comité des sages », a indiqué le 15 juin, à Islamabad, que celui-ci était prêt à entendre les représentants de l'U.R.S.S., du régime de Kaboul et de la résistance mais qu'il n'était pas certain que chacune de ces parties vienne à Genève. Les conversations n'équivalaient en aucun cas à une reconnaissance du gouvernement Karmal, a-t-il précisé.

Le ministre pakistanais vient de se rendre en Roumanie et en Allemagne fédérale, et ira prochainement à Londres, où il s'entretiendra du problème afghan avec le premier ministre, Mme Thatcher, et le secrétaire au Foreign Office, lord Carrington.

Le déroulement de la réunion de Genève dépend beaucoup de la position de Moscou, qui n'a pas réagi officiellement à cette initiative. Celle-ci devrait déboucher sur l'organisation d'une conférence internationale sur l'Afghanistan, sous les auspices des Nations unies.

Cependant, les *Investia*, organe du gouvernement soviétique, ont relevé, le 14 juin, avec satisfaction certains « changements » dans les positions occidentales vis-à-vis de l'Afghanistan. « Dans plusieurs pays, des hommes politiques réalistes étudient des documents en provenance de Kaboul ». « On comprend qu'un règlement politique du problème afghan doit tenir compte des intérêts et de la sécurité de l'U.R.S.S. », écrit le journal. Selon Washington et Pékin restent sur leurs positions car ils « spéculent », affirment les *Investia*, pour lesquelles la seule possibilité de règlement doit s'appuyer sur les propositions faites par Kaboul et inspirées par Moscou.

Sur le terrain, la province du Pakhtia, à l'est de l'Afghanistan, a été le théâtre de violents combats, en fin de semaine, après qu'une importante colonne de blindés soviétiques, se rendant à Urgam, ville-garnison située à une cinquantaine de kilomètres de la frontière pakistanaise, fut tombée dans une embuscade. Un porte-parole des résistants afghans au Pakistan a indiqué que ceux-ci auraient détruit une douzaine de blindés et abattu un bombardier ; ils auraient, d'autre part, reçu d'importants renforts. Les combats auraient entraîné la fuite de milliers de réfugiés vers le Pakistan.

## Trois anciens ministres exécutés

A Kaboul, trois anciens ministres du gouvernement Amin ont été exécutés après avoir été condamnés par un tribunal révolutionnaire. Il s'agit de MM. Babeb Janeshir, ancien ministre des affaires étrangères ; Mohammad Zareef, ancien ministre des communications, et Sidiq Alamyar, ancien ministre du plan. Ces exécutions portent à treize le nombre des condamnés passés par les armes en une semaine. Les trois suppliciés appartenaient à l'une des factions — le Khalq — du parti démocratique et populaire d'Afghanistan au pouvoir. D'autre part, selon les informations parvenues à New-Delhi, le vice-premier ministre, M. A. Sarwar, ne serait ni assigné à résidence ni en désaccord avec le président Karmal, comme la rumeur en avait circulé à Kaboul. Un célèbre chanteur populaire, membre du Khalq, a été tué le 15 juin, par des « contre-révolutionnaires » (expression utilisée par les autorités afghanes pour désigner les résistants). Deux responsables du Parcham — l'autre branche du P.D.P.A. — ont été tués la semaine dernière, par des résistants, dans la province de Baghlan, a annoncé le mouvement Herbe Takmil.

Enfin, deux députés U.D.P., MM. Alain Madelin et Gilbert Barlier, ont quitté Paris, dimanche 15 juin, pour une mission d'une semaine en Afghanistan. — (A.F.P., A.P., U.P.I., Reuters).

Vous rêvez tous aux vacances...

Prenez-les donc au Pérou, avec PATRICK CAUVIN

C'ÉTAIT LE PÉROU

Les trois mousquetaires du Machupicchu... Des aventures tendres, amusantes, inoubliables.



Le dernier roman de PATRICK CAUVIN

L'auteur de :  
L'Amour aveugle, Monsieur Papa,  
E = mc² mon amour (I love you je t'aime)  
Pourquoi pas nous ?, Huit jours en été.

Clairès



## EUROPE

## Union soviétique

## Les difficultés du ravitaillement provoquent des manifestations de mécontentement

Moscou. — Des rumeurs de grèves dans deux des principales usines automobiles d'U.R.S.S. ont été accueillies avec prudence par les observateurs et sans surprise par les nombreux Soviétiques, rapidement mis au courant par les émissions des radios étrangères. En effet, ces bruits n'ont pas pu être confirmés par des témoins directs, et les précisions qui sont données par des sources généralement bien informées sont souvent contradictoires. Mais, d'un autre côté, personne ne s'étonne que la mauvaise ravitaillement provoque des manifestations de mécontentement.

Que s'est-il passé exactement à Togliattigrad et à Gorki, au début du mois de mai ? Selon des informations révélées par le *Financial Times* (le 14 juin), les ouvriers des usines automobiles VAZ (Volga avto zavod), qui produisent sept cent mille véhicules par an, soit 65 % de la fabrication soviétique, auraient cessé le travail le 6 mai, pendant vingt-quatre heures, pour protester contre la pénurie persistante de viande et de produits laitiers. Selon d'autres sources, la débrayage aurait eu lieu fin avril, ou tout au début de mai, et aurait touché soixante-dix mille ouvriers sur les cent mille qui travaillent à la VAZ. Mais c'était peut-être un mouvement de solidarité avec les conducteurs d'autobus urbains qui protestent contre un allongement de leur charge de travail. Tout serait rentré dans l'ordre après que les autorités eurent satisfait les revendications des conducteurs. Une délégation d'hommes d'affaires français qui a séjourné la semaine dernière à Togliattigrad n'a cependant entendu parler d'aucune grève.

Selon un des animateurs des syndicats libres, une grève des conducteurs d'autobus aurait déjà eu lieu en octobre 1979, dans la même ville. L'usine VAZ de Togliattigrad, qui a pris en 1964 le nom de l'ancien dirigeant du parti communiste italien, a été construite avec l'aide de Fiat et elle produit essentiellement des modèles dérivés de la Fiat, vendus en Occident sous le marque Lada. Elle fabrique aussi une voiture lourde Larran qui a été introduite il y

De notre correspondant

à un peu plus d'un an sur le marché européen sous le nom de Niva. Les automobiles sont très recherchées par les citoyens soviétiques, qui doivent attendre plusieurs années avant de pouvoir les acquérir et les payent trois fois plus cher que leur prix de revient.

## Des tracts à Gorki

A Gorki, le mouvement aurait touché les deux cent mille ouvriers de l'usine GAZ (Gorskiy avto zavod), qui produit des voitures particulières Volga et des camions. Il aurait duré deux jours, également au début de mai. Deux mille tracts manuscrits auraient été distribués en ville. Les grévistes protestent, selon certaines sources, contre le mauvais approvisionnement ; selon d'autres, contre le fait que des logements neufs destinés à des employés de l'usine auraient été attribués à des gens chassés de Moscou à l'occasion des Jeux olympiques.

Mina Helena Bonnar, épouse de l'académicien Sakharov, qui est assigné à résidence à Gorki depuis le 22 janvier dernier, n'a pas entendu parler de ce mouvement alors qu'elle se trouvait à Gorki pendant la période incriminée. Elle a cependant confirmé la pénurie chronique de nombreux produits dont les habitants de la ville souffraient depuis bientôt cinq ans.

Bien que le droit de grève ne soit pas inscrit dans la Constitution de l'U.R.S.S., les arrêts de travail comme forme d'expression de mécontentement, pour être exceptionnels, ne sont pas totalement inconnus. Sans remonter à la fin de l'époque khrouchtchévienne, où la suppression de la ville de Novotcherkassk, près de Rostov-sur-le-Don, fut noyée dans le sang en 1964, des grèves ont été signalées au cours des cinq dernières années dans le port de Riga, capitale de la Lettonie, et à Toula, ville industrielle au sud de Moscou. Au début de 1977, les grèves de Toula, protestant déjà contre le mauvais approvisionnement, ont été étouffées. M. Brejnev s'était rendu alors à Toula, à laquelle il avait remis

la litre de ville héros pour son attitude pendant la deuxième guerre mondiale (les villes soviétiques sont classées pour l'approvisionnement selon un ordre strict : après Moscou et Leningrad viennent les autres villes héros puis les capitales des républiques fédérées).

Cette année encore, les magasins d'alimentation sont vides dans la plupart des grandes villes. A Moscou même, qui jouit pourtant d'une situation privilégiée, chacun se plaint de ne pouvoir trouver qu'avec peine les produits les plus essentiels et la vie de tous les jours, et plus d'un million de personnes viennent quotidiennement des villes de la grande couronne (jusqu'à 250 ou 300 kilomètres) se ravitailler dans la capitale, où il n'y a pourtant guère de fruits et légumes. Sur les marchés khoulzians les prix s'envoient : 10 roubles le kilo de fraises, 10 roubles le kilo de tomates et jusqu'à 3 roubles le kilo de pommes de terre nouvelles (1).

Dans les entreprises, les salariés, selon leur place dans la hiérarchie et les résultats de leur travail, reçoivent régulièrement des « colis » de produits alimentaires, mais il n'est pas exclu que ces rations supplémentaires soient étagées également réduites. En effet, l'année dernière, le plan n'a pas été réalisé pour la production de viande, de charcuterie, de produits laitiers, de conserves de poisson, etc. Au cours du premier trimestre, la production agricole a à peine augmenté et elle a même diminué en ce qui concerne le blé. Aux difficultés générales et chroniques de l'agriculture soviétique s'ajoutent les effets de l'embarquement américain sur les céréales et ceux des stocks que les autorités auraient fait pour pouvoir nourrir les touristes des Jeux olympiques. Mais on peut se demander si, en laissant courir ce bruit dans la population, on n'a pas tenté de détourner l'attention de la situation dont les causes sont beaucoup plus profondes et qui ne disparaîtront certainement pas après la cérémonie de clôture des Jeux olympiques.

DANIEL VERNET.

(1) 1 rouble = 650 F sur cours officiel.

## Espagne

## M. Oreja souhaite poser en 1981 le problème de l'adhésion du pays à l'OTAN

De notre correspondant

Madrid. — L'Espagne semble avoir décidé de jouer la carte de l'alliance atlantique pour riposter au coup de train donné par M. Giscard d'Estaing à ses aspirations européennes.

Dans une longue interview au quotidien *El País*, le ministre des affaires étrangères, M. Marcelino Oreja, a annoncé, dimanche 15 juin, que l'Espagne souhaitait adhérer rapidement à l'OTAN, mais que son adhésion serait liée à la bonne marche des négociations sur son entrée dans le Marché commun.

Depuis longtemps, le gouvernement espagnol caressait l'idée de l'adhésion à l'OTAN, malgré l'opposition des socialistes et des communistes ; mais jamais encore il n'avait été aussi précis et catégorique.

« Je pense que nous pourrions adhérer à l'alliance atlantique à brève échéance. De toute façon, avant les élections de 1983, je crois que 1981 serait une bonne date pour poser le problème », déclare M. Oreja. Mais, ajoute-t-il, il nous faut deux garanties :

la première est que le processus d'intégration de l'Espagne au Marché commun suive son cours. « Une attitude européenne non solitaire de l'Espagne ne permettrait pas la présence de notre pays dans l'organisation défensive occidentale. Il serait absurde de penser que l'Espagne puisse s'incorporer à la défense européenne d'une Europe qui ne lui est pas solidaire sur des thèmes vitaux pour elle », dit-il.

La seconde garantie demandée par M. Oreja est que le transfert de la Grande-Bretagne à l'Espagne de la souveraineté sur Gibraltar soit en bonne voie. Londres et Madrid ont engagé des négociations préliminaires à ce sujet.

L'entrée de l'Espagne dans l'OTAN est un sujet controversé dans le pays, surtout parmi les jeunes. Les socialistes demandent qu'une décision aussi importante, qui romprait définitivement la neutralité de l'Espagne, soit soumise à référendum. Mais M. Oreja est catégorique : « Le gouvernement n'estime pas nécessaire un référendum. La majorité parlementaire suffira. »

Même au sein de l'armée, les opinions sont partagées. Un tout récent sondage, publié par une

revue militaire, indiquait que si 80 % des officiers supérieurs étaient favorables à l'adhésion de l'Espagne, les officiers subalternes y étaient opposés à une faible majorité.

A quelques jours de la visite du président Carter à Madrid, la déclaration de M. Oreja sera bien accueillie à Washington, où, depuis longtemps, on tente d'attirer l'Espagne à l'OTAN. Pour le moment, l'Espagne est liée aux Etats-Unis par un traité de cinq ans, signé en 1976, en vertu duquel elle leur a concédé l'usage d'une base navale et de trois bases aériennes, en échange d'une aide économique et militaire de 1250 millions de dollars. Le traité doit être renouvelé en 1981, et M. Oreja a indiqué qu'il pourrait être complétement renouvelé à l'adhésion de l'Espagne à l'OTAN.

## Madrid et la C.E.E.

A l'alliance atlantique, l'Espagne apporterait une armée de terre forte de deux cent vingt mille hommes, une marine de quarante mille hommes et une aviation de quelque quarante mille hommes. Mais, surtout, elle lui donnerait, avec les îles Canaries, une profondeur stratégique qui lui manque.

Quant à la date de l'entrée de l'Espagne dans le Marché com-

mun, M. Oreja estime que le sommet de Venise a donné « un coup de frein au coup de frein » du président français à « Le thème de l'Espagne n'a pas été traité par le conseil européen ; donc, la calendrier d'adhésion se maintient », dit-il. Il attire l'attention de M. Giscard d'Estaing sur les conséquences qu'il y aurait à préférer l'Europe des patries à l'unité européenne. Les Espagnols seraient désenchantés et pourraient tourner le dos à l'Europe. Leurs tentatives tiers-mondistes et centralistes pourraient remettre en question la position de l'Espagne dans l'Europe commune.

Il est évident que la préparation et la planification de ces « rimes se font en France. Il se commet également en France certains délits, comme le paiement de l'impôt rétroactif (prélevé par l'ETA auprès des industriels basques espagnols). Il est inadmissible que la France n'adopte pas de position énergique et maximale sur ce problème qui réclame des solutions internationales », ajoute-t-il. (Inf:rim.)

## Grande-Bretagne

## L'aile gauche travailliste marque des points dans la réforme du parti

De notre correspondant

Londres. — M. Callaghan a subi deux échecs dans son affrontement avec la gauche du parti travailliste, mais le débat ne sera tranché que lors du congrès annuel du Labour, en octobre, à Blackpool.

Après dix-huit heures d'intense discussion, la commission chargée d'enquêter sur les raisons de la défaite électorale de 1979 et de proposer des réformes dans

l'organisation du parti a en effet abouti, le dimanche 15 juin, à deux conclusions majeures : d'une part, le leader du parti et son adjoint ne seront plus élus exclusivement par le groupe parlementaire mais par un collège électoral ; d'autre part, les députés travaillistes devront obligatoirement obtenir l'approbation des sections locales du parti avant de se présenter aux élections des députés. La gauche, majoritaire au sein de la commission, a ainsi marqué deux points importants. Le collège électoral devrait, en effet, favoriser l'élection d'un leader venant de ses rangs ; un certain nombre de députés modérés ou jugés à droite pourraient bien être, en outre, répudiés par les militants du parti.

Néanmoins, M. Callaghan a réussi à limiter les dégâts et peut espérer renverser en sa faveur les décisions de la commission prises à la majorité très serrée de sept voix contre six. En effet, il faut noter que M. Duffy, leader du syndicat des métallurgistes, s'est prononcé contre la procédure de sélection des candidats alors qu'il avait approuvé au dernier congrès, en octobre 1979.

Etant donné le système du « vote par bloc », pratiqué dans les assises travaillistes, son revirement pourrait être décisif lorsque la proposition sera soumise en octobre prochain au congrès de Blackpool ; d'autre part, la gauche a échoué dans ses efforts pour s'assurer le contrôle de la mise au point du programme électoral du parti. Au dernier congrès, une motion laissait à l'exécutif la responsabilité de rédiger la plateforme électorale, mais elle fut approuvée. Mais à la majorité d'une voix, la commission a recommandé que le collège électoral prévu pour l'élection du leader approuve aussi ce document. La gauche, majoritaire au sein de l'exécutif, sera donc obligée de composer.

Certes, M. Callaghan a dû faire une concession majeure en acceptant le principe d'un collège électoral, alors que, depuis longtemps, la désignation du leader était de la compétence exclusive du groupe parlementaire. Mais il a évité le pire, et la répartition des sièges au sein de ce collège n'assure pas automatiquement à la gauche une entière prépondérance. Le collège sera composé pour 50 % des représentants des groupes parlementaires, pour 25 % des représentants des syndicats ; 20 % seront désignés par les sections locales et 5 % par les groupements affiliés au parti. M. Callaghan et ses amis peuvent raisonnablement espérer trouver l'appui des leaders modérés des syndicats.

La procédure de désignation des membres du collège électoral reste à mettre au point, et il faut s'attendre à de nouveaux affrontements à ce sujet, d'abord au sein de l'exécutif puis ultérieurement au congrès de Blackpool. Le parti est donc loin d'être joué et le repli tactique opéré par M. Callaghan pourrait bien lui permettre, avec l'appui d'un ou de deux plus grands syndicats, d'enrayer définitivement l'offensive de la gauche. Ainsi, M. Callaghan avait quelque raison d'exprimer sa satisfaction, modérée à l'issue des débats de la commission.

ALAIN ROLLAT.

HENRI PIERRE.

## OUTRE-MER

## LA CRISE AUX NOUVELLES-HEBRIDES

- La France s'oppose à l'utilisation des troupes britanniques
- Le gouvernement néo-hébridais cherche à renouer le dialogue avec M. Jimmy Stevens

L'état-major et les premiers détachements de la compagnie du 42<sup>e</sup> commando des Royal Marines envoyés aux Nouvelles-Hébrides par le gouvernement britannique sont arrivés dimanche matin 15 juin à Port-Vila. Une centaine de fusiliers marins disposent d'armes légères et les hélicoptères sont déjà à pied d'œuvre et ils doivent être rejoints par une centaine d'autres avant mercredi soir.

La France a remis dimanche à la Grande-Bretagne une note de protestation, car elle estime que l'envoi et l'utilisation éventuelle d'un contingent militaire ne sont pas justifiés, le calme régnant dans l'archipel.

M. Peter Blaker, ministre d'Etat chargé de la coopération, s'est déclaré, dimanche, au micro de la B.B.C., « déçu » par la pro-

testation française. M. Blaker a expliqué que l'envoi d'une force commune avait été décidé conjointement par les deux commissaires résidents.

Cette explication a provoqué une mise au point du secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, qui rappelle que M. Dideot avait en l'occurrence tenu un bon équilibre. En fait, l'envoi de la force commune n'est pas une décision de la France à toute solution de force. La déclaration du secrétaire précisait également : « Il doit être clair que la France, qui garde la responsabilité conjointe du maintien de l'ordre dans ce condominium, refusera que les troupes britanniques soient utilisées à autre chose qu'à garder le siège de l'administration britannique. C'est aux Néo-Hébridais qu'il appartient de trouver une solution à leurs problèmes. Il

De notre envoyé spécial

serait donc déraisonnable d'envisager de faire combattre les soldats qui appartiennent aux meilleures unités de l'armée britannique, arrivés avec un armement considérable, contre des Mélanésiens armés la plupart du temps d'arcs et de flèches et qui demandent seulement un peu de compréhension. »

A Port-Vila, M. Andrew Stuart, commissaire résident britannique, a accordé aux Royal Marines des pouvoirs de police.

Enfin, le gouvernement néo-hébridais, que dirige M. Walter Lini, président du Vanuatu Pati (VAP), a déclaré, lundi, l'envoi d'une mission de conciliation pour tenter de renouer le fil de la négociation avec M. Jimmy Stevens, chef de file des sécessionnistes de l'île d'Espiritu-Santo.

## Confusion

En revanche, le représentant de la France accepterait la mise au point d'un texte spécial qui permettrait de remplacer sous l'autorité de la tutelle franco-britannique, les services publics essentiels, notamment la radio, la police et les communications extérieures ou intérieures. En conclusion, M. Robert a dit à M. Stuart sa crainte que la présence des troupes « ne donne plus particulièrement à la population mélanésienne le sentiment que l'actuel gouvernement néo-hébridais ne jouit plus de sa légitimité que sur la protection de ses forces d'intervention ».

Sur place, personne ne sait exactement quel sera le rôle des soldats britanniques. Le règlement royal publié, le 14 juin, par Lord Carrington, ministre des affaires étrangères, leur confère uniquement des pouvoirs de police sur les ressortissants britanniques. Compte tenu de la fermeté de la

position française, les observateurs les plus avisés estiment que l'ampleur de l'opération engagée par Londres exige maintenant que celle-ci soit menée jusqu'à son terme en dépit de la protestation française, c'est-à-dire jusqu'à une intervention aéroportée dans l'île de Santo pour y restaurer au moins formellement l'autorité du gouvernement de Port-Vila.

A Luganville, les partisans de M. Jimmy Stevens privilégient cette hypothèse. Ils ont renforcé leur dispositif de surveillance de l'île sud de l'île d'Espiritu-Santo, en particulier en face de l'île de Tongoa où ils soupçonnent les miliciens gouvernementaux de préparer des actions visant à provoquer une intervention militaire. L'autre hypothèse consiste à avancer que les troupes britanniques demeureront confinées à des travaux para-militaires, utilisant la force », a indiqué, dimanche, M. Stuart.

Pour le commissaire britannique, la présence des troupes devra essentiellement favoriser un règlement politique de la crise en facilitant l'ouverture de négociations entre le gouvernement néo-hébridais et les séparatistes de Santo. Afin que cette pression soit plus efficace, MM. Stuart et Lini souhaitent le retour à Port-Vila des gendarmes mobiles.

Le premier ministre néo-hébridais a d'ailleurs décidé de faire un geste. Il a chargé M. Sela Mollisa de se rendre, mardi, à Luganville, investi de larges pou-

Port-Vila. — L'acheminement des soldats britanniques et de leurs équipements a nécessité l'utilisation de deux appareils de la Royal Air Force : quatre VC-10 et huit Hercules. Ce déploiement de forces ravit les partisans du courant anglophone majoritaire regroupés au sein du VAP, mais agace les membres de l'opposition modérée et francophone. Les premiers soldats britanniques ont été accueillis à l'aéroport par le chef du gouvernement néo-hébridais, M. Walter Lini et le commissaire résident de Sa Majesté, M. Andrew Stuart. En revanche, le commissaire résident français, M. Jean-Jacques Robert, ne s'était pas fait représenter, afin de marquer la désapprobation de Paris. La divergence qui existe entre le gouvernement français et le gouvernement britannique sur l'opportunité de la présence des troupes d'intervention dans l'archipel a été accentuée dimanche après-midi par la teneur d'une lettre de protestation adressée par M. Robert à M. Stuart.

Le délégué extraordinaire de la France aux Nouvelles-Hébrides a notamment écrit : « Si les événements qui ont conduit au meurtre d'Alexis Volou légitiment la venue de forces de maintien de l'ordre extérieures à Port-Vila, en raison de la tension qui a régné dans cette ville dans la journée et dans la nuit du mercredi 13 juin, ce qui entraîne, avec votre accord, l'appel aux gendarmes mobiles, le retour au calme

que nous constatons depuis cette date ne justifie pas la présence de forces extérieures et encore moins la venue d'unités militaires. C'est la raison pour laquelle les gendarmes mobiles ont été renvoyés à Nouméa. »

Cette lettre reprend les arguments exposés par M. Paul Dideot à M. Peter Blaker. M. Robert affirme pour sa part que son homologue britannique lui a donné l'assurance, le 14 juin, que les commandos britanniques resteraient stationnés à Port-Vila et ne se déplaceraient dans aucune partie de l'archipel. Le commissaire français ajoute que « tout déplacement ou tout emploi de tout ou partie des unités britanniques qui serait ordonné unilatéralement » serait considéré par le gouvernement français « comme une violation du protocole de 1974 et du plan conjoint de 1973 ». Ce dernier texte, relatif à la protection du condominium « contre une menace interne », précise les modalités d'utilisation conjointe des forces armées dans les opérations de police et de défense.

Conformément aux instructions qu'il a reçues de Paris, M. Robert a également répondu par la négative à plusieurs propositions que M. Stuart lui avait faites la veille. Le commissaire britannique lui avait demandé s'il acceptait de proclamer l'état d'urgence ; de discuter de la définition du statut juridique, ainsi que des pouvoirs des trou-

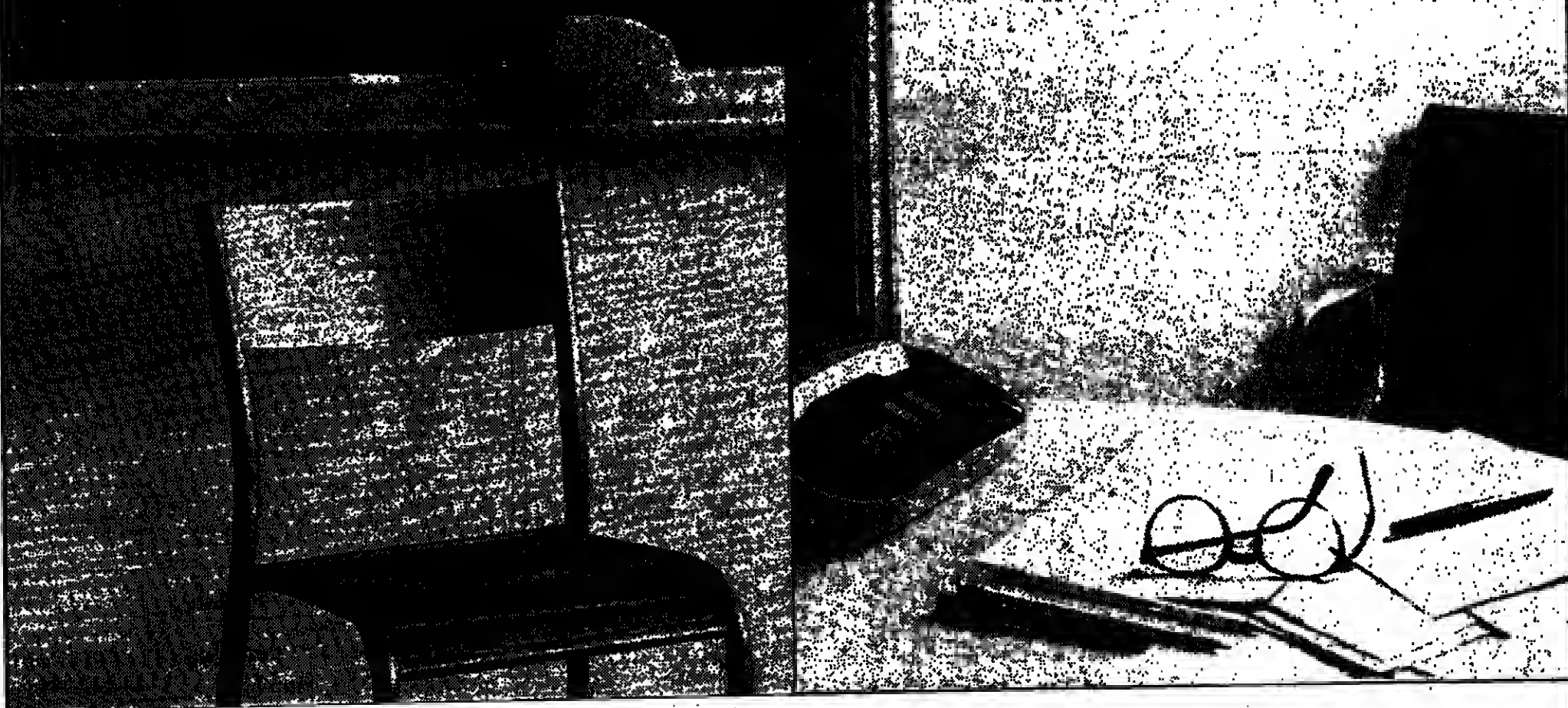
GRANDE OUVRIÈRE L'ESPRI



**SPECIAL  
ÉTUDIANTS**

QUELLES  
ETUDES  
EN 80?

POUR QUELLES  
CARRIÈRES  
EN 85 ?



GRANDES ÉCOLES  
OU UNIVERSITÉ ?

QUELS DIPLOMES  
POUR QUELLES  
ENTREPRISES ?

LES FONCTIONS  
QUI ONT  
DE L'AVENIR.

SECTEURS :  
CEUX QUI AURONT  
LE VENT EN POUPE.

**L'EXPRESS: LE CŒUR DE L'ESSENTIEL, LES COULEURS DE L'INATTENDU.**

**L'EXPRESS**

CETTE SEMAINE



## Les bases d'un compromis entre MM. Mitterrand et Rocard existent-elles ?

# M. Einstein

position des Editions



- Mais c'est vrai, tout à fait vrai. Si je pouvais écrire dans la presse, j'écrirais tout ce que j'aurais écrit. J'aurais beaucoup moins aimé. Je ne dis pas que je ne ferais pas un article, par exemple, sur la dépression du monde. Je dois dire très consciemment - ce serait malhonnête de ne pas le dire - que je ne pourrais pas, à la direction et aux mécanismes du centralisme bureaucratique de l'Union soviétique, résister dans mon pays, présentement.

(1) Miodenec G. Willard et D. Tarkovski, MM. Bérard, Bourdier, Bruhat, Gascou, Gantier, Kinkar, Mounier, Moissonnier, Soboul, C. Willard.

(2) D'importants licenciements ont été opérés lors de la reconstruction de la défilé communiste (voir le *Monde* du 20 octobre 1957).

(3) *Les Nouvelles littéraires* du 22 janvier 1958.


(4) *Le Monde* du 25 janvier 1958. Le *Scénario* commentait ses livres de la défilé communiste des « peintres novateurs ».

(5) *Le Monde* du 8 février 1957.



## ***M. Brice Lalonde va devoir s'imposer à l'ensemble du mouvement écologiste***

**Les t**



**qui ont**

Les coce  
développent da  
En mett  
Uclaf a apporté  
maladies. Le pri  
alcaloïde nature  
Febrifuga Louv.  
industrielle et à  
maîtrise du Grou  
En 1980, l  
dans le monde  
Son succès  
cientifique, indus  
C'est un ét

**Rou**



# Les têtes chercheuses



## Investir dans les idées qui ont toutes les chances de succès.

Les coccidioses sont des maladies parasitaires qui se développent dans les élevages de poulet de chair.

En mettant au point un anticoccidien, le Sténorol, Roussel Uclaf a apporté une contribution essentielle à la lutte contre ces maladies. Le principe actif du Sténorol est un dérivé d'un alcaloïde naturel extrait d'une fleur asiatique dénommée *Dichroa Febrifuga* Louv. Roussel Uclaf a réussi à en réaliser la synthèse industrielle et à le fabriquer sur une grande échelle, grâce à la maîtrise du Groupe en matière de synthèses chimiques longues.

En 1980, le Sténorol est commercialisé dans 40 pays dans le monde.

Son succès témoigne de la complémentarité du savoir-faire scientifique, industriel et international de Roussel Uclaf.

C'est un état d'esprit.

**Roussel Uclaf**   
Des chercheurs qui réussissent.



JUSTICE

DANS UNE LETTRE AU CHEF DE L'ÉTAT

Les avocats des cinq Allemandes arrêtées à Paris dénoncent les conditions de détention de leurs clientes

Les avocats français des cinq ressortissantes allemandes soupçonnées d'activités terroristes, appréhendées à Paris les 5 et 6 mai, et dont la République fédérale d'Allemagne a demandé l'extradition (le Monde des 23 mai et 12 juin), ont adressé le 14 juin une lettre au président de la République dans laquelle ils dénoncent les conditions dans lesquelles sont détenues leurs clientes au quartier des femmes de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis. Ces conditions, écrivent-ils, « constituent de manière flagrante un attentat aux libertés, une violation des droits de la défense et une discrimination dans les droits accordés aux prévenus pendant leur détention ».

Dans ce texte signé par M<sup>rs</sup> Henri Leclerc, Marie-France Schmidlin, Jacques Versès, Stéphane Camuzeaux et Thierry Malleville, les défenseurs signalent d'abord l'illegalité du régime de l'isolement dans lequel ont été placées depuis leur incarcération M<sup>mes</sup> Siegelinde Hoffmann, Ingrid Barabass, Regina Nicolai, Karin Muenichow et Karola Ewertmann et qui, disent-ils, « ne saurait en tout état de cause dépasser la durée totale de vingt jours et sans qu'il ait été ordonné par une autorité compétente ». Or, assurent-ils, l'avocat général, qui occupe le siège du ministère public aux audiences de la chambre d'accusation chargée de se prononcer sur la demande d'extradition allemande, a déclaré publiquement n'avoir jamais donné la moindre directive concernant l'application de l'espèce de l'article 116 du code de procédure pénale, c'est-à-dire l'interdiction de communiquer pendant une période de deux fois dix jours, et pas davantage la moindre mesure d'isolement. Les avocats se plaignent en

outre des difficultés qu'ils rencontrent lors de leurs visites à la prison et soumises à toutes sortes d'entraves allant jusqu'au refus pur et simple. Ils font état de violation, à plusieurs reprises, du secret de leur correspondance « par des saisies et fouilles à corps répétées ». Mais, surtout, ils affirment que l'application rigoureuse du régime auquel sont soumises leurs clientes « a abouti, les 3, 11 et 12 juin derniers à des coups portés par le personnel de la prison, aidé par des hommes et M<sup>lle</sup> Regina Nicolai et à M<sup>lle</sup> Karin Muenichow, au déshabillage de cette dernière et à la confiscation pendant vingt-quatre heures des pièces de la procédure qui leur avait remises M<sup>rs</sup> l'avocat général près la chambre d'accusation, à la demande de la défense ».

En conclusion, les auteurs de la lettre indiquent au président de la République que « devant ces violations flagrantes de la légalité », ils vont préparer et déposer une série de requêtes et de plaintes : requête en récusation de M. Jean Bertholon, président de la chambre d'accusation, pour avoir refusé de répondre aux demandes de la défense de prendre des mesures immédiates pour mettre fin à cette situation ; plainte pour attentat aux libertés et discrimination dans l'exercice d'un droit contre la direction de maison d'arrêt des femmes de Fleury-Mérogis ; plainte contre X, pour violence exercée par des fonctionnaires publics.

Les avocats signataires avaient déjà signalé dans leurs précédents exposés les faits qu'ils dénoncent au bâtonnier de l'ordre des avocats à la cour d'appel de Paris. Le 15 juin, M<sup>rs</sup> Marie-France Schmidlin a adressé une nouvelle lettre au bâtonnier, à la suite de la visite qu'elle avait voulu faire la veille à ses clientes, en compagnie de M<sup>rs</sup> Camuzeaux. Elle y relate de nouvelles difficultés et cite un propos de la direction de la prison à l'endroit des deux avocats : « On a de bonnes raisons de ne pas vous faire confiance ».

**LE MONDE**  
Moi chaque jour à la disposition de ses lecteurs des questions d'actualité.  
Vous y trouverez positivement  
**LES BUREAUX**  
qui vous reçoivent

AUX ASSISES DE L'ESSONNE

Le «gang des B.M.W.»

Leur histoire pourrait être contée à la manière d'un western médiocre et douteux. Aujourd'hui, c'est à cette dans le box de la cour d'assises de l'Essonne, à Evry, sous la présidence de M. Guy Fioch, qu'il s'agit de M<sup>rs</sup> Fioch, fils sortant d'un lycée et limitant leurs propos aux plus strictes banalités. Les douze membres du «gang des B.M.W.», tous plus ou moins liés familialement, ont adopté un système de défense basé sur une savante confusion. On leur reproche vingt-neuf vols qualifiés, certains avec violence, mais pour nier tout ce qui peut l'être, ils profitent d'une instruction qui, malgré une longueur exceptionnelle, laisse surtout une impression d'inachèvement. Les jurés ont encore plusieurs jours pour se faire une idée plus précise sur cette singulière famille. Pourrait-elle se tirer opportunément de cet étonnant imbroglio qui permet aux accusés de jongler avec les faits ?

Il aura donc fallu presque six années à deux juges d'instruction successifs pour débroussailler tant bien que mal cette volumineuse affaire. C'est aussi la durée de la détention « provisoire » qui a été infligée à trois des onze inculpés.

Cette singulière lenteur a évidemment transformé tous les délits évoqués en faits lointains, même dans l'esprit des victimes. Ainsi, sur les vingt-huit d'entre elles effectivement reconnues par les enquêteurs, une seule a répondu, quelle n'envieguait pas de se constituer partie civile ! De même, sur les quinze témoins cités par l'accusation, seuls huit ont annoncé leur venue. Enfin pour tout arranger, le substitut qui a suivi le dossier dans le détail a été remplacé par un de ses collègues qui n'a eu que deux mois pour se préparer.

A l'époque, entre 1972 et 1974, on a beaucoup parlé du gang des B.M.W. Combien ses membres ont-ils accompli de for-

faits ? Personne ne doit être capable de faire un récapitulatif précis, pas même eux. D'ailleurs, il convient de ne prendre en considération que les vingt-neuf vols qualifiés, certains commis avec violence, finalement réduits à leur charge. Leur méthode, dépourvue de panache, était des plus classiques : des voitures volées, des agressions ormes ou poing — les cibles habituelles étant les bijouteries, les antiquaires ou encore les magasins de vêtements, de tapis, d'électro-ménager — et en guise de butin tout ce qui leur passait sous la main. Ces méfaits se déroulaient surtout en Normandie à la belle saison, en région parisienne le reste du temps.

L'organisation le faisait une large place à l'improvisation, l'impunité momentanée dont le gang a pu bénéficier tenait surtout à la cohésion du groupe. Agés actuellement de vingt-quatre à quarante-deux ans, les douze inculpés — parmi lesquels deux femmes à qui on ne rapproche que des racles — ont tous entre eux des liens de parenté. Leur loi semble être celle du silence. Leur vie s'apparente à celle des nomades, et s'ils ont été confondus, c'est seulement à cause de l'incidence d'une cabane située à Montigny et dans laquelle la police a découvert une véritable caverne d'Alibaba.

Au cours de ce procès-marathon, il est question — seulement à titre d'information — de deux fusillades ayant éclaté en 1974, lors desquelles un policier fut blessé. Mais sur ce point, comme sur la rumeur, les accusés présentent des versions contradictoires, rappelant qu'ils ont eu le temps de beaucoup changer. Jean-Robert Chetelat, un des leaders présumés du gang, est devenu le plus ancien prisonnier de Fleury-Mérogis. Il s'y est fait une réputation, même auprès des gardiens, de « déterré-médic ».

STÉPHANE BUGAT.

● **L'affaire du Frix de Talhouet-Roy.** — M. Jean Fioch, premier juge d'instruction, à Paris, a renvoyé en correctionnelle quarante-quatre inculpés poursuivis à propos des fraudes sur le Frix de Talhouet-Roy, lancé en 1962. 2 novembre 1969 à l'hippodrome d'Auteuil. Elles auraient permis à la famille de Patrice des Moutins — alias « M. X. », aujourd'hui décédé — de toucher, grâce à des paris multiples pris par des pré-noms (le Monde daté 20-21 octobre 1974) au total plus de 5 millions de francs. Quatre inculpés bénéficient d'un non-lieu, dont M. Yves Daniel, jockey.

● **Après l'attentat commis le 12 juin à l'église d'Orly-Ouest** et au cours duquel sept personnes ont été blessées (le Monde du 13 juin), la Fédération des docks C.G.T. estime que cette action est l'œuvre de « groupuscules fascistes ». Cette fédération a condamné « le pouvoir, pour la complaisance qu'il porte aux groupuscules fascistes ». L'attentat, qui avait d'abord été revendiqué par un correspondant anonyme déclarant parler au nom d'un groupe Action directe 37-28 mars, l'a aussi été par un Comité nationaliste révolutionnaire, organisation jusqu'à l'inconnue.

Le conseil de l'ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation s'enquête du projet Peyrefitte

Le conseil de l'ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation vient de rendre publique une déclaration dans laquelle il estime que certaines dispositions du projet « sécurité et liberté » proposés et elles étaient adoptées, « à remettre en cause gravement des principes fondamentaux du droit pénal et de la procédure pénale ». Le conseil de l'ordre déclare notamment :

« 1) La limitation du jeu des circonstances atténuantes (articles 4 et 5), les restrictions apportées au régime du sursis simple et des sursis avec mise à l'épreuve (article 6) vont à l'encontre du système de l'individualisation de la peine qui s'est imposé depuis le dix-neuvième siècle et qui constitue un progrès indéniable. »

« 2) Vont également à l'encontre de l'évolution la plus récente, des dispositions du projet

qui, non seulement limitent l'application des mesures d'exception des peines (article 18), mais encore retiennent au juge de l'application des peines le pouvoir de prendre des décisions en cette matière pour le confier à une commission administrative (articles 19 et 20). Il serait souhaitable que ce pouvoir reste dévolu, en toute hypothèse, à des juges indépendants du pouvoir exécutif, quitte à prévoir un appel devant un organe collégial.

« 3) La suppression en matière criminelle de l'instruction à deux degrés (articles 21 et 26) est une mesure grave, même si elle n'est qu'une faculté. Le maintien du double degré de juridiction au stade de l'instruction s'impose en matière de crime. »

« 4) Le projet supprime, sauf décision non motivée du président de la chambre criminelle, le droit de se pourvoir en cassation contre l'arrêt de la chambre d'accusation portant renvoi aux assises (article 40). Cette réforme supprime une garantie fondamentale. La Cour de cassation exerce, en effet, un contrôle très étroit, au moment du pourvoi contre l'arrêt de renvoi devant la cour d'assises, sur la régularité de la procédure depuis son origine. »

« 5) Le régime nouveau de la « saisie directe » (articles 31 et 32), qui généralise le régime actuel des flagrants délits, dans lequel les pouvoirs exorbitants. »

« 6) Le principe de légalité des délits et des peines implique une définition claire et précise des faits constitutifs des infractions. Il n'appartient pas que cet impératif soit suffisamment respecté par certaines dispositions du projet, notamment par l'article 33 nouveau du code pénal (article 13 du projet). » Cet article parle notamment de « destruction, dégradation ou détérioration volontaire d'un bien quelconque », et d'« intrusion dans un lieu d'habitation ou de travail ».

A Orléans

UN MILITANT AUTONOMISTE RÉUNIONNAIS EST VICTIME D'UNE AGRESSION

De notre correspondant

Orléans. — « Salo negro, ventre chez toi ! » Les deux à l'encre, c'est M. Yves Foudreux, militant autonomiste réunionnais, a été assailli par ces termes par plusieurs individus dans la nuit du dimanche 15 au lundi 16 juin, alors qu'il fait une grève de la faim depuis le mercredi 4 juin à Orléans, à bord de sa voiture, face au commissariat central de la ville. Après l'avoir frappé, ses agresseurs sont revenus quelques heures plus tard et ont détruit la pare-brise du véhicule à l'aide d'un panneau de stationnement, mais sans l'atteindre. M. Foudreux, qui continue sa grève de la faim, a été hospitalisé provisoirement au siège local du parti socialiste.

Secrétaire du parti national réunionnais, qu'il a fondé en 1973, M. Foudreux avait été condamné

une première fois par la cour d'assises de la Réunion à vingt ans de réclusion criminelle en juillet 1973, après l'enlèvement d'un magistrat, mais sa peine avait été réduite à six ans par la cour des Bouches-du-Rhône, le 22 mai 1976 (le Monde du 14 mai 1976). M. Foudreux a été libéré conditionnellement le 20 septembre 1977, mais licencié du ministère de l'équipement, sans aucune ressource, n'ayant pu retrouver d'emploi, après quatre de ses dix enfants carantés à charge. M. Foudreux réclame sa réintégration dans l'administration et le paiement de l'allocation pour perte d'emploi que l'administration lui refuse sous le prétexte que cette disposition ne s'applique pas aux départements d'outre-mer. — R.O.

A Paris

DES GROUPES D'EXTRÊME DROITE PROVOQUENT DES INCIDENTS DANS LE MARAIS

Une trentaine de jeunes gens, dont certains portaient des croix gammées et des barres de fer, ont provoqué, samedi 14 juin, dans l'après-midi, des bagarres devant le lycée Charlemagne, rue du Faubourg-Saint-Antoine, à Paris (9<sup>e</sup> arrondissement). Les jeunes gens ont bousculé des vitrines et plusieurs d'entre eux ont crié « Mort aux Juifs ! ». Ils ont ensuite distribué des tracts aux habitants du quartier, signés par le Front de la jeunesse, à la fois « contre le gouvernement responsable d'une situation politique économique et sociale désastreuse » et contre l'opposition de gauche, « dont la seule force est la démagogie ». L'un des jeunes gens a été interpellé par la police, mais aucune plainte n'a été déposée.

Le lendemain, dimanche 15 juin, à 18 heures, un groupe d'une quinzaine de jeunes ont saccagé le local de l'annuaire des lycées du quartier, 26, rue de Sévigné (4<sup>e</sup> arrondissement), où le groupe Justice et Paix du Marais avait organisé une exposition sur le Nicaragua et le Salvador. Des affiches ont été arrachées par les membres du groupe se réclamant du FANE (Fédération d'action nationaliste européenne), qui, après avoir fait le salut fasciste, ont crié « Viva Nicaragua fascista ! ». Puis ils se sont enfuis dans un véhicule dont le numéro d'immatriculation a été identifié par des témoins. Le groupe Justice et Paix, qui a porté plainte, organisera une manifestation, mardi 17 juin, à 18 heures, « au de Sévigné, pour protester contre cette agression ».

● **Un gynécologue de Besançon**, le docteur Robert Quichon, F.D.G. de la clinique du Bon-Secours, a été condamné par le tribunal de grande instance de cette ville à six mois de prison avec sursis et 20 000 francs d'amende pour fraude fiscale. — (Corresp.)

Les deux dominiers français poursuivis pour espionnage économique n'assisteront pas à leur procès

Les deux dominiers français poursuivis pour espionnage économique, M<sup>rs</sup> Jean-Pierre et M<sup>lle</sup> Marie-France, n'assisteront pas à leur procès. Ils ont été condamnés à six mois de prison avec sursis et 20 000 francs d'amende pour fraude fiscale. — (Corresp.)

APPLICATION ET DEVELOPPEMENT

Théorème de... (Texte technique sur l'application et le développement)

FAITS DIVERS

ACCIDENTS MORTELS DANS DES COURSES CYCLISTES  
Un cycliste a été tué lors d'une course à Paris. Les enquêteurs sont en train de déterminer les causes de l'accident.

RESPONSABLE

Un responsable a été condamné pour... (Texte juridique)

RESPONSABLE

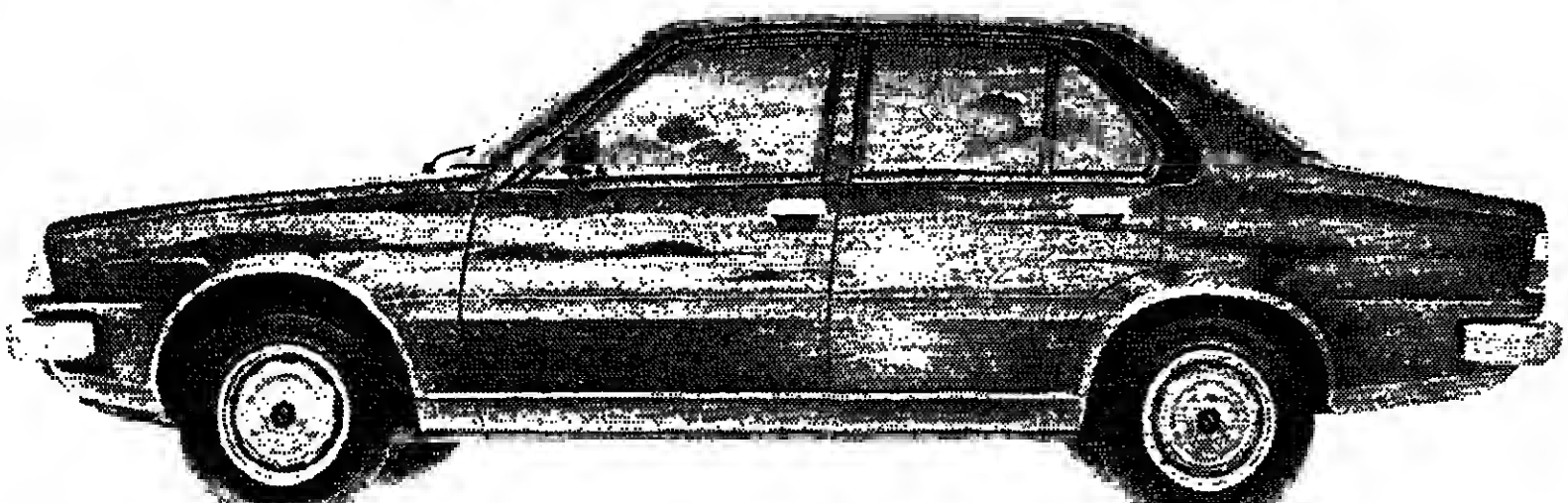
Un responsable a été condamné pour... (Texte juridique)

CADRE C

Un cadre a été condamné pour... (Texte juridique)

Illustration publiée dans les publications d'ARTISTES 1979

LA RENAULT DE L'ÉTÉ, PRENEZ-LA AU PRINTEMPS. PAYEZ-LA EN AUTOMNE.



Renault Bail vous propose\* un bail avec option d'achat de 48 mois payable en 45 mensualités de 860 F, la première intervenant seulement trois mois après la prise en main du véhicule. Le dépôt de garantie initial de 8.200 F égal à l'option d'achat finale peut être couvert par la reprise éventuelle de votre ancienne voiture.

Modèle présenté : Renault 18 (millésime 1980). Prix clés en main au 18/02/80 : 32.800 F. Cette offre valable du 1/06/80 au 12/07/80 pourra également vous être proposée pour tous les modèles de la gamme Renault 18, millésime 1980. Coût total en cas d'acquisition : 46.900 F TTC. (\*sous réserve d'acceptation du dossier)

Renault Bail. Société anonyme au capital de 150.000.000 F. Siège social : 51-53, Champs-Élysées - 75361 Paris-Cedex 08. RC Paris B 702 002 221.

**RENAULT 18**  
RENAULT néocon est



## JUSTICE

## Les deux douaniers français poursuivis en Suisse pour « espionnage économique » n'assisteront pas à leur procès

MM. Bernard Rul et Pierre Schultze, les deux douaniers français poursuivis en Suisse pour « activité espionnage économique », ne comparaitront pas devant le tribunal du district de Zurich où leur procès devrait, en principe, avoir lieu mardi 17 juin.

Les deux fonctionnaires ont décidé de ne pas répondre à la convocation du tribunal, se justifiant chacun dans une lettre du 11 juin au président du tribunal : « A mon grand regret, je ne me sentirai pas en mesure de défier à votre convocation, malgré tout le respect que j'ai pour la justice suisse et pour votre personne ; je ne voudrais pas que cette citation soit interprétée comme un geste de défiance à l'égard des institutions et des tribunaux helvétiques. Si je ne puis comparaître, c'est que j'ai toujours agi conformément à ce que me dictait ma conscience. D'ailleurs, les actions que je me suis reprochées n'étaient nullement dirigées contre votre pays ou ses ressortissants. Leur but était simplement d'assurer le respect des lois et des règlements français par des résidents français. »

Selon M. Francis Mollet-Viville, leur avocat, il semble que la décision des deux douaniers « soit motivée également par le fait qu'ils estiment avoir été attirés dans une situation de « territoire hostile » et que l'existence d'une procédure ne soit pas considérée, en droit suisse, comme absolue. »

En réponse à une protestation de M. Erich Dieffenbacher, avocat de M. Schultze, dénonçant « les pressions qu'exerce sur lui et son client le gouvernement français », la direction générale des douanes a démenti être intervenue en quoi que ce soit dans la décision de ces deux fonctionnaires.

Avant d'avoir connaissance de la décision de ces deux fonctionnaires.

contenu des deux lettres, les avocats suisses de la défense, estimant insuffisant le temps qui leur était laissé pour prendre connaissance du dossier, avaient introduit une demande de renvoi du procès à une date ultérieure (le Monde du 12 juin). Au cours de son audience du 17 juin, le tribunal de Zurich peut donc, soit accepter cette requête et renvoyer les débats, vraisemblablement à septembre, soit la rejeter et décider de juger par défaut les deux inculpés.

Dans cette dernière hypothèse, le procès se réduirait à une lecture de l'acte d'accusation — dans lequel le procureur requiert dix mois de prison avec sursis et 5 000 francs suisses d'amende contre M. Rul, et cinq mois avec sursis ainsi que 2 000 francs suisses d'amende contre M. Schultze — et à un jugement immédiat, les défenseurs n'étant pas autorisés à plaider en l'absence de leurs clients.



## APPLICATION ET DÉVELOPPEMENT POLYMÈRES

170.000 F

Direction de Laboratoire — Filiale d'un puissant groupe multinational et leader français de sa profession, cette société des performances techniques et financières est tout à fait remarquable, recherche le responsable de son Laboratoire d'application et de développement polymères. Sous l'autorité du Directeur Technique, il aura à analyser, coordonner et gérer une petite équipe d'ingénieurs et techniciens chargés de créer, adapter et développer des polymères (résines synthétiques notamment). Il bénéficiera d'un équipement particulièrement performant et pourra faire largement appel au know-how du groupe dont il facilitera ainsi le transfert technologique. Soucieux de rentabilité et praticien du travail d'équipe, il collaborera avec la fabrication et les autres laboratoires de la société et du groupe, des relations étroites et « influentes ». Nous recherchons un ingénieur en chimie ou génie chimique, B.A.P. et I.P.F. ou un docteur ingénieur de 30 ans au moins. Il aura acquis dans l'industrie une triple expérience : recherche appliquée dans le domaine des polymères, conduite d'équipe, gestion d'un centre budgétaire. Une bonne pratique de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle de départ se situera entre 150 et 170.000 francs, voire un peu plus, si l'acquéreur le justifie. Ce poste à pourvoir dans le Nord offre d'excellentes perspectives professionnelles. Écrire à S. BOSSUT à Croix.

RÉF. A/29364

## CONTRÔLEUR DE GESTION

160.000 F

Sud-Ouest — Une société du secteur « Mécanique », de taille moyenne, filiale d'un très important groupe industriel français, fabriquant et commercialisant des équipements de grande série, recherche un Contrôleur de Gestion. Rattaché au Directeur Général, il aura à diriger, animer et contrôler la comptabilité générale, la comptabilité analytique, la trésorerie et le contrôle budgétaire de la Société. Il assurera la mise en place et le suivi des budgets et plans à moyen terme avec la participation des principaux responsables de la Société. Toutes ces actions nécessiteront une liaison étroite avec le service informatique. Ce poste conviendrait à un candidat, pragmatique, ayant une grande ouverture d'esprit et rigoureux dans son approche, âgé d'au moins 35 ans, diplômé d'une grande école de gestion et maîtrisant tous les aspects de la comptabilité générale et analytique. Il possèdera des qualités de négociateur et d'animateur ; une expérience concrète dans la mise en place et la pratique d'un contrôle de gestion utilisant le traitement informatisé des données, est une condition de réussite dans ce poste. La rémunération annuelle de l'ordre de 160.000 francs sera fonction du niveau de compétence atteint. Ce poste est basé à proximité d'une ville agréable du Sud-Ouest. Écrire à G. RAYNAUD à Paris.

RÉF. A/29364

## RESPONSABLE FINANCE COMPTABILITÉ

150.000 F

Une jeune société commerciale, filiale d'un puissant groupe industriel américain, recherche pour son siège situé en banlieue Sud de Paris, le responsable de ses services financiers et comptables. Rattaché au Directeur Financier Européen du groupe et supervisant une équipe d'environ 6 personnes, il sera responsable de l'ensemble des aspects financiers, comptables et fiscaux de la filiale française. Ce poste à pourvoir est basé à Paris, 30 ans, pourvu d'une expérience réussie de la vente de biens industriels intermédiaires, dans l'industrie ferroviaire ou dans un secteur présentant beaucoup de similitude. De bonnes connaissances de l'anglais seront appréciées. La rémunération annuelle, de l'ordre de 140.000 francs, tiendra essentiellement compte de l'expérience du candidat retenu. Ce poste est basé en proche banlieue Sud-Ouest de Paris. Écrire à J. P. MOU-NIER à Paris.

RÉF. A/2938M

## RESPONSABLE COMMERCIAL

140.000 F

Équipements ferroviaires — La filiale française d'un groupe international du secteur mécanique, recherche un cadre commercial pour son principal département spécialisé dans les équipements ferroviaires. Il succèdera au responsable commercial de ce département afin de développer les ventes auprès des constructeurs de matériel ferroviaire. Son action concernera la France mais aussi l'exportation, surtout en pays francophones. Il travaillera en étroite liaison avec le bureau d'études de la société et les prescriptions (S.N.C.F. R.A.T.P.). Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (ou équivalente) possédant de bonnes connaissances techniques et justifiant d'une expérience réussie de la vente de biens industriels intermédiaires, dans l'industrie ferroviaire ou dans un secteur présentant beaucoup de similitude. De bonnes connaissances de l'anglais seront appréciées. La rémunération annuelle, de l'ordre de 140.000 francs, tiendra essentiellement compte de l'expérience du candidat retenu. Ce poste est basé en proche banlieue Sud-Ouest de Paris. Écrire à J. P. MOU-NIER à Paris.

RÉF. A/2938M

## CADRE COMPTABLE ET ADMINISTRATIF

110.000 F

Un important groupe international recherche un Cadre Comptable et Administratif pour sa nouvelle division française spécialisée dans la vente de produits de consommation à usage industriel. Basé dans la banlieue Sud de Paris, il sera placé sous l'autorité hiérarchique du Directeur de cette division, disposera d'une équipe de 2 à 3 personnes et se verra confier les différentes tâches administratives et comptables de cette petite unité. Il bénéficiera d'un support informatique existant dans la maison-mère et de l'appui d'un expert-comptable attaché au groupe. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 25 ans minimum, doté d'une solide formation comptable, et ayant acquis, de préférence, une bonne connaissance de la gestion sur ordinateur dans une entreprise industrielle. Une pratique correcte de l'anglais est nécessaire. Le salaire annuel de départ, fonction de l'expérience acquise, sera de l'ordre de 110.000 francs. Écrire à J. P. ROUGIER à Paris.

RÉF. A/2937M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.

Adressez C.V. en rappelant la référence à :

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.

8, rue Bellini - 75012 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.29

19, Résidence Flaminio - 92170 CROIX - Tél. 22.52.25

Appareils : Bruxelles - Copernicus - Fontenay - Lille - Louvain - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Stockholm - Zurich

## DÉFENSE

## Pour attirer de nouveaux candidats au métier d'officier

## Le concours d'entrée et les études à Saint-Cyr seront réaménagés

Le général de brigade Gilbert Forray va quitter ses fonctions de sous-chef d'état-major de l'armée de terre pour prendre le commandement de l'école militaire de Saint-Cyr (Crest-Quidant, Ille-et-Vilaine) et succéder ainsi au général de division André Sclard appelé à un autre poste à l'issue de ses trois années de commandement de l'école.

Cette désignation doit s'accompagner d'une réorganisation progressive des études à Saint-Cyr, destinée à accroître la culture générale des futurs officiers, et d'un réaménagement du concours d'entrée à l'école, pour en diversifier le recrutement et ouvrir à des candidats d'origines diverses.

Alors que le nouveau statut des officiers a apporté une nette amélioration à la carrière militaire et que la base de l'emploi devrait, en principe, gonfler le recrutement de certains métiers off-trait des garanties de stabilité, des signes préoccupants de dégradation — le général Sclard qui commande présentement l'école, n'apprecie ni le mot de « malade » ni celui de « crise » pour caractériser la situation — sont apparus à Saint-Cyr (le Monde du 16 avril).

Une telle dégradation ne viendrait, semble-t-il, pas du manque de motivation des candidats ni de l'insuffisance de leur nombre ni d'un phénomène de l'auto-recrutement — qui n'affecte pas seulement le métier des armes.

« Quelques sept cents à huit cents candidats pour cent quatre-vingt places chaque année, soit un taux de sélection d'un pour quatre, est-ce si catastrophique ? », demande le général Sclard, qui ajoute : « Saint-Cyr recrute à 50 % dans la famille militaire. Mais en a-t-il été autrement au cours des décennies, nos ingénieurs et nos grands commis de l'Etat ? Et il conclut : « Saint-Cyr n'est ni une école en perte de vitesse ni une école atteinte d'un malaise de langueur. »

Commandant l'ensemble des écoles d'officiers ou de sous-officiers de l'armée de terre, le général de division Jean Delaunay pose à son tour un diagnostic sur l'insuffisance de la base du recrutement des saint-cyriens.

« On se trouve en réalité, explique-t-il, devant un phénomène nouveau qui est le suivant : il y a trop peu de vocations militaires chez les jeunes, parmi les candidats bacheliers attirés par d'autres carrières ou mal informés, et il y a, en revanche, beaucoup de vocations militaires parmi les élèves-officiers de réserve qui découvrent l'armée à l'armée et dont, parfois, 20 % de certains contingents demandent à rester sous l'uniforme. »

« Le concours d'entrée à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

de façon à attirer à Saint-Cyr des candidats qui s'estiment, peut-être à tort, trop en retard pour commencer une carrière militaire parce qu'ils ont échoué dans de précédentes études et qu'ils croient avoir dépassé les limites d'âge.

Déjà, aux concours « lettres » et « sciences » a été ajoutée une option « sciences économiques » qui reste assez mal connue, apparemment, des candidats. Le concours « lettres » est d'un bon niveau, mais l'option « sciences » ne donne pas satisfaction à l'heure actuelle. Il faut, pour Saint-Cyr, trouver chaque année la trentaine ou la quarantaine de jeunes scientifiques qui lui font aujourd'hui défaut et qui succéderont aux polytechniciens depuis que l'X ne fournit plus aux armées les cadres nécessaires.

A partir de 1981, il a été prévu de recruter sur titres des volontaires, diplômés de grandes écoles d'ingénieurs, par exemple, auxquels on fera subir un examen physique et de culture générale et qui ne séjourneront qu'une année — l'année à dominante militaire — à Saint-Cyr, avant d'entrer directement dans l'école d'application de l'arme de leur choix.

Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie initialement retenue par eux et qui découvrent, sur le tard, l'armée durant leur temps d'élève-officier de réserve (R.O.E.). »

« Le concours d'accès à Saint-Cyr sera, de surcroît, davantage ouvert à l'option « sciences économiques », aux bacheliers techniques ou D, et, surtout, à des étudiants — en médecine ou dans des classes préparatoires à certaines écoles d'ingénieurs, par exemple — que la sélection élimine ensuite trop vite de la voie



## ÉDUCATION

### A Lille

#### Le congrès du SNE-Sup appelle à de nouvelles luttes contre « la nocivité de la politique gouvernementale »

Le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup), affilié à la Fédération de l'éducation nationale, a réuni son congrès d'études du vendredi 13 au dimanche 15 juin à l'université des sciences et des techniques de Villeneuve-d'Ascq (Lille-2), dans le Nord. Une centaine de délégués ont débattu pendant ces trois jours du « médium d'enseignement », du statut des enseignants, des craintes de leurs collègues devant le blocage des carrières depuis les décrets du mois d'août 1979, et des projets de modification de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur, formulés par la commission des affaires culturelles du Sénat (le Monde du 13 juin).

Face à ce qu'il nomme ces « attaques », M. Pierre Duhamour, secrétaire général du SNE-Sup, a appelé les syndicats à refuser « l'asservissement des formations et de la recherche » et à lutter pour la défense des non-titulaires.

#### De notre envoyé spécial

Lille. — Dès la première journée du congrès, les délégués ont examiné les problèmes de l'action en appelant les universitaires à faire grève les 18 et 19 juin, jours de la discussion au Sénat (le Monde du 15 et 16 juin). Cette décision, en apparence assez simple à prendre, même si, comme l'a souligné un intervenant, il y aura ces jours-là peu de cours et beaucoup d'examinés, a provoqué un premier débat. M. Jean Maillart, représentant de la tendance Ecole émancipée (animée par les trotskistes de la Ligue communiste révolutionnaire), a reproché au bureau national de se mobiliser plus rapidement pour la défense des conseils que sur la question des étudiants étrangers ou de la titularisation des assistants.

M. Duhamour a répondu que des liens étroits existaient entre les décrets sur les carrières et les projets actuellement soumis au Sénat. Selon lui, tous ces textes visent à « remodeler l'université, à lui imposer les mutations qui la rendront plus utile pour l'organisation du développement au profit des grandes sociétés ». L'appel à la grève a fait apparaître quelques clivages à l'intérieur du courant majoritaire (action syndicale) qui se reconstruit les militants proches du parti communiste. Des délégués ont ainsi reproché les termes trop violents employés contre les professeurs de rang magistral et à travers cette discussion apparaissent en fait un des thèmes du congrès : les enseignants du supérieur. Elle montrant l'ensemble hétérogène que forment les

quarante et un mille universitaires, elle mettait en évidence la division de ce milieu. Les préoccupations sont différentes entre un professeur titulaire, qui s'inquiète parfois pour la diminution de ses crédits de recherche, et un assistant qui attend depuis plusieurs années sa titularisation. Les décrets réforment les carrières universitaires, publiés au mois d'août 1979, ont inquiété assistants et maîtres-assistants — les personnels les plus nombreux — en les obligeant à passer des concours et surtout en leur faisant perdre conscience du peu de promotion qui s'offrirait à eux.

#### Tassement

Devant cette situation, par crainte (dans certains milieux universitaires, il vaut mieux taire son appartenance syndicale) ou par peur du travail dû à la rédaction d'une thèse, certains ont préféré ne pas renouveler leur adhésion au SNE-Sup. Dans son rapport introductif, M. Duhamour a fait état de sept mille deux cent trente cotisations enregistrées à la date du 5 juin et de 15 à 17 % des effectifs par rapport à 1977 (1). Ce qu'il explique par l'inquiétude d'universitaires qui ont peur pour leur avenir.

« L'orsqu'on vote à bulletin secret, on vote SNE-Sup, explique M. Duhamour, en se référant aux résultats des élections professionnelles, mais devant un jury ou un professeur, qui risque d'influencer votre accession à un corps supérieur, on préfère taire son appartenance syndicale ».

C'est ce monde universitaire très divers que les délégués ont essayé de mieux cerner. Non sans affrontements. Ils ont aussi décidé de poursuivre l'action, à la rentrée, pour « le renouvellement des non-titulaires » et pour éviter le blocage des carrières. La direction du SNE-Sup réussira-t-elle à entraîner tous ses adhérents dans ses « luttes » — un mot qui est de nouveau très employé — contre « la nocivité de la politique gouvernementale » ?

SERGE BOLLOCH.

(1) Au congrès de Villeneuve-d'Ascq en juin 1979, il y avait 8 550 adhérents au lieu de 6 700 au congrès d'études de Poitiers en 1978 et 10 230 en 1977.

**Pour les jeunes... sans quitter Paris**

**L'ANGLAIS**

en tête à tête avec des Anglais

En Juillet et en Août, conversations intensives en anglais avec animateurs (trices) spécialisés. A notre Centre et en "promenades" dans le quartier des Champs-Élysées. (Même formule pour l'espagnol et l'italien).

Renseignements : J. Leconte  
linguaphone formation  
12, rue Lincoln - 75008 Paris (369.80.74)

## MAÎTRISE GESTION

- Cadres et Techniciens supérieurs de niveau Bac + 2 (toutes disciplines), 5 ans d'expér. ;
- 4 jours ouvrables par mois / 2 ans ;
- Financement 1,10 % - Formation continue ;
- Options : P.M.E., Agro-alimentaire, Affaires internationales, Finance, Ressources humaines, Informatique.

UNIVERSITÉ PARIS VAL-DE-MARNE, 58, av. Didier, 94 St-Maur 886-11-79 (Jean-Philippe LAMY).

#### UN COLLOQUE DU COMITÉ DES INTELLECTUELS POUR L'EUROPE DES LIBERTÉS

#### Réhabiliter « l'enseignant intellectuel »

Créé en janvier 1978, le Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés (CIEL) a organisé, samedi 14 et dimanche 15 juin à Paris, deux journées nationales sur le thème « Education et liberté ». Les deux cents participants, intellectuels de renom et enseignants du secondaire au du supérieur, se sont inquiétés des « mentalités prétotalitaires » dans l'enseignement. Présidé par Eugène Ionesco, le CIEL compte mille quatre cents adhérents, dont 40 % d'enseignants.

Le CIEL, ce « bottin de l'anticommunisme », selon l'expression française du nouveau philosophe et candidat U.D.F. aux élections de 1978, M. Jean-Marie Benoist, entend bien combattre, parmi ce traditionnel « peuple de gauche » que forment les enseignants, « la pression des idéologies qui veulent faire de lui un des passages centraux de la lutte des classes ». Le CIEL, selon l'expression des maîtres de ces journées, « se doit de réaffirmer la vocation intellectuelle de l'enseignant ».

Mosaïque de positions et de réflexions, les débats ont louché entre deux pôles : modernisme et passéisme.

Trois thèmes furent successivement abordés : « Institutions et pluralisme » ; « L'enseignant, un intellectuel » ; « Education et vérité ». « L'échec scolaire », devait déclarer M. Michel Crozier, en présentant le premier d'entre eux, « n'est ni la faute des maîtres, ni celle de la lutte des classes, mais celle du système tout entier qui est fondé pour une part sur l'existence de mécanismes de rejet ». Les préoccupations de M. Francis Combeaux, professeur dans un collège de province, semblaient différentes, qui portaient d'abord sur le sort des « bons élèves » : « Les enfants bien notés réclament parfois qu'on leur laisse leur note, par crainte de leurs camarades (...) ce sont les mêmes graves d'un totalitarisme bien en place ».

Deux inspecteurs généraux de l'éducation nationale témoignèrent à titre personnel. L'un, M. Maurice Vaugnaud, critiqua un système qui privilégie « la passivité de l'élève, ce qui offre des possibilités insoupçonnées à l'action des meneurs ». L'autre, M. Philippe Moret, plaida pour « une révolution institutionnelle », c'est-à-dire « un marché éducatif de l'offre et de la demande », en préconisant l'abolition du libéralisme de l'enseignement accordée à l'école privée.

#### LA « JEUNESSE AU PLEIN AIR » EST HOSTILE AU NOUVEAU CALENDRIER DES VACANCES

(De notre correspondant.)

Nancy. — Au cours du trentième congrès national de la Jeunesse au plein air (J.P.A.), qui vient d'avoir lieu à Nancy, l'une des préoccupations principales des deux cent vingt congressistes a été à propos du coût des séjours dans les centres de vacances. « Certaines organisations de J.P.A. font remarquer que les contraintes imposées par le nouveau calendrier aboutissent à une concentration accrue des séjours familiaux au mois d'août, seul mois commun pour les familles habitant des zones défavorisées. La J.P.A. prévoit plus de six cent mille vacanciers supplémentaires en août, période la plus encombrée et la plus onéreuse. Elle demande en conséquence l'abandon de ce calendrier. De nombreuses personnalités, dont M. Jean Cornet, M. André Henry, secrétaire général de la FEN, et M. Guy Georges, secrétaire général du SNI-P.E.G.G., étaient également venues à Nancy pour rendre hommage à M. Clément Durand, qui abandonne le poste de secrétaire général de la J.P.A. qu'il occupait depuis 1978. M. Michel Lasserre, secrétaire national du SNI-P.E.G.G., lui succédera.

J.-L. B.

## RELIGION

#### Mort du cardinal Sergio Pignedoli président du secrétariat romain pour les non-chrétiens

Le cardinal Sergio Pignedoli, président du secrétariat romain pour les non-chrétiens, est mort dans la nuit du samedi 14 au dimanche 15 juin, dans sa ville natale de Reggio-Emilia, d'un œdème pulmonaire. Il était âgé de soixante-dix ans, et sa mort ramène à cent vingt-huit les effectifs du Sacré Collège, dont cent dix-sept électeurs du pape en cas de conclave. Jean-Paul II avait nommé le cardinal Pignedoli — un des « papabili » au dernier conclave — protodiacre en juin 1978, à la place du cardinal Felici, dont une des fonctions est d'annoncer le nom du nouveau pape « ubi et ubi ».

#### L'ami épistolaire

Le cardinal Pignedoli était un voyageur infatigable. Affable et souriant, son sens des relations humaines était tel que dans les milieux anglophones on l'avait surnommé le « Papi cardinal » (l'ami épistolaire) à cause de la correspondance volumineuse qu'il entretenait avec des centaines de personnes rencontrées au gré de ses voyages autour du monde, écrivant jusqu'à quarante lettres par jour. L'université, pour lui, n'était pas une idée abstraite, mais se traduisait par « l'amitié avec tous sans distinction de religion, d'idéologie ou de race ».

Son goût pour les voyages a commencé tôt, puisque, à trente ans, pendant la deuxième guerre mondiale, le Père Pignedoli est nommé aumônier dans la marine italienne. Et c'est dans des circonstances dramatiques qu'il fera la connaissance du futur pape Paul VI, dont il deviendra l'ami et le collaborateur : le cuirassé sur lequel il se trouve en Méditerranée est coulé, et il est projeté à l'eau. Sauvé quelque temps plus tard, puis ramené en Italie, il est reçu par le pape. Mgr Pignedoli, alors sous-secrétaire d'Etat, qui le prend à son service.

Successivement nommé dans deux pays d'Amérique latine, en Bolivie et au Venezuela, puis — après un intervalle de cinq années de ministère pastoral comme évêque auxiliaire de Milan, aux côtés de Mgr Montini — il est délégué apostolique pour l'Afrique occidentale et ensuite au Canada d'où il remplit des missions importantes au Sud-Vietnam ; puis il perfectionne sa connaissance du tiers-monde comme secrétaire de la congrégation « Propaganda fide » (1), comme président des œuvres pontificales missionnaires et enfin comme président du secrétariat pour les non-chrétiens.

#### Une Bible et un appareil photographique

Sa nomination à la Curie intervient juste après le concile, et les deux ans passés comme collaborateur immédiat des cardinaux Agagianian puis Rossi à la Propaganda fide ont été une période de réorganisation, de développement et de grand dynamisme de cette congrégation en vue d'aider les Eglises particulières à affirmer leur autonomie et leur personnalité propre.

Mais, plus que diplomate ou représentant officiel de la Curie,

c'est l'homme passionné par les différentes cultures qui parcourait le monde. La Bible dans une main, un appareil photographique dans l'autre. Il consacrait même ses vacances à visiter les missions et, parlant de ses années comme évêque en Amérique latine, il aimait à dire : « Mon diplomate consistait à faire la navette de la prison à la famille des prisonniers, et puis de la famille au palais gouvernemental pour plaider la cause des uns et des autres, les conforter et les aider ».

C'est pourtant un manque de diplomatie qu'on lui a reproché lors de l'incident qui commença la seule ombre de sa carrière. Lors du colloque islamo-chrétien qui eut lieu à Tripoli en février 1976, la délégation officielle du Vatican arriva le texte final qui condamnait le sionisme comme « un mouvement agressif, raciste et étranger à la Palestine et à toute la région de l'Orient », appelé à la libération de tous les territoires occupés par Israël et proclamait le caractère arabe de Jérusalem.

Ces thèses contredisaient la position officielle du Vatican, et on ne s'explique pas comment les cadres catholiques durent être mandatés par le Saint-Siège à avoir pu les adopter, après avoir consulté le cardinal Pignedoli, coprésident du colloque. Celui-ci a désavoué les délégués, mais ses adversaires à la Curie ne se privent pas de rappeler de temps à autre la « gaffe » de ce diplomate chevronné.

C'est peut-être sur le chapitre de la mission que le cardinal Pignedoli s'était montré le plus novateur, tout en se plaçant dans la ligne du concile. Il refusait l'alternative : évangélisation ou développement ; prosélytisme ou respect des autres religions, conversion ou accommodation.

« Pour moi, nous a-t-il dit en 1970, ces dichotomies sont finalement assez académiques. Ce sont des propos de théoriciens. Comme le dit Graham Greene : « Le chrétien est un homme qui doit se convertir chaque jour, car nous en avons tous besoin. (...) »

« Pour ce qui est du respect des traditions locales et de la collaboration avec les autres chrétiens dans les missions, poursuivait-il, il faut dire que le concile a changé beaucoup de choses. Nous avons connu des périodes, il est vrai, où nous avons montré un mépris regrettable à l'égard d'une mentalité sans parler de religion païenne. Mais c'est toujours parce que nous nous étions éloignés de nos principes fondamentaux. Le premier secrétaire de la Propaganda fide, Mgr Ignazi, ne disait-il pas déjà à la fin du sixième siècle : « Européens, ne portez pas l'Europe dans les missions, portez l'Evangile ! »

ALAIN WOODROW.

(1) Congrégation pour la propagation de la foi. Depuis la réforme de la Curie en 1967, son nom officiel est : Congrégation pour l'évangélisation des peuples.

#### Mgr LEBEVRE

#### DÉSAVOUE L'ABBÉ COACHE

L'abbé Louis Coache, animateur du mouvement intégriste Combat pour la foi, n'a pas célébré, comme il en avait l'intention, dimanche 15 juin, une messe sur le parvis de Notre-Dame de Paris. Cette manifestation avait été interdite par la préfecture de police.

Le même jour, à Saint-Nicolas-du-Chardonnet, Mgr Marcel Lebevre a confirmé cent soixante enfants. La veille, le supérieur d'Ecoeur se trouvant à Dijon, avait confirmé quatre-vingts enfants de la région. Il avait désavoué l'abbé Coache en ces termes : « Cette manifestation devant Notre-Dame ne rencontre pas mon approbation. C'est une erreur de l'abbé Coache. Il n'est pas sérieux. Aller chercher des ennemis à Paris, c'est provoquer des difficultés. Il ne nous le rendra service, il nous desservira ».

● Mgr Roger Hecker, nommé évêque coadjuteur de Strasbourg conjointement par Jean-Paul II et le président de la République, a été, le dimanche 15 juin, à la cathédrale de Strasbourg, ordonné évêque par Mgr Léon-Arthur Elchinger, en présence de M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur.

● L'Eglise catholique chinoise a décidé de créer une commission administrative nationale ainsi qu'un collège épiscopal, annonce Chine nouvelle. Ces deux organismes seront présidés par Mgr Zhang Jiasu, évêque de Shanghai. La commission comprendra cent cinq membres et le collège épiscopal compte trente-trois évêques. — (Reuter.)

(Publicité)

SUP DE CO TOULOUSE

**cegiq**

SUP AERO

CYCLE ANNUEL DE FORMATION SUPERIEURE EN

gestion de l'innovation et de la qualité

CONDITIONS D'ADMISSION

Etre titulaire d'un diplôme d'une école d'ingénieurs, d'une école de gestion, ou d'un diplôme universitaire.

La procédure de sélection : dossier, entretien individuel, nombre limité de places ; dépôt des candidatures : avant le 30 juin pour la sélection de juillet, avant le 10 septembre pour la sélection de septembre.

Centre d'études en gestion de l'innovation et de la qualité

ESCT, 32 rue de la Dalbade, 31068 Toulouse Cedex, Tél. (611) 25.03.25

**EST** école supérieure de tourisme

ENSEIGNEMENT PRIVE

PRÉPARATION AU BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR DE TOURISME B.T.S.T. (3 options)

CERTIFICAT D'ÉTUDES APPROFONDIES DE TOURISME C.E.A.T.

FORMATION ACCÉLÉRÉE DE SECRÉTAIRE TOURISTIQUE C.F.P.S.T.

STAGES ET VOYAGES D'ÉTUDES

ACTIVITÉS CULTURELLES

DÉBOUCHÉS ET PLACEMENT (Régime étudiant)

bon à découper et à retourner

EST

4, place Saint-Germain-des-Près, 75006 PARIS

Demande de documentation sans engagement

Tél. : 222.66.29 - 222.91.70

NOM

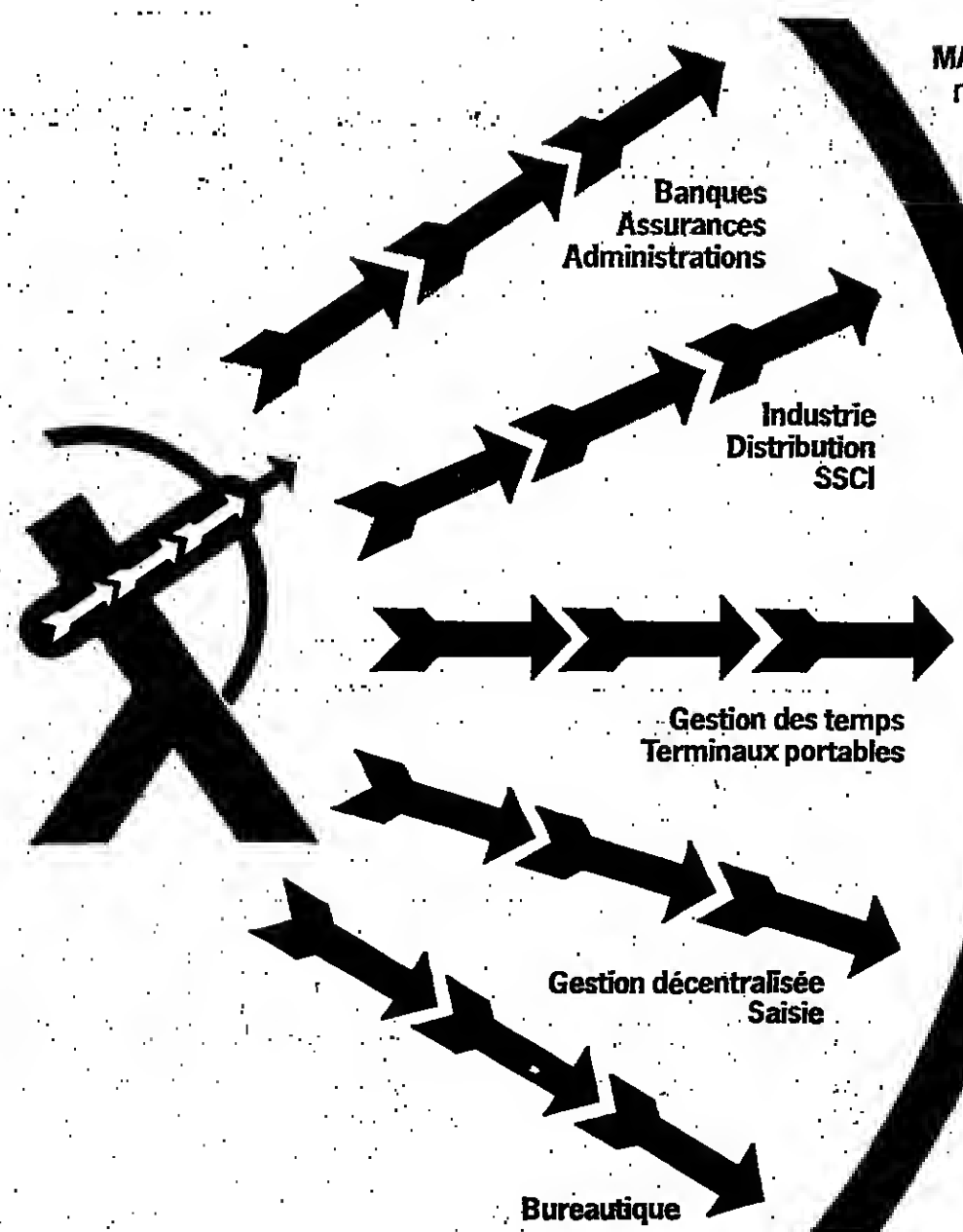
Adresse



"La Nouvelle Informatique est celle des utilisateurs  
et non plus celle des constructeurs."

MANIFESTE DE LA NOUVELLE INFORMATIQUE-1979 (EXTRAIT)

# L'INVENTAIRE des possibles



MARS 1979: Matra Informatique rend publique la réalité de la Nouvelle Informatique née du recensement des attentes réelles de l'utilisateur et de la créativité de Matra Informatique.

Les solutions qu'elle a générées couvrent le large éventail des besoins des entreprises qui décentralisent leurs activités.

La Nouvelle Informatique s'organise autour de la gamme de mini-ordinateurs de gestion Matra Datapoint.

Des systèmes autonomes. Et qui, également s'intègrent dans des réseaux ou dans l'architecture ARC qui les associe et les relie par un câble coaxial pour assurer une décentralisation au niveau des sièges des Entreprises.

Des systèmes qui dialoguent entre eux et avec la plupart des systèmes existants.

La Nouvelle Informatique, c'est aussi un ensemble de solutions adaptées aux secteurs d'activités: banque, assurance, cabinet de gestion immobilière, laboratoire d'analyse médicale, concessionnaire automobile, coopérative agricole, hôtellerie... Des systèmes complets - matériels et logiciels - et spécialisés.

En regardant Matra Informatique au sein des entreprises, une constatation s'impose: Matra Informatique réussit.

- réussit dans la décentralisation avec le système ARC,
- réussit dans la bureautique, en ajoutant au traitement de texte la gestion documentaire, la gestion des télex, le courrier électronique, qui s'intègrent dans des systèmes complets de gestion,
- réussit dans l'adaptabilité des systèmes aux particularismes des utilisateurs.

Matra Informatique et son service, c'est la Nouvelle Informatique.

Matra Informatique tient à votre disposition ses brochures "La Nouvelle Informatique" et "La Bureautique". Elles vous seront adressées sur simple demande.

**MATRA INFORMATIQUE**  
invente la Nouvelle Informatique.

U & O-PUBLICITÉ

MATRA INFORMATIQUE: 1, RUE DU JURA - SILIC 521 - 94633 RUNGS CEDEX - TÉL. 687.31.24 MEMBRE DU CLUB DE LA PER-INFORMATIQUE FRANÇAISE.



[illegible]

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26



LE JOUR DE LA MUSIQUE

Le vade-mecum du wagnérien.

On a beaucoup écrit sur Wagner, et, le plus souvent, pour rien. La littérature wagnérienne abonde en ouvrages aussi prétentieux qu'inutiles. Mais parmi ceux qui méritent de subsister, le Voyage artistique à Bayreuth (1987), d'Albert Laignan, occupe une place de choix. Mieux qu'un « Guide bleu » du pèlerinage à Bayreuth, c'est un merveilleux témoignage de ce qu'étaient les représentations du Théâtre des Festes à la fin du siècle dernier. Non seulement les livrets sont minutieusement résumés et les leit-motifs recensés avec un zèle de collectionneur (des tableaux récapitulatifs signalent leurs principales interventions), mais la description des décors, de l'ambiance des festivals, du public dont les traverses sont dénoncées avec ironie, révéle un observateur perspicace doublé d'un véritable écrivain. On trouvera le détail de toutes les premières distributions, l'émulation des restaurants avec de savoureuses appréciations, dont certaines concernant le buffet de la gare, ont gardé toute leur justesse, et jusqu'à la liste des Français ayant assisté aux représentations jusqu'en 1899. Comme Albert Laignan était lui-même musicien, ses commentaires analytiques sur chacun des opéras sont à la fois irréprochables et exemptés de pédantisme. C'est peut-être le livre le plus sûr qu'on ait jamais consacré à Wagner.

Plusieurs fois réédité, mais épuisé depuis de nombreuses années, le Voyage artistique à Bayreuth nous revient en collection économique dans l'édition originale, c'est-à-dire qu'on y rétablit les coupes faites dans les éditions postérieures et on y a rajouté les deux commentaires sur le Vaisseau Fantôme et Rienzi qui ne s'y trouvaient pas. On regrette, en revanche, la préface de Pierre Combes, mais ce n'est pas grave : elle se défile facilement. — G. C.

★ A. Laignan, le Voyage artistique à Bayreuth, 616 pages, Stock-Musique éditeur.

L'opéra au lycée.

Un peu partout les opéras pour les enfants se multiplient, pourtant chaque tentative reste une expérience et si on est encore loin de la constitution d'un véritable répertoire, l'ouverture n'en est que plus exaltante.

Poker d'Am... opus 3, troisième création des lycées d'Als et de Marseille (ils sont sept cents cette fois, tous solennels), réalisés par l'Association régionale de musique et qui a été présentée les 4, 7 et 11 juin, s'inscrit, selon les responsables, « dans le cadre d'un travail visant à sensibiliser les jeunes à l'art lyrique en les faisant participer à la connaissance des archétypes lyriques qu'ils portent déjà en eux. Avec l'aide de professionnels compétents, qu'ils soient réalisateurs, metteurs en scène, compositeurs, interprètes, ils peuvent ainsi se découvrir à travers un opéra dont ils ont élaboré eux-mêmes de bout en bout la trame littéraire, scénique, musicale et vocale, ou cours d'ateliers et de stages hors du temps scolaire ».

Cette création est le point d'aboutissement de plusieurs années d'animations auprès des jeunes et du milieu enseignant, avec pour objectif la mise en place d'un Centre de recherche et de création lyrique qui permette à la population locale (jeunes et adultes, initiés et non initiés, amateurs et professionnels) de participer à des créations lyriques originales prenant en compte des suggestions locales ou régionales.

En outre, l'ARCM (Association régionale de coordination des activités musicales) organisera cet été, dans le cadre du Festival d'Aix-en-Provence, un stage de formation à la mise en scène lyrique pour de jeunes professionnels sélectionnés et encadrés par Pierre Barrat, une exposition-audition sur « Quatre années de théâtre musical en France » au Palais des congrès d'Aix-en-Provence, du 18 au 21 juillet 1980, ainsi qu'un stage de pratiques de l'animation lyrique en France les 19 et 20 juillet prochain.

★ Renseignements : A.R.C.M., Maison Daniel-Milhaud, 101, rue de la République, 13001 Marseille.

Imagination et fantaisie au Festival de Hollande

Il est bien difficile en quelques jours de se faire une idée du Festival de Hollande, qui multiplie les manifestations à travers toutes les villes du pays. Samedi dernier, par exemple, il n'y avait pas à l'affiche moins de vingt-quatre spectacles, dont huit à Amsterdam, les autres à La Haye, Utrecht, Rotterdam, etc.

Partout des auditoires nombreux et passionnés, souvent très jeunes, à l'honneur de cette foire d'Amsterdam et de ses environs, aux costumes audacieux ou crasseux, souvent d'une inventivité originale dans les thèmes, les formes et les couleurs. Le spectacle de la rue est vraiment l'un des plus amusants qui soient à travers cette ville dont l'orchestration elle-même ne dédaigne pas la fantaisie, brochant sur le thème commun des cités nordiques des lignes et des détails surprenants et tantôt victorieusement par des couleurs pimpantes contre l'uniformité de la brigue. Sans oublier les concerts, sur lesquels viennent niter les rues comme une bouffée de roses.

Cette fantaisie et cette imagination régnent aussi dans les programmes du Festival, les moins conformistes et les plus variés que je connaisse avec ceux d'Edinbourg. Dans le seul domaine de l'opéra et du théâtre musical, à côté d'une Flûte enchantée mise en scène par Jean-Pierre Ponnelle, on peut voir le Jeu de Robin et Marion, d'Adam de la Halle, l'Œde de Merlin, de Gluck, un Haendel-Pasticcio, composé d'airs et d'ensembles appartenant à deux opéras, l'Œuvre au noir, de Villon mis en musique par Ezra Pound, que l'on ne saurait pas composer, un opéra pour enfants de Maxwell Davies, un opéra post-romantique, inconnu jusqu'à ce jour, d'une écriture très brucknérienne (Thil, du compositeur hollandais Van Gulick), enfin deux créations de Stockhausen et de Peter Schat.

Peter Schat ou la maîtrise du sage

Les programmes de concerts, de théâtre et de danses ne sont pas moins variés et de qualité. Un autre festival offre huit spectacles de théâtre pour enfants, un « forum » de poésie internationale, des œuvres de théâtre, dont une qu'on a consacré aux maîtres africains, américains et asiatiques ? Samedi, sur le Dam, malgré une chaleur accablante, la Diabolo Holandaise donnait un ballet dans la rue, vieux diables patiens s'entretenant sous de lourds et splendides costumes, christianisés et domestiqués par un onguet à chaque fois, qui virent achever leur spectacle sous les jérémites du palais royal pour la grande joie des badauds et des enfants.

Dans un parc du sud-est d'Amsterdam, deux équipes de jeunes, un chœur de cirque a été dressé pour la création de Peter Schat, Monkey subjugue le démon aux yeux blancs, un opéra composé d'après les cent et des ans, véritable bande dessinée, que deux Chinois réalisèrent au dix-septième siècle, à partir de contes centrés sur un personnage populaire, Monkey. Un jeune bouddhiste en pèlerinage vers l'Inde avec deux compagnons et un moine est en butte aux attaques d'un démon femelle qui, sous divers déguisements, tente de s'emparer d'eux ; parvient à la capture, mais est finalement vaincu avec ses troupes par l'arrivée d'une légion de moines. Les personnages et la comédie sont censés illustrer les différents tempéraments et les archétypes humains qui sont au-delà de nous. Mais c'est surtout une histoire merveilleuse, typique du théâtre chinois, avec ses coups de théâtre, ses longs discours, ses

événements magiques et ses batailles épiques.

Si les acteurs ont quelque mal à rivaliser avec la virtuosité de l'Opéra de Pékin, ce spectacle qui se repose sur un « champ d'opéra » composé de cinq notes de la gamme chinoise et de ses transpositions. Cela donne une partition étrange, certes, mais adre, harmonieuse, parfois mordante et ironique, très bien écrite pour les voix et qui convient à l'enthousiasme de l'auditoire. C'est la première européenne de ce genre, composée de deux fragments de L'Œuvre au noir, de Gluck, et de la création du troisième volet de cet opéra pour le vendredi, le Retour de Michel. Nous avons dit lors de sa présentation à Jérusalem (le Monde du 1er novembre) la naïveté déconcertante du premier épisode, qui raconte les débuts de cet échange d'un nouveau genre, appartenant à Eve et à Lucifer : pour la seconde fois, il nous est apparu assez infantile, d'un écarterisme sans queue ni tête, sans grand intérêt musical ou scénique.

Très différent est le Retour de Michel, retour au ciel, où Eve a organisé une réception en son honneur. Musicalement, c'est une grande cantate aux immobilités où se superposent des voix de solistes, des chœurs, les uns vivants, les autres enregistrés, un orchestre et une musique électronique.

Les longues trames harmonieuses des deux épisodes de quelques heures, des déclarations d'amour, des scènes par poèmes, de sol d'émotions représentant les personnages principaux, et tout cela a été écrit par Peter Schat, qui parle et qui chante. Pendant ce temps se déroule une action assez lâche et étonnante, imaginée par des danses, des gestes, des projections, à la manière d'Emil, des projections, jusqu'au moment où, d'un globe terrestre sort un démon qui, à son tour, se transforme en un être humain. Deux saxophonistes descendant vers la scène semblent célébrer la victoire de celui-ci, mais l'archange, qui se bat avec Michel, phé, d'un balcon de la salle, par son père, dont on sait qu'il est apparu à Lucifer. Michel triomphera cependant. Tout cela est très étrange, très imprévisible et demandera quelques explications, mais du moins a-t-on entendu par moments une véritable et étrange musique.

Charme et délicatesse de Rameau

Pour nous repérer de ces émotions, nous admettons dimanche écouter un concert Rameau à La Haye, dans la Nieuwe Kerk, admirable temple du dix-septième siècle, baigné de lumière par des fenêtres classiques. Fort bien appropriée avec ce cadre, la musique de Rameau respirent grâce à de merveilleuses interprètes, Tom Koopman et le Baroque Orchestra, Philippe Barrois et le Collegium Vocale.

Le premier, lunettes étroites, fidèles aux yeux, chevelure volant au vent et large dard

blonde, l'agile à son clavier avec une violence inattendue proportionnelle à la légèreté de son interprétation des notes galantes dont les deux suites furent jouées avec tant de délicatesse et de charme, une subtilité de phrasé, de sonorité et de rythme vraiment étonnantes. Cette musique revient dans sa distinction et son originalité, et l'on peut se demander si elle fut jouée à cette époque avec tant de subtilité et de grâce.

Même métamorphose pour les suites à grand cœur dirigées par Philippe Barrois. La pompe classique s'était enfuie, il ne restait plus qu'un art parfait, restant, qui illustrait avec une étonnante souplesse les paroles de deux poèmes, Quam Dilecta et In Convertendo, alliant dans une même phrase la lassitude des captifs et la joie de la délivrance, imaginant de merveilleux défilés comme des processions, faisant roucouler à la suite la tourterelle qui se trouve un nid comme le chrétien se demeure dans le temple de Dieu. Tout cela grâce à une interprétation pleine d'émotion, légère, sans effort appuyé, mais d'une précision d'impulsion, d'une finesse de ligne, d'une liberté d'ornementation et de vocalisation qui transcendent la matière musicale et instrumentale. Ce n'était pas la moindre surprise que nous réservait le Festival de Hollande.

JACQUES LONGCHAMPT.

CINÉMA

« LULU », de Walerian Borowczyk

Un « remake » inutile

Puisqu'il prenait le risque de tourner un « remake » de Lulu (1), on pouvait penser que Borowczyk le caligraphie, le flamboyant, le réalisateur des Contes immoraux et des Héroïnes du mal (après avoir été, il y a longtemps, celui de Gato, le d'amour), allait donner libre cours à son imagination baroque, à son goût pour l'esthétisme érotique et les raffinements formels.

C'est un film désastreux, réaliste, curieusement déshéant, qui nous propose, un film inutilement sensé de nouvelles provocations. Car le cadre est beau : quatre décors, solidement plantés, dont les structures et l'éclairage (du plein anélement à la pénombre glauque) correspondent aux quatre étapes, aux quatre « saisons » de la destinée de Lulu, à sa descente dans la nuit. Mais, à l'intérieur de ce cadre, aucune trace de poésie, de magie, de mystère. Aucun dérapage vers les délices sensuelles ou les sombres rivages de la fatalité.

L'histoire de Lulu, et de ces hommes enchaînés, égarés, qui paient de leur vie le plaisir qu'elle leur apporte, ses triomphes, sa déchéance et cette dernière nuit, dans son sordide ghetto londonien, quand elle cherche encore à séduire celui qui va l'assassiner : tout cela Borowczyk le raconte comme une suite de telle chose, dans un style froidement naturaliste que ne sauvent de la platitude que quelques scènes incongrues (le frénésie masturbatoire de la comtesse, par exemple).

En fait, Borowczyk dépouille l'intrigue de toute signification morale ou sociale, réduit le personnage de Lulu à celui d'une pauvre fille, plus ou moins nymphomane, qui se joue

des hommes selon la vieille tradition des mélos romantiques. A ce manque d'inspiration du cinéaste d'ajoute une grossière erreur de distribution. La jeune Anna Bannett (elle est la sœur de David Bannett, le héros du Tambour de Schindler) n'a, en effet, aucune des qualités requises pour incarner Lulu. Son seul atout : un joli corps — celui d'une fille de quinze ans — que Borowczyk filme dévotement. Mais rien d'autre. Rien de cette dure maléfique, de ce pouvoir autocratique, de cette force primitive et de cette débauche qu'engendrent le personnage. Volée ou dévolée, Anna Bannett traverse l'écran comme ces dames des spots publicitaires qui nous vantent une eau de toilette ou un bain moussant. Transparente et ne faisant que figurer dans un film dont elle devrait être le moteur.

Parmi les autres interprètes on relève le nom de Heinz Bannett. C'est, en effet, le père de Anna qui, dans le film, joue le rôle de Schöen, l'un des amants de Lulu, espérant peut-être, par ce « casting » incestueux, scandaliser à bon compte le public. Procédé d'un goût douteux, qui en dit long sur le sincérité artistique d'un cinéaste dont on finit par oublier qu'il est beaucoup de talent.

JEAN DE BARONCELLI.

★ Voir les films nouveaux.

Le quatrième Festival international du film de grand reportage de Luchon (Haute-Garonne) a commencé samedi le film « Tanomani » du réalisateur français Jean-Pierre Marchand. Les films du Japonais Tadao Sugiyama « Reincarnation in mysterious Mustang » et de Suleis Gérard « Un peuple à l'épave » ont également été primés.

Le second miroir

(Suite de la première page.)

Diderot adresse la sienne au lecteur à travers Grimm, Baudelaire, à travers son directeur du moment, ou — ce qui n'est pas sans prendre pour nous du sens et du sel — au « Rédacteur de l'Opinion nationale ». André Chastel y pense sans doute quand il s'avisait que l'épistolier est l'ancêtre du journaliste et souhaite que ses propres chroniques ainsi rassemblées apparaissent pour ce qu'elles étaient : une correspondance. Or le charme et le prix d'une correspondance tiennent à sa qualité, bien sûr, mais inséparable d'une lecture rétrospective où le présent le plus présent renait à tout instant dans une perspective passée.

Cela dit, la Correspondance inédite de Grimm, revue plutôt que journal, et plus tard le Pays, le Prêtre, l'Artiste, et même l'Opinion nationale sont la presse d'une autre époque : Diderot et Baudelaire, critiques d'art, y avaient moins de lecteurs et plus d'espace. Mais la définition était la même : écrire à vil, et vite, sur la peinture fraîche. Quand le défi était, le frescheur demeure, pour nous surprendre et nous rafraîchir nous-mêmes, de l'œil, de l'oreille, du jugement. Elle peut d'ailleurs faire revivre, revivre, jusqu'au musée, avec Chastel, Delacroix aussi : bien que Pissarro ou Nicolas de Stael, il ne faut pas que les peintres, si s'attache à ses maîtres ou contemporains, historiens et critiques, voire visionnaires : Malraux, mais aussi, mais, et Baudelaire, bien sûr, pour commencer.

Cul, mais le journaliste aujourd'hui... Miroir aussi : du chaos de la surface, de l'écume trop moussante, du flux éphémère ? En bien ! « Il y a à un beau risque à courir ». L'homme de savoir la sait, il l'a couru tout de suite. Ce risque, il l'a couru on lui a permis de le courir, — et ce risque atteste qu'il n'a perdu ni son temps ni le courage. Il n'en analyse qu'avec plus de lucidité la nature du risque, et il évoque non sans humour son frisson d'horreur et toutes les inquiétudes de sa tentation. Le tentateur Hubert Beauvillier lui avait apporté aussitôt son anneau : « Quand on a deux millions, on ne fait généralement rien ni l'un ni l'autre. » Suivent les conseils que le néophyte n'a pas été le seul à recevoir, et lui-même, sans doute, par cette seule promesse : « En résumé, pour parler à tout le monde, il convient de n'être pas trop difficile à entendre. »

L'intellectuel piteux, lui, se dit alors — il nous le conte aujourd'hui — que la difficulté de n'être pas difficile était sans doute — plutôt que nature pharisaïque — il convint avec lui-même, en termes quasi gaulois, qu'il est « ennuyeux d'ennuyer » ; pénible, donc, d'être trouvé « difficile ». Mais il n'ignorait pas que c'est toujours celui qui vous trouve difficile — et non pas l'autre, qui ne s'en aperçoit pas ou y prend plaisir. — que c'est celui-là qui manifeste, proleptique ou laisse tomber. Ce qui ne signifie pas nécessairement que l'un soit moins sûr que l'autre, mais simplement qu'il a moins de temps ou plus de fatigue. C'est donc à celui-là qu'il faut toujours penser. Reste que « Tu n'es pas difficile », n'est jamais d'un compliment.

Alors : être difficile pour soi, mais que ça ne se voie pas ? Si c'est une règle à se donner, et pas trop facile à observer, elle pourrait avoir celle d'André Chastel. Le correspondant de ce métier ou de jadis, ravi autant qu'habitué, s'en aperçoit encore mieux aujourd'hui que naguère, et dans le rapprochement que dans la dispersion, avec ce recul de trente-trois ans — ou seulement de trois. Mon Dieu, oui : une correspondance de trente années, et si jeune ! Le correspondant n'en revient pas.

L'image dans le miroir, c'est non moins la regard que la peinture regardée ; et le portrait du peintre par son critique. Pour André Chastel, la critique est une « seconde miroir ». Ici : celui d'une réflexion instantanée. Mais il arrive que ce double miroir de la création prolonge, loin et longtemps, l'image qu'il a captée. La preuve en est dans ces écrits qui démontrent en existant ce que l'auteur s'était essayé à justifier, déclarer, codifier dans son texte final. Un texte qui n'est rien de moins que « l'art critique » du journaliste de l'art.

YVES FLORENNE.

★ L'image dans le miroir, Gallimard, coll. « Idées », 476 pages.

ROCK

FLEETWOOD MAC AU PALAIS DES SPORTS

A l'origine, il y a trois ans, l'un des principaux groupes de blues anglais jouant une musique qui devait beaucoup à B. B. King et à Elmore James, Fleetwood Mac a, au fil du temps, des années, des changements de membres fréquents, des bristures, des ruptures, avant de s'installer en Californie et de se stabiliser. En 1975, autour de Mick Fleetwood (batterie) et John Mac Vie (basse), deux des membres fondateurs, Christine Mac Vie (clavier) et Peter Dinklage (voix) et Lindsey Buckingham (guitare et voix).


Le travail effectué depuis lors par le groupe est, en fait, l'histoire des pochettes de ses albums : l'imaginaire, simple, efficace et sans fioritures, avec une certaine sophistication dans la présentation. Sans doute, la musique de Fleetwood Mac n'est-elle pas très nouvelle. Elle est, au contraire, présente, pleine de vitalité, diverse. Et puis, le concert donné au Palais des sports, dans le cadre de leur nouvelle tournée, avait ceci de particulier qu'il ne recouvrait pas une opération promotionnelle, comme cela est devenu l'habitude dans le monde du rock : le dernier album de Fleetwood Mac (Rust) est paru il y a déjà un an chez Warner Bros Records.

CLAUDE FLEUTOUR.

À la Maison des Jeunes et de la culture de Bozorg-Willanvoort (Haute-Saône), deux concerts de rock ont été annulés vendredi 13 et samedi 14 juin, la commission de sécurité ayant émis la veille un avis défavorable. En signe de protestation, plusieurs dizaines de jeunes gens, encadrés par les forces de police, ont spontanément défilé dans les rues de la ville.

Le graphiste Tudor Bannu expose ses œuvres, 35, rue de la Galie, près de Montparnasse : des dessins, des gravures (sans doute, burins, etc.), et des aquarelles, qui situent bien le climat fantastique de son art surprenant d'être on d'animaux étranges et qui pimentent un humour inquiétant. L'exposition présente notamment, aux dimensions réelles et en couleurs, les illustrations de Tudor Bannu pour « Le Monde Dimanche ».

**SAVED**



**LE NOUVEAU DYLAN EST ARRIVÉ**

**SUR DISQUE ET CASSETTE**

**CBS 86113**

**CBS**

**LETTRES**

A Paris

LE POËTE AU PAYSAN

PARTICIPE À UN JOUR

DE LA LITTÉRATURE

PENDANT LA SEMAINE

ANTI-JAPONNE

**3 costumes**

**120**

1 costume + pantalon

**3 pantalons**

**3 chemises**

**OLDE COLLECTION**

**DES TAILLES**

44, 46, 48, 50, 52

**MAISON**

**30 - 40 - 50**



# SPECTACLES

## théâtres

### NOUVEAUX SPECTACLES

Lacourrière (544-57-34), 10 h. 30 : le Biberon de la révolte.  
Conservatoire de Saint-Maur (883-14-07), 21 h. : Ah ! les enfants.  
Mairie (320-00-00), 20 h. 30 : le Temps de solitude.

### Les salles subventionnées

Opéra (742-37-30), 19 h. 30 : Boris Godounov.  
Comédie - Française (236-19-20), 20 h. 30 : Simul et Singulier.  
Centre Pompidou (277-15-33), 18 h. 30 et 20 h. 30 : Suicidé. — Petite salle, 18 h. 30 : Rencontre avec M. Angel de Estrada ; 20 h. 30 : Concert de l'Ensemble l'Intégrité mutations instrumentales II — Début, 18 h. 30 : Introduction à l'art américain.  
Théâtre de la Ville (274-11-34), 20 h. 30 : Louis Falco Dance Company.

### Les autres salles

Gare du Temple (524-53-25), 21 h. : le Cirque de Mollière.  
Centre culturel Océan (337-82-40), 20 h. 30 : Dernière provocation.  
Fontaine (874-74-40), 21 h. : la Saïan.  
Rue de la Harpe (236-33-99), 20 h. 30 : la Leçon : la Cantatrice chauve.  
Rue de la Harpe (236-33-99), 20 h. 30 : les Dialogues pittoresques.  
Lacourrière (544-57-34), 22 h. 15 : Archéologie. — II, 18 h. 15 : Idée fixe 20 h. 15 : le Journal de Nijinski 22 h. 15 : After Liverpool. — III, 18 h. 15 : Paroles françaises.  
Mairie (320-00-00), 20 h. 30 : Montebius. — Montebius.  
Marie-Séjour (508-47-80), 20 h. 30 : Pour l'amour de l'humanité.  
Palais des glaces (807-49-01), 20 h. 30 : Le Parc effilés trois fois.  
Fénelon (305-40-39), 20 h. 30 : Festival d'expressions non professionnelles.  
Préfont (323-02-38), amphithéâtre, 21 h. : Prosopopea 403.  
Kaulbach (236-64-44), 20 h. 30 : les Serments indécibles.  
Studio des Champs-Élysées (723-35-10), 21 h. : Blanchisserie blanche.  
Théâtre de la Paix (548-94-97), 20 h. 30 : Ouverture sur mer.

### Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-49), 21 h. : Sans le mot c'est con, monsieur, le dialogue n'est plus possible.  
Deux Amis (808-10-26), 21 h. : Pétrole... Ana.

### Pétrole... Ana

Au Bec du (236-29-35), 20 h. : Patrie Lal ; 21 h. 15 : Pinter et Co. ; 22 h. 15 : la Revanche de Nana ; 23 h. : A. Ricard.  
Bistro de Beaumont (277-49-02), 20 h. 15 : Deux pour le prix d'un ; 21 h. 30 : Napoléon.  
Bianco-Mantoux (887-10-70), 20 h. 15 : Arcub ; 21 h. 30 : Raulin, le l'Amour.  
Café d'Edgar (320-45-11), 20 h. 30 : Soeurs siamoises cherchent frères siamois ; 22 h. 15 : Les Deux Sœurs ; 23 h. 15 : Couple-moi l'ouffio.  
Coutable (277-41-60), 21 h. : F. Duda ; 22 h. 15 : J. Salp ; 23 h. 15 : J. Salp ; 24 h. 15 : J. Salp.  
Cox des Miracles (548-45-00), 20 h. 30 : Sili Deramé ; 21 h. 30 : la Matouette.  
Petit Casino (278-36-59), 21 h. : Rucoties - moi votre enfance ; 22 h. 15 : Du moment qu'on n'est pas sourd ; 23 h. 30 : Chansons.  
Le 20 h. 45 : Si la concierge savait ; 22 h. : Ça s'écroule par les pieds ; 23 h. 45 : Suzanne, cour-moi.  
Sélect (524-58-14), 21 h. : Les lions col. ; 22 h. : les pénitents pas.

### Le Monde de la

## MUSIQUE

### FESTIVALS D'ÉTÉ

Le Monde de la Musique met à votre disposition un service de renseignements et de location de places pour les festivals d'été.

Un bureau est ouvert de 11 h à 20 h, 123, rue de la Pompe - 75016 PARIS - Tél. LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES 704.70.20, tous les jours sauf les dimanches et jours fériés.

Le Monde de la Musique publie chaque mois un calendrier de tous les festivals et concerts à Paris et en province.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

### LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

### Lundi 16 juin

Duo (584-72-00), 30 h. 30 : Clifford Thornton Quintet.  
Form des Halles (297-53-47), 20 h. 30 : Molto Mobile Quartet.  
Palace (246-10-87), 20 h. 30 : Mod Night, V.I.P.S.  
Palais des glaces (807-49-03), 18 h. : 2400 Light.  
Petit-Journal (326-58-59), 22 h. : 5/5 Quintet.

### XVII Festival du Marais

Hôtel d'Amont, 21 h. 30 : Mille.  
Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Edith et Dethila, mimes.  
Place du Marché-Sainte-Catherine, 19 h. 30 : Accouche ; 20 h. 30 : Jazz de pique.  
Hôtel de Beaumont, 22 h. : le Marchand de cymbales.  
Eglise Saint-Martin, 21 h. 15 : Octave de cultes de l'Église de France (Lull, Furel, Lassus, Gabriel).  
Café de la Gare, 20 h. 30 : Aldo Romano Quartet.

### Foire Saint-Germain

Place Saint-Germain, 20 h. 30 : Festival de chorales.

### IV Soirées de Saint-Aignan

Hôtel Saint-Aignan, 21 h. : Lieder et duo ; M. Etcheverry, soprano ; B. G. Goudou, ténor ; A. Bat-Shalom, piano (Haydn, Rostini, Wolf, Brahms, Schumann).

### Dans la région parisienne

Saint-Denis, bastille (243-00-59), 20 h. 30 : Ensemble Musique vivante, O. Masson (Jancsek, Kugel, Barry).  
Vincennes, Parc Floral, 21 h. : Annie Cordy.

## cinémas

### La cinématèque

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de dix-huit ans.  
Challiot (704-24-24), relâche.  
Beaumont (278-33-97), 15 h. : les Régates de San-Francisco ; 20 h. : C. Autant-Lara ; 21 h. : Clémentine hongroise ; Un Nouveau Gilgamesh, de M. Scenari ; 19 h. : Cinéma japonais ; les Furellies en rose, de T. Matsumoto.

### Les exclusivités

L'ALBOM DE MARTIN SCORSESE (A. v.o.) : Épée de Bois, 8 (337-42-62).  
APOLLYPS NDW (A. v.o.) : Temples, 8 (337-42-62).  
AU-DELA DE LA GLOIRE (A. v.o.) : Quintette, 8 (337-42-62).  
BANDAS (A. v.o.) : Paroles françaises, 14 (337-42-62).  
OPERA (A. v.o.) : Paroles françaises, 14 (337-42-62).  
LES CROCS OU DIABLE (Esp. v.o.) : Quintette, 8 (337-42-62).  
LES FAISONS DE SUISSES (Sola.) : Mairie, 8 (337-42-62).  
LES FAISONS DE SUISSES (Sola.) : Mairie, 8 (337-42-62).  
LES FAISONS DE SUISSES (Sola.) : Mairie, 8 (337-42-62).

LE CAVALIER ÉLECTRIQUE (A. v.o.) : L'Albom de Martin Scorsese, 8 (337-42-62).  
LE CHAÎNON MANQUANT (A. v.o.) : U.G.C.-Danton, 8 (337-42-62).  
LE CHAÎNON MANQUANT (A. v.o.) : U.G.C.-Danton, 8 (337-42-62).  
LE CHAÎNON MANQUANT (A. v.o.) : U.G.C.-Danton, 8 (337-42-62).  
LE CHAÎNON MANQUANT (A. v.o.) : U.G.C.-Danton, 8 (337-42-62).  
LE CHAÎNON MANQUANT (A. v.o.) : U.G.C.-Danton, 8 (337-42-62).  
LE CHAÎNON MANQUANT (A. v.o.) : U.G.C.-Danton, 8 (337-42-62).  
LE CHAÎNON MANQUANT (A. v.o.) : U.G.C.-Danton, 8 (337-42-62).  
LE CHAÎNON MANQUANT (A. v.o.) : U.G.C.-Danton, 8 (337-42-62).  
LE CHAÎNON MANQUANT (A. v.o.) : U.G.C.-Danton, 8 (337-42-62).

### Les grandes reprises

ANNIE HALL (A. v.o.) : Cinéma Saint-Germain, 8 (337-42-62).  
L'ARRÉE AUX SABLES (A. v.o.) : Bonaparte, 8 (337-42-62).  
L'ARRÉE AUX SABLES (A. v.o.) : Bonaparte, 8 (337-42-62).  
L'ARRÉE AUX SABLES (A. v.o.) : Bonaparte, 8 (337-42-62).  
L'ARRÉE AUX SABLES (A. v.o.) : Bonaparte, 8 (337-42-62).  
L'ARRÉE AUX SABLES (A. v.o.) : Bonaparte, 8 (337-42-62).  
L'ARRÉE AUX SABLES (A. v.o.) : Bonaparte, 8 (337-42-62).  
L'ARRÉE AUX SABLES (A. v.o.) : Bonaparte, 8 (337-42-62).  
L'ARRÉE AUX SABLES (A. v.o.) : Bonaparte, 8 (337-42-62).  
L'ARRÉE AUX SABLES (A. v.o.) : Bonaparte, 8 (337-42-62).

### LES FILMS NOUVEAUX

LES HÉRITIERS, film hongrois de Miklós Jancsó.  
JOURNAL D'UNE MAISON DE CORRECTION (Fr.) : Paramount-Opéra, 8 (337-42-62).  
JOURNAL D'UNE MAISON DE CORRECTION (Fr.) : Paramount-Opéra, 8 (337-42-62).  
JOURNAL D'UNE MAISON DE CORRECTION (Fr.) : Paramount-Opéra, 8 (337-42-62).  
JOURNAL D'UNE MAISON DE CORRECTION (Fr.) : Paramount-Opéra, 8 (337-42-62).  
JOURNAL D'UNE MAISON DE CORRECTION (Fr.) : Paramount-Opéra, 8 (337-42-62).  
JOURNAL D'UNE MAISON DE CORRECTION (Fr.) : Paramount-Opéra, 8 (337-42-62).  
JOURNAL D'UNE MAISON DE CORRECTION (Fr.) : Paramount-Opéra, 8 (337-42-62).  
JOURNAL D'UNE MAISON DE CORRECTION (Fr.) : Paramount-Opéra, 8 (337-42-62).  
JOURNAL D'UNE MAISON DE CORRECTION (Fr.) : Paramount-Opéra, 8 (337-42-62).

### LES CDNTES DE CANTERBURY

U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).

### LES CDNTES DE CANTERBURY

U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).

### LES CDNTES DE CANTERBURY

U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).

### LES CDNTES DE CANTERBURY

U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).

### LES CDNTES DE CANTERBURY

U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).

### LES CDNTES DE CANTERBURY

U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).

### LES CDNTES DE CANTERBURY

U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).

### LES CDNTES DE CANTERBURY

U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).

### LES CDNTES DE CANTERBURY

U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).

### LES CDNTES DE CANTERBURY

U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).  
U.G.C. Bastille, 8 (337-42-62).

## Radio-couarail ou

Radio-couarail ou...  
Radio-couarail ou...  
Radio-couarail ou...  
Radio-couarail ou...  
Radio-couarail ou...  
Radio-couarail ou...  
Radio-couarail ou...  
Radio-couarail ou...  
Radio-couarail ou...  
Radio-couarail ou...

## Pas d'expression pas

Pas d'expression pas...  
Pas d'expression pas...  
Pas d'expression pas...  
Pas d'expression pas...  
Pas d'expression pas...  
Pas d'expression pas...  
Pas d'expression pas...  
Pas d'expression pas...  
Pas d'expression pas...  
Pas d'expression pas...

## ELANCEMENT DE RADIO-MAYENNE

Daniel Hamelin va vite et fort

Radio-Mayenne...  
Radio-Mayenne...  
Radio-Mayenne...  
Radio-Mayenne...  
Radio-Mayenne...  
Radio-Mayenne...  
Radio-Mayenne...  
Radio-Mayenne...  
Radio-Mayenne...  
Radio-Mayenne...

## PINOK et MATHO

« DROLE DE MIME »  
du 17 juin au 4 juillet  
soir 20 h 45 - Dim. met. 17 h  
CENTRE D'ARTS  
CELTIQUE  
4, rue Constance (18) - 258-67-62

## COURSES VINCENNES

Mardi 17 juin  
20 heures  
Paris trié  
à chaque réunion  
989-57-11  
Prochaines réunions :  
20, 26 et 27 juin

## ISABELLE HUPPERT

LILI MONORI  
JAN NOWICKI  
UN FILM DE  
MARTA MESZAROS

## SELECTION OFFICIELLE FESTIVAL CANNES 1980

GAUMONT présente  
ISABELLE HUPPERT  
LILI MONORI  
JAN NOWICKI  
UN FILM DE  
MARTA MESZAROS

## GAUMONT présente

ISABELLE HUPPERT  
LILI MONORI  
JAN NOWICKI  
UN FILM DE  
MARTA MESZAROS



## « Radio-couarail » ou la causette-tract

# LE FOOTBALL ET LE REGGAE

Rimsky-Korsakov : h. 45 et Rima Gordonov  
s, acte I. • Poème de l'extase et Scriabin

12 h. Musique de table : les éditeurs ont la parole ; 12 h. 30, Jazz classique ; 12 h. 30, Poésie.

13 h. Musiques : les chants de la terre ; 14 h. 30, Les enfants d'Orphée, dialogue avec le monde des dieux ; 15 h., Concerto pour piano ; Piano : « Concerto pour quatre pianos » (Busch) ; « Sonatas à quatre mains » (Pozdnyakov, Shostakovich, Prokofiev, Scriabin, Malinovic) ; « Klavierstücke », opus 119 (Brahms) ; 16 h. L'esprit en pays, pour quatre voix et piano ; 17 h. 30, Concerto pour Piano ; 16 h. 15, Les paroles musicales ; Mécène, ses amis, ses élèves, œuvres de von Weber, Liszt, Schumann, Chopin, Debussy.

18 h. 2. Six-Suit : jazz-time ; 18 h. 30. Cycle des sonates de Beethoven (en direct de Radio-France) : 1<sup>re</sup> sonate n° 11, opus 22, par G. Alkan ; 2<sup>e</sup>, opus 26, par J. F. Leroy ; musique : 20 h. Actualités lyriques.

20 h. 30. Concert au Théâtre de la ville : 1<sup>er</sup> acte de l'opéra de Wagner, Die Walküre, Lieder, d'après Balke ; « Grande Lieder, opus 15 » ; « Six Lieder, d'après Tchaïkovski » ; « Chansons de la forêt » ; « Fondation 1 » (Ferry-Bougault) ; « L'autisme des anaristes » (Serio) ; « Monique de chambre, opus 24 » (Kleinmitchel), par l'ensemble de chambre de la radio ; 21 h. 30, Abbado, avec E. Lukomskia, soprano.

22 h. 20. Ouvert la nuit : La musique des sons dans l'espace, par le G.R.M. de l'I.N.A. Henry Dutilleul (musique) ; 23 h. 30, Concert symphonique (Feurté, Saint-Saëns, Pérold, Widor, Chabrier, Chaubaud) ; 1 h. 00, musiques (Debussis, Scriabin, Villa-Lobos).



Le Monde

## Sports

## FOOTBALL

## LE CHAMPIONNAT D'EUROPE DES NATIONS

## Des supporters trop « mobilisés »

L'Angleterre ne disputera pas, le dimanche 22 juin, la finale du sixième championnat d'Europe de football. Les autorités italiennes peuvent ainsi espérer une « démolition » des supporters anglais dont les exactions et les heurts avec les Italiens n'ont cessé. À Milan, le jeune Italien poligarde le jeudi 12 juin, à l'occasion de la rencontre Belgique-Angleterre, devra rester à l'hôtel une quarantaine de jours. Son agresseur présumé a été emprisonné. A Turin, un groupe de jeunes Italiens ont incendié un autocar de supporters anglais stationné devant un hôtel. Dans la nuit du samedi 14 juin, la police a dû procéder à une dizaine d'arrestations à la suite d'un violent affrontement entre des Italiens et des Anglais dont les plus âgés n'avaient pas vingt ans.

Naples. — Comme une armée en déroute errant en plein désert, rois par le soleil et à la recherche d'un coin d'ombre ou du moindre point d'eau, les quelques milliers de supporters néerlandais déambulent dans Naples en trébuchant l'après-midi, samedi 14 juin, ne laissant rien en sucrer de bon pour leurs ravins. Ils étaient pourtant loin de se douter que, par cette fin d'après-midi caniculaire, ceux-ci allaient illustrer le vieux dicton, « *Voi Naples et mourir* ».

Cette équipe conquérante et dévastatrice qui, à défaut de titres, aura marqué la décennie 70 par son style finaliste des Coupes du monde 1974 et 1978 et troisième du championnat d'Europe 1976 — n'a cette fois pas seulement été battue par cette rivalité allemande, qu'elle n'a d'ailleurs jamais pu vaincre depuis plus de vingt-cinq ans, mais elle a été éliminée au point que le score de 3 buts à 0 a onze minutes de la fin du match semblait plutôt heureux pour elle. « Nous n'avons jamais eu l'initiative, reconnait après le match Jan Zwartkruis, l'entraîneur néerlandais. Nous avons manqué de puissance devant les Allemands. » Johnny Rep, le « Stéphanois » de cette équipe, était plus critique : « Nous n'avons plus de grands joueurs au milieu. Les attaquants n'ont pas beaucoup de bons ballons. De plus, nous étions éphémères par le chaleur. »

La suite de cette compétition per-

La commission disciplinaire de l'Union européenne des associations de football a décidé, le 13 juin, d'infliger une amende de 30 000 francs suisses à l'association anglaise de football pour le comportement de ses supporters. Mais ne devra-t-elle pas suspendre pour un temps l'Angleterre de toutes ces compétitions si les incidents qui se sont multipliés ces dernières années se poursuivent ?

A Turin, la mobilisation de mille policiers et carabiniers et la fouille de tous les spectateurs ont permis d'éviter les incidents pendant la rencontre du dimanche 15 juin entre l'Italie et l'Angleterre. Toutefois, après le match, cinq Français ont été arrêtés après une bagarre avec des policiers. C'est grâce à un bus de Marco Tardelli, obtenu à onze minutes de la fin du match, que les Italiens ont logiquement

## « Voir Naples et... »

De notre envoyé spécial

mettra peut-être de mieux déterminer le rôle joué par le soleil napolitain dans la mise au grand jour de cette dégradation. Comme la Tchecoslovaquie et l'Italie, les Pays-Bas ont trop longtemps vécu sur une ossature de joueurs exceptionnels et n'ont pas eu à injecter de petites doses de sang neuf qui aurait pu permettre une transition sans heurt avec une nouvelle génération. Parmi les Néerlandais présents en Italie, onze étaient en effet en Argentine pour la Coupe du monde 1978 et six en République fédérale d'Allemagne en 1974. Mis à part Rudy Krol qui s'est préparé une semi-retraite dorée à Vancouver dans le championnat nord-américain, ce sont encore ces mêmes joueurs que Belges, Français et Irlandais réclament de retrouver sur le chemin de la qualification à la Coupe du monde 1982.

Si la mécanique orange s'est transformée en longue course le samedi 14 juin, c'est avant tout parce qu'elle exige une dépense d'énergie incommensurable avec les conditions atmosphériques locales. Comment les Néerlandais auraient-ils pu pratiquer leur football de courant d'air à base de permutations incessantes, de courses d'appel, de mouvement perpétuel, de flux et de reflux selon

que le ballon est gagné ou perdu dans cette cocotte-minute de béton où vingt-deux acteurs et trente mille spectateurs ont été culs à l'ébullition ? Mais si cette mécanique orange donne de plus en plus de signes d'essoufflement, c'est surtout parce que plus personne ne sait la remonter depuis la retraite de Johan Cruyff, de Wim Van Hanegem ou de Rob Rensenbrink, auxquels ont succédé des joueurs plus remarquables par leurs qualités athlétiques que techniques ou par leur abnégation plus que par leur vision du jeu. « Pour pratiquer le football que nous voulons imposer, estime Rudy Krol, il faut des jeunes pour soutenir constamment le porteur du ballon et aller chercher celui-ci dans le camp adverse. Nous ne pouvons pas nous contenter d'attendre sur le terrain. » Or pour stopper la progression allemande, les nouveaux princes d'Orange ont cette fois dû recourir à un travail de bûcheron qui laissera sans doute des saignées dans les organismes de leurs adversaires et, notamment, de l'avant-centre Horst Hrubesch ou des milieux de terrain Hans Muller et Bernd Schuster. Complètement remaniée par rapport au match d'ouverture contre la Tchecoslovaquie, l'équipe ouest-alle-

mande a cette fois laissé une impression de force et d'équilibre de bon augure pour la suite de la compétition et, plus encore, compte tenu de sa jeunesse, pour la Coupe du monde 1982 où elle pourrait bien parvenir à maturité.

La titularisation d'Ulrich Stielke, le meneur de jeu du Real Madrid, ex poète de libero, derrière un trio de défenseurs — Bernd Dietz, Manfred Kaltz et Hans Peter Briegel — bâtis pour résister à tous les chocs, a incontestablement amélioré la régence. L'incorporation au poste d'avant-centre de l'adroit Horst Hrubesch pour mobiliser et poser sur la défense adverse a, d'autre part, permis à Klaus Allofs de bénéficier de plus de liberté pour inscrire les trois buts (19', 58' et 86' minutes) aidé en cela par la révélation au milieu du terrain de Bernd Schuster. Cette démonstration aurait été complète si l'arbitre français Robert Wurtz n'avait pas donné un coup de pouce aux Néerlandais en leur accordant un penalty pour une faute commise en dehors de la surface de réparation et transformé par Johnny Rep (75' minute). Les Néerlandais sont même parvenus à inscrire un second but par Willy Van de Kerkhof six minutes plus tard sur un tir de 20 mètres mais il faut bien reconnaître que les Allemands de l'Ouest pensaient déjà un peu trop à la finale de ce sixième championnat d'Europe.

GÉRARD ALBOUY.

## AUTOMOBILISME

## La victoire de Rondeau aux Vingt-Quatre Heures du Mans

## Cinq ans d'obstination

De notre envoyé spécial

Le Mans. — Jean Rondeau, trente-quatre ans, a de quoi être satisfait. Depuis sa victoire aux Vingt-Quatre Heures du Mans, dimanche 15 juin, le voici au palmarès d'une épreuve en compagnie des noms les plus huppés de la construction automobile : Jaguar, Ferrari, Ford, Porsche, Maserati, Renault, Or, mis à part un petit nombre d'initiales, qui connaissait vraiment Jean Rondeau, il y a encore peu ?

Il n'a pas volé son succès. Si quelquefois, à force d'obstination et de persévérance, a bien mérité une telle consécration, c'est bien Jean Rondeau. Même si le plateau du Mans n'est pas ce qu'il était, même si les grands noms de l'automobile ont déserté les Vingt-Quatre Heures, le mérite de Rondeau, compte tenu de ses moyens, est d'avoir tenu bon durant deux tours d'horloge et d'avoir donné le pion à toute une colonie de Porsche, pourtant toujours à la course des Vingt-Quatre Heures. A cet égard, Jean Rondeau peut se prévaloir de deux références dignes d'estime. Il est le premier constructeur à avoir remporté la victoire aux Vingt-Quatre Heures du Mans à sa propre voiture, partageant les relais avec son coéquipier Jean-Pierre Jaussaud, et sa victoire est de celles qui ont coûté le plus cher. Son triomphe est aussi celui de la débrouillardise.

Dérisoire budget que celui des Automobiles Jean Rondeau, il a coûté dix fois plus cher à Porsche et Renault. Or, comme l'argent va au succès et comme les Rondeau, pendant plusieurs années, se sont escrimés le plus souvent dans l'anonymat contre les flottes de Porsche et de Renault, la carte de visite du constructeur n'est pas de celles qui ouvrent facilement toutes les portes.

Jean Rondeau, tout en gardant la haute main sur son équipe, vend ses voitures à des annonceurs, tout emballées, comme un produit. Au Mans, cette année, deux des trois voitures ont été achetées par deux fois le même acheteur, la marque de L.T.T. et de l'hebdomadaire *Le Point* ; la troisième, celle de Belge, a été achetée par un particulier. Au Mans, Jean Rondeau a eu la chance de voir son équipe terminer à la troisième place. Officiellement, c'est la L.T.T. le *Point* qui a gagné. Il est difficile de savoir avec précision combien s'est exactement chiffée la réparation, mais Jean Rondeau affirme que chacune des voitures a été vendue son juste prix : 800 000 francs soit un budget global de 1 800 000 francs. Rondeau d'aspect, comme il se doit pour une voiture portant un tel nom, la championne du Mans est un coup de main sur son équipe, le dimanche 15 juin, dans un stade archicomble, l'exploit arrachant à la « soixante dix mille points » un « 10 » formidable d'admiration.

Seule de son sexe, victorieuse de vingt-neuf concurrents, c'est une gagnante. La blonde aux yeux d'acier, Liz Edgar, qui n'a pas gagné For Ever, azean longiligne de huit ans, né outre-Rhin, mais « mis au bouton » en Grande-Bretagne. Ce pays décide d'ailleurs qu'elle ne peut pas être élue reine du Mans, elle est trop jeune. Elle a été élue reine du Mans, elle est trop jeune. Elle a été élue reine du Mans, elle est trop jeune.

Le Grand Prix d'Aix-la-Chapelle aux cavaliers anglais. De notre envoyé spécial

Aix-la-Chapelle. — Pour la première fois dans l'histoire d'une épreuve réputée l'une des plus difficiles du monde et exigeant des nerfs d'acier, une femme a inscrit son nom au palmarès du Grand Prix d'Aix-la-Chapelle, disputé sous un soleil intermittent, le dimanche 15 juin, dans un stade archicomble, l'exploit arrachant à la « soixante dix mille points » un « 10 » formidable d'admiration.

Seule de son sexe, victorieuse de vingt-neuf concurrents, c'est une gagnante. La blonde aux yeux d'acier, Liz Edgar, qui n'a pas gagné For Ever, azean longiligne de huit ans, né outre-Rhin, mais « mis au bouton » en Grande-Bretagne. Ce pays décide d'ailleurs qu'elle ne peut pas être élue reine du Mans, elle est trop jeune. Elle a été élue reine du Mans, elle est trop jeune. Elle a été élue reine du Mans, elle est trop jeune.

Le premier parcours du Grand Prix comprenait treize obstacles, dont un double, un triple et une rivière. Dans la seconde manche, les dix-huit cavaliers les mieux placés de la première avaient à sauter dix obstacles correspondant à treize efforts. Le premier

ROLAND MERLIN.

## JEUX OLYMPIQUES

## « Courir pour la liberté »

A Paris, dimanche 15 juin, on a couru pour le respect des droits de l'homme en U.R.S.S. Environ trois cents personnes, parmi lesquelles les dissidents soviétiques Boris Yeltsin et Alexandre Ginzburg, ont couru pour la liberté. Ils ont couru pour la liberté. Ils ont couru pour la liberté.

Une manière comme une autre de montrer que le sport doit rester synonyme de liberté et de progrès. Ils ont couru pour la liberté. Ils ont couru pour la liberté.

Au lieu de ces embarrasants compagnons de route, les organisateurs auraient sans doute préféré obtenir la participation de Guy Druet, dont ils disent avoir le soutien. Mais l'ancien champion olympique, qui a retrouvé le chemin des stades après quelques années de banissement, avait préféré courir après la renommée. Et il l'a touchée du doigt en réalisant 13 sec. 37 sur 110 mètres haies. — A. G.

## TENNIS

## La France éliminée de la Coupe Davis

Pour la deuxième année consécutive, la France a été éliminée par la Tchecoslovaquie en Coupe Davis. Cette fois, ce n'était plus à Roland-Garros mais à Prague, et le résultat final de 5-0 en faveur des Tchèques est infiniment plus sévère. Les Français ont été éliminés par les Tchèques. Les Français ont été éliminés par les Tchèques.

En un temps où les champions sont révélos avant vingt ans, les Français, Beaudouin, Roger-Vasselin, font déjà partie de la garde descendante. Autour de Noah, ce sont Tulasne et Lecomte qui incarnent les espoirs de demain pour une équipe de Coupe Davis régénérée.

## VOILE

## Tempête sur les solitaires

Le dernier relai des positions des concurrents de la Transatlantique en solitaire indique que l'Américain Philip Weld (Moxie) précède désormais Eugène Riguidel (V.S.D.) de 133 kilomètres et Marc Pajot (Paul-Ricard) de 151 kilomètres. Selon la radio du cargo français Joseph-Roxy, qui a croisé Eugène Riguidel, V.S.D. ferait route à petite vitesse pour éviter à d'autres réparations. Au cours de la dépression qu'il a rencontrée les navigateurs, deux cloisons du bateau de Riguidel ont été fêlées et le carénage avant a été arraché.

Olivier de Kersouson, quatrième, à 218 kilomètres de Weld, estime que son monocoque (Exiler-VI) a l'avantage, dans le vent de force 7 à 8 qui accompagne la dépression, de ne pas dériver, contrairement à la plupart des multicoques.

Plusieurs concurrents ont été contraints à l'abandon, dont le Britannique Paul Rodgers, qui se dirige vers les Açores après une collision avec une balise. Le Canadien Michael Birch, malgré l'annonce de son abandon la semaine dernière, fait route vers le sud, et il est pointé à la onzième place, à 438 kilomètres de Weld.

JACQUES AUGENDRE.

## CYCLISME

## Bernardeau sans opposition dans le Midi-Libre

De notre envoyé spécial

Limoux. — Une étape de moyenne montagne bien construite peut provoquer des écarts importants que les plus hauts cols des Alpes ou des Pyrénées. Nous venons d'en avoir la confirmation en suivant le Grand Prix du Midi Libre, dont les principales difficultés se trouvent localisées dans le massif des Cévennes. Cette épreuve, proche du tour de France, s'est terminée, dimanche 15 juin à Limoux, par la victoire de Jean-Benoît Bernardeau, qui avait affirmé sa

supériorité le premier jour entre Bagnols-sur-Cèze et Mende. Elle s'est jouée pour l'essentiel sur les pentes du mont Loubère où des grimpeurs réputés, tels que Michel Luytbaert ou Robert Alban, ont perdu de nombreuses minutes.

On sait qu'une course par étapes constitue une préparation idéale et, de toute évidence, Bernardeau a bénéficié dans le Midi Libre de la forme acquise les semaines précédentes sur les routes du tour d'Italie. Installé au commandement dès le prologue, il a repoussé les attaques dirigées contre lui d'autant plus facilement que celles-ci manquaient de vigueur et de conviction.

Ses adversaires étaient-ils résignés ? On peut le croire en constatant que l'ancien champion du monde, Hennie Kuiper technique du classement général à 1 min. 5 sec., s'est abstenu d'intervenir et que Joachim Aegisdottir n'a pas cherché à combler les 13 secondes qui le séparent du leader. En dépit de son assaut remarquable, il a préféré se contenter d'une place de deuxième qui n'ajoute rien à sa notoriété et l'on s'explique une fois de plus qu'un roulier de sa valeur n'ait pas réussi à remporter une seule épreuve de large audience ou douze ans de professionnalisme. Mais cet explication sans doute celle.

La seule offensive sérieuse fut celle du néerlandais Van de Velde, récent vainqueur du Dauphiné libéré. L'échec de sa longue échappée aillait déclencher l'opposition, qui se révéla ensuite d'une extrême faiblesse. Voilà qui paraît situer le cyclisme professionnel actuel à un niveau relativement bas.

Le Midi Libre marque cependant un tournant décisif dans la carrière de Bernardeau, qui a pris conscience de ses moyens et atteint sa complète maturité conformément aux prévisions de son directeur sportif, Cyrille Guimard. A l'inverse, il a mis l'accent sur la condition extrême, dont la participation au tour de France devient incertaine.

JACQUES AUGENDRE.

## RÉSULTATS

## Athlétisme

L'Allemand de l'Ouest Guido Kratschmer a porté, les 12 et 14 juin, à Bernhausen (R.F.A.), le record du monde du décathlon à 6 649 points, un mois après que le Britannique Daley Thompson eût réalisé 6 622 points. Les performances de Kratschmer, qui est âgé de vingt-sept ans, mesurent 1,84 mètre et pèse 90 kilos, sont les suivantes : 10 sec. 58 sur 100 mètres, 7,80 mètres en longueur, 15,47 mètres au poids, 2 mètres en hauteur, 38 sec. 4 sur 400 mètres, 13 sec. 32 sur 110 mètres haies, 45,52 mètres du disque, 4,80 mètres à la perche, 66,50 mètres au javelot, 4 min. 24 sec. 15 sur 1 500 mètres.

A Talence (Gironde), au cours de la réunion internationale d'épreuves combinées, la Française Florence Picaut a amélioré son record national du pentathlon en marquant 4 663 points (13 sec. 63 sur 100 mètres haies, 12,61 mètres au poids, 1,84 mètre en hauteur, 6,80 mètres en longueur, 2 min. 18 sec. 3 sur 800 mètres).

## Football

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES NATIONS

Groupe I

R.F.A. bat Tchecoslovaquie... 1-0

Pays-Bas bat Grèce... 3-0

R.F.A. bat Pays-Bas... 3-2

Tchecoslovaquie bat Grèce... 3-1

Classement — 1. R.F.A., 4 points ; 2. Tchecoslovaquie et Pays-Bas, 2 ; 4. Grèce, 0.

Groupe II

Belgique et Angleterre... 1-1

Espagne et Italie... 0-0

Belgique bat Espagne... 2-0

Taille bat Angleterre... 2-1

Classement — 1. Belgique et Italie 3 points ; 3. Angleterre et Espagne, 1.

Que va faire Peugeot

Vive le cha



# Le Monde

## ECONOMIE

### Que va faire Peugeot dans la galère de Chrysler?

Après avoir tenu des années la vedette des groupes les mieux gérés de France, ravissant les analystes, éblouissant les boursiers, Peugeot S.A. inquiète. Il en fait trop, dit-on en citant péle-mêle la digestion difficile des filiales européennes

**C**HRYSLER Corp., 1 milliard de dollars de déficit en 1979, « sauté » de Washington, tantôt dit le diable ! Or, Peugeot, après lui avoir racheté ses filiales européennes, ne s'est pas contenté de lui prêter en mars 1980 millions de dollars ; il a négocié avec lui un accord de coopération commerciale et, bientôt, industrielle. « Peugeot mise sur le redressement de Chrysler », a observé, inquiet, le chef des commentateurs, « et les modalités sont connues ».

Où sont passés les sages gestionnaires de la firme de Sochaux ? Grisés par l'ivresse du grand large ? Ou pris malgré eux dans une malencontreuse aventure ? En l'état actuel, tout part sur la survie à terme de Chrysler et a fortiori son redressement relève de la roulette russe ou du poker à bandon sur ses yeux.

Avec les stocks de « grosses américaines » flottant 9 mois de

Chrysler, la restructuration en cours de ses outils de production, qui grèvent les résultats tandis que les boîtes du marché freinent ses ventes, et puis cette politique d'accords tous azimuts lancée depuis peu avec Daf-trucks, Fiat, Matra,

Thomson, etc. Enfin, — le comble ! — voilà que le groupe français se lance dans une association durable avec le plus grand canard boiteux de l'histoire de l'automobile !

production, une part de marché (3,8 % contre 10,1 % il y a un an) et des ventes en chute libre, un encadrement décliné et désorienté, un réseau commercial au bord de la faillite et un fonds de roulement constamment négatif depuis un an, Chrysler semble allégrement parti pour une seconde année de pertes catastrophiques alors que le plan de redressement élaboré avec le gouvernement prévoit une diminution de près de moitié de son déficit en 1980 (1). A moins d'un miracle, en l'occurrence un succès à tout-ou-rien des nouveaux « petits » modèles qu'il doit lancer en septembre, le groupe a peu de chances de respecter le plan d'opération qu'il s'est fixé.

Ce serait moins dramatique si le montage financier compliqué ayant permis l'octroi de l'aide fédérale laissait au groupe quelque marge de manœuvre. Ce n'est

pas le cas. En contrepartie de la garantie fédérale d'emprunt de 1,5 milliard de dollars (dont 1,3 milliard de dollars devant être utilisés d'ici à 1983), Chrysler a dû renoncer à 1,3 milliard de dollars de fonds extérieurs non garantis. En réalité, une partie seulement de cette somme théorique (moins de 40 %) constituera une injection réelle d'argent frais dans le groupe. Elle proviendra pour le plus gros de nouveaux crédits publics consentis par le gouvernement canadien et trois États américains. Le reste est, en effet, pour l'essentiel, composé soit de réduction des débits prévus (d'impôts, gel des salaires, etc.), soit de cession d'actifs hypothétiques (Chrysler Finance, le « plus gros morceau » n'a pas trouvé acquiescent) ou déjà réalisés : ainsi, le prêt de 100 millions de dollars versé par l'État en mars dernier, et gagé par la part (15 %) de son capital que détient Chrysler, figure-t-il

VÉRONIQUE MAURUS.

(Lire la suite page 26.)

### Vive le charbon importé !

En 1980, la France va importer, du fait d'une demande accrue d'électricité et de grosses cimenteries, quelque 36 millions de tonnes de charbon. Une progression spectaculaire puisqu'elle a atteint 25 % de hausse par rapport à 1979, et 140 %

La régression de la production nationale n'est pas une surprise : elle a commencé en 1969 avec le plan Jeanneney. Et si les syndicats réclament une telle « évolution rapide des prix du pétrole depuis quinze mois ayant amené le prix de la tonne de charbon français en dessous de celui de la tonne de charbon allemand, le gouvernement ne semble nullement décidé à aller dans ce sens : le charbon polonais coûte deux fois et demi moins cher que le charbon national, souligne-t-on au ministère de l'Industrie.

Il va donc falloir importer massivement du charbon de l'étranger — de 40 à 50 millions de tonnes à la fin des années 80 — ce qui nécessite une nouvelle stratégie.

« On en est un peu pour le charbon, on en est un peu pour le pétrole », souligne un haut fonctionnaire. L'analogie, pour n'être que superficielle, n'en est pas moins de base à la politique actuelle en matière de charbon. Ainsi le premier texte sorti du Journal officiel — il y a un mois — concerne-t-il les stocks obligatoires de réserve. L'objectif du ministre de l'Industrie précise : « Les entreprises productrices et les importateurs-revendeurs d'anthracite, de charbons maigres, de cokés et d'agglomérés destinés à l'approvisionnement du secteur des foyers domestiques et de la petite industrie sont tenus de disposer de stocks dits « de réserve ». Ceux-ci « doivent représenter au moins 15 % des livraisons de la dernière campagne charbonnière corrigée des variations climatiques ». Mais, au-delà de ce légitime souci de sécurité, les pouvoirs publics ont une triple préoccupation : prendre pied à l'étranger, réviser le monopole actuel de l'importation et reconquérir le marché national sans lequel ces actions seraient vaines.

A l'image du pétrole, il est recommandé aux entreprises de prendre des participations dans des mines à l'étranger afin d'assurer la sécurité des approvisionnements français. Mais il faudrait dépenser une quinzaine de milliards de francs en dix ans pour assurer le contrôle de 45 millions de tonnes annuelles. Un seul opérateur national n'y suffirait donc pas. Les grands groupes pétroliers, la Cogema, qui a l'intention de devenir un grand groupe minier, C.A.F. International, enfin les sociétés privées Peabody-Ugine-Kuhlmann et Imetal seront amenées à travailler de concert à l'étranger. « C'est d'ailleurs déjà ce qu'il faut ».

Les Français sont ainsi présents en Australie (C.A.F. International et Imetal à Wambo), en Afrique du Sud (la C.F.P. et Imetal), au Canada (C.A.F. International et Cogema dans le capital de Quintette Coal Mining), et aux États-Unis. Dans ce dernier pays — qui possède 25 % des réserves prouvées de charbon du monde — il y a même plusieurs projets de participation : la C.F.P. possède deux filiales, l'une en Pennsylvanie (Anthracite Inc.) dans le capital de laquelle les Charbonnages et Cogema pourraient entrer, et l'autre dans le Wyoming (Frontier Coal) où les Charbonnages pourraient être associés. Quant à Elf-Aquitaine — moins engagée dans le charbon que la C.F.P. — elle n'en détient pas moins depuis 1974 deux mines près de Pittsburgh (Pennsylvanie) et elle vient de signer un contrat avec E.D.F. Si l'on ajoute la formation aux États-Unis d'une société de commercialisation, la Coal Trading Corporation, sous l'égide de l'Association technique de l'importation charbonnière (ATIC) avec la participation de C.A.F., d'une filiale du National Coal Board et de sociétés minières américaines indépendantes ainsi que les projets des opérateurs français en Australie et en Colombie, on voit que la politique d'implantation à l'étranger est largement engagée.

Mais dès lors que de nombreux opérateurs — y compris les compagnies pétrolières internationales qui déclinent plus de 60 % du charbon produit outre-Atlantique — vont participer au commerce croissant du charbon, les besoins de la sidérurgie restant stationnaires, sera-t-il possible de maintenir un monopole d'importation ?

Depuis la loi du 17 mai 1948 relative à la nationalisation des combustibles minéraux l'ATIC régit — en tant que mandataire — sur les importations de charbon de l'étranger. Non sans succès. Premier acheteur mondial, l'ATIC pèse de ses trente-cinq ans d'expérience sur les prix et sur toutes les transactions. Cette association a-t-elle un but lucratif n'appartient pas à ses structures loyales et si elle n'investit pas, elle ne détient pas le pouvoir de rapprochement, préparer les prises de participation, agir dans la discrétion. « L'ATIC, c'est un club », dit-on au siège, rue de Longchamp.

Mais, à chercher toujours le meilleur prix, l'ATIC fait peur. Quelques opérateurs craignent d'investir à l'étranger pour entendre dire au bout de trois ans : « Nous avons trouvé du charbon moins cher ». D'où l'idée — qui ne fait pas l'unanimité dans l'administration — d'une possible délégation du monopole de l'importation. Une loi de 1928 qui ne dirait pas son nom, puisqu'une simple instruction ministérielle à l'Association permettrait une telle délégation.

La moindre lézarde dans un monopole — qui a permis de parler d'égal à égal avec les mono-

poles étatiques de l'Est (Pologne, U.R.S.S.), les quasi-monopoles de la Saïre et de la Grande-Bretagne et avec les grandes sociétés minières américaines — ne produira-t-elle pas l'écroulement de l'ATIC au profit, bien sûr, de compagnies pétrolières qui, depuis les années 70, investissent pour se transformer en compagnies énergétiques ?

Quelle que soit la décision attendue dans les semaines à venir — des pouvoirs publics, ceux-ci devront, pour que cette politique charbonnière ait un sens, relancer la consommation intérieure. D'autant que si E.D.F. a rapidement reconstruit ses centrales mixtes au charbon et compensé quelques nouvelles centrales, la mise en production de quatre à cinq réacteurs nucléaires chaque année entraî-

nera rapidement une régression de cette demande.

Pour le gouvernement, cela sera compensé par les besoins de l'industrie et des chauffages collectifs. D'où les primes (de 20 % à 25 % du surcoût de l'équipement) de charbon par rapport à un équipement « fuel oil » annoncées au mois de mai pour les industriels qui se reconvertisent (Le Monde du 21 mai). De même, le dispositif réglementaire d'économie d'énergie, qui interdit la publicité incitative à la consommation d'énergie, a-t-il été assoupli, le 3 juin, pour permettre les actions publicitaires en faveur du charbon.

Sera-ce suffisant pour inciter les industriels à retourner au charbon ?

BRUNO DETHOMAS.

### Le rapport Brandt sur l'aide au tiers-monde

## LE LANGAGE DE LA GÉNÉROSITÉ NE SUFFIT PAS

Le rapport Brandt rédigé à la demande de M. Robert McNamara, président de la Banque mondiale, par un groupe de personnalités qui dirigent l'ancien chancelier d'Allemagne, peut-il fournir une base sérieuse pour la relance d'une politique d'aide aux pays en voie de développement, thème central de la

prochaine réunion (en septembre) de la session extraordinaire de l'Assemblée des Nations unies — sur une troisième décennie du développement —, et des éventuelles « négociations globales » réclamées par les pays non alignés ? Les conclusions de la commission Brandt, composée de vingt et une personnalités

appartenant soit au monde industrialisé (dont MM. Edward Heath, Edgar Pisani, Olof Palme), soit aux pays du tiers-monde (dont MM. Eduardo Frei, Antoine Kipsa Dakouré, Adam Malik, Amín Jamál, Layashi Yaker), sont-elles de nature à contribuer vraiment à la solution de l'angoissant problème de la pauvreté ?

par FRANCISCO VERGARA (\*)

Le rapport élaboré par la commission Brandt (1), qui vient d'être publié en anglais (2), a reçu un accueil très favorable dans la presse, notamment en raison des nombreuses propositions généreuses qu'il contient. Ces propositions risquent néanmoins de s'écrouler si le fondement, l'essence économique du projet Brandt, qui, dès qu'elle est énoncée clairement, sans édulcoration, apparaît moins généreuse, et pour le moins utopique. Le rapport Brandt expose, par un, les principaux problèmes que rencontre la communauté internationale au stade actuel de son développement. Il propose pour chacun de ces problèmes des solutions dont le coût est chiffré, et il avance un programme mondial pour leur financement. Au fond, ces problèmes se réduisent à deux : la misère qui s'aggrave dans le tiers-monde, d'un côté ; le chômage et la crise économique qui se développent dans les pays industrialisés, de l'autre. La solution miracle et simultanée pour les deux problèmes, c'est une sorte de plan Marshall pour le tiers-monde, c'est-à-dire un transfert massif de ressources, de 30 milliards à 40 milliards de dollars par an, en plus de

l'aide actuelle (29 milliards de dollars).

Le raisonnement économique de la commission Brandt est simple. Ce plan aiderait le tiers-monde à se développer et augmenterait ses revenus. Cela aurait comme conséquence des achats accrus en Occident, relançant la production et réduisant le chômage dans les pays développés.

Déjà, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, les États-Unis avaient compris qu'un rapide rétablissement du pouvoir d'achat européen et japonais contribuerait à maintenir le plein emploi chez eux. De cette idée est né le plan Marshall, qui a aidé à relancer l'économie des pays de l'Europe occidentale. Les Américains avaient appliqué l'idée de Keynes sur la relance de l'activité économique par le pouvoir d'achat, dans le cadre des pays industrialisés. Willy Brandt propose l'application de cette idée à l'échelle mondiale.

A quel serait utilisée cette aide ? Le rapport Brandt énumère un par un tous les aspects : extirpation des endémies, développement de l'enseignement, stabilisation et expansion de la production alimentaire, etc. Buis très nobles, certainement, mais

leur énonciation *in extenso*, fait presque oublier le noyau économique du plan Brandt : le

transfert massif vers les pays du tiers-monde des industries à faible technologie, devenues peu rentables en Occident.

(Lire la suite page 26.)

## HARRAP. New



Just published, the last two volumes — English-French — of the unique Harrap New Standard, English-French/French-English dictionary in four volumes.

HARRAP

« La Bible des dictionnaires bilingues »



London and Paris  
177 rue St. Honoré 75001 Paris

AUTOMOBILISME  
à l'heure du Vingt-Quatre Heures  
ans d'obstination

SPORTS ÉQUESTRES  
Grand Prix d'Aix-la-Chapelle  
aux cavaliers anglais



# La bataille du ticket modérateur

## Une mauvaise querelle

Tous les syndicats, y compris F.O., tous les partis, à l'exception de l'U.D.F., s'opposent à l'application d'un décret du 15 janvier 1980 instaurant à partir du 1<sup>er</sup> mai un « ticket modérateur d'ordre public ». (T.M.O.P.), c'est-à-dire l'obligation pour les assurés de supporter directement au moins 5 % des frais de santé quand ils ne sont pas pris en charge à 100 % par les caisses d'assurance-maladie. Ce décret, qui

limite le remboursement complémentaire accordé par des mutuelles ou des assurances, et s'oppose ainsi à la gratuité totale des soins, a ainsi provoqué une mauvaise querelle d'ordre à la fois politique, économique et social. Le ministère de la Santé, qui maintient le contact avec la Fédération nationale de la Mutualité française, se déclare toujours prêt à négocier un compromis.

C'est une bien vieille histoire que celle du « ticket modérateur d'ordre public » : une sorte de serpent de mer que, à intervalles réguliers, le gouvernement ressort, en dépit des vives protestations qu'à chaque fois cette affaire suscite, provoquant le recul des pouvoirs publics.

Dès la création, en 1928, des assurances sociales, le principe fut retenu que la mise en place d'une assurance obligatoire, en cas de maladie, ne saurait se traduire par une gratuité totale. Mais le respect de la liberté d'association et d'entraide ne pouvait empêcher les Français de se regrouper dans des mutuelles ou de souscrire des contrats d'assurance, pour compléter leur remboursement, moyennant une cotisation complémentaire. En même temps que se développait cette couverture volontaire, qui permettait à des millions d'assurés de bénéficier de la gratuité des soins (1), la liste des maladies remboursées à 100 % par les régimes obligatoires s'est allongée. Mais, en contrepartie, le gouvernement et la Sécurité sociale ont fait plusieurs tentatives pour imposer aux malades une prise en charge partielle des frais de santé. Toutes ont échoué. Ce fut d'abord la franchise, en 1959, puis le ticket d'ordre modérateur, en 1967 : chaque fois, la vive opposition des milieux syndicaux, mutualistes et politiques a obligé le gouvernement à reculer. Légèrement prévu par une ordonnance de 1967, le T.M.O.P. est resté inappliqué... lorsque soudain, durant l'été 1979, un conseiller du nouveau ministre de la Santé, M. Jacques Barrot, a proposé d'y recourir. A l'époque, il s'agissait, pour M. Barrot, de présenter une série de mesures destinées à combler le déficit de l'assurance-maladie ainsi que de maîtriser l'accroissement des dépenses. Emballé dans la longue liste des décisions gouvernementales, le T.M.O.P. est passé alors inaperçu des plus hautes autorités politiques et — officieusement — à l'Elysée on regrette, aujourd'hui, cette décision, pourtant entérinée par un décret.

Mauvaise querelle, la création d'un ticket modérateur d'ordre public l'est à plus d'un titre. Juridique d'abord. Même si le ministère de la Santé exerce une tutelle sur les mutuelles et peut en conséquence imposer des réformes, il demeure anormal que des textes législatifs ou réglementaires restreignent la liberté

de n'importe quel citoyen de souscrire une assurance complémentaire. L'affaire, jugée contraire à la Constitution, est d'ailleurs portée par la F.N.M.F. devant le Conseil d'Etat.

Economique et financière ensuite. Au dire de M. Barrot la gratuité des soins est cause d'abus et de gaspillage : sur d'être remboursé à 100 %, le malade ne lésinerait pas à consulter plusieurs médecins et à acheter sans limite des médicaments, ce qui aggraverait les charges financières de la Sécurité sociale. Or des enquêtes, certes anciennes, il est vrai, semblent pourtant démontrer que le mutualiste se soigne mieux en cas d'affections bénignes et coûte moins cher en frais d'hospitalisation. Or le fort accroissement des dépenses des caisses d'assurance-maladie s'explique par le coût croissant de l'hospitalisation et non pas par celui des maladies bénignes, qui donnent lieu à l'intervention contestée des mutuelles. S'il est vrai que des médecins et des économistes considèrent que ce débat sur le bien-fondé de la gratuité n'est pas tranché, fallait-il, pour d'hypothétiques et marges économies, provoquer la colère de tous les milieux intéressés, alors que la prévention — tant vantée et réclamée — commence par un traitement sérieux du petit rhume ou nécessite d'autres mesures plus efficaces comme la lutte contre l'alcoolisme et le tabagisme. Un compromis ?

### DE 5 A 12 %

Le ticket modérateur d'ordre public (T.M.O.P.) met à la charge de l'assuré le « ticket » du ticket modérateur (T.M.) prévu par les régimes obligatoires, c'est-à-dire 5 % de la dépense lorsque le T.M. est de 25 % (soit 12,5 % à supporter pour une consultation à 46 F d'un généraliste) ; 7 % lorsque le T.M. est de 35 % (soit 24,5 F à supporter par dix séances de massage par un kinésithérapeute à 273 F) ; 12 % lorsque le T.M. est de 60 % (cas des médicaments dits de confort, soit par exemple 12 F à supporter pour un tel produit coûtant 100 F).

Les syndicats et les mutualistes reprochent aussi au décret de pénaliser les familles les plus démunies. La part des frais de maladie que le décret prévoit de faire supporter par les assurés n'est pas très élevée (quelques francs par acte médical) mais, affirme-t-on, le recours aux professions de santé devient très vite financièrement insupportable dans les ménages à faible revenu, où la succession des gripes, otites, rougeoles entraîne des dépenses bien lourdes pour un budget mensuel compris entre 2 500 et 3 500 F. Cet argument — socialement valable — est cependant à double tranchant, car, sans parler de l'aide sociale

qui peut intervenir en cas de difficultés, la F.N.M.F. ne regroupe pas, hélas ! les Français les plus démunis (2).

Toujours est-il qu'avec une belle unanimité tous les syndicats réclament l'abrogation du décret. Même attitude dans les partis politiques, où le R.P.R. fait cause commune — de M. Jacques Chaban-Delmas à M. Jacques Chirac — avec le P.C. et le P.S. La F.N.M.F., en lançant une campagne de protestation, a réussi à faire recueillir plus de sept millions de cartes envoyées à l'Elysée.

Certes, pourra-t-on objecter, unanimité n'est pas raison. Certes encore, l'hostilité de la plupart des partis à une certaine odeur de démagogie à quelques mois des élections présidentielles. Il en serait bien ainsi, si les mutuelles et la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés ne présentaient pas des contre-propositions constructives. Campant ferme sur leur position — « non au ticket modérateur », « non au décret du 15 janvier », — les deux parties ont répondu à la suggestion de M. Barrot : non-application du décret si les mutuelles frondeuses versent une ristourne à la Sécurité sociale, par une autre initiative, il s'agit de créer un fonds de prévention, géré à la fois par les caisses d'assurance-maladie et toutes les mutuelles, qu'elles appliquent ou non le T.M.O.P.

Les contacts se poursuivent entre la caisse et la F.N.M.F. Il s'agit de définir les objectifs de prévention et les moyens financiers. Tant au ministère de la Santé qu'à Malignon et à l'Elysée, on suit de près cette recherche d'un compromis. L'idée fait son chemin, mais sans hâte. Au gouvernement, il semble bien que la préoccupation principale soit d'attendre la fin de la session parlementaire, car on n'entend pas saisir sur ce sujet députés et sénateurs pour subir un affront supplémentaire tant il est sûr qu'une majorité se dégauchirait pour condamner le gouvernement. Une fois les élus sur le point de partir en vacances, la négociation reprendrait ses droits avec des interlocuteurs réalistes, sous l'égide bienveillante de M. Barrot, qui doit, vers la fin juin, recevoir M. Teulade, le président de la F.N.M.F. Ainsi se terminerait une mauvaise querelle par un recours à la concertation et la relance de la prévention, deux notions qu'il aurait fallu mettre à l'honneur avant et non pas après les élections de juillet 1979 et janvier 1980.

J.-P. D.

## Le « pour » et le « contre »

EN instaurant par le décret du 15 janvier 1980 le ticket modérateur d'ordre public (T.M.O.P.), théoriquement applicable depuis le 1<sup>er</sup> mai, le gouvernement, qui applique l'article 20 de l'ordonnance du 21 août 1987, entend sensibiliser les Français au coût de la santé. « Il faut, dit une note d'information du ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, faire prendre conscience aux Français que si la santé n'a pas de prix, elle a un coût. » Le ministère constate, en effet, que « la couverture intégrale des frais médicaux, surtout lorsqu'elle est liée à un système de tiers-payant, favorise une croissance de la consommation médicale ». « L'évolution des dépenses (un ticket modérateur progressif est plus vite que les dépenses avec ticket modérateur (1)). » En conséquence, la mesure « représente la participation des régimes de couverture complémentaires (essentiellement les mutuelles et les compagnies d'assurance) au plan de redressement financier de la Sécurité sociale, auquel le gouvernement a décidé de faire contribuer l'ensemble des porteurs sociaux ».

A cette argumentation, la Mutualité française oppose les conclusions du rapport élaboré en 1972 par l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS). Au terme d'une enquête menée sur un échantillon de dix mille deux cent cinquante-neuf assurés sociaux, il ressort que « contrairement à ce qu'on pense généralement, les assurés qui bénéficient de la couverture complémentaire du ticket modérateur (dans l'échantillon du sondage, surtout les mutualistes) ne consomment pas plus et même, assez souvent, consomment moins de soins que les autres. La tendance est nette lorsqu'il s'agit des assurés seuls. Elle l'est moins lorsqu'il s'agit de l'ensemble des membres de la famille ».

Au total, « les mutualistes

consomment différemment des autres. Recourant plus facilement aux praticiens et aux médicaments ou analyses que ceux-ci prescrivent (les « premiers soins »), ils se font en revanche souvent moins hospitaliser ».

« Les non-mutualistes sont dans le cas exactement inverse : plus forte consommation globale de soins, mais recours proportionnellement plus fréquent à l'hospitalisation et moindre aux frais médicaux et pharmaceutiques (2). »

Aussi, s'interrogeant sur les différentes mesures envisagées pour réduire la consommation de soins, le rapport indique que, « à vouloir augmenter le ticket modérateur et supprimer les mécanismes de tiers payant, on court un double danger. Danger d'injustice sociale, car le poids de telles mesures risquerait de pénaliser surtout ceux qui, économiquement, sont les plus faibles. Danger d'inefficacité, car les différents secteurs de la consommation de soins sont nés de vases communicants : quand l'un se vide, l'autre se remplit. Si l'on augmente le ticket modérateur pour les premiers actes médicaux (praticiens, pharmacie), on risque de rejeter les assurés vers l'hospitalisation, donc vers une forme plus coûteuse de la consommation de soins ».

« On pourrait presque poser là un nouvel adage », conclut le rapport, « en matière d'assurance-maladie, limiter est dangereux, car limiter c'est déplacer, et déplacer en hausse. »

(1) Parmi les dépenses sans ticket modérateur, c'est-à-dire remboursées à 100 %, figurent les dépenses d'hospitalisation et celles relatives à la longue maladie, dans la région des salariés, les frais couverts à 100 % représentent 70 % environ des dépenses.

(2) En dépenses annuelles moyennes, le mutualiste consomme 733 F aux honoraires et produits pharmaceutiques (739 F chez le non-mutualiste) mais seulement 301 F à l'hospitalisation au lieu de 493 F pour le non-mutualiste.

## Des exemples de tarif à 100 %

1. **Travailleurs salariés.** — (40 %, 70 %, 75 % et 90 % des frais dits de petit risque) sont remboursés par l'assurance-maladie.
2. **Travailleurs non salariés.** — Les primes ou cotisations sont, dans ce cas, plus chères puisque le taux de remboursement du régime d'assurance-maladie des salariés est de 50 % seulement pour les soins de petits risques.
3. **Aux Assurances générales de France :** 1 260 francs par an pour un artisan de 45 à 60 ans (886 francs de 15 à 35 ans) et 1 421 francs pour un industriel ou un commerçant 45-60 ans (894 francs de 15 à 35 ans).
4. **A la Mutuelle générale du commerce de l'Industrie et de l'artisanat :** 980 francs par an.
5. **Les deux organismes couvrent les frais d'hospitalisation, les soins médicaux et la pharmacie.** La société mutualiste offre en plus une allocation-décès de 500 francs ou de 2 000 francs s'il s'agit d'un accident de la circulation. En revanche elle ne couvre pas les soins et prothèses dentaires remboursés par les A.G.F.

Pour la plupart, les sociétés mutualistes comme les compagnies d'assurances remboursent, pour les soins dentaires ou d'optique, au-delà du tarif conventionnel retenu par l'assurance-maladie. Il n'est pas rare de rencontrer des remboursements pour des tarifs dépassant de 50 % les honoraires conventionnels.

### Une lettre

du président de la S.N.C.F.  
A propos de l'article de M. Philippe Brachet, publié dans le Monde de l'économie du 20 mai sous le titre « L'Etat et les entreprises publiques, existe-t-il une politique contractuelle ? », le président du conseil d'administration de la S.N.C.F., M. Jacques Pélissier, nous écrit :  
M. Philippe Brachet semble considérer comme inévitable une introduction de la S.N.C.F. dans les circuits financiers traditionnels par le fait d'une transformation des dettes de la Société nationale en capital qui en ferait la propriété des banques.  
L'information est inexacte : ce ne sont pas les banques qui ont financé le déficit de la S.N.C.F. Le raisonnement est faiblé. A supposer que la S.N.C.F. soit débiteur des banques — ce qui n'est pas le cas, — on voit mal comment on pourrait demander à celles-ci de convertir de bonnes créances, portant intérêt, en des participations qui seraient incalculables et ne serviraient jamais de dividendes. Il est donc impensable que les créances sur la S.N.C.F. soient transformées en capital.  
Je regrette que soient ainsi lancées des hypothèses fantaisistes qui ne peuvent servir qu'à alimenter une polémique sur l'avenir de la S.N.C.F.

## LA MUTUALITÉ FRANÇAISE EN CHIFFRES

Crée le 25 août 1904, reconnue d'utilité publique le 23 mai 1928, la Fédération nationale de la mutualité française (F.N.M.F.), 30, rue Desaix (Paris) anime et coordonne l'activité des groupements mutualistes. Elle représente (salariés, fonctionnaires, travailleurs indépendants) :

- 23 millions de bénéficiaires ;
- 12 millions de chefs de famille cotisants (11 936 000 au 31 décembre 1978) ;
- 8 000 sociétés mutualistes, dont : 450 de fonctionnaires avec 7 millions de bénéficiaires, 2 000 d'entreprises avec 7 millions de bénéficiaires, 5 550 locales et interprofessionnelles avec 9 millions de bénéficiaires ;
- 12 milliards de F de recettes annuelles en 1979 : 8 milliards sont consacrés à des remboursements complémentaires pour la maladie ;
- 49 000 salariés et 100 000 administrateurs bénévoles ;
- Ses réalisations sociales comprennent : 57 pharmacies, 113 centres d'optique, 140 cabinets dentaires, 82 centres de soins, 25 cliniques, 13 hôpitaux de jour, 13 maisons de repos, 25 établissements pour handicapés, 55 maisons de retraite, 121 centres de vacances.

Dossier établi par Caroline Barjon et Jean-Pierre Dumont

## CESA-FINANCE

Le Centre de Formation Continue du CESA vous annonce la création d'un cycle de formation supérieure permettant :

- la formation à la prise de décision
- l'acquisition d'une connaissance étendue de la fonction financière.

Le Corps Enseignant est composé de Professeurs du Département Finance du CESA commun à HEC, à l'ISA et au CFC et de personnalités du monde financier et bancaire.

Le cycle comprend :

- 4 semaines résidentielles à Jouy-en-Josas du : 22 Septembre au 4 Octobre 80 et du : 23 Février au 7 Mars 81.
- la réalisation d'un diagnostic financier d'entreprise et d'un mémoire de fin d'étude.
- Il s'adresse aux directeurs financiers, aux cadres et futurs dirigeants appelés, dans un proche avenir, à exercer des responsabilités de direction.

Je désire recevoir la brochure du programme « CESA-FINANCE » organisé par le CFC du CESA.

Nom ..... Fonction .....  
Société ..... Tél. ....  
Adresse de la Société .....

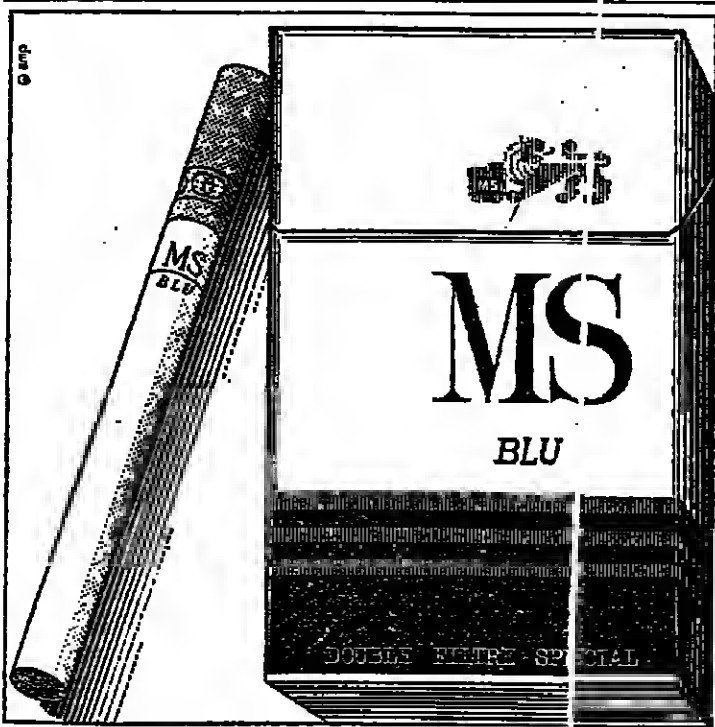
Bulletin à retourner à JOEL PINKHAM  
CESA-FINANCE  
1, rue de la Libération  
(HEC-ISA-CFC) 78350 JOUY-EN-JOSAS  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

## COMMENT APPLIQUER LA LOI DU 6-7-1978 INFORMATIQUE, FICHIERS ET LIBERTÉS

UNE JOURNÉE ISSEC au choix :  
● 27 juin 1980  
● 30 juin 1980

Droit d'inscription 990 F t.t.c.  
Tél. : 233-21-88

ISSEC, Etablissement privé d'enseignement supérieur  
35, boulevard de Sébastopol, 75001 PARIS



## d'ordre public

Les mutuelles : des réalités

## P.T.T. : remboursement à 100 %

## Les Européens vous aider par

La mise en commun de l'action vous permet de l'ensemble de vos p...

## Précis de droit civil

Tome 1  
Introduction à l'étude du droit.  
Statut juridique des biens.

TOME 2 - FIN JUIN

dunod

Enro...

CREDIT LYONNAIS



## d'ordre public

### Les mutuelles : des réalités juridiques différentes

Le terme de « mutuelle » recouvre en fait des réalités juridiques très différentes, des groupements mutualistes aux sociétés d'assurances. Au sens où une majorité de gens l'entend habituellement, c'est-à-dire celui d'un organisme assurant une couverture complémentaire du risque maladie, le mot est impropre. Il faut alors parler de sociétés mutualistes.

« Les sociétés mutualistes. — Elles ont une loi légale depuis l'ordonnance du 9 octobre 1945 et sont régies par le code de la mutualité qui les définit ainsi dans son article premier : « Les sociétés mutualistes sont des groupements qui au moyen des cotisations de leurs membres, se proposent de mener, dans l'intérêt de celui ou de leur famille, une action de prévoyance, de solidarité ou d'entraide visant notamment : 1) la prévention des risques sociaux et la réparation de leurs conséquences ; 2) l'enseignement de la maternité et la protection de l'enfance ; 3) le développement moral, intellectuel et physique de leurs membres. »

Ces sociétés sont à but non lucratif et, à la différence des compagnies d'assurances commerciales, elles ne peuvent se

préoccuper que des problèmes touchant à la personne humaine. Les éventuels excédents de recettes demeurent la propriété de la société tout entière, et ne sont en aucun cas répartis entre les adhérents, à la différence des coopératives.

Sauf les groupements répondant à ces critères ont le droit de prendre le titre de sociétés mutualistes. Le terme « mutuel », en revanche, est libre et même prévu par la loi dans certains cas.

« Les sociétés d'assurances à forme mutuelle et les sociétés mutualistes d'assurances. — Ces deux types de sociétés constituent le secteur à tendance coopérative de l'industrie des assurances. Elles se différencient en effet nettement des compagnies d'assurances commerciales conciliées en sociétés anonymes, puisque ce sont des sociétés civiles à but non lucratif et n'ont pas de capital social représenté par des actions.

Les sociétés mutualistes d'assurances se distinguent cependant des sociétés d'assurances à forme mutuelle. En contrepartie de garanties financières moins importantes exigées, elles ne peuvent avoir, au départ, qu'un caractère régional ou professionnel ; elles ne peuvent

rénumérer ni administrateurs ni gérants ; elles n'ont pas le droit d'employer d'intermédiaires pour des opérations de prospection. Par l'esprit qui les anime (secours mutuel, entraide) et les règles auxquelles elles obéissent, ces deux types de sociétés et surtout les mutualistes d'assurances sont malgré tout assez proches des sociétés mutualistes. La seule véritable différence est que les sociétés d'assurances (mutuelles ou à forme mutuelle) assurent en priorité la protection des biens et non celle des personnes.

« Les mutuelles 1900. — Ce sont les caisses d'assurance et de réassurance mutuelle agricole créées par la loi du 4 juillet 1900. Elles garantissent uniquement les risques professionnels des agriculteurs tels que incendie, grêle, mortalité du bétail, accidents.

« La mutualité sociale agricole. — Créée par un décret-loi du 30 octobre 1938, la mutualité sociale agricole joue maintenant, dans le monde agricole, le même rôle que la Sécurité sociale pour les salariés de l'industrie et du commerce. C'est le seul organisme, parmi ceux déjà cités, où l'adhésion est obligatoire.

### P.T.T. : remboursement à 100 %... sous réserve

La Mutuelle générale des P.T.T. (510 000 adhérents) et un million de bénéficiaires) est sortie de l'illégalité individuelle pour rentrer dans l'illégalité collective. Explication : pendant près d'un an elle a dû fonctionner sans que ses statuts soient approuvés par le ministère de la Santé et de la Famille. Elle a donc été déclarée en violation de l'ordre public, elle refuse, à l'instar des autres sociétés mutualistes d'appliquer la mesure.

Fin mai 1979, la mutuelle des postiers, qui ne pouvait pas adhérer qu'à 95 % décide de passer le remboursement à 100 %. Elle envoie alors ses nouveaux statuts à son ministère de tutelle pour approbation, mais les applique sans attendre comme le font la plupart

des groupements mutualistes. 25 juillet : le gouvernement annonce l'instauration prochaine du T.M.O.P. Et la réponse du ministère tarde à venir. Ce n'est qu'à la mi-mai — c'est-à-dire après la date d'application du T.M.O.P. — que le ministère de la Santé a approuvé, « sous réserve », la modification des statuts de la Mutuelle des P.T.T., lui permettant ainsi rétroactivement d'avoir remboursé ses adhérents à 100 % jusqu'au 1<sup>er</sup> mai. Le ministère passe l'éponge sur cette entorse à la loi : « sous réserve » qu'elle applique désormais le fameux T.M.O.P.

(1) Cette amélioration, qui aurait dû entraîner une majoration des cotisations de 0,9 %, n'a, en fait, provoqué aucune augmentation de la contribution des mutualistes, en raison de la situation financière de l'institution.

« A la Mutuelle des P.T.T., où l'on reste volontiers discret sur cette affaire, on veut voir dans cette approbation tardive « un geste de la part du ministère pour renouer le dialogue et faciliter les négociations en cours avec la mutualité française ».

**PAROLE PUBLIQUE**  
COURS D'EXPRESSION ORALE  
HUBERT LE FEAL  
documentation  
sans engagement  
770 58 03  
20, rue Trévise 75009 Paris

### Les compagnies d'assurances aussi...

Le ticket modérateur d'ordre public ne touche pas que les mutualistes ; sont également concernés par la mesure les soixante-dix compagnies d'assurances qui offrent le remboursement jusqu'à concurrence de 100 % des dépenses de santé en complément de celui accordé par l'assurance-maladie. Quatre groupes (Assurances générales de France, Mutuelle générale française, Assurances nationales, Mutuelles d'assurances du bâtiment et des travaux publics) représentent à eux seuls 50 % du chiffre d'affaires de cette assurance-maladie complémentaire. En 1978, ces soixante-dix sociétés ont encaissé 4.533 milliards de francs de primes et ont reversé à leurs adhérents de 10 à 12 milliards, — 2,4 milliards. Toutes versent au Trésor public une taxe de 5 % sur les primes.

Les assureurs estiment, pour la plupart, que le T.M.O.P. devrait contribuer à freiner la croissance de la consommation de soins. Ils n'entendent pourtant pas l'appliquer tant que les négociations entre le ministère de la Santé et la mutualité n'auront pas abouti. « La concurrence sera trop déloyale », explique M. Jean Calonneau, président du comité maladie des assureurs. Nous ne sommes pas suicidaires. Notre position peut se résumer ainsi : applicable par tous ou par personne.

D'autant que le coût de l'opération (modification des contrats, transformation des imprimés...) est élevé : 300 000 francs pour transformer les programmes informatiques aux A.G.F. auxquels s'ajoutent environ un million et demi de lettres à envoyer aux assurés et tous les imprimés à modifier. Autre problème, l'application du T.M.O.P. entraînerait, selon leurs estimations, une réduction du chiffre d'affaires des assurances de 350 millions de francs. « De toute façon », indique M. Calonneau, le délai de trois mois octroyé par le ministère (du 15 janvier au 1<sup>er</sup> mai) est trop court, nous avons besoin de trois mois supplémentaires ».

## L'industrie du tennis : 1,5 milliard de chiffre d'affaires

Le temple français du tennis envahi par les marchands. C'est aussi le nouveau visage que présente Roland-Garros avec ses mannequins-champions épies par trois cent mille spectateurs et quelques millions de téléspectateurs grâce à soixante-dix heures de retransmissions télévisées, avec ses quarante-cinq stands d'exposition loués 10 000 ou 15 000 francs et avec son nouveau village de quinze tentes pour les réceptions louées 80 000 francs la semaine ou 30 000 francs la journée.

Avec le Tennis Mod et la Semaine internationale du tennis, les International de Roland-Garros sont devenus le théâtre de l'un des marchés qui progressent en France de 20 % à 30 % par an et peut être évalué pour 1980 à 1,5 milliard de francs. Nous avons essayé de déchiffrer ce marché à travers ses trois manifestations et un ouvrage : le Tennis, monographie d'un secteur économique (1).

SELON la Fédération des industries françaises d'articles de sport (FIFAS), le chiffre d'affaires hors taxe de la production des raquettes et des cordages de tennis a atteint 67 millions de francs en 1978. Par rapport à 1977, ce chiffre d'affaires a progressé de 42 % (47 % à l'exportation et 35 % en France), alors que la progression de l'ensemble des secteurs de la FIFAS n'a été que de 7 % (+ 18 % à l'exportation et - 17 % en France). Avec un chiffre d'affaires de 61 % réalisé à l'exportation, le tennis n'est devancé dans ce domaine que par le matériel de ski (80 % pour les fixations et 66 % pour les skis alpins).

Malgré ces excellents résultats, le commerce extérieur français des raquettes de tennis est largement déficitaire. Selon les douanes, les exportations de raquettes se sont élevées en 1978 à 15,5 millions de francs, et les importations à 43 millions de francs. Le solde est encore plus déficitaire en tonnage, puisque la France a importé 447 tonnes de raquettes en 1978 et en a exporté 83 tonnes. Ainsi les importations de raquettes sont trois fois plus importantes en valeur et cinq fois plus importantes en volume que les exportations, en raison du bas prix de la majorité des articles importés.

Le marché français a légèrement dépassé pour la première fois, en 1979, de millions de raquettes vendues. Les trois dernières années, son taux moyen d'accroissement est de 24 % (la progression des licenciés n'est que de 12 %). Le chiffre d'affaires de ce secteur est évalué à 170 millions de francs hors taxes. Celui de la fabrication est de 40 millions de francs. Une soixantaine de constructeurs se disputent le marché français. Les plus importants sont Jean Becker (sept cents par an), plus de cinq mille depuis vingt ans), Tennisquick (trois mille cinq cents en France), Martin Greenest, Jean Lesneur, etc.

Le marché des équipements auxiliaires des courts est également important. Celui des filets s'élève à 1 750 000 F. Ceint des poteaux de filet à 3 millions de francs avec les accessoires. Celui des ballons est de 24 millions de francs. A ces chiffres, il convient encore d'ajouter les ventes de chaises d'arbitre (2 200 000 F), le matériel d'entretien de marquage des lignes (10 500 000 F), d'éclairage (23 millions de francs), des machines lance-balles, etc. Au total, ce marché frôle sans doute les 100 millions de francs.

Le chiffre d'affaires des industries du tennis atteignait donc environ 1 150 millions de francs sur le marché français, en 1978. Compte tenu de l'inflation et de sa progression d'environ 20 % à 30 % cette année, il atteindra probablement 1 milliard et demi de francs en 1980. A ce chiffre pourrait encore s'ajouter celui d'un secteur « tertiaire » du tennis : collations, leçons, stages, etc. Ainsi, une certaine de centres de stages, temporaires ou permanents, peuvent être dénombrés en 1980. Le plus important d'entre eux, ouvert au Cap d'Agde en 1974, enregistre une progression de 40 % par an, et a accueilli trois mille deux cents stagiaires en 1978. Cette année, il affiche complet vingt-huit semaines sur quarante-huit.

La progression de ce marché pourra-t-elle continuer longtemps ou, comme aux Etats-Unis, assistera-t-on bientôt à une stabilisation après le formidable « boom » des années 70 ?

### Six millions de tennismen en 1984 ?

Selon un sondage IFOP réalisé par la société Donnay, deux millions quatre cent mille personnes jouent en France au tennis au moins sept fois par an. Elles n'étaient que sept cent mille en 1971 et un million cent vingt mille en 1975. Cette progression a été de 56 % pour 1976-1980, contre 18 % pour 1978-1979.

L'augmentation des temps de loisirs, la multiplication des surfaces à tout temps, qui permettent de jouer en toute saison, devraient permettre la poursuite d'une croissance forte de ce marché, si on ne constatait pas d'année en année une saturation de plus en plus importante des courts.

Dans ces conditions, on comprend le soulagement des milieux du tennis d'avoir appris, dimanche 1<sup>er</sup> juin, à Roland-Garros, de M. Jean-Pierre Solson, le ministre des sports, de la jeunesse et des loisirs, l'implantation de cinq mille nouveaux courts financés par le Fonds national pour le développement du sport.

GERARD ALBOUY.  
(1) Annick Baumann documentation, 23, rue de la Vierge, 92100 Montrouge.

## Les Europartenaires peuvent vous aider partout dans le monde.



La mise en commun de leurs services et de leurs moyens d'action vous permet de résoudre, avec rapidité et efficacité, l'ensemble de vos problèmes bancaires et financiers.

**Europartenaires**

CREDIT LYONNAIS - BANCO DI ROMA - BANCO HISPANO AMERICANO - COMMERZBANK

### Chaussures : 350 millions

Le marché de la chaussure de tennis, en pleine expansion, reste difficile à délimiter. Selon la Fédération nationale de l'industrie de la chaussure, la production française était en 1978 de cinq millions de paires de « tennis ».

On estime, toutefois, que la moitié de ces chaussures ne sont jamais utilisées sur un court mais sont portées à longueur de journée par des adolescents.

Pour 1979 on estime à 2 650 000 le nombre de paires de chaussures vendues en France pour la pratique du tennis. Deux marques dominent ce marché : Spring Court avec 850 000 paires en toile et 150 000 en cuir, et Adidas avec 800 000 paires en cuir. Ce marché profite d'atouts pour l'avenir : le développement de la pratique ; la multiplication des surfaces synthétiques qui usent plus vite les semelles ; le port de ces mêmes chaussures pour d'autres activités. Ainsi, l'A.S. créée en 1977, espère porter la production de 270 000 paires en 1979 à 350 000 paires en 1980, avec une progression de son chiffre d'affaires (12 millions de francs en 1979) de 150 % à un million. Pour 1979, le marché français était estimé à 350 millions de francs.

### Vêtements : 285 millions

Tout comme le marché de la chaussure, celui du vêtement de tennis est difficile à délimiter strictement. Depuis plus de quarante ans, Lacoste occupe la première place et tiendrait encore près de 80 % du marché français.



**DRUIT SCIENCES ECO.**

Documentation sur demande

Enseignement supérieur privé  
46, bd Saint-Michel, Paris 6<sup>e</sup>  
Téléphone : 633.61.23/329.03.71/354.45.87

**IPEC**

Enseignement supérieur privé  
46, bd Saint-Michel, Paris 6<sup>e</sup>  
Téléphone : 633.61.23/329.03.71/354.45.87

Université de Paris 1 - Panthéon Sorbonne  
**L'INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES**

**IAE**

présente son  
**CERTIFICAT D'APTITUDE A L'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES**

Formation générale de 3ème cycle à la gestion.

- 3 formules :
  - 9 mois d'études à plein temps
  - 18 mois d'études à temps partiel en soirée
  - 18 mois d'études une journée par semaine dans le cadre de la formation continue.
- Les dates :
  - inscriptions : du 2 Juin 1980 au 25 Juillet 1980
  - test d'entrée : le 20 Septembre 1980.
  - début des cours : le 20 Octobre 1980.
- RENSEIGNEMENTS : 162, rue Saint Charles 75015 PARIS  
Tél. 554.97.24 postes 339 - 400 - 401

Dans le cadre de sa collection  
**« ANALYSES DE SECTEURS »**  
DAPSA - ANALYSE a publié l'étude suivante :

**« L'INDUSTRIE DE LA ROBINETTERIE »**

Après une forte croissance enregistrée au début de la décennie et qui s'est poursuivie jusqu'en 1978, la production de matériel de robinetterie s'est stabilisée en volume.

Sur le marché de l'équipement industriel qui est le plus important (60 % à 65 %), l'évolution a été plutôt favorable, encouragée par le marché intérieur par le développement du nucléaire et par la forte demande d'équipement (surtout matériel pétrolier).

Sur le marché de l'équipement du bâtiment, malgré la baisse de l'activité, la demande est restée soutenue essentiellement par le marché d'entretien alloué de façon croissante par les importations, surtout en ce qui concerne la robinetterie sanitaire.

Malgré une balance commerciale défavorable, l'analyse des échanges fait apparaître la faible compétitivité des produits français puisque le commerce extérieur avec les pays industrialisés reste très déficitaire (le taux de couverture est de 80 % avec les pays de la C.E.E. et les U.S.A.).

Dans ce secteur de biens d'équipement où le coefficient capital apparaît relativement élevé (immobilisations brutes/Valeur ajoutée : 0,39 contre 0,25 dans les industries d'équipement), on remarque une évolution lente sur le plan technologique dont la manifestation la plus tangible semble avoir été l'allègement des produits (allègements d'acier).

Vingt-six sociétés appartenant aux deux sous-secteurs — robinetterie industrielle et robinetterie de bâtiment — ont été analysées. Au niveau de l'ensemble du secteur, on observe au 10<sup>e</sup> de période (depuis 1977) une croissance des frais de personnel dans la valeur produite qui se traduit par une diminution de la productivité du travail (Valeur ajoutée/Frais de personnel). Les entreprises de robinetterie industrielle se distinguent par des stocks relativement élevés (souvent 60 jours ou supérieurs à 60 jours). Les entreprises de robinetterie d'équipement de bâtiment ont le coefficient capital le plus élevé (supérieur à 1) et des immobilisations dont le taux d'amortissement est important et donc une politique d'investissement peu dynamique.

Cette étude est disponible auprès du bureau de vente de DAPSA-ANALYSE, 1 rue Bergère, 75009 PARIS. Siège social : 125, rue Montmartre, 75002 PARIS.

**L'Europe existe, mais elle ne le sait pas...**

en librairie

La communauté européenne  
**COMPRENDRE L'EUROPE**  
par Jean-Jacques Guth

192 pages, 13,5 x 21 cm

collection axes sciences humaines

des synthèses claires et denses pour comprendre le monde actuel

éditions études vivantes

19-21, rue de l'Ancienne Comédie  
75006 PARIS - Tél. : 325.54.32.

**ESSEC**

ADMISSION SUR TITRES EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur ou d'une maîtrise (Sciences, Lettres, Droit, etc.) l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet de suivre la même scolarité que les étudiants admis par concours.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion de plus haut niveau en deux ans (ou dix-huit mois si la session d'été a pu être suivie).

La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral recruté en son sein des meilleures écoles de gestion françaises, comparable aux meilleures business schools étrangères.

- Dernière session d'admission pour la rentrée 1980 : les 10-12 septembre 1980, à Cergy.
- Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 1<sup>er</sup> août 1980.
- Documentation et dossier d'inscription - ESSEC - Admissions, B.P. 105 - 95021 CERGY-PONTOISE CEDEX - Tél. : 030-40-67.

## Que va faire Peugeot dans la galère de Chrysler ?

(Suite de la page 23.)

A tout moment la défaillance de l'un d'eux peut d'ailleurs provoquer l'effondrement du patient échauffé monté depuis six mois. Chrysler est en permanence à la merci de l'impatience d'un fournisseur non réglé — et ils sont plusieurs dizaines de millions ! (3), — d'un revirement des syndicats, et surtout d'un changement d'attitude du gouvernement !

Le « conseil des sages » (3), chargé par le Congrès de surveiller la bonne marche du plan d'aide voté en décembre, a, jusqu'en 1980, pouvoir de vie ou de mort sur le groupe. Entouré d'une équipe d'une cinquantaine de personnes (fonctionnaires et conseillers privés), qui font sans arrêt la navette entre Washington et Detroit, il contrôle a priori quasiment tous les actes vitaux de gestion. De l'établissement des plans prévisionnels à la signature de tout contrat dépassant 10 millions de dollars, en passant par les ventes d'actifs (de plus de 5 millions de dollars), la politique des salaires et la promotion interne, les négociations avec créanciers, fournisseurs, actionnaires, syndicats, etc. rien ne lui échappe.

Tout voir, tout entendre, tout dire, telle est en gros sa mission. Il lui faut vérifier qu'à tout moment les conditions draconiennes et les garanties imposées par le Congrès, en contrepartie de l'aide fédérale, sont respectées. En cas d'écart la sanction est radicale : le conseil coupe les vivres et exige le remboursement immédiat de tous les emprunts garantis par l'Etat. « Ce qu'a fait le gouvernement c'est d'acheter un constructeur automobile et maintenant il le gère », a déclaré récemment le sénateur Proxmire, président de la commission bancaire du Sénat et adversaire déclaré du plan de sauvetage.

Nationalisation larvée, « à l'américaine » ? Le moins qu'on puisse dire est que les autorités fédérales, créancières jaloux, ont pris toutes précautions pour surveiller leur « bien ». En cas de réussite, l'Etat bénéficiera d'ailleurs d'une clause de participation aux bénéfices. En cas de malheur, il dispose d'un droit de priorité sur tous les créanciers, probablement aussi de l'engagement d'obtenir une majorité au sein du conseil d'administration. D'une telle trop vigilante on passerait alors à la franchise élassation.

Dans ces conditions on a peine à imaginer les dirigeants de

Peugeot, allergiques à toute forme d'ingérence publique dans « leurs » affaires, s'embarquant dans cette galère en perdition, menacée à plus ou moins long terme de tomber sous la coupe de l'Etat ! Certes, ils étaient contraints d'intervenir pour racheter la participation de 15 % de leur capital resté entre les mains de Chrysler. Le « prêt à court terme » consenti en début d'année n'avait pas d'autre objet. Mais le groupe français était-il réellement obligé d'assortir ce prêt d'un accord de coopération commerciale et industrielle ? A supposer même que Chrysler vienne à bout de la course d'obstacles qu'on lui a imposée, ses perspectives à moyen terme, telles que définies par le plan, sont peu enviables. Que restera-t-il après 83 de l'ex-troisième constructeur mondial ? Une entreprise de dimension strictement nationale — Chrysler s'étant défilé de toutes les filiales étrangères — de dimension critique (4), insuffisante pour bénéficier à plein des économies d'échelle mais trop importante pour prospérer tranquille sur un

### Ramasser les morceaux

L'intervention publique a permis à tout le moins d'éviter la catastrophe. Mais le gouvernement, déjà fort critiqué, pourra d'autant moins prolonger indéfiniment sa tutelle que, la crise aidant, les dossiers d'appel à l'aide commencent, paraît-il, à affluer à Washington. Méfaits de l'exemple. Dès lors, de deux choses l'une. Ou le plan réussit et il sera bien temps alors de trouver un partenaire, sans trop de peine puisque l'entreprise sera assainie. Ou il échoue, ce qui est plus probable. On peut espérer que les dégâts seront quand même plus limités, la chute de Chrysler s'opérant alors « en douceur », après un « dégraisage » progressif et une restructuration des crédits.

(3) Chrysler a suspendu le 11 juin le règlement de ses quatre treize mille fournisseurs pour plusieurs semaines.

(4) Composés du secrétariat américain, le trésor du président de la Réserve fédérale et du contrôleur général des Etats-Unis auxquels s'ajoutent à titre de membres associés le secrétaire à l'emploi et celui au travail.

(5) Des capacités de production devraient valoir de 2,2 millions à 2,5 millions de véhicules par an, le nombre de ses usines de montage passant de neuf à sept, ses effectifs d'un million à deux cent cinquante et la fabrication de pièces d'automobiles limitée au strict minimum.

créneau limité : une firme spécialisée de surcroît dans un nombre réduit de modèles (trois au lieu de cinq actuellement) tous placés sur le segment le plus concurrentiel du marché, celui précisément où Chrysler, faute d'expérience, n'a jamais réussi à amasser des pertes ! Pour prospérer dans ces conditions il faudrait être BMW ou Peugeot. L'issue à vrai dire dépendra surtout du tuteur de fait que sont désormais les autorités américaines, bien embarrassées de ce fardeau. Placé devant le fait accompli de moins d'un an des élections présidentielles, le gouvernement était quasiment contraint d'intervenir — pour éviter à tout le moins l'effondrement brutal. Celui-ci aurait non seulement accru le chômage américain de 750 000 personnes, amputé le P.N.B. de 5 milliards de dollars, dégradé la balance commerciale de 1 à 1,4 milliard et alourdi le déficit budgétaire de 1 milliard, il risquait aussi d'entraîner dans sa chute une partie des établissements financiers engagés, provoquant un krach bancaire énorme en pleine campagne électorale.

Le plus gros des périls évités, l'Etat n'empêcherait pas les autorités fédérales de procéder, étape par étape, à la vente par département du groupe, quitte à conserver sous contrôle public les parties décidément irréversibles ou stratégiques (la division militaire par exemple, qui fabrique les chars américains). Car le malade, qui dans sa forme actuelle n'intéresse personne, laissera quand même quelques « beaux restes » : entre autres le département électronique et les deux réseaux commerciaux (Chrysler et Dodge).

Dans cette optique le « pari » de Peugeot apparaît plus compréhensible. Grâce aux accords conclus en 1980 le groupe français entretiendra déjà des contacts étroits avec le réseau Chrysler, et sera le mieux placé avec Mitsubishi (qui comme lui, lie financièrement à Chrysler, a été contraint de consentir quelques sacrifices) pour « ramasser les morceaux ».

S'il y a part de Peugeot, c'est sans doute celui d'être présent à terme sur le marché nord-américain. Le temps n'est plus où un constructeur pouvait s'y implanter ex nihilo et par ses seuls moyens, comme jadis Volkswagen. Sur un marché aussi encombré, le moindre strapontin coûte cher, si cher que les der-

niers arrivés n'ont d'autre ressource que de s'appuyer sur des infrastructures commerciales déjà existantes. C'est ce qu'ont fait Renault outre-Atlantique en s'associant avec American Motors et Pack, Honda en Grande-Bretagne en volant au secours de British Leyland, c'est ce que s'apprête à réaliser Nissan en Italie en reprenant Alfa Romeo. Cette stratégie est coûteuse, les partenaires disposés à coopérer n'étant généralement pas (sauf Fiat) florissants.

Mais les constructeurs prétendant tenir à terme un rôle mondial n'ont guère le choix. Il leur faut d'une part atteindre un volume de production suffisant pour bénéficier des économies d'échelles indispensables ; et d'autre part être présent sur tous les grands marchés (Europe occidentale, Europe de l'Est, Amérique du Nord, Amérique latine, Asie).

Pour gagner à ce jeu sans se brûler les ailes, il faut des assises financières en béton, une gamme de véhicules complète et moderne, de moyens de recherche et de développement associés à la maîtrise technique. Et de l'audace.

Les groupes mondiaux actuellement capables de se placer sur la ligne de départ armés de ces atouts ne sont plus très nombreux. Ils le seront encore moins à l'arrivée. Peugeot sera-t-il de ceux-là ? Il n'a en tout cas sûrement pas fini d'inquiéter les boursiers. Après Citroën, Chrysler, après Chrysler... pourquoi pas Fiat ? Fiat, dont les moyens dépassent ceux qui a été enregistré en 1979 dans l'automobile un coquet déficit, Fiat qui vient de reuser d'augmenter sa participation dans sa filiale espagnole. Ne rêvons pas ! Le groupe italien n'est pas encore — et de très loin — aux abois, et il est probable que ses dirigeants, conscients du danger, tenteront de prendre les devants. Justement, Peugeot est là, de plus en plus proche, siégeant avec la première entreprise italienne dans un accord de fabrication en commun à un protocole d'intention. C'est que là encore de beaux morceaux sont peut-être à ramasser. Ne serait-ce que la filiale brésilienne de Fiat, déficiente et même lourdement, mais si tentante pour qui n'a, comme Peugeot, aucune base solide en Amérique latine. Aller plus loin ? Fiat n'est pas Chrysler et c'est par le coup que Peugeot risquerait l'apoplexie.

VERONIQUE MAURIS.

## Le rapport Brandt sur l'aide au tiers-monde

(Suite de la page 23.)

Le nouveau plan Marshall financierait donc le célèbre « repositionnement industriel », solution simultanée aux problèmes du Sud et du Nord. Au Sud, il créerait des emplois et des revenus, diminuant ainsi la misère. Au Nord, il engendrerait des commandes et des emplois, augmentant ainsi le revenu national et les ressources d'investissement de se concentrer sur les industries de pointe. Cette dernière idée est particulièrement intéressante pour l'Europe, qui dépense des sommes précieuses pour subventionner des secteurs entiers d'activité tandis qu'elle est distancée dans la technologie de pointe par les pays du Pacifique. Pour la commission Brandt, cette solution globale — qui serait le résultat d'une négociation entre les Etats — est la seule qui permettrait d'éviter la catastrophe vers laquelle la planète s'achemine. Pourquoi la seule ? Parce que le développement prodigieux du commerce international, en particulier après la deuxième guerre mondiale, a tellement lié l'économie des différents pays du monde.

La cessation des paiements par quatre ou cinq pays du tiers-monde, les plus endettés, pourrait provoquer la faillite de nombreuses banques occidentales et déclencher une grave crise financière. La constatation d'un tel degré d'interdépendance permet aux auteurs du rapport de conclure que chaque pays a un intérêt vital dans l'essor économique des autres, et serait entraîné dans la catastrophe par l'effondrement des autres.

Le rapport Brandt développe de nombreuses autres questions. L'explosion démographique dans les pays les plus pauvres, la destruction du milieu écologique de notre planète, la course aux armements, la croissance de la « misère absolue », l'instabilité des prix et de l'approvisionnement en matières premières, la désintégration de l'ordre monétaire international. On peut trouver dans ce rapport une excel-

lente synthèse de tous ces problèmes. Une constatation s'impose : rien de nouveau qui n'ait déjà été écrit depuis vingt ans par René Dumont, Tibor Mende, les écologistes, et qu'on ne puisse trouver dans les rapports de l'O.C.D.E., de la Banque mondiale, de la CNUCED et du GATT.

Mais revenons à l'idée centrale du rapport, c'est-à-dire que l'interdépendance des différents pays du monde est telle que seule le « repositionnement industriel », grâce à un plan Marshall mondial, permet d'éviter la catastrophe. Il n'est pas évident qu'un tel type de développement, basé sur le maintien de l'écart technologique et l'infériorité du Sud par rapport au Nord, soit souhaitable. De plus, il faut sé-

rieusement se demander si le projet est réalisable. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire que des hommes intelligents avancent un projet utopique.

Le rapport Brandt ne se résume-t-il qu'à une utopie de même ordre ? Non pas que le financement de ce nouveau plan Marshall pose un problème insoluble. Le rapport Brandt propose, pour recueillir les ressources jugées nécessaires, qu'une très légère taxe soit levée sur le commerce mondial, que les Etats occidentaux accordent leur garantie aux banques qui prêtent au tiers-monde les milliards des pays arabes, que soient organisés de nouvelles ventes de l'or du F.M.I., les recettes correspondantes étant utilisées pour bonifier les prêts au tiers-monde, etc.

Le caractère utopique du nouveau plan Marshall réside dans le fait qu'il exige que les pays développés se mettent d'accord entre eux. Les Etats-Unis n'avaient aucun concurrent lorsqu'ils adoptèrent le plan Marshall d'après-guerre. De nos jours, l'Angleterre, la France, les Etats-Unis ont de sérieuses raisons de penser qu'une aide massive, non liée au tiers-monde, renforcerait les liens de celui-ci avec l'Allemagne et le Japon, à leur détriment. Quant aux Etats-Unis, ils favorisent un redéploiement industriel qui faciliterait la modernisation de l'appareil industriel de leur concurrent, la vieille Europe ? Le raisonnement de la commission Brandt est basé sur l'hypothèse tacite que le Nord constitue un tout uni. Or un tel Nord n'est qu'un être abstrait. Le Nord est concret, tel qu'il existe dans la réalité, ne semble pas avoir un intérêt commun au

développement du tiers-monde. D'ailleurs, a-t-il un intérêt commun à quel que ce soit ? Force est de constater que la tendance objective dans le monde n'est pas à une coopération accrue entre pays développés. Est-ce vraiment parce qu'ils n'ont pas compris l'intérêt commun qui les lie entre eux et au tiers-monde, comme l'affirme le rapport Brandt ?

Malgré les six mille réunions internationales de toute sorte qui ont lieu chaque année dans les seules villes de Genève et de New-York, la protectionnisme progresse et l'aide au tiers-monde décline. Les pays développés auraient-ils oublié leur Keynes ? Est-il vraiment sérieux de prétendre que les actualités tendances de l'économie mondiale peuvent être redressées par une bonne campagne d'information et des méthodes plus efficaces de négociation entre Etats ?

La conclusion s'impose. Ce plan Marshall, de toute vraisemblance, ne verra jamais la jour. C'est une utopie. Il s'agit en plus d'une utopie dangereuse pour les pays en voie de développement qui se feraient des illusions sur sa réalisation. Tout

semble indiquer que le monde entre dans une période de lent développement du protectionnisme, de déclin de la solidarité internationale et d'aggravation des conflits militaires. La croyance en un redéploiement industriel pourrait encourager dans le tiers-monde des industries qui ne trouveront plus les marchés lorsque la protectionnisme s'aggravera.

Cela est déjà en train de se passer pour l'industrie textile au Maroc et en Tunisie. Les pays du tiers-monde risquent ainsi de négliger le développement d'industries intégrées destinées à la satisfaction de leurs besoins intérieurs. En attendant le plan Marshall, les risques d'orientation des efforts de leurs filiales vers des réunions internationales interminables, et de négliger la mobilisation indispensable d'a leurs forces intérieures. L'Occident ne fera jamais pour le tiers-monde plus qu'il ne fait pour la Turquie : maintenant se tait hors de l'eau. Il en fera certainement moins.

L'incertitude actuelle ne garantit pas un avenir sûr au marché mondial. Peut-on, dans ces circonstances, demander aux pays en voie de développement d'élaborer des plans de développement encore plus poussés au marché mondial, car c'est à cela que conduit le « repositionnement industriel ».

Il ne semble donc pas qu'on puisse rejeter, aussi facilement que le fait le rapport Brandt, le vieux principe de construire des économies équilibrées — nationales ou régionales — et de compter, pour l'essentiel, sur ses propres forces. Le « degré d'interdépendance » atteint par l'économie mondiale n'a nullement invalidé ce principe vieux de plusieurs milliers d'années. Au contraire, il ne rend son application que plus urgente et impérative.

FRANCISCO VERGARA.

**emplois internationaux**

**Tyre Special**

**POLYSA**

**DIRECTION ADMINISTRATIVE d'un chantier**

**TECHNICIENS DE LABORATOIRE**



OFFRES D'EMPLOI		Le ligne	La ligne T.L.
DEMANDES D'EMPLOI	IMMOBILIER	57,00	67,00
IMMOBILIER	AUTOMOBILES	39,00	45,00
AGENDA	PROP. COMM. CAPITAUX	39,00	45,00
		105,00	123,48

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADEES	Le m/m col.	T.L.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



**emplois internationaux**  
(et départements d'Outre-Mer)

**emplois internationaux**  
(et départements d'Outre-Mer)

**emplois internationaux**  
(et départements d'Outre-Mer)

POLYSAR TECHNICAL  
SERVICE CENTRE S.A. - ANTWERP  
is looking for an experienced

## Tyre Specialist

- Experience in the areas of compounding, processing and testing of tyres is the prime requirement.
- A degree or diploma in a polymer oriented discipline is considered an asset.
- Knowledge of English combined with French and/or German.
- Willing to relocate to the Antwerp-Brussels area and to travel extensively.

We offer: • A position with real career opportunities.  
• A good salary related to experience and fringe benefits.

Please forward your application in English to Polysar Technical Service Centre s.a., General Manager, P.O. Box 354, 2000 Antwerp, Belgium.

**POLYSAR**

POLYSAR TECHNICAL  
SERVICE CENTRE S.A. - ANTWERP  
is looking for an experienced

## Nitrile Rubber Specialist

- Emphasis is put on all aspects of manufacturing of oil resistant mechanical goods.
- A degree or diploma in a polymer oriented discipline or equivalent industrial experience is considered an asset.
- Knowledge of English combined with French and/or German.
- Willing to relocate to the Antwerp-Brussels area and to travel extensively.

We offer: • A position with real career opportunities.  
• A good salary related to experience and fringe benefits.

Please forward your application in English to Polysar Technical Service Centre s.a., General Manager, P.O. Box 354, 2000 Antwerp, Belgium.

**POLYSAR**

Un important groupe de BATIMENT et TRAVAUX PUBLICS  
recherche pour sa Direction Travaux Publics Etranger  
un cadre de haut niveau  
pour assurer la

## DIRECTION ADMINISTRATIVE et FINANCIERE d'un chantier à l'Etranger

Avec l'assistance du Siège Social, il assure le contrôle budgétaire, la comptabilité et la gestion de la trésorerie du chantier. Il gère le personnel local et expatrié. Il supervise le Service Achats.

Le candidat, âgé de 35 ans environ, aura une formation supérieure doublée d'une expérience significative de gestion globale d'une unité.

La connaissance du secteur BTP sera un atout supplémentaire. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Sans de la prévision, de la rigueur, des capacités d'organisation, des aptitudes d'animateur permettront à un candidat de valeur de s'intégrer rapidement dans notre Groupe qui offre par ailleurs de multiples possibilités de progression de carrière.

Envoyer votre CV + photo, rémunération actuelle sous référence 7696 à :

**Q7 organisation et publicité**  
2 RUE MARSEILLE 75001 PARIS/VIENNE

POUR INSTITUT DE FORMATION  
DE TECHNICIENS SUPERIEURS DU BATIMENT  
ALGER  
ORGANISME PROFESSIONNEL FRANÇAIS  
recherche

## 1) INGÉNIEURS DIPLOMÉS

Travaux, bureau d'études, équipements techniques

## ARCHITECTE DPLG

pour exercer des fonctions d'étude, d'animation et de coordination de l'enseignement dans leur spécialité

## 2) TECHNICIENS SUPERIEURS

- Dessinateur-projeteur en construction métallique.
- Electricien.

pour enseignement des programmes correspondants

Tous ces postes nécessitent une solide expérience et des aptitudes pédagogiques.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 96088 M à BLEU Publicité  
41, Avenue du Château - 94300 VINCENNES



L'ORGANISATION EUROPEENNE POUR  
DES RECHERCHES ASTRONOMIQUES  
DANS L'HEMISPHERE AUSTRAL (E.S.O.)  
cherche des candidatures pour le poste de

## TECHNICIEN DE LABORATOIRE

Vacant dans le laboratoire de détection du groupe instrumentation du Siège de l'ESO à GARCHING près de MUNICH, République Fédérale d'Allemagne.

### FORMATION:

• Technicien supérieur. Des connaissances de base en physique seraient un avantage.

### EXPERIENCE ET CONNAISSANCES:

• Plusieurs années d'expérience dans un laboratoire pour les travaux de montage et d'essai de systèmes de détection optique, d'instruments de précision électro-optiques ou mécaniques. De l'expérience dans un ou plusieurs des domaines suivants: techniques de haute tension, techniques du vide, utilisation de machines-outils, électronique de base analogique ou digitale, serait un avantage.

• Il est nécessaire d'être capable de travailler en anglais, français ou Allemand. La connaissance d'une autre de ces langues serait un avantage.

### FONCTIONS:

• Assurer la gestion et aider à l'extension d'un petit laboratoire pour la mise au point et les essais de systèmes de détection optique et de l'équipement s'y rapportant. Participer au montage, à l'intégration et aux essais d'une grande variété de projets d'instruments électro-optiques pour observation astronomique.

DATE DE PRISE DE FONCTIONS: 1.10.1980.

### REMUNERATION:

La rémunération dépendra de l'expérience et de la situation de famille. A titre d'exemple pour un membre du personnel non-résident, ayant 2 enfants à charge, la rémunération nette mensuelle exempte d'impôts sur le revenu ne sera pas inférieure à 7.600,- francs français.

Les candidatures doivent être transmises avant le 27 juin 1980 au  
SERVICE DU PERSONNEL-EUROPEAN SOUTHERN OBSERVATORY  
SCHLEISIERHEIMSTRASSE 17-D-8946 GARCHING B. MUENCHEN  
TEL: 089/320.40.41.

Bien qu'une préférence soit accordée aux ressortissants des Etats Membres de l'ESO (Belgique, Danemark, France, Pays-Bas, République Fédérale d'Allemagne et Suède aucune nationalité cependant n'est à priori exclue.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS  
offre en

## AFRIQUE francophone

- un poste actif;
- de larges responsabilités;
- une rémunération en conséquence.

## à UN RESPONSABLE DÉPARTEMENT TÉLÉPHONE

ayant:

- expérience confirmée dans ce poste;
- parfaite connaissance matériel et installation téléphonique;
- excellente pratique GESTION COMMERCIALE et ANIMATION PERSONNEL.

Env. lettre man. avec C.V. sous le n° 62.960 ad

**Cabinet leconte** 4, rue Amiral Courbet  
75116 PARIS

## un FONDE de POUVOIRS

- une formation ou une expérience des professions chimiques ou agro-alimentaires;
- une très solide expérience commerciale;
- une capacité de mesure d'hommes;
- un esprit d'entreprise.

Lieu de résidence: BRUXELLES ou environs.

Envoyez votre manuscrite + photo + C.V. avec salaire souhaité sous réf. 8988 à P.LICHAU SA - BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra. (Toute description assurée)



## Jeunes ingénieurs, faites votre route à travers le monde...

Pour faire face à l'expansion continue de ces dernières années confirmée par son développement sur le plan géographique et par la diversification de ses activités (Génie Civil) COLAS, 4ème groupe français de T.P. - 1er constructeur de routes en France, lance pour l'année 1980, une campagne de recrutement d'ingénieurs. Intitulés dans plus de 30 pays, nous nous implantons actuellement aux USA, et poursuivons nos prospections en Amérique Latine.

Ingénieurs diplômés Ponts et Chaussées, Mines, Centrale, ETP, A et M... débutants ou ayant une première expérience T.P., nous recherchons des hommes, disponibles pour toute affectation tant en métropole qu'à l'étranger, après une période de formation en France.

Nous nous adressons à de futurs hommes d'affaires, concrets, dynamiques, au tempérament "d'entrepreneurs" qui veulent réussir leur vie professionnelle et qui aiment tout dans leur métier: non seulement l'aspect technique mais les responsabilités humaines, commerciales et de gestion. Ils doivent être des meneurs dans l'équipe, en avoir l'habitude et les qualités car nous leur confierons, après quelques années de chantier, la direction d'affaires (agences, filiales, gros chantiers) de plus en plus importantes.

Nous vous ouvrons la route, à vous de vous y engager, dans l'immédiat ou au cours de l'année; nous avons déjà recruté 20 ingénieurs depuis janvier et nous souhaitons en intégrer encore autant dans les mois à venir.

N'hésitez pas à nous envoyer votre candidature (même pendant les vacances...) Société Routière Colas, Service Recrutement 36, rue du Colisée 75008 PARIS.



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,00
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	15,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne	T.C.
ANNONCES ENCADREES	33,00	38,80
OFFRES D'EMPLOI	8,00	9,40
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



### emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

#### Jeune ingénieur américainophile et campagnard

Le responsable de notre département engineering, entré chez nous il y a deux ans, a été promu. Bravo pour lui. Il nous faut maintenant rechercher le nouveau titulaire.

Animateur d'une équipe de quatre techniciens, il a en charge la conception et la réalisation des études concernant l'amélioration de l'outil de production : détection des besoins, création, recherche ou adaptation de machines, études de faisabilité, de rentabilité des investissements, etc... Il a des idées et il les met en œuvre, restant responsable du projet jusqu'à ce que le « bébé » soit suffisamment débrouillé pour passer aux mains de la production et de la maintenance.

C'est un généraliste, de formation ARTS et METIERS ou ENSI, INSA, qui s'intéresse à la mécanique, l'électronique, l'électromécanique, le pneumatique, etc... et qui a une première expérience en industrie d'environ trois ans. Pour réussir dans cette mission, il faut aussi avoir l'esprit ouvert, les épaules larges et... l'anglais facile. Car un voyage aux Etats-Unis, au Canada, ou un contact avec les autres filiales européennes sont souvent plus efficaces que les ruminations solitaires.

Johnson and Johnson, à Sézanne dans la Marne (120 kms de Paris). La nature y est belle, les enfants y sont heureux. Envoyez sous référence 805 421 M aux consultants de Sirca qui nous présenteront votre candidature.

**Sirca**  
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

#### L'aventure commence à Roanne

Vous avez une vocation : l'export. Vous ne concevez pas de limiter votre champ d'action à l'hexagone. Votre besoin d'entreprendre, votre désir d'autonomie ne peuvent trouver à s'assouvir que dans cette fonction de l'entreprise qui est la « nouvelle » aventure des temps modernes.

Entreprise de 600 personnes, implantée dans la région Rhône-Alpes, filiale de groupes notables, nous créons le poste de chargé de mission auprès de la Direction Générale. Son rôle polyvalent, tant fonctionnel qu'opérationnel, sera essentiellement orienté vers l'export : définition de la stratégie, animation du réseau existant et recrutement de nouveaux agents et, dans une seconde phase qui est en cours d'étude, recherche de partenaires financiers pour la mise en route d'unités de production locales.

Une longue expérience ou nous semble pas indispensable. Nous sommes prêts à faire confiance à un jeune diplômé (HEC, ESSEC, ESC... ou école d'ingénieur+3ème cycle en gestion) fortement motivé et pouvant avancer une première réussite en matière de négociation à l'étranger. Merci d'écrire sous référence 805 431 M aux consultants du cabinet Sirca, en précisant le niveau de vos connaissances linguistiques.

**Sirca**  
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC



### emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

(et départements d'Outre-Mer)

(et départements d'Outre-Mer)

#### GEOREX SOCIÉTÉ DE CONSEIL ET D'ASSISTANCE TECHNIQUE EN RECHERCHE ET PRODUCTION PÉTROLIÈRE

cherche pour faire face à la demande croissante de sa clientèle nationale et internationale

**Ingénieurs GÉOPHYSIENS**  
ayant en plus de leur formation supérieure une solide expérience, en particulier dans les techniques modernes d'interprétation et pouvant s'intégrer dans des équipes de haut niveau.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à  
GEOREX B.P. 73 95101 ARGENTEUIL Cedex

#### IMPORTANTE SOCIÉTÉ de TRAVAUX PUBLICS et BATIMENT recherche

#### UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF et COMPTABLE

Pour ses agences de travaux bâtiments à l'étranger (MOYEN-ORIENT et AFRIQUE) Anglais couramment indispensable, ainsi qu'une expérience du travail à l'étranger.

L'intéressé sera l'adjoint du Chef d'agence, mais devra exécuter lui-même beaucoup de tâches matérielles et devra faire preuve d'un caractère dynamique et d'efficacité.

Envoyer C.V., photo et prétentions, N° 62.584, CONTEXTE Publi-20, av. Opéra, Paris-1er q. 17.

#### In order to deal with the development of its activities abroad particularly in IRAK BUREAU VERITAS is looking for

#### ENGINEERS and TECHNICIANS

willing to settle abroad for durations of several months with intervening home leave. The vacant posts refer to the inspection and testing of equipment.

- ORGANISATION AND FOLLOW-UP OF QUALITY CONFORMITY WITH THE REGULATIONS, CODES AND SPECIFICATIONS IN FORCE;
- PERFORMANCE OF TESTS;
- INTERPRETATION OF RESULTS.

The following functions are looked for:  
- WELDING INSPECTORS;  
- MECHANICAL INSPECTORS/STATIC WORKS (BOILERS, VESSELS, EXCHANGERS, REACTORS);  
- ELECTRICAL INSPECTORS;  
- INSTRUMENTATION INSPECTORS;  
- PIPING INSPECTORS.

Preference will be given to candidates with at least five years experience. English spoken written required.

Please write giving all relevant details including qualification and experience and quoting ref. 36 to the following address:  
BUREAU VERITAS Service C.M.I.  
B.P. 247 - 92307 LEVALLOIS-PERRET.

#### CONSULTANTS Paris et Outre-Mer CEGOS COOPERATION

division du groupe IDET-CEGOS pour les pays en développement, recherche pour faire face à une expansion régulière et dans le cadre d'une politique à long terme; plusieurs Consultants.

Les postes suivants sont offerts à partir d'octobre 1980:

- **SPECIALISTE CONFIRME en COMPTABILITE et FINANCE;**
  - **JEUNE INGENIEUR**
- en ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET INFORMATIQUE.

Ces 2 postes seront basés à PARIS avec missions très fréquentes OUTRE-MER.

- **CONSULTANT en FINANCES PUBLIQUES;**
- **INGENIEUR ECONOMISTE.**

Ces 2 postes seront basés dans un ETAT AFRICAIN FRANCOPHONE.

- **INGENIEUR en ORGANISATION INDUSTRIELLE**
- spécialisé en Maintenance et Gestion des Stocks, basé au MOYEN-ORIENT. Bilingue Anglais.

- **CONSULTANT en FORMATION,**
- basé en AFRIQUE NOIRE. Bilingue Portugais ou Espagnol.

Pour tous ces postes une formation supérieure est nécessaire (Grande Ecole d'Ingénieur, HEC, Doctorat Sciences Economiques...) ainsi qu'une expérience en Cabinet ou Service Organisation d'Entreprises ou d'Administrations. La connaissance d'une ou plusieurs langues est souhaitée. Intégrés dans l'un des premiers Cabinets d'Organisation européens, ces Consultants se verront confier des missions variées, auront une activité autonome et des contacts de très haut niveau. Rémunération et prime de résultat, indemnités et avantages liés au statut d'expatrié pour les postes basés Outre-Mer.

**Séle CEGOS**

Merci d'adresser lettre man. et C.V. détaillé et réf. 115951M, en précisant le poste qui vous intéresse à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion. Séle-CEGOS - 33, quai Gallieni - 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

#### Shiprepair yard

In MRS offers opportunity for a

#### Commercial Officer

with a wide technical background and large ability to travel. A three - lingual man (minimum eng. germ) will send resume and C.V. with photograph to A.C.M.P. 2 Boulevard des Bassins 13002 MARSEILLES.

#### IMPORTANT GROUPE INDUSTRIES ALIMENTAIRES recherche pour le CAMEROUN

#### UN CADRE COMPTABLE

Collaborateur direct du Directeur des comptabilités, il a une maîtrise complète de la comptabilité générale. Est familiarisé avec le contrôle budgétaire, le contrôle de gestion, les analyses spécifiques.

Capable de concevoir la mise en place du suivi de nouvelles procédures liées à l'informatique des besoins des services financiers et comptables. DECS minimum exigé. Adresser CV, photo et prétentions sous N° 7635 à PARFRANCE Annonces 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

### emplois internationaux emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

#### IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS ayant récemment créé en Afrique Noire Francophone

un complexe industriel intégré (C.A. 100 millions + 800 personnes dont 20 cadres européens)

recherche

#### DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER

Les responsabilités couvrent la comptabilité, la trésorerie, la gestion et l'administration, la formation du personnel dans son ensemble.

Mais les pleines fonctions de ce poste seront mises en place et exercées par le nouveau collaborateur.

En conséquence, une excellente formation et une aptitude à innover en fonction des particularités de l'affaire (Direction Générale et Services à l'usager - exploitation et Usines en hausse) sont nécessaires.

Age minimum : 35 ans.

54 jours 10 mois - 2 mois de vacances.

Lieu de travail : YAOUNDE

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. à 62.947.

cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75118 PARIS

#### GRAND GROUPE INTERNATIONAL FRANÇAIS recherche pour sa filiale au NIGERIA

dans le cadre de son activité

MONTAGE AUTOMOBILE

C.A. : 200 millions FF - effectif : 500 personnes

#### CHEF DU SERVICE APPROVISIONNEMENT

- 30 ans minimum;
- niveau d'études supérieures techniques (O.U.P. par exemple);
- expérience de 3 à 5 ans minimum des achats de l'ordonnement et de la gestion des stocks dans la fabrication de moyennes séries (chez un constructeur automobile de préférence);
- maîtrise de la gestion administrative d'une activité pièces détachées orientée vers l'exportation;
- anglais courant indispensable;
- rémunération et tous avantages liés au statut d'expatrié;
- Possibilités d'évolution au sein du groupe.

Les candidatures manuscrites avec C.V., photo et attestations actuelles sont à env. sous n° 62.476, CONTEXTE Publi-20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui tr.

Pour contrat en LIBYE

recherche

#### TECHNICIEN SUPERIEUR EN ELECTRONIQUE

pour assurer la maintenance d'un simulateur.

Connaiss. des microprocesseurs indispensables.

Anglais technique.

Tél. pour rendez-vous 969-09-54 ou se présenter

SOCIÉTÉ GTEX 3, rue de Marly, 75008 PARIS.

recherche d'urgence

pour l'un de ses chantiers en IRAK

#### ADMINISTRATION MANAGER COST CONTROLLER

- Expérience de chantiers à l'étranger indispensable.

- Anglais exigé.

- Age minimum 35 ans.

- Rémunération selon qualification et expérience, mais certainement intéressante.

Adresser C.V., photo sous réf. 2.237 à SWEETS S.P. 259, 75024 PARIS cedex 20.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIEES » de vouloir bien indiquer clairement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressés et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Mande Publicité » ou d'une agence.



### emplois régionaux

#### INGENIEUR

IN-CONTRAT-AN ET

Le poste est à pourvoir pour la région Rhône-Alpes. Le titulaire sera responsable de la conception et de la réalisation des études concernant l'amélioration de l'outil de production : détection des besoins, création, recherche ou adaptation de machines, études de faisabilité, de rentabilité des investissements, etc... Il a des idées et il les met en œuvre, restant responsable du projet jusqu'à ce que le « bébé » soit suffisamment débrouillé pour passer aux mains de la production et de la maintenance.

C'est un généraliste, de formation ARTS et METIERS ou ENSI, INSA, qui s'intéresse à la mécanique, l'électronique, l'électromécanique, le pneumatique, etc... et qui a une première expérience en industrie d'environ trois ans. Pour réussir dans cette mission, il faut aussi avoir l'esprit ouvert, les épaules larges et... l'anglais facile. Car un voyage aux Etats-Unis, au Canada, ou un contact avec les autres filiales européennes sont souvent plus efficaces que les ruminations solitaires.

Johnson and Johnson, à Sézanne dans la Marne (120 kms de Paris). La nature y est belle, les enfants y sont heureux. Envoyez sous référence 805 421 M aux consultants de Sirca qui nous présenteront votre candidature.

**Sirca**  
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

REPRODUCTION INTERDITE

COLAS

Futurs responsables du matériel

Le poste est à pourvoir pour la région Rhône-Alpes. Le titulaire sera responsable de la conception et de la réalisation des études concernant l'amélioration de l'outil de production : détection des besoins, création, recherche ou adaptation de machines, études de faisabilité, de rentabilité des investissements, etc... Il a des idées et il les met en œuvre, restant responsable du projet jusqu'à ce que le « bébé » soit suffisamment débrouillé pour passer aux mains de la production et de la maintenance.

C'est un généraliste, de formation ARTS et METIERS ou ENSI, INSA, qui s'intéresse à la mécanique, l'électronique, l'électromécanique, le pneumatique, etc... et qui a une première expérience en industrie d'environ trois ans. Pour réussir dans cette mission, il faut aussi avoir l'esprit ouvert, les épaules larges et... l'anglais facile. Car un voyage aux Etats-Unis, au Canada, ou un contact avec les autres filiales européennes sont souvent plus efficaces que les ruminations solitaires.

Johnson and Johnson, à Sézanne dans la Marne (120 kms de Paris). La nature y est belle, les enfants y sont heureux. Envoyez sous référence 805 421 M aux consultants de Sirca qui nous présenteront votre candidature.

**Sirca**  
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

REPRODUCTION INTERDITE

COLAS

Futurs responsables du matériel

Le poste est à pourvoir pour la région Rhône-Alpes. Le titulaire sera responsable de la conception et de la réalisation des études concernant l'amélioration de l'outil de production : détection des besoins, création, recherche ou adaptation de machines, études de faisabilité, de rentabilité des investissements, etc... Il a des idées et il les met en œuvre, restant responsable du projet jusqu'à ce que le « bébé » soit suffisamment débrouillé pour passer aux mains de la production et de la maintenance.

C'est un généraliste, de formation ARTS et METIERS ou ENSI, INSA, qui s'intéresse à la mécanique, l'électronique, l'électromécanique, le pneumatique, etc... et qui a une première expérience en industrie d'environ trois ans. Pour réussir dans cette mission, il faut aussi avoir l'esprit ouvert, les épaules larges et... l'anglais facile. Car un voyage aux Etats-Unis, au Canada, ou un contact avec les autres filiales européennes sont souvent plus efficaces que les ruminations solitaires.

Johnson and Johnson, à Sézanne dans la Marne (120 kms de Paris). La nature y est belle, les enfants y sont heureux. Envoyez sous référence 805 421 M aux consultants de Sirca qui nous présenteront votre candidature.

**Sirca**  
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

REPRODUCTION INTERDITE

COLAS

Futurs responsables du matériel

Le poste est à pourvoir pour la région Rhône-Alpes. Le titulaire sera responsable de la conception et de la réalisation des études concernant l'amélioration de l'outil de production : détection des besoins, création, recherche ou adaptation de machines, études de faisabilité, de rentabilité des investissements, etc... Il a des idées et il les met en œuvre, restant responsable du projet jusqu'à ce que le « bébé » soit suffisamment débrouillé pour passer aux mains de la production et de la maintenance.

C'est un généraliste, de formation ARTS et METIERS ou ENSI, INSA, qui s'intéresse à la mécanique, l'électronique, l'électromécanique, le pneumatique, etc... et qui a une première expérience en industrie d'environ trois ans. Pour réussir dans cette mission, il faut aussi avoir l'esprit ouvert, les épaules larges et... l'anglais facile. Car un voyage aux Etats-Unis, au Canada, ou un contact avec les autres filiales européennes sont souvent plus efficaces que les ruminations solitaires.

Johnson and Johnson, à Sézanne dans la Marne (120 kms de Paris). La nature y est belle, les enfants y sont heureux. Envoyez sous référence 805 421 M aux consultants de Sirca qui nous présenteront votre candidature.

**Sirca**  
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

REPRODUCTION INTERDITE

COLAS

Futurs responsables du matériel

Le poste est à pourvoir pour la région Rhône-Alpes. Le titulaire sera responsable de la conception et de la réalisation des études concernant l'amélioration de l'outil de production : détection des besoins, création, recherche ou adaptation de machines, études de faisabilité, de rentabilité des investissements, etc... Il a des idées et il les met en œuvre, restant responsable du projet jusqu'à ce que le « bébé » soit suffisamment débrouillé pour passer aux mains de la production et de la maintenance.

C'est un généraliste, de formation ARTS et METIERS ou ENSI, INSA, qui s'intéresse à la mécanique, l'électronique, l'électromécanique, le pneumatique, etc... et qui a une première expérience en industrie d'environ trois ans. Pour réussir dans cette mission, il faut aussi avoir l'esprit ouvert, les épaules larges et... l'anglais facile. Car un voyage aux Etats-Unis, au Canada, ou un contact avec les autres filiales européennes sont souvent plus efficaces que les ruminations solitaires.

Johnson and Johnson, à Sézanne dans la Marne (120 kms de Paris). La nature y est belle, les enfants y sont heureux. Envoyez sous référence 805 421 M aux consultants de Sirca qui nous présenteront votre candidature.

**Sirca**  
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC





emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux

## INGENIEURS DEBUTANTS

PONTS - CENTRALE - A.M. E.T.P.

Vous vous sentez prêt à vous former très rapidement à la gestion économique et technique de chantiers de Génie Civil (ouvrages d'art) ou de Bâtiment T.C.E. Vous avez l'esprit entrepreneur, ambitieux et tourné vers l'avenir, et vous désirez acquies rapidement la maîtrise totale de votre métier. Notre entreprise - 1.300 personnes - située dans le Nord Ouest de la France, est filiale d'un groupe à vocation internationale. Nous pouvons vous offrir des perspectives de carrière particulièrement intéressantes dans l'entreprise ou dans le groupe. Adressez votre candidature sous réf. 4095 à : rue des Carrières 64, rue la Boétie 75008 PARIS ; qui transmettra.

COLAS

GRUPE INTERNATIONAL DE TRAVAUX PUBLICS  
Leader dans la construction de routes, recherche

## Futurs responsables du matériel

Notre parc comprend plus de 12.000 engins et véhicules, il est réparti dans toutes nos implantations françaises (100 Centres de Travaux) et étrangères (30 Agences). Nous proposons à des débutants ayant un niveau de formation supérieure, (au minimum B.T.S. ou D.U. mécanique, école d'ingénieur option mécanique), de se former progressivement aux problèmes de maintenance et de gestion de parc. A terme, ils deviendront des Chefs de Service Matériel de nos Directions Régionales et Filiales. Nous souhaitons recruter 3 ou 4 candidats intéressés par la technique et susceptibles de devenir de véritables gestionnaires. La disponibilité géographique pour des affectations en France et à l'étranger est un atout indispensable. Adressez lettre, C.V., photo et préférences à Société Routière Colas - Service Recrutement - 39, rue du Colisée 75008 PARIS.



## Directeur d'Usine X, Mines, Centrale

200.000 F +

METALLURGIE DES ACIERS SPECIAUX - Filiale d'un groupe important en fort développement, cette société fabriquant et commercialisant des produits métallurgiques très élaborés recherche un Directeur pour son unité de production (300 personnes). Répondant directement au Président, après une période d'intégration, il aura pour mission d'optimiser l'exploitation de l'unité de production sur les plans techniques, humains et financiers. Il participera à la conception du plan de développement et sera responsable de la réalisation des objectifs en découvrant, analysant des méthodes de gestion rigoureuses, il veillera particulièrement à l'achat et au suivi des matières premières coûteuses. Ce poste présente des perspectives d'évolution intéressantes au sein du groupe (500 personnes) et sera responsable de la réalisation des objectifs en découvrant, analysant des méthodes de gestion rigoureuses, il veillera particulièrement à l'achat et au suivi des matières premières coûteuses. Son expérience professionnelle d'au moins 10 ans lui aura permis de vivre concrètement les problèmes quotidiens de la fabrication puis de maîtriser les différents aspects de la production (technologie, investissements, animation des hommes...). Le poste est basé dans une région agréable à 150 km de Lyon. Merci d'adresser votre candidature sous réf. 823 M à A. RICHARD qui traite confidentiellement cette recherche et fournira toutes informations complémentaires.

centor

CENTOR RHONE-ALPES  
17, rue Louis Guein  
69100 VILLEURBANNE  
Tél. (78) 89.37.16

## responsable achats ordonnancement lancement



Notre Directeur, a besoin d'un véritable bras droit qui prenne en charge la quasi totalité de la vie technique du produit : calcul des prix de revient dans la phase d'élaboration de la collection, recherche de sous-traitants en France et à l'étranger (bonneterie et confection), négociation des prix de fabrication, sélection des fournisseurs de tissu, négociation des prix, qualités, délais, fixation des quantités en fonction des ventes, lancement des fabrications, contrôle qualité des produits finis, expéditions. Ce poste très polyvalent nécessite une expérience de logistique ou de fabrication, acquise au sein d'une entreprise de vêtements de sport, de réelles qualités de négociateur, le désir de grandir avec une entreprise. Le poste est à pourvoir à NANTES. Quelques déplacements sont à prévoir. La rémunération peut être importante pour un candidat immédiatement opérationnel. Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons de bien vouloir adresser votre dossier sous réf. S2480 M à notre Conseil-61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS. Tél. : 742.58.20.



Chantal Baudron. s.a.

SALT

Groupe CGE

Notre Département ACCUMULATEURS offre la possibilité à de JEUNES INGENIEURS de s'orienter après formation vers des responsabilités d'

## ingénieur technico-commercial

Agences de RENNES et de STRASBOURG

Leader mondial dans notre spécialité, nous mettons à la disposition de nos clients notre technicité, notre compétence, notre sérieux, notre sens du service.

Si vous venez rejoindre notre équipe de vente vous aurez la responsabilité de prospecter et suivre la clientèle, d'assurer la promotion de nos produits, d'établir les devis, de suivre les affaires et d'évaluer la potentialité du marché.

Nous vous demandons une formation d'ingénieur de préférence en électricité-électronique et une bonne connaissance de l'environnement régional pour faciliter votre intégration à la vie industrielle locale.

Si vous avez le goût de la vente adressez votre C.V. - Direction des Relations Humaines - S.A.F.T. 119, rue du Président Wilson 92300 LEVALLOIS sous réf. A.16.23

Labeyrie

15 Kms de DAX  
GRANDE MARQUE  
FOIES GRAS  
et SAUMONS FUMES

Vendus dans la Grande Distribution et le traditionnel (Restauration - Epicerie - Charcuteries), recherche son

## Directeur Commercial

35 ans minimum, parfait GESTIONNAIRE, ayant expérience VENTE produits alimentaires.

Capable d'accéder après réussite à la Direction Générale

d'une entreprise en très grande expansion. Ecrire manuscrit (+ photo) à L. JUSTET Psychologue 18, rue des Grottes - 84000 AVIGNON.

## Jeune secrétaire général

- Ville moyenne de BRETAGNE.
- Entreprise à Taille Humaine (600 personnes, 200 M de CA) leader sur son marché.
- Diplôme d'Enseignement Supérieur, expérience prouvée de Gestion de Personnel (niveau de direction de personnel) et connaissances approfondies en Contrôle de Gestion sont exigés pour postuler.

Une fiche de Poste sera envoyée à chaque candidat. Ecrire sous référence 1855 M à ICA qui transmettra.

ICA International Classified Advertising 3, rue d'Antenneville - 75010 PARIS

## secrétaire général

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

France Centre 120 000 F +

C'est un poste qui comprend des responsabilités importantes et variées. Sous l'autorité directe du Président, vous assurerez la gestion financière, comptable et administrative de la Chambre de Commerce d'une ville moyenne située dans le Centre de la France. 40 collaborateurs environ vous seront rattachés. Vous aurez aussi à diriger les activités diverses gérées par la Chambre de Commerce. Naturellement, vous aurez de nombreux contacts avec les autorités administratives et les diverses sociétés industrielles, commerciales ou de services du département. La réussite dans ce poste nécessite une solide formation de gestion financière, administrative et juridique ainsi qu'une expérience d'environ 10 ans dans une fonction de responsabilité au sein d'un organisme similaire ou d'une PME ou PMI.

Merci d'envoyer votre CV sous réf. 4620 à Gerard DESJOURS.

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE 28, rue de Messine 75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

## RECRUTEMENT

SOCIETE EN EXPANSION recherche un (e)

## DIPLOME(E) EN PSYCHOLOGIE

(licence, maîtrise, psychopédagogue). Débutant(e) ou ayant quelques années d'expérience du recrutement pour lui confier après une période d'intégration la responsabilité du recrutement pour plusieurs centres d'exploitation. Rattaché directement au chef du service recrutement de la société, il est basé à BLOIS.

Les entretiens commenceront fin juillet. Veuillez nous préciser votre période de disponibilité.

Envoyer CV, préférences, sous référence DPM à

PARFRANCE Annonces 5, rue Robert L. Heine 75003 Paris

01 47 81 10 11

## Après les U.S.A et l'Angleterre, la France. Pour cela, des ingénieurs commerciaux

Jusqu'en 1978, le nom de notre Société était associé à systèmes de gestion et d'aide à la décision. La notoriété acquise grâce aux performances de notre réseau de temps partagé nous a amené alors, tout naturellement, à lancer aux U.S.A. d'abord, puis en Angleterre, une gamme d'ordinateurs (valeur moyenne: 2 millions F) intégrant les systèmes d'exploitation des réseaux de temps partagé.

Les résultats ne se sont pas fait attendre: aujourd'hui, nous attaquons le marché français; demain, le marché européen.

Les ingénieurs commerciaux que nous recrutons auront donc à prendre en charge le démarrage de cette activité en France, par conséquent:

- Ils partageront des responsabilités importantes et stimulantes au sein d'une équipe jeune et ambitieuse;
- le secteur sera très vaste;
- la rémunération à la hauteur de ces fonctions de premier plan;
- la formation assurée en France et aux U.S.A.

Vous avez pu faire la preuve de votre efficacité commerciale au cours d'une expérience de minimum 3 années acquise en SSI ou chez un constructeur; vous parlez couramment l'anglais, et de plus vous pensez que la réussite est plus une affaire d'audace et de créativité que de procédures administratives; alors, nous vous invitons à prendre contact avec nous, en envoyant un dossier de candidature, sous réf. 79131, à Muriel GOUSSET -



CSS France

ORDINATEURS

8, rue de la Vrillière - 75001 PARIS. Discretion assurée.

## directeur général

Appareillage Electrique

200.000 F +

Nous sommes la filiale française d'un groupe industriel scandinave numéro 1 européen dans sa spécialité; nous fabriquons en grande série des articles entrant dans la composition de luminaires et les commercialisons auprès d'industriels de l'éclairage dans tous les pays d'Europe.

Nous souhaitons confier la Direction Générale de cette entreprise (35 Millions de C.A., 120 personnes) à un Ingénieur de type Arts et Métiers, capable de diriger une unité de production de pièces mécaniques grande série, ayant une expérience de la gestion des hommes et des relations sociales, et ayant dirigé avec succès un centre de profit. Ce poste est rattaché au Président du Groupe.

Lieu de travail: grande ville de l'Est de la France.

La pratique de l'anglais est nécessaire. Une bonne connaissance de l'Alsace est un atout.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons de bien vouloir adresser votre dossier sous référence 52380 M à notre Conseil - 61, Bd Haussmann - 75008 PARIS - Téléphone: 742.58.20.



Chantal Baudron. s.a.

## ingénieurs travaux

CONFIRMES

REGION NORD

Société de Bâtiment et T.P. en pleine expansion (1700 personnes, CA prévisionnel 1980: 420 millions de francs), FILIALE NORD d'un GROUPE de DIMENSION NATIONALE, recherche INGENIEURS TRAVAUX, confirmés (de formation supérieure ESTP, AM, ...).

Ils seront chargés de la conduite de plusieurs chantiers T.C.E.

Ces postes s'adressent à des Ingénieurs Bâtiment ou Génie Civil ayant acquis, au cours de 5 à 10 ans d'expérience, une maîtrise parfaite du G.D., une réelle dimension d'animateur et d'indéniables qualités de contact.

Nous offrons une rémunération sur 14 mois et d'intéressantes perspectives de carrière.

Vous adresserez votre candidature (avec CV et photo) sous réf. 7818 à ORGANISATION et PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS qui nous la transmettra en toute discrétion.



Vous pouvez téléphoner au (20) 91.92.07, notre standardiste vous fera écouter une cassette qui vous donnera de plus amples renseignements.

## chef comptable

CONFIRME

REGION NORD

Importante Société Industrielle en pleine expansion (1600 personnes) recherche CHEF COMPTABLE CONFIRME capable de prendre immédiatement la responsabilité complète de l'ensemble des services comptables (comptabilité générale, analytique, trésorerie, fiscalité). Agé de 30 ans au minimum, une expérience confirmée et approfondie est indispensable ainsi que le sens des contacts et de l'animation. Une bonne connaissance de l'informatique et de la fiscalité est nécessaire. Lieu de travail: LILLE.

Nous souhaitons vous rencontrer, très rapidement; adressez votre candidature sous référence 7811 à Jean Max SIOU, ORGANISATION et PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS qui nous la transmettra avec la plus grande discrétion.

ORGANISATION et PUBLICITE 2 RUE MARENGO 75001 PARIS/001 TRAM.

البحر المتوسط





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

## Production manager à Tours

Ce titre français peut vous choquer mais nous sommes la filiale française de SPRAGUE, groupe américain fabriquant des composants passifs pour l'électronique professionnelle. Et nous n'avons pas su trouver le mot français qui dirait tout ce que nous attendons de l'adjoint production de notre Directeur de département.

Pour faire face à notre expansion, vous aurez en charge tout le personnel et le matériel de production de composants. Donc une responsabilité humaine importante à l'égard d'une excellente maîtrise et de 250 opérateurs et opératrices qui travaillent en auto-contrôle, et qui sont bien formés et habitués à être très informés. Mais vous serez aussi comptable d'un parc de machines qui a doublé en quatorze mois. La plupart des postes de travail sont spécifiques parce que nous ne voulons pas de «cabinés» et que nos clients, les meilleurs professionnels européens de l'aérospatiale, de l'informatique, des telecom, ne badinent pas avec la qualité, ou les délais.

Pour réussir dans le poste et accompagner notre développement avec les autres ingénieurs de l'usine il faut qu'après votre diplôme d'ingénieur des A.M., vous ayez déjà quelques années de pratique de la direction de fabrication de série par postes séparés, que vous soyez joyeux d'installer votre famille à Tours et de beaucoup travailler la technique, la gestion, l'animation, on l'espère avec votre Patron et vos collègues. Il faut encore que votre optimisme inspire confiance à vos collaborateurs : maîtrise-opérateurs et gestionnaires comme à nos interlocuteurs américains que vous entretenez sans aucune difficulté dans leur langue. Voulez-vous écrire aux conseils en recrutement de Sirca sous la référence 804 430 M. Nous prendrons notre décision avant les vacances d'août. Merci de faire vite et comptez sur notre discrétion.



**Sirca**

11, avenue Delcassé - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

## GROUPE MAISON FAMILIALE

### NOTRE DIRECTION REGIONALE SUD-OUEST : NOTRE EXPANSION ET VOTRE EXPERIENCE

La particularité : assurer parallèlement sur l'ensemble du Sud-Ouest, l'exploitation et le développement de la ligne de produits de SUD CONSTRUCTION PROMOTION (un des premiers constructeurs régionaux en 79 - une vingtaine de points de vente) en secteur diffus et la pénétration du produit traditionnel du GROUPE MAISON FAMILIALE en secteur groupé.

Le Directeur régional complète son équipe et recherche

### DIRECTEUR PROMOTION-AMENAGEMENT

C'est un homme de terrain doté d'une formation supérieure et d'une réelle expérience foncière concurrencée par des résultats personnels et une solide pratique de l'animation des hommes. Il a le sens et l'expérience du commandement et de la communication. Spécialiste des problèmes de promotion immobilière et d'aménagement, il participera à l'élaboration des plans d'actions foncières et assurera leur bonne fin.

Nous d'adresser confidentiellement votre candidature manuscrite (curriculum-vitae, photo, prétentions) sous référence 5332 au Responsable des Relations Humaines de la Direction Régionale du Sud-Ouest - SUD CONSTRUCTION PROMOTION - 6, rue de Bissous - 81109 Castres. Vous pouvez également lui téléphoner au 063159.61.64.



## RESPONSABLE METHODES ET INDUSTRIALISATION

Sud-Ouest

120.000F+

Notre entreprise (1200 personnes) fabrique et diffuse auprès des détaillants des produits de grande consommation sous des marques connues du grand public.

Leader sur nos marchés, nous souhaitons développer nos productions de petites et moyennes séries, garder une gamme étendue d'articles, poursuivre la diversification de nos activités tout en réduisant nos coûts. Aussi, notre Direction Générale recherche-t-elle un homme capable de prendre la responsabilité de nos services méthodes (9 personnes) et, mécanique (20 personnes) et de procéder à l'automatisation de nos fabrications en préservant notre niveau de qualité. Nous confierons ce poste à un ingénieur (Arts & Métiers, ENI ou équivalent) justifiant d'une première expérience de 5 à 10 ans de la fonction, sensibilisé à l'utilisation de l'outil informatique, spécialisé en robotisation industrielle et apte à l'analyse de la valeur. Nous étudierons avec attention toute candidature.

Merci d'adresser CV détaillé, photo et dernier salaire sous N° M/6256 à

PARFRANCE Annonces  
4, rue Robert Etienne 75008 Paris  
qui transmettra

## IMPORTANT GROUPE METALLURGIQUE ET MECANIQUE FRANCAIS

recherche pour sa filiale - 2 000 personnes

Grande ville universitaire OUEST

## RESPONSABLE des Affaires Sociales

**LE CANDIDAT :**  
de formation supérieure - Droit, Sciences-Po, Ingénieur - 35 ans minimum dispose de qualités de contact et d'idées nouvelles ; il a acquis, en usine, une solide expérience de la Gestion du Personnel et des relations industrielles.

**LE POSTE :**  
Il sera chargé, pendant un an environ d'études spécifiques avant de prendre la totalité des responsabilités de sa fonction. Il aura pour mission de promouvoir et d'appliquer une politique active de gestion sociale.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à  
Mme LAMY sous référence 2100



35, rue du Rocher  
75009 PARIS

qui transmettra

discrétion assurée.

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE

recherche pour son

UNITÉ DE PRODUCTION  
située en BASSE NORMANDIE

### UN RESPONSABLE BUDGET ET SUIVI DES STOCKS

Directement rattaché au Responsable de Gestion, de Production et en interface avec le Contrôleur de Gestion, il sera chargé :

- De l'établissement et du suivi du budget des stocks et des en cours à partir du budget des charges et capacités ;
- De l'analyse des résultats ;
- De la prévision et du suivi des valeurs d'exploitation et de la gestion d'objectifs optimum ;
- De l'évaluation des coûts ;
- De la recherche de propositions sur la politique à suivre en matière de stocks et d'en cours.

Des moyens informatiques importants seront mis à sa disposition pour permettre des simulations.

PROFIL :

- Ecole de Gestion (E.C.O.P.I., E.S.C.P. ou équivalent) ;
- Connaissances solides en Informatique et en fabrication électronique ;
- Expérience similaire appréciée.

Envoyer currie, vitae détaillé et prétentions avec photo sous référence 62.374 à CONTEXTE Publicité, 21, av. Opéra, 75004 Paris, codez 01, qui transmettra.



THE DOW CHEMICAL COMPANY

L'une des sociétés les plus importantes et les plus performantes de la chimie au monde. (2ème en C.A. - 1ère en profit) 12000 personnes en Europe

DOW CHEMICAL FRANCE recherche

### ASSISTANT à la direction des RELATIONS HUMAINES

VOTRE PROFIL :

- Parfaitement bilingue anglais-français.
- Séjours à l'étranger.
- Formation supérieure
- expérience professionnelle acquise dans une unité de production dans le domaine des relations humaines et du personnel : recrutement relations sociales ou administration.
- Disponible pour de fréquents voyages.

Envoyer C.V. détaillé et photo à :  
DOW CHEMICAL FRANCE département des Relations Humaines aéroport de Nice Côte d'Azur. 06056 Nice cedex

## IMPORTANT GROUPE

recherche pour ses fonderies fonte et aciers de Nord de la France :

### INGÉNIEUR

### DE FABRICATION ESF

ayant quelques années de pratique ou débutant.

### AGENT DE FABRICATION

niveau B.T.S.

AGENT TECHNIQUE COMMERCIAL  
pour suivi et prospection de la clientèle en France. Expérience de fabrication souhaitée.

Adresser réponses et C.V. sous n° 62.092, CONTEXTE Publicité, 21, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CODEX 01, qui transmettra.

## GROUPE INDUSTRIEL EN EXPANSION

Région CHAMPAGNE - 150 Kms Paris

recherche

### adjoint au directeur informatique

Spécialiste systèmes (DOS-CICS-VSAM) pour la mise en œuvre et la diffusion du logiciel pour assurer l'efficacité du système (matériel IBM).

- Le développement des procédures de télétransmission et des télécommunications avec filiales en France et étranger équipées de terminaux.
- La promotion des méthodes nouvelles dont la mise en place d'une base de données.

Situation en rapport avec la qualification du candidat. Bon climat de coopération avec les utilisateurs.

Envoyer C.V. + photo à DUVAL PB 60bis rue Dombasle - 75015 PARIS.

### adjoint de direction

ANGERS - 90.000 +

P.M.E. Agro-Alimentaire en expansion recherche un ADJOINT DE DIRECTION pour secondariser efficacement le Chef d'entreprise dans ses fonctions commerciales et techniques. Ce poste, qui exige des déplacements, conviendrait à un candidat jeune, de formation supérieure, animé d'une vision réelle d'évolution tant pour lui-même que pour l'entreprise. Il sera donc capable d'initiatives et participera aux études d'investissement, aux projets de recherche, de développement.

Anglais courant.  
Adresser votre dossier de candidature sous réf. 1478-M en indiquant vos prétentions à  
ouest recrutement  
Le Centre du Jaz - B.P. 2211 - 49022 Angers Cedex.  
Votre dossier ne sera transmis à l'entreprise qu'avec votre accord.

## DIRECTEURS DE RESIDENCES HOTELIERES

80-100 000 F + Logement

Savoie



Les Arcs

L'élaboration de leurs budgets, de leurs résultats d'exploitation, des achats, de l'entretien, de l'animation et de la direction du personnel (30-40 permanents - 100 à 150 saisonniers). Ils gèreront leur planning de remplissage et ils veilleront particulièrement à la qualité de l'accueil et de l'animation de leur unité. Les candidats retenus, âgés d'au moins 27 ans, posséderont une bonne culture générale et une expérience professionnelle de plusieurs années de la gestion et de l'animation d'ensembles hôteliers ou de résidences hôtelières. Ecrire sous référence 369/M à :

G.R.H. Conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

## Importante Société d'Aménagement d'un Groupe National

### un juriste HF

Il intervient comme consultant auprès des sociétés du Groupe dans les domaines administratif, juridique et fiscal : montages d'opérations, mise au point de documents juridiques, suivi de la législation, de la réglementation et du contentieux.

Le poste convient à un diplômé d'études supérieures juridiques ayant de bonnes connaissances en aménagement et droit de l'urbanisme et une expérience similaire de plusieurs années.

Adresser C.V., photo, prétentions et réf. SAVE (mentionnée en enveloppe) à :

Publicis Conseil

EMPLOIS et CARRIÈRES

30, rue Vernet, 75008 PARIS

## ESC, DECS en province

Situés à l'Ouest de la France, et dans un secteur lié à l'automobile, nous connaissons une expansion régulière qui nous conduit aujourd'hui à recruter l'une de nos activités.

Sous l'autorité immédiate du Directeur Financier, nous vous confierons la responsabilité de la cellule qui va regrouper la totalité de la fonction comptable de cette unité. C'est un homme jeune, mais ayant déjà une expérience comptable complète que nous recherchons. Il, en particulier, une pratique significative de la comptabilité analytique en milieu industriel. C'est aussi un homme à l'esprit ouvert capable d'assumer les quelques tâches administratives qu'il aura à effectuer par ailleurs. Un bon niveau de formation (ESC, DECS) est nécessaire pour bien maîtriser le poste, aujourd'hui et demain.

Les consultants de Sirca nous transmettront les dossiers des candidats disponibles rapidement : écrivez-leur sous référence 802 422 M



**Sirca**

11, avenue Delcassé - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

## responsables de programmes

LYON ou TOULOUSE

Une des plus importantes sociétés françaises de promotion et de construction de maisons individuelles en secteur groupé recherche deux RESPONSABLES DE PROGRAMMES

Après une période de formation, ils auront la responsabilité complète de la gestion financière, administrative et commerciale d'un pool de plusieurs programmes dans les régions de LYON ou de TOULOUSE. Ils bénéficieront de l'appui des services techniques de la Société et disposeront d'une large autonomie du fait de leur forte expérience de la maison individuelle et notamment du secteur aisé.

Chacun de ces postes, l'un basé à LYON, l'autre à TOULOUSE, offre de larges perspectives d'évolution, une rémunération et des avantages motivants.

Les candidats intéressés adresseront un dossier sous référence 7851 en précisant la région choisie, à :

QF organisation et publicité

2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

## INGÉNIEUR TRAVAUX

TP - GENIE CIVIL

RÉGION EST

Une société française (5.000 p. - C.A. 800 millions F), filiale de l'un des premiers groupes industriels français et spécialiste dans le bâtiment, les T.P. et le Génie Civil, recherche un INGÉNIEUR TRAVAUX « T.P. et GENIE CIVIL » pour l'une de ses directions régionales. Sous l'autorité du Directeur Régional, il sera responsable de l'activité T.P. et Génie Civil sur son secteur : réponses aux appels d'offres, études de prix, définition des méthodes, organisation et gestion des chantiers, conduite des travaux. Il contrôlera les activités d'une centaine de personnes. Il sera l'interlocuteur de la société auprès des clients et fournisseurs. Le candidat retenu, âgé d'au moins 28 ans, de formation Ingénieur T.P., possèdera une expérience professionnelle acquise dans une entreprise T.P. tant en B.E. qu'en conduite de travaux. Ecrire sous référence 367/M à :

G.H.R. Conseils

3, avenue de Ségur, 75007 PARIS.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.



## emploi régionaux

### DIRECTEUR USINE

La Société des Montagnes de l'Arc (CA 200 millions F - Effectif 300 p./900 en saison), soucieuse de poursuivre son développement, recherche deux DIRECTEURS DE RESIDENCES HOTELIERES. Sous l'autorité du Directeur d'Exploitation, ils seront chargés de la gestion complète d'ensembles hôteliers considérés comme centre de profit et comprenant 60 à 100 chambres d'hôtel, restaurants, bars, 300 à 800 appartements en résidences, salles de séminaires, équipements d'animation et loisirs... Dans cette optique, ils seront responsables de l'élaboration de leurs budgets, de leurs résultats d'exploitation, des achats, de l'entretien, de l'animation et de la direction du personnel (30-40 permanents - 100 à 150 saisonniers). Ils gèreront leur planning de remplissage et ils veilleront particulièrement à la qualité de l'accueil et de l'animation de leur unité. Les candidats retenus, âgés d'au moins 27 ans, posséderont une bonne culture générale et une expérience professionnelle de plusieurs années de la gestion et de l'animation d'ensembles hôteliers ou de résidences hôtelières. Ecrire sous référence 369/M à :

G.R.H. Conseils  
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.  
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

### UNITE DE MATERIEL TRANSPORT

La Société des Montagnes de l'Arc (CA 200 millions F - Effectif 300 p./900 en saison), soucieuse de poursuivre son développement, recherche deux DIRECTEURS DE RESIDENCES HOTELIERES. Sous l'autorité du Directeur d'Exploitation, ils seront chargés de la gestion complète d'ensembles hôteliers considérés comme centre de profit et comprenant 60 à 100 chambres d'hôtel, restaurants, bars, 300 à 800 appartements en résidences, salles de séminaires, équipements d'animation et loisirs... Dans cette optique, ils seront responsables de l'élaboration de leurs budgets, de leurs résultats d'exploitation, des achats, de l'entretien, de l'animation et de la direction du personnel (30-40 permanents - 100 à 150 saisonniers). Ils gèreront leur planning de remplissage et ils veilleront particulièrement à la qualité de l'accueil et de l'animation de leur unité. Les candidats retenus, âgés d'au moins 27 ans, posséderont une bonne culture générale et une expérience professionnelle de plusieurs années de la gestion et de l'animation d'ensembles hôteliers ou de résidences hôtelières. Ecrire sous référence 369/M à :

G.R.H. Conseils  
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.  
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

### INSPECTEUR DES VENTES

La Société des Montagnes de l'Arc (CA 200 millions F - Effectif 300 p./900 en saison), soucieuse de poursuivre son développement, recherche deux DIRECTEURS DE RESIDENCES HOTELIERES. Sous l'autorité du Directeur d'Exploitation, ils seront chargés de la gestion complète d'ensembles hôteliers considérés comme centre de profit et comprenant 60 à 100 chambres d'hôtel, restaurants, bars, 300 à 800 appartements en résidences, salles de séminaires, équipements d'animation et loisirs... Dans cette optique, ils seront responsables de l'élaboration de leurs budgets, de leurs résultats d'exploitation, des achats, de l'entretien, de l'animation et de la direction du personnel (30-40 permanents - 100 à 150 saisonniers). Ils gèreront leur planning de remplissage et ils veilleront particulièrement à la qualité de l'accueil et de l'animation de leur unité. Les candidats retenus, âgés d'au moins 27 ans, posséderont une bonne culture générale et une expérience professionnelle de plusieurs années de la gestion et de l'animation d'ensembles hôteliers ou de résidences hôtelières. Ecrire sous référence 369/M à :

G.R.H. Conseils  
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.  
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	67,00
IMMOBILIER	14,00	16,40
AUTOMOBILES	30,00	45,80
AGENDA	30,00	45,80
PROP. COMM. CAPITAUX	106,00	123,40

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENREGISTREES	Le m/m tel.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**Société composants électroniques passifs**  
pour son unité de production  
(130 personnes)

### DIRECTEUR D'USINE

Homme de terrain sachant diriger, gérer et assurer, il aura une bonne connaissance des hommes acquis dans un poste similaire.

Sous l'autorité du Directeur Industriel, il aura pour mission essentielle de diriger les services Fabrication, Méthodes, Travaux néufs et Ordonnancement.

De formation Ingénieur A.M. ou équivalent, il aura une expérience en méthode et fabrication de matériel électrique ou électronique.

Des connaissances en injection matières plastiques, automatique et gestion de production sont nécessaires.

Le poste est à pourvoir dans l'Aisne.  
Ecrire avec C.V., photo, prétentions n° 15.369  
PUBLICITE ROGER BLEY  
101, rue Réaumur 75002 PARIS.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE**  
Spécialité Chaudières et machines à vapeur

### ADJOINT AU DIRECTEUR TECHNIQUE

pour assurer coordination entre service technique et production.  
• 25 ans minimum.  
• Ingénieur A. et M. ou équiv.  
• Libre radicalement.

Envoyer C.V. au n° 8.439 « Le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75002 Paris Cedex 09.

Union régionale d'associations Rhône-Alpes recherche ANIMATEUR pour assurer, encadrer, diriger et présider, coordination des associations (laïques, catholiques, protestantes, bouddhistes, etc.) expérience mouvement associatif ou syndical. Coordonner les actions sociales. Envoyer C.V. et prétentions. Ecr. n° 8.442 « Le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75002 Paris Cedex 09.

Foyer James Travailliers recrute pour le 1er sept. 1980 : animateur (trice) du Mouvement Éducateur (trice). Adr. candidat, E.C.V. au n° 8.442 « Le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75002 Paris Cedex 09, qui transmet.

Industries Françaises du médicament, Centre d'études biopharmaceutiques, 5, P. 503 MISSEY, 92000 EVRY-Courcouronnes, recherche un TOXICOLOGUE, docteur vétérinaire, anglais, français, C.V. et prétentions.

VILLE DU HAVRE recrute sur titre **INGÉNIEURS DIP.** pour service assainissement, voirie, circulation, études, usines, garage. Salaire net de 4.200 F. Adresser C.V. et diplômes à M. le MAIRE, Bureau du personnel, avant le 15/9.

**INSTITUT LAURE/LANGEVIN (GRENOBLE, France)**  
Organisme franco-allemand (420 agents)

possédant un réacteur à haut flux recherche

### UN TRADUCTEUR/INTERPRÈTE

Pour un poste à mi-temps (soit 20 h. en moyenne par semaine).

Le travail consiste en traductions de documents scientifiques, techniques et administratifs en anglais et français à traduire en allemand.

Les candidats doivent être traducteurs, avec une formation scientifique et posséder des diplômes d'études supérieures. Ils doivent posséder une expérience de plusieurs années acquise dans un organisme scientifique. Langue maternelle allemande avec maîtrise parfaite de l'anglais et très bonnes connaissances de français.

Rémunération brute annuelle pour un mi-temps de 46.000 F à 67.000 F selon qualification et expérience, plus primes de déplacement éventuelles, accoutumance (considérable) et primes vacataires supplémentaires et remboursement de frais de voyage et de déménagement.

Candidatures avec curriculum vitae à M. W. GRILL, Institut LAURE-LANGEVIN, 138 X Centre de 711, 38042 GRENOBLE Cedex, sous la ref. ILL 89/78. Date limite 30-6-1980.

**SECIM (Groupe Creusot-Loire)** recherche pour le B.E. de son département « Presses Hydrauliques » de MONTEBISON (42)

— un **INGÉNIEUR HYDRAULICIEN** confirmé dans le domaine des grosses centrales hydrauliques. (RÉF. HYD)

— deux **INGÉNIEURS MÉCANICIENS** débutants (ENI, AM ou équivalent + anglais). (RÉF. MEC).

Vous pouvez adresser votre C.V. détaillé et vos prétentions à SECIM - C. ALIBERT, 107, boulevard de la Mission-Marchand, 92400 COURBEVOIE.

Très importante société **TUYAUTERIE INDUSTRIELLE** recherche

### INGÉNIEURS

formation A.M. ou E.N.I. pour son département « TRAVAUX EXTÉRIEURS » afin de prendre en charge le suivi de la réalisation de GROS CHANTIERS DE MONTAGES (maillages, péroles, pérochins).

Nécessité d'accepter des déplacements et d'avoir quelques années d'expérience des chantiers.

Adresser C.V. n° 853.309 à REGIS PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmet.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE** recherche pour gestion du crédit client et conseil auprès de son réseau de concessionnaires.

### CONSEILLER DE GESTION

— H.S.C. ou équivalent.  
— Jeune, même débutant.  
— Formation assurée.  
— Sens des contacts humains.

Ecr. av. C.V. et photo à DUQUESNE FURINA S.A., Crédit Gestion, CEDEX 202, 78040 BOUYEN.



**NOUS SOMMES LES PREMIERS EN TELEPHONIE PRIVEE SUR LE MARCHE FRANCAIS.**

**NOUS NOUS DEVELOPPONS TRES RAPIDEMENT AU PLAN INTERNATIONAL.**

Nous recherchons :

### acheteur électronique

**MISSION :**  
• Négocier et traiter tous les marchés à court et long terme de composants électroniques pour l'entreprise.  
• Etablir et entretenir des contacts à très haut niveau avec les plus grands fournisseurs de composants (américains, japonais, allemands...)

**PROFIL :**  
• Agé de 25 minimum  
• Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole d'Electronique.  
• Parlant couramment anglais.  
• Possédant une expérience :  
— technique dans le domaine des composants,  
— ou commerciale (ventes ou achats)  
• Ayant une grande aptitude aux contacts et entretiens techniques et économiques ainsi qu'une bonne capacité d'adaptation.

Ces déplacements à l'étranger sont à prévoir.  
**LIEU DE TRAVAIL : STRASBOURG**

La rémunération sera fonction de l'expérience acquise.

Envoyer C.V. et prétentions à **LA TELEPHONIE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE**, Direction du Personnel - 206 Route de Colmar - BP 57 67023 STRASBOURG CEDEX.



**ANNECY**  
Haute-Savoie

**LA SOCIÉTÉ NOUVELLE DE ROULEMENTS**  
4.000 personnes  
recherche

### LE RESPONSABLE DES PROJETS D'ORGANISATION

de sa Direction Commerciale

Il prendra en charge ses différents problèmes d'organisation :  
— création et gestion des ventes ;  
— administration commerciale ;  
— gestion des stocks.

Il collaborera avec les services informatiques, Poste à pourvoir à ANNECY, mais interventions à prévoir dans les implantations commerciales françaises et étrangères.

Formation : Grandes Ecoles Commerciales ou Supérieures. Débiter ou quelques années d'expérience similaire. Large possibilité d'évolution vers d'autres secteurs de la Société au bout de quelques années dans la fonction.

Recrire à S.N.R., Service Emplois des Cadres, sous la réf. ORG. 1, rue des Unions, boîte postale 17, 74010 ANNECY Cedex.

Société française réputée

### MATERIAUX D'ISOLATION

recrute un

### AGENT COMMERCIAL BATIMENT

Il aura pour objectif de promouvoir les ventes de produits destinés à l'isolation thermique et acoustique des bâtiments auprès de négociants en matériaux de construction, architectes, promoteurs, prescripteurs... Il assurera en outre les conseils techniques d'application et de mise en œuvre. Basé à Besançon, il sera notre DÉLÉGUÉ sur la Doubs, Haute-Saône, Territoire de Belfort et Sud du Jura-Rhin. Une première expérience du Bâtiment (vente chantiers, appels techniques) est demandée. Rémunération fixe + remboursement de frais.

Envoyer rapidement lettre de candidature sous référence 6167 à EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney - 75002 PARIS.

Très importante société **TUYAUTERIE INDUSTRIELLE** recherche

### INGÉNIEUR CALCULATEUR

pour prendre à brève échéance la direction du SERVICE CALCUL de la société.

— Agé de trente ans minimum, de formation grandes écoles, le candidat aura déjà une expérience de quelques années dans le domaine du calcul moderne et de préférence dans l'activité tuyauterie.

Adresser C.V. détaillé n° 853.311 REGIS-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris qui transmettra.

**NORMANDIE**

### CHEF DU PERSONNEL

Cet important hypermarché, appartenant à un des groupes français les plus performants du secteur de la grande distribution, emploie 450 personnes.

Sous l'autorité et en collaboration avec le Directeur du magasin, le titulaire du poste prend en charge l'ensemble de la fonction Personnel.

Il est responsable de l'embauche, des relations sociales et de la gestion des personnes. Soucieux du développement humain, il propose des plans de formation à tous les niveaux et cherche à toujours améliorer les conditions de travail. Il participe aussi à l'abaissement des coûts de production, en optimisant l'organigramme.

Nous souhaitons rencontrer de véritables hommes de personnel, ayant un minimum de 5 ans d'expérience dans une fonction similaire.

Merci d'adresser une lettre manuscrite de motivation, CV, photo et salaire actuel sous référence M 11370 H, à

**egor promotion**  
8 rue de Berli 75008 Paris

**FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL**  
en expansion très rapide, secteur service, recherche son

### Directeur administratif et financier

Agé de 30 ans minimum, ESC - Option finance/Comptabilité ou DECS 3 à 5 ans d'expérience. Anglais courant indispensable.

POSTE BASE A LYON  
Env. CV, photo et lettre manuscrite s/réf. 1113 à SOURCES, 108 rue St Honoré 75001 Paris

**GROUPE FRANCAIS DE SERVICES**  
18.000 PERSONNES

C.A. consolidé : 2,5 milliards de F. rec. pour la DIRECTION REGIONALE OUEST/SUD-OUEST basée à

**NANTES**  
de sa plus importante activité en France

### JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

RESPONSABILITÉS ÉTENDUES au niveau de la Direction Régionale (16 dépts) : CONTRÔLE DE GESTION et responsabilité administrative de 50 unités d'exploitation de base.

**POSTE « TREMPLIN »** pour :  
• Jeune DIPLÔME Grande Ecole ou E.S.C. option Comptabilité Finances.  
• 2 à 4 ans d'EXPERIENCE (indispensable) de CONTRÔLE DE GESTION ou Comptabilité.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo s/réf. 4403 à

**SC sélection conseil**  
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Les Amis des Gens du Voyage Ile-et-Vilaine (promotion 1978 et 1979) cherche

un **CHIMISTE** Travailleur Social expérience animation équipe et gestion pour

**POSTE DIRECTEUR** (indice 222 C.A.P.) Env. C.V. et photo avant le 21-6 à Mme la Présidente, 68 avenue Gros-Mathon, 35000 RENNES. Tél. 02 99 25 25 45.

Importante Société implantée dans la Manche recrute pour l'une de ses filiales situées à COUTANCES (150 personnes)

**UN COMPTABLE QUALIFIÉ** ouvrier 30 ans, formation O.E.C. ou diplôme équivalent. Il aura, pendant quelques années, assurées effectivement toutes les opérations comptables et fiscales et établi personnellement déclarations et bilans. Adresser C.V. détaillé et prétentions à CASAB, B.P. 11, 50200 Coutances.

Cabinet **GRENOBLE RECHERCHE**

**FISCALISTE** Drott E.N.I. ou équivalent. Expér. clientèle. Envoyer C.V., photo, prétentions HAVAS 976, BP 27, 38004 GRENOBLE Ced.

**JEUNE DIPLÔME** niveau I.U.T. informatique pour traitement de fichiers et d'enquêtes (I.N.T. souhaité). Env. C.V. avec photo et prêt.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir bien indiquer soigneusement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressement et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

**La Société VOLKSWAGEN FRANCE** recherche pour la zone : ST-ETIENNE - CLERMONT-FERRAND, un

### INSPECTEUR DES VENTES

En liaison étroite avec le Chef de région (Lyon), il sera chargé :

— d'informer les concessionnaires de la marque de la politique commerciale de la société ;  
— de former, de motiver et d'encadrer le personnel de vente des concessionnaires ;  
— d'organiser les concessions au niveau commercial ;  
— de contrôler les résultats obtenus sur sa zone.

Le poste convient à un candidat de niveau études supérieures (SUP de CO, IEP) ; il aura une bonne aptitude naturelle et le sens de l'argumentation.

La connaissance du milieu automobile est souhaitable. L'expérience de la vente et de l'animation d'un réseau est exigée.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Département du Personnel - B.P. 62 02600 VILLERS-COTTERETS, sous référence RPZ/125.



**C.G.I. - ARTOIS-DOUAISSIS** recherche pour leur service de formation (300 000 heures-stagiaires)

### RESPONSABLE DEVELOPPEMENT

— Etudes supérieures. Pratique de la pédagogie des adultes.  
— Expérience des responsabilités et de l'animation. Sa mission :  
— Promouvoir et suivre les actions de formation.  
— Participer au contrôle de gestion.  
— Assurer les relations avec l'environnement.  
— Rechercher le développement de son unité.  
— Pédagogue - Gestionnaire et commercial.  
— Perspectives réelles d'évolution.

Adresser curriculum vitae et prétentions à : A.B.C. - 28, rue Barthelemy - 92133 SOUSSEY.



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## INGENIEURS GRANDE ECOLE DEBUTANTS ou PREMIERE EXPERIENCE

IMPORTANT CENTRE D'ETUDES  
d'une société spécialisée en électronique de pointe  
recherche dans le cadre du développement de ses activités

### ETUDE et DEVELOPPEMENT ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE

(Réf. MEH)

Réalisation de produits nouveaux dans les domaines :  
- de la péri-informatique  
- des automatismes  
- de la téléphonie spécialisée

### CONCEPTION de SYSTEMES INFORMATIQUE TEMPS REEL sur MICROPROCESSEURS

(Réf. GBS)

pour application automatismes industriels, transports.

### CONCEPTION et REALISATION de SYSTEMES et PRODUITS TELEMATIQUE

(Réf. DVI)

dans les secteurs suivants :  
- réseaux téléinformatique  
- systèmes et terminaux de bureautique,

### INFORMATISATION de GESTION d'AFFAIRES et d'APPROVISIONNEMENTS

(Réf. YN)

### CONCEPTION et DEVELOPPEMENT LOGICIEL TEMPS REEL sur MICROPROCESSEURS

(Réf. OG)

Réalisation de terminaux connectables aux réseaux téléinfor-  
matique dans des domaines très variés :  
- téléphonie  
- saisie d'informations  
- signalisation  
- CAO

### ETUDE en INDUSTRIALISATION et ERGONOMIE de MATERIELS

(Réf. BRG)

dans les applications télématique.

Lieu de travail : BANLIEUE SUD OUEST DE PARIS

Transport assuré par cars gratuits - Restaurant d'entreprise.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous le n° 62134 CONTEXTE PUBLICITE  
20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra en rappelant la référence de l'activité choisie.

### Important Organisme Mutualiste de PRÉVOYANCE

recherche

### DIRECTEUR

Principalement responsable de la promotion  
(recherche et traitement des adhérents) et de  
la gestion du personnel

Ayant

- Formation supérieure ;
- Expérience confirmée du marketing d'une  
compagnie d'assurances ou similaire.

Ecrire sous n° 8.452 à « Le Monde » Publiité,  
5, rue des Italiens, 75427 Paris cedex 09, qui tr.

### QUAND L'INFORMATIQUE MÈNE AUX RESPONSABILITÉS

Filiale d'un des premiers groupes industriels français, notre entreprise est mondialement connue  
par sa maîtrise d'une technologie très avancée. Nos activités, ont évolué  
rapidement ainsi d'ailleurs que nos effectifs (4500 personnes).  
L'informatique de gestion doit suivre ce développement et s'adapter souvent dans un contexte  
difficile, aux besoins d'utilisateurs plus nombreux et plus diversifiés.  
C'est pourquoi nous souhaitons recruter un jeune

### INFORMATICIEN

diplômé MIAGE ou équivalent, ayant 2 à 5 années d'expérience en informatique de gestion, et  
connaissant le matériel IBM (COBOL - OS). Une expérience pratique de gestion de base de don-  
nées et en télétraitement serait un atout.  
Ses premières responsabilités de conception et de réalisation d'application, en relation avec les  
utilisateurs, doivent évoluer vers des fonctions d'encadrement.  
Elles nécessitent une implication profonde dans l'évolution du département et la capacité de  
prendre en charge des applications classiques aussi bien que spécifiques à nos activités.

Les dossiers de candidature sont à adresser, sous la réf. 79430 M, à  
HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

### IMPORTANTE STÉ D'EXPERTISE COMPTABLE

recherche

### EXPERT - COMPTABLE

titulaire diplôme universitaire, pour assurer, en  
réalité, directe avec la Direction Générale à PARIS :  
- l'élaboration et l'adaptation des méthodes et  
procédures comptables et fonction de la légis-  
lation et des normes professionnelles ;  
- les suivi et respect des instructions en la  
matière auprès de ses Bureaux Régionaux ;  
- l'admission et le contrôle sur le plan technique  
comptable des responsables et personnel d'en-  
cadrement au siège et en province ;  
- une participation aux séminaires de formation  
et d'information destinés aux collaborateurs et  
à la clientèle.

Poste de haut niveau nécessitant une expérience  
de cabinet confirmée et la sensibilité des relations  
humaines.

Rémunération liée à la valeur professionnelle  
et personnelle du candidat.

Envoyer C.V., lettre man., photo et prétentions,  
sous le numéro 8.453, « Le Monde » Publiité,  
5, rue des Italiens - 75427 PARIS - CEDEX 09.

## directeur informatique

Spécialisés en équipement pour la communication d'affaires et  
la bureautique, nous sommes filiales d'un groupe industriel im-  
portant.

Le développement de notre CA depuis quatre ans et nos perspec-  
tives de développement soutenu nécessitent le franchissement  
d'un nouveau pas organisationnel.

Nous créons le Service Informatique et recherchons pour cela  
un DIRECTEUR INFORMATIQUE qui, après avoir établi un  
plan informatique répondant à nos desiderata en matière de  
gestion administrative (traitement des commandes, comptabili-  
té générale et analytique, ...) et de gestion de production (ordon-  
nement, lancement, stocks, service après-vente, ...) prendra  
en charge sa réalisation (choix et mise en œuvre des matériels,  
logiciels, collaborateurs).

Nous cherchons un technicien doublé d'un généraliste. Gé-  
néraliste pour ne pas faire de l'informatique une fin en soi, tech-  
nicien pour correctement choisir et conduire les moyens dont il  
dispose. Une formation supérieure, plusieurs années d'expé-  
rience dans un poste couvrant la majeure partie de la fonction ainsi  
qu'une expérience pratique de l'entretien de gestion sont pour  
nous des critères essentiels. Une forte personnalité, une  
capacité à gérer un quotidien souvent chaotique, tout en pré-  
parant un avenir efficace pour faire face à notre croissance, se-  
ront aussi des atouts qui ne nous laisseront pas insensibles.

Le lieu de travail est à Boulogne Billancourt.

Envoyer C.V. et rémunération souhaitée sous référence 1639-M  
à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising  
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

### THE CHASE MANHATTAN BANK recherche

### JEUNES DIPLOMES GRANDES ECOLES

Après une période de formation théorique et  
pratique de 18 mois à Londres et à Paris, les  
titulaires aborderont une carrière internationale  
dans des postes de haute responsabilité essen-  
tiellement orientés, au départ, vers la négocia-  
tion et la gestion de prêts accordés aux sociétés  
multinationales.

Les candidats intéressés - débutants ou ayant  
une première expérience - doivent absolument :  
● être diplômés d'une Grande Ecole Com-  
merciale ou de Gestion (HEC, ESSEC, Sciences  
Po., Sup. de Co.) ou d'ingénieurs,  
● avoir le sens de la négociation commerciale,  
● avoir une ouverture internationale,  
● être parfaitement bilingues Anglais-Français,  
l'Anglais étant la langue de travail,  
● une formation complémentaire de type MBA  
serait appréciée.

Merci d'envoyer C.V. et photo à  
Elizabeth Lamiral, Service Recrutement  
THE CHASE MANHATTAN BANK  
41 rue Cambon, 75001 PARIS.

### Société Aéronautique Division pièces forge et fonderie, Usinage, traitements thermiques recherche

### Ingénieur entretien

Le poste : diriger atelier entretien  
mécanique, électricité, hydraulique et  
thermique. Gérer 35 personnes.  
Coordonner exécution travaux internes  
et traiter avec entreprises extérieures.  
L'Homme : formation Ingénieur A.M., INPG,  
ENSEM, Centrale...  
5 à 10 ans d'expérience industrielle.  
Compétences techniques et aptitudes pour  
assurer efficacité et saine gestion  
du service.

Les conditions : Lieu de travail proche  
banlieue PARIS  
Appointements à négocier.  
Avantages sociaux Groupe.

Adresser C.V. et photo à  
PAJ CONSEIL, Réf. H. 159  
2, rue des Dardanelles  
75017 PARIS

ESTRUC

EN RECRUTEMENT

Délégué  
Général  
150 000 F

Nous sommes un organisme professionnel d'importance na-  
tionale : Nous recherchons un Délégué Général (siège à PARIS).

Son action se répartira suivant ces domaines :

- administratif et gestion : comptabilité, direction du personnel
- relations presse
- manifestations à caractère national
- organisation et préparation des assemblées générales et régionales.

Outre les qualités d'administrateur et d'organisateur indispen-  
sables pour réussir dans cette mission, il est nécessaire de posséder  
l'expérience des relations publiques et l'habitude des contacts  
avec les organisations officielles.

Merci d'adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle  
sous la référence 005228 M (à mentionner sur l'enveloppe) à  
Département "Industrie Pharmaceutique".  
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS  
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06  
MEMBRE DES SYNTHE

### UNE BANQUE FRANÇAISE DE RENOMMÉE MONDIALE offre de larges perspectives à de jeunes ingénieurs

Elle recherche pour PARIS

### UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN

pour la gestion du personnel

Réf. : 146

Cet ingénieur s'intègre à l'équipe dirigeante d'un service  
autonome de 30 personnes. Ce service est responsable, sur le  
plan informatique (conception, réalisation, exploitation), de  
la pays et de la gestion d'une vaste population et dispose  
de moyens modernes de conception et de mise au point.  
Chargé de tâches variées, le candidat réseau, de formation  
grande école ou universitaire de haut niveau, aura une  
expérience minimum de deux ans. La connaissance du matériel  
CII HB 66 serait appréciée.

### SIX INGÉNIEURS INFORMATIENS DÉBUTANTS

Réf. : 147

Dépendant de la Direction Générale, ils participeront à  
l'étude et à la réalisation des systèmes informatiques d'appuyant  
sur des techniques de pointe. Les domaines de réalisation sont  
très divers : système général d'information de la banque  
(comptabilité, aide à la gestion et à l'exploitation bancaire),  
opérations avec l'étranger, opérations aux titres.

Les candidats retenus auront une formation grande école  
ou universitaire de haut niveau.

Pour tous ces postes, une formation complémentaire et  
permanente ainsi que de larges perspectives d'évolution de  
carrière sont assurées.

Recevoir en précedant la référence à A.L. CONSEIL,  
24, rue Murillo, 75005 PARIS,  
qui garantit discrétion et réponse.

ALconseil

### Pourquoi pas exporter des centrales à béton?

Si vous êtes du métier, vous savez que les français n'ont pas à avoir de  
complexes dans le matériel BTP et que nos productions se vendent  
aussi bien à Mannheim qu'à Abu Dhabi, Athènes ou Bagdad. Vous  
savez aussi que chaque vente correspond à un besoin précis et que le  
matériel est de plus en plus sophistiqué : pesage, dosage, automatismes,  
contrôle de qualité.

Nous avons d'excellentes références mais notre directeur d'expor-  
tation nous quitte et il nous faut le remplacer. D'où notre recherche  
d'un vrai professionnel de l'exportation. Le candidat idéal aurait  
déjà vendu des centrales à béton, mais vous pourriez peut-être vous  
mettre à cette technique si vous avez déjà réussi comme utilisateur de  
béton ou comme exportateur de matériel de génie chimique. Inutile  
de vous dire que vous devez travailler en anglais tout comme la  
douzaine de cadres dont vous deviendrez le patron, pour obtenir avec  
eux le meilleur compte d'exploitation, critère de la réussite de votre  
département. Parce que vous auriez une responsabilité totale qui  
commence à l'évolution des produits et se termine aux recouvrements,  
en passant par le marketing, le S.A.V. etc...

Voulez-vous prendre un premier contact par écrit avec les conseils de  
Sirca sous référence 804 425 M. Discretion assurée.

Sirca  
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS  
MEMBRE DES SYNTHE

offres d'emploi

## adjoint au directeur des recherches INDUSTRIE DE LA SANTE

Paris Cedex 12

COLAS

## jeune cadre comptable

conseil en  
droit social

JURISTE SOCIAL

JEUNE DIPLOME  
ECOLE DE COMMERCE

ICCA

JEUNE DIPLOME  
ECOLE DE COMMERCE

gestion de projets informatiques  
chez Rank Xerox France

gestion de projets informatiques  
chez Rank Xerox France

gestion de projets informatiques  
chez Rank Xerox France

gestion de projets informatiques  
chez Rank Xerox France

gestion de projets informatiques  
chez Rank Xerox France

gestion de projets informatiques  
chez Rank Xerox France



REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## adjoint au directeur des recherches INDUSTRIE DE LA SANTE

Nous sommes un important Laboratoire Pharmaceutique Français et nous recherchons l'Adjoint de notre Directeur des Recherches. Ce poste de responsabilité s'adresse à un Homme de formation scientifique supérieure, âgé d'au moins 35 ans et possédant une très solide expérience de la Recherche dans l'Industrie Pharmaceutique. C'est avant tout un "Généraliste" que nous voudrions rencontrer, Homme d'animation et de concertation. Il secondera notre Directeur aussi bien dans le domaine des axes de Recherche que du Développement. Il coordonnera et gèrera notre Centre Scientifique expérimental mais aussi psychologique, ayant le sens du dialogue, tel est le futur Collaborateur de haut niveau que nous voulons engager. Lieu de travail: Paris Ouest.  
Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo récente sous référence 391-M à  
**selor**  
29, rue Tronchet - 75008 Paris

**COLAS**

**GROUPE INTERNATIONAL DE TRAVAUX PUBLICS**  
Implanté en France (100 Agences et Filiales) et dans 30 pays à l'Etranger, C.A. 1979 : 4,3 Milliards dont 41 % hors de France.

### Jeune cadre comptable

Nous souhaitons renforcer notre Service Comptable en y intégrant un jeune cadre de formation supérieure (E.S.C. ou Maîtrise) étant spécialisé dans ce domaine. Après formation et quelques années de carrière, il pourra évoluer vers des fonctions élargies dans le domaine administratif, en prenant la responsabilité des services administratifs et comptables de l'une de nos Directions Régionales ou Filiales, en province ou à l'étranger.  
Adresser lettre, C.V., photo et prétentions à : Société Routière COLAS - Service Recrutement, 30, rue du Collège 75008 PARIS.

## conseil en droit social

La Direction des AFFAIRES SOCIALES d'un grand groupe industriel français, recherche un

### JURISTE SOCIAL

qui sera chargé de conseiller et d'assister les Directions de ses établissements industriels en matière d'application de la législation sociale.

Le poste à Paris concerne un (e) diplômé (e) de l'Enseignement Supérieur, âgé (e) de 30 ans au moins, ayant compétence en Droit du Travail et l'expérience de ses applications en milieu industriel, ou dans un organisme professionnel.

Ecrire avec C.V. détaillé sous réf. 1642-M à I.C.A. qui transmettra (discretion assurée).

**I.C.A.** International Classified Advertising  
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

**IMPORTANT GROUPE D'ASSURANCES**  
recherche

## JEUNE DIPLOME ECOLE DE COMMERCE

pour occuper après période de formation un poste de  
**CONSEILLER COMMERCIAL IARD.**

Il sera chargé de présenter, de promouvoir nos produits auprès des courriers parisiens, de recenser leurs besoins, de réaliser enquêtes et études de marché permettant la création de nouveaux produits. Le Groupe, de par sa taille et son importance sur le marché de l'assurance peut offrir de réelles possibilités d'évolution à tout candidat de valeur motivé par la fonction.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée à No 62180 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

## La gestion de projets informatiques chez Rank Xerox France

Vous avez acquis au sein d'une grande entreprise, une solide expérience des techniques informatiques appliquées à la gestion. Vous assurez déjà l'encadrement d'une ou plusieurs équipes, travaillant sur des applications classiques, mais aussi en temps réel et vous souhaitez aujourd'hui, élargir vos responsabilités vers des tâches d'organisation, de coordination de projets, de recherche méthodologique.

Nous sommes en mesure de vous offrir cette possibilité.

Le service Etudes de notre Direction Informatique renforce ses équipes en raison des nombreux développements en cours et à venir (gestion administrative des contrats-gestion du parc machine, facturation...), développements qui font appel à des techniques sophistiquées (bases de données, télétraitement...).

Votre mission vous amènera à prendre en charge un secteur de l'entreprise pour élaborer avec les utilisateurs, les systèmes y afférant. Ensuite, il s'agira de suivre les réalisations, de veiller à ce qu'elles entrent bien dans un plan plus général, défini avec les différentes directions.

Si une telle responsabilité d'encadrement (15 à 20 personnes) et d'organisation correspond à votre expérience et vos aspirations, nous vous demandons de transmettre votre C.V. sous référence C.29 à Mirella DIAZ - RANK XEROX Service Recrutement - 93607 AULNAY-SOUS-BOIS.

**RANK XEROX**

Nous sommes un des tout premiers Groupes français de BATIMENT et TRAVAUX PUBLICS, réputé pour son dynamisme commercial et sa compétence technique. Notre développement régulier et important nous amène à rechercher pour notre Département

## BATIMENT (Scolaire - Hospitalier - Industriel)

### INGENIEURS GRANDES ECOLES

PONTS - CENTRALE - MINES - ESTP...

Ils possèdent déjà une expérience dans des fonctions similaires et se verront confier des postes dans l'un des trois domaines suivants :

#### TRAVAUX

- 2 directeurs (Réf. 01)
- conducteurs de travaux principaux, 2ème échelon et débutants (Réf. 02)

#### METHODES

- ingénieurs débutants et confirmés (Réf. 03)
- En relation avec les services commerciaux et le bureau d'études, ils assurent les méthodes, les études de prix, la préparation des chantiers pour l'exécution.

#### COMMERCIAL

- responsable commercial de haut niveau (Réf. 04)
- responsable produits (scolaire et hospitalier) (Réf. 05)
- ingénieurs (Réf. 06)

Ils assurent la recherche et la sélection d'affaires nouvelles, l'étude et la conception de projets, la négociation.

Nous avons également quelques opportunités intéressantes pour d'excellents TECHNICIENS dans le domaine METHODES ou COMMERCIAL.

Ces postes sont à pourvoir rapidement. La taille de notre Groupe et son implantation nationale et internationale offrent de réelles perspectives d'évolution pour des hommes de valeur, tant en France qu'à l'étranger.

Pour un premier contact, adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant bien la référence du poste à :

**Q7 organisation et publicité**  
2 RUE MARBENO 75001 PARIS / OULTRANSMETRA

## LA BICS Banque Populaire

de la Région Sud de Paris

recrute  
pour PARIS  
et RÉGION PARISIENNE SUD

### JEUNES DIPLOMÉS HF

Licence Sciences Économiques mention économie d'entreprises ou Ecole Supérieure de Commerce (gestion financière) destinés, après un stage de formation rémunéré, à s'intégrer à son équipe

### D'ATTACHÉS COMMERCIAUX

- Fonction : prospection du marché des particuliers et des entreprises
- Perspectives d'avenir : poste de responsabilité dans le réseau des agences.

Ecrire avec Curriculum vitae et prétentions à :  
BICS - Direction du Personnel  
55, Avenue Aristide-Branda  
92120 MONTROUGE

**IMPORTANT  
GROUPE BANCAIRE**  
RECHERCHE POUR SON SERVICE JURIDIQUE  
A PARIS

## JURISTE CONFIRMÉ

**Spécialisé en droit Social**

**HF**

De formation supérieure (maîtrise en droit privé minimum), et possédant un sens juridique aiguisé.

Le poste convient à un candidat ayant une expérience de 7 à 10 années au moins du droit du travail, y compris dans ses aspects procéduraux, au sein d'une entreprise comportant une pluralité d'établissements. Le candidat doit avoir également le goût des travaux d'études.

L'intéressé sera chargé d'examiner des problèmes juridiques complexes et de proposer des solutions concrètes.

Ecrire avec C.V. et prétentions  
sous référence 95670 M à BLEU Publicité  
17, rue du Docteur Labél  
94300 VINCENNES

**SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INGÉNIERIE SPÉCIALISÉE  
DANS LA CONCEPTION ET LA  
RÉALISATION DE STRUCTURES  
OFFSHORE NOUVELLES**

recherche

## un ingénieur commercial expérimenté

CONNAISSANT PARFAITEMENT LE MILIEU  
OFFSHORE INTERNATIONAL.

Ses actions de prospection à tous niveaux auprès des compagnies pétrolières et de leurs consultants permettront de détecter et d'orienter les projets suffisamment en amont, et de proposer, en liaison avec notre direction technique, les solutions les mieux adaptées. Chaque projet sera ainsi suivi jusqu'à l'appel d'offres. Ayant reconnu et défini les besoins du marché pétrolier, il contribuera également à orienter les programmes de notre service Recherche et Développement.

Le candidat, âgé de 40 ans environ, sera parfaitement bilingue français-anglais.

Formation Grandes Ecoles souhaitée - Voyages fréquents.

Adresser dossier de candidature sous référence 2700 M à :  
**PRO/JETS**  
12 rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra.

## ROCHE BIOELECTRONIQUE

recherche son

### RESPONSABLE INFORMATIQUE DE GESTION

- Responsabilités et objectifs :
- assurer la maintenance et l'exploitation des systèmes en place
- prendre en charge les nouvelles applications
- assurer le bon fonctionnement du service

Le candidat retenu possèdera une bonne expérience et aura de bonnes connaissances de gestion et d'analyse programmation (Gap II temps réel impératif, COBOL souhaité)

- la gestion d'un centre informatique situé à Montigny le Bretonneux disposant d'un IBM 34 pour la gestion industrielle et d'un NCR 84-30 pour les applications comptables
- l'encadrement et l'animation d'une équipe

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à René BOURG - B.P. 71  
78194 TRAPPES Cedex.







offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**Responsable Commercial**  
(ESG, ESSEC.)  
120-000 F

Nous sommes un groupe dont l'activité principale est orientée vers le transport. Notre chiffre d'affaires actuel est de 200 millions de francs et nous progressons très régulièrement.

Nous recherchons UN CADRE COMMERCIAL pour notre département LOCATION DE CAMIONS. Il développera ce service par une action personnelle de prospection et de négociation auprès des entreprises.

Nous mettons à sa disposition un appui logistique et publicitaire important. En fonction de sa réussite, nous lui confierons la totale responsabilité de cette activité (qui représente aujourd'hui un chiffre d'affaires de 14 millions de francs) ainsi que de réelles possibilités d'évolution à l'intérieur de notre groupe.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (ESSEC ou ESG) qui possède des aptitudes et des talents de vendeur (acquis éventuellement au cours d'une première expérience) et des qualités de gestionnaire. Il bénéficiera d'une voiture de fonction.

Merci d'adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle ss réf. 004202 M (à mentionner sur l'enveloppe) à notre département Sociétés de Services.

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, rue Denton 75263 Paris Cedex 06  
MEMBRE DE SYNTIC

BKC

**GIERS**  
**Schlumberger**

centre de recherche du groupe Schlumberger, pour son activité MESURE ET REGULATION.

Nous développons des produits liés à l'instrumentation de mesure dans des technologies de pointe.

Nous recherchons, pour renforcer l'équipe du laboratoire de micro-électronique un

**ingénieur**  
GRANDE ECOLE  
micro-électronique hybride

Il aura une expérience de 2 à 3 ans des circuits hybrides dans les technologies « Couches Minces » et « Couches Epaisse ». En relation étroite avec le responsable du laboratoire, il prendra en main des études technologiques dans les deux filières et il s'occupera d'études d'intégration de fonctions électroniques, en travaillant en rapport étroit avec les différents unités du groupe.

Homme d'études, il saura s'intégrer dans une équipe et sa valeur lui permettra d'évoluer vers des postes de responsabilité.

La connaissance de l'anglais serait vivement appréciée.

Veuillez adresser votre candidature à Mademoiselle Marie-José Vilfoins, GIERS, 12 place des Etats-Unis, BP 121, 92124 MONTRouGE Cedex.

**un spécialiste des systèmes informatiques pour notre service formation**

Vous vendez des matériels informatiques ou vous êtes un spécialiste du logiciel. Après quelques années, vous souhaitez mettre vos connaissances au service des autres dans le cadre d'une Société structurée et performante.

OLIVETTI FRANCE peut répondre à cette attente en vous proposant de renforcer son Service Formation en tant que responsable de la conception et de l'animation de stages destinés à des ingénieurs commerciaux et au personnel du logiciel.

Si vous êtes FORTEMENT MOTIVÉ pour communiquer aux autres ce que vous savez, contactez-nous. Vous pouvez compter sur notre entière discrétion.

OLIVETTI FRANCE - D.P.R.H. (Réf. 7828) - 91, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.

**olivetti** un grand de l'informatique

**ANSWARE**

Division Conseil et assistance en organisation et informatique recherche des

**INFORMATIENS**

Informatique de gestion

**20 analystes et programmeurs confirmés**

connaissant si possible CICS, IMS, HB 64/68 (Réf. DCA/061).

Informatique technique et industrielle

**ingénieurs informaticiens diplômés**

ayant quelques années d'expérience (Réf. DCA/062).

- Rémunération motivante
- Avantages sociaux
- Possibilités d'absence pour les congés 80.
- et surtout de réelles opportunités de carrière.

Envoyer sous référence correspondante votre C.V. détaillé, photo, prétentions et délai de disponibilité à 135 rue de la Pompe 75116 Paris.

**THOMSON-CSF**  
INFORMATIQUE

**INGENIEURS ANALYSTES**  
**Chefs de projet**

Compétences : - Matériel CII HB Type 68 et/ou 64 DJS TDE.  
- Matériel IBM - IMS DB/DC - DL1 - CICS.  
Des déplacements sont à prévoir.

Adresser C.V. et prétentions, sous réf. EAP 6/80 à SG 2 - 12, avenue Vian-Whitcomb - 75016 PARIS.

**ETPM**

Leader Européen de l'Offshore Pétrolier et à l'Exportation

Vous êtes de ceux qui recherchez une Société à dimension humaine, totalement tournée vers l'exportation.

Nous proposons un poste de :

**JEUNE CADRE FINANCIER**

Intégré dans une équipe chargée de promouvoir et d'assurer la Gestion Financière de la Société et de ses filiales à l'étranger, vous participerez aux prévisions de Trésorerie du Groupe, au montage et au suivi des crédits (équipement, exportation, pré-financement) et à la préparation des dossiers d'assurance COFACE, etc.

- Vous êtes diplômé HEC, ESSEC, ESCP, JEP (Eco-Fin).
- Vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise.
- Vous êtes débiteur ou vous possédez une première expérience acquise dans une Société à vocation internationale.
- Vous êtes basé à Paris mais disponible pour effectuer de courtes missions à l'étranger.

Envoyer C.V., photo, prétentions à Pierre LICHAU SA, 3/ter.1954, BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

**Unilever France Services**

recherche pour une société industrielle située dans la proche banlieue Nord de Paris

**contrôleur de gestion**

Placé sous l'autorité du Directeur Administratif, il intervient non seulement dans le contrôle de gestion et la préparation des plans mais également dans l'organisation administrative et informatique de la société.

Le candidat retenu, diplômé de l'enseignement supérieur, aura une bonne formation comptable et informatique, de préférence une expérience professionnelle de 3 ans et parlera couramment l'anglais.

Adresser C.V. et prétentions (référence XVII/80) au Département Central du Personnel UNILEVER FRANCE SERVICES, 8, Avenue Delcassé 75384 PARIS CEDEX 08.

**chef de produits**

**BIENS D'EQUIPEMENT INDUSTRIELS**

Paris-Est 100.000 F +

Notre client est une société américaine fortement implantée en Europe. Son Siège européen se trouve dans la banlieue Est de Paris. Elle recherche le Chef de Produits - France, chargé d'assurer le développement et la pénétration en France de plusieurs gammes de produits industriels de faible valeur unitaire. Cette fonction requiert : la stratégie marketing et commerciale, le suivi de marché français, la préparation et la présentation des budgets de prospection, le contact avec les grands clients, la formation de l'équipe de vente, la supervision de 6 personnes, etc. Il s'agit, pour une personne de formation supérieure (ingénieur ou grande école de commerce) ayant une première expérience réussie de 3 à 5 ans de la vente, parlant anglais si possible, d'un poste motivant et offrant des possibilités de carrière intéressantes au sein d'une entreprise leader sur son marché. La plus grande discrétion dans l'examen de votre dossier est garantie.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 1899 à I.C.A. qui transmettra.

**ICA** International Classified Advertising  
3, rue d'Anvers - 75010 - PARIS

**Cincom Systems**

le spécialiste des systèmes DB/DC et des systèmes d'application

**RECHERCHE**

**CONSULTANTS TECHNIQUES EN GESTION DE PRODUCTION**

Capables de répondre au succès croissant de notre système de gestion de production MRP et désireux de se spécialiser dans des techniques de pointe. Leur rôle sera de conseiller les utilisateurs grâce à la compétence de leurs besoins. Bon baccalauréat en informatique et/ou en gestion de production. Bon contact humain. Anglais requis.

**INGÉNIEUR DE DÉVELOPPEMENT (CII-HB)**

Spécialiste CII-HB niveau 66, très bonne connaissance GCOS, GMAP indispensable et connaissance TDS, DS appréciée.

**INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX**

Diplômés de l'enseignement supérieur, ayant une bonne expérience des matériels et logiciels IBM, détenteurs de spécialisations dans des logiciels de pointe (SGSD, TR, DICTONNAIRE DE DONNÉES, etc.). Attelés par les applications informatiques. Bon contact humain.

**INGÉNIEURS COMMERCIAUX**

Diplômés de l'enseignement supérieur, ayant une bonne connaissance des applications informatiques et/ou l'expérience de la vente de logiciels. Les candidats retenus seront chargés de la promotion de nos systèmes avancés DB/DC. Ces postes sont à pourvoir à Paris. Des déplacements ponctuels sont à prévoir. Rémunération importante, promotion basée sur les résultats. SGSD TOTAL est disponible sur plus de 25 matériels différents et compatibles avec quelque 3000 utilisateurs le SGSD le plus utilisé à travers le monde.

Envoyez CV manuscrit, photo et prétentions à CINCOM SYSTEMS, 101 des Mairiens, 208, rue Raymond-Losserand, 75680 PARIS CEDEX 14 - Tél. : 545.67.79

**JEUNES FISCALISTES**

Nous sommes un cabinet d'expertise comptable international de tout premier plan. Nous recherchons pour PARIS, des jeunes personnes intéressées par la fiscalité.

Les candidats devront avoir une première expérience de 3 ans en audit ou en fiscalité, acquise de préférence en Cabinet. Nous donnerons préférence aux anciens élèves de Grandes Ecoles, possédant des diplômes de comptabilité et parlant anglais.

Les personnes retenues seront assurées de trouver au sein de la firme toutes les possibilités de formation et de développement personnel.

Envoyer C.V. en indiquant votre salaire actuel à Marie-Jo MARTIEL, sous référence M.061, 6, avenue Marceau - 75008 PARIS.

**BANQUE HERVET**

recherche pour PARIS un

**EXPLOITANT CONFIRME**

pour lui confier après une période d'adaptation un portefeuille de clientèle privée. En plus de la gestion et du suivi, il devra développer son fonds de commerce par toute action de prospection qui s'avérera utile.

Pour faire acte de candidature, il convient :

- d'être de formation supérieure
- d'avoir une expérience professionnelle réussie de 3 ans minimum dans la profession bancaire et une bonne connaissance des marchés boursiers et de la gestion d'un portefeuille-titres.

Envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à BANQUE HERVET, Direction du Personnel, 127, av. Charles de Gaulle, 92201 NEUILLY SUR SEINE.

VARIAN, pour faire face à l'expansion spectaculaire de sa division « EQUIPEMENTS INDUSTRIELS » recherche deux :

**ingénieurs ou techniciens**

- L'un pour service après-vente sur matériel d'implantation ionique
- L'autre pour service après-vente sur matériel de vide et d'ultra-vide.

Les candidats retenus devront :

- avoir une formation de base en électronique
- pouvoir s'exprimer en anglais
- une expérience préalable sur matériel de production du vide sera appréciée.

Déplacements fréquents, éventuellement à l'étranger. Voiture de fonction fournie.

Adresser lettre manuscrite et CV sous référence : IEO/VIDE

**VARIAN S.A.**  
B.P. 12  
Z.I. DE COURTABOEUF  
91401 ORSAY CEDEX

JANUARY 1980



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**FILIALE** chargée de la mise en œuvre des **SYSTEMES INFORMATIQUES** d'un très important GROUPE D'ASSURANCES recherche des

**analystes**  
(réf. 8996 A)  
Maîtrise d'informatique, Ecole d'ingénieur ou équivalent,

et des **programmeurs**  
DUT informatique ou équivalent. (réf. 8996 P)

**débutants**  
pour travailler au développement de systèmes informatiques utilisant les bases de données et le télétraitement.

- Formation complémentaire assurée
- Matériel utilisé : IBM sous OS
- Langage utilisé : Assembler.

Envoyer CV, en précisant la référence du poste choisi, au Service du Personnel, Tour Franklin, Cédex 11, 92081 PARIS La Défense.

**GIE**

**TOTAL**  
Compagnie Française des Pétroles

Le Département PRODUCTION DE TOTAL EXPLORATION PRODUCTION recherche pour son Service Télécommunications à PARIS :

**UN INGENIEUR DIPLOME DE L'ECOLE SUPERIEURE DES TELECOMMUNICATIONS**

Il aura la responsabilité :

- de la création et de l'entretien des réseaux radio HF/BLU et VHF, nécessaires aux campagnes d'exploration ;
- de l'assistance aux services télécommunications des filiales d'exploitation qui sont dotées de liaisons troposphériques et LOS ;
- de l'assistance aux services "Télégraphes-Instrumentation" de certaines filiales d'exploitation.

Une expérience de 5 à 10 ans dans l'exploitation et l'entretien des équipements radio est souhaitée et la connaissance des télégraphes sera vivement appréciée.

La pratique de la langue anglaise est indispensable car le poste comportera de fréquentes missions à travers le monde.

Adresser votre C.V. manuscrit + photo au Service Recrutement, 5, rue Michel Ange 75781 PARIS Cedex 16 sous référence 80040 M

**REVERCHON ROCAPHANE S.A.**  
(60 millions de C.A.)  
fabricant d'emballages souples destinés en grande partie à l'industrie agro-alimentaire, recherche pour ses bureaux de PARIS, dans le cadre de son expansion

**délégué commercial**

pour visiter la clientèle industrielle de la région parisienne et normande.

Relié aux Chefs de Produits, il verra sa situation évoluer progressivement vers une fonction de Chef des Ventes de son secteur.

Ce poste convient à un candidat combatif, voulant se créer une carrière stable.

Rémunération envisagée : 102.000 F annuels + intéressement et frais.

Envoyer directement au P.D.G. : Dominique REVERCHON  
5 avenue Berthier - 93200 Villetaneuse, qui répondra à toutes les lettres.

**Centre de loisirs: l'adjoint du responsable.**

Notre entreprise, située en banlieue nord, dispose d'un centre de loisirs. Son responsable souhaite s'assurer le concours d'un adjoint, titulaire du BAED, et ce, de juin à novembre inclus. En période scolaire, il n'interviendra que le mercredi, mais pendant 13 heures.

Pendant les congés en revanche, il travaillera à temps complet. Ce poste est à pourvoir de toute urgence. Si vous êtes intéressé, adressez rapidement votre candidature à nos carrières - 64 rue la Boétie - 75008 PARIS. Référence 3090 (mentionnée sur l'enveloppe).

**CGR** Cie Générale de Radiologie

FILIALE THOMSON recherche pour son Département des Applications Industrielles dans le domaine du contrôle non destructif

**ATTACHES COMMERCIAUX**  
QUALITES DE VENDEUR INDISPENSABLES

Pour vente et démonstrations d'appareils de contrôle industriel.

Formation spécifique assurée.

Déplacements région parisienne et nord de la France.

Voiture indispensable.

Nous vous remercions d'adresser vos C.V., photo et prétentions au Service du Personnel - CGR - 52, boulevard Gallieni 92133 ISSY-LES-MOULINEAUX. Nous vous assurons de notre discrétion.

**PHILIPS** Data Systems

Pour faire face à son plan de développement de

**COMPILATEURS DE LANGAGES**  
orientés temps réel, applications industrielles et scientifiques (FORTRAN 77, RTL-2, ADA, APL...) pour

**MINIMIDI ORDINATEURS**  
le centre d'études de FONTENAY-AUX-ROSES recherche

**INGENIEURS CONFIRMES** (Rf. M1)  
Ayant 2 à 5 ans de réelle expérience professionnelle dans le développement de compilateurs.

**INGENIEURS DEBUTANTS** (Rf. M2)  
Désireux de se former aux techniques industrielles de compilation. Nos travaux mettent en œuvre les méthodes modernes de production de logiciel et se font en coopération avec nos autres centres d'études en Europe. Les candidats auront une formation « Grande Ecole » option informatique ou un Doctorat III<sup>e</sup> cycle.

Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitable.

Envoyer curriculum vitae manuscrit avec photo et prétentions au Service du Personnel, O.T.I. 4 à 16, avenue du Général-Leclerc, 92000 FONTENAY-AUX-ROSES.

offres d'emploi

**FIELD SALES MANAGER**  
SOCIÉTÉ AMERIKAM

recherche pour son département de vente en France et en Belgique un **SALES MANAGER** expérimenté, capable de développer une nouvelle gamme de produits. Il devra visiter la clientèle industrielle et commerciale, négocier les ventes, assurer le suivi des commandes et la satisfaction des clients.

Le candidat devra avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire, une excellente connaissance de la langue anglaise et une parfaite maîtrise de la langue française.

Envoyer votre candidature manuscrite avec photo et prétentions à : M. J. AMERIKAM, 10, rue de la République, 92000 NANTERRE.

**GRANDE BANQUE PRIVÉE à PARIS**  
recherche pour son département **IMMOBILIER PROMOTEUR** **EXPLOITANT CONFIRME**

Le candidat devra avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire, une excellente connaissance de la langue anglaise et une parfaite maîtrise de la langue française.

Envoyer votre candidature manuscrite avec photo et prétentions à : M. J. AMERIKAM, 10, rue de la République, 92000 NANTERRE.

**T.R.T. TELECOMMUNICATIONS RADIOELECTRIQUES ET TELEPHONIQUES**  
recherche pour sa Direction Commerciale PARIS-13<sup>e</sup>

**INGENIEUR II ou III A**  
Pour la coordination de grands projets en télécommunication. Fréquents déplacements. Anglais, espagnol appréciés. (RÉF. 27-30).

**INGENIEUR DE PROJET**  
Pour la préparation de propositions techniques en télécommunication. (RÉF. 27-30).

**INGENIEUR TECHNICO - COMMERCIAL**  
Pour la vente en France d'équipements de radio-communication. (RÉF. 27-30).

Adresser C.V. à T.R.T., 3, av. Réaumur - 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

**Organisation administrative**  
Jeune diplômé d'études supérieures

Un groupe d'Assurances français de premier plan recherche, pour un de ses départements en forte expansion, un Jeune Diplômé d'Etudes Supérieures qui, après une formation de six mois à un an, sera intégré au Service Organisation et responsable d'études relatives aux procédures, postes de travail, circuits de documents, dans un système en voie d'informatisation. Cette activité peut convenir soit à un jeune diplômé ayant 2 à 3 ans d'expérience « organisation administrative », soit à un débutant capable d'une adaptation aisée. Elle implique imagination au niveau des solutions, rigueur dans l'application et bonne qualité de contacts.

**séle CEGOS**

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, sous réf. 71558/M à R. VERDET, Séle-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lubbock, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

**GROUPE FRANCAIS** (3000 personnes)  
en pleine expansion occupant une place prépondérante sur son marché recherche pour sa **DIVISION AUTOMOBILE**

**1 INGENIEUR ELECTRONICIEN**  
**service après-vente**

Chargé de l'encadrement et de la formation des techniciens après-vente, ainsi que du suivi technique des matériels.

Pédagogue, le candidat devra avoir des qualités d'organisation et de commandement.

Envoyer C.V., photo et prétentions à no 63219 CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

**Charles of the Ritz**  
Parfums **YVES SAINT LAURENT**  
recherche

**RESPONSABLE de SECTEUR EXPORT**

Le candidat :

- Il a une connaissance approfondie du milieu de la parfumerie et de la cosmétique et une solide pratique du Commerce International.
- C'est un homme de relations, capable d'établir des contacts commerciaux et d'assurer la rentabilité.

La fonction :

Cette activité comprendra :

- d'une part un ensemble de missions ponctuelles en Europe, Moyen Orient et Asie.
- d'autre part le suivi permanent des marchés intérieurs, des Free-shops et compagnies aériennes situés en Europe, ce qui implique : la définition d'objectifs de vente, la mise en œuvre de moyens pour leur réalisation (plan Marketing, animation commerciale, contrôle de la distribution sélective).

Déplacements fréquents et courts à l'étranger, représentant 6 mois dans l'année. Pratique courante indispensable de l'anglais.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 62474 au Service Recrutement 28/34, Bd du Parc 92521 NEUILLY SUR SEINE

**PHILIPS**  
recherche pour son Service BREVETS

**un chef de services administratifs**

Expérience de quelques années dans un poste similaire souhaitée.

Envoyer CV, photo et prétentions PHILIPS - Département du Personnel sous référence 495 50 avenue Montaigne 75008 PARIS

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE**  
recherche

**JEUNES EXPERTS COMPTABLES OU MEMORIALISTES**

Bonne expérience missions audit Formation générale : haut niveau

Env. cur. vitas sous n° 63.455 à CONTEXTE Pub. 20, av. Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmet.

**ORGANISME DE CONSEIL EN ENTREPRISES**  
intervenant en France et à l'étranger recherche

**INGENIEURS CONSEILS**

Ils mèneront des actions de :

- conseil en développement
- redressement d'entreprises en difficultés
- restructuration de branches industrielles
- transfert de technologie
- formation de cadres.

Ces postes conviendront à des ingénieurs double formation (technique et gestion) ayant une expérience professionnelle de 3 ans minimum acquise soit en entreprise, soit dans un organisme de conseil.

Langues étrangères : Espagnol - Anglais souhaités. Mobilité géographique.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 678 au

**CEFAGI** 87 - 89 Avenue Kléber 75784 Paris Cedex 16

**jeune ingénieur**  
attiré par une carrière **exportation**  
PARIS

**SOLYVENT-VENTEC**, leader en expansion sur le marché des ventilateurs industriels et turbo-machines **VOUS RECHERCHE** pour vos équipes progressivement, après formation, la responsabilité d'une zone à développer (Afrique et Moyen-Orient) : prospection, études, animation des agents, négociation des affaires.

Si vous avez une première expérience, même courte, à l'exportation de produits industriels, si bien entendu vous maîtrisez l'anglais, écrivez, avec CV et prétentions, sous réf. 166 E, à

**SOLYVENT-VENTEC** 60 rue du Fbg Poissonnière 75010 PARIS

**IMPORTANTE ENTREPRISE DE BIENS D'EQUIPEMENT**  
recherche

**RESPONSABLE ASSURANCES**  
PARIS

Il devra identifier, évaluer et faire couvrir les risques ; négocier et gérer les polices, assurer le suivi des sinistres.

Il aura une expérience d'au moins 5 ans de la fonction dans une grande société industrielle, de préférence dans le domaine des biens d'équipement et des gros chantiers.

**CHEF DE SERVICE ETUDES ET DEVIS-TCE**  
ST-AMAND-LES-EAUX

Il effectuera les études et les devis pour la réalisation de bâtiments clés en main.

Il devra parler anglais et avoir l'expérience du TCE.

Poste évolutif à moyen terme.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à N. 203 PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

INFORMATIQUE PARIS

**INGENIEURS CONSEIL EN LOGICIEL DE BASE**

recherche pour son département de vente en France et en Belgique un **SALES MANAGER** expérimenté, capable de développer une nouvelle gamme de produits. Il devra visiter la clientèle industrielle et commerciale, négocier les ventes, assurer le suivi des commandes et la satisfaction des clients.

Le candidat devra avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire, une excellente connaissance de la langue anglaise et une parfaite maîtrise de la langue française.

Envoyer votre candidature manuscrite avec photo et prétentions à : M. J. AMERIKAM, 10, rue de la République, 92000 NANTERRE.

**Contrôleur de gestion**  
**Contrôleur adjoint**

recherche pour son département de vente en France et en Belgique un **SALES MANAGER** expérimenté, capable de développer une nouvelle gamme de produits. Il devra visiter la clientèle industrielle et commerciale, négocier les ventes, assurer le suivi des commandes et la satisfaction des clients.

Le candidat devra avoir une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction similaire, une excellente connaissance de la langue anglaise et une parfaite maîtrise de la langue française.

Envoyer votre candidature manuscrite avec photo et prétentions à : M. J. AMERIKAM, 10, rue de la République, 92000 NANTERRE.



REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## FIELD SALES MANAGER

SOCIÉTÉ AMÉRICAINE

Nous recrutons notre développement en France et nous offrons des possibilités extraordinaires dans l'industrie à un homme à la page. Êtes-vous un homme jeune et dynamique dans les domaines de la vente ? Êtes-vous dans votre emploi actuel un chef stoppé dans votre avancement ? Êtes-vous un homme pressé, avide d'accroître ses responsabilités et ses gains ?

Rejoignez-vous voir vos mérites personnels reconnus et bénéficier d'un avancement rapide ? Êtes-vous fatigué de ne pas pouvoir réaliser vos propres idées et désirez-vous assumer la responsabilité des décisions à prendre que notre organisation vous offre ?

DESIREZ-VOUS ASSURER UN AVENIR EXCEPTIONNEL AVEC LA SECURITE, LA STABILITE ET LE RAYONNEMENT D'UNE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE ?

Une très importante société américaine, possédant un rayon de vendeurs dans 97 pays et établie depuis plusieurs années en France, recherche un vendeur de grande envergure, d'un rendement personnel exceptionnel, sachant assumer la direction des ventes et animer une équipe de vendeurs.

La connaissance parlée et écrite de l'anglais est souhaitable.

Notre société est établie depuis plus de 80 ans. Sa croissance, depuis 1970, dépasse 1000 % cette année 79 %.

NOTRE SOCIÉTÉ DYNAMIQUE A ACCU SES MOTIVS AVEC LE MAXIMUM D'OPPORTUNITÉ, ASSURE DES GAINS ÉLEVÉS ET UN AVENIR SANS POURSUITE COLLABORATEUR.

Nous demandons d'être intelligents, agressifs, décidés à se faire un avenir brillant, désireux de voyager.

Trois mois de stage aux États-Unis sont prévus. Voitures, frais de voyage, avantages sociaux assurés.

Téléphones-nous en nous vous enverrons une description complète du travail, des possibilités de promotion et d'avancement. Vous pourrez alors décider si vous désirez répondre à une interview. Une ligne téléphonique spéciale sera à votre disposition les lundi et mardi pour recevoir vos demandes qui seront traitées avec la plus grande discrétion.

Pourquoi ne pas nous téléphoner lundi et mardi (16-17/8) PARIS HILTON 232.22.22 ; demandez M. BAILLON ou bien écrivez-nous : 17 FIVE RD, East Sheen S.W. 14, Angleterre (lettres en anglais seulement). Les interviews se tiendront les 17 et 19 juin, à PARIS HILTON.

## marantz

Filière du leader américain de la haute fidélité, recherche son

## DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF

La fonction :

• prendre en charge et superviser l'administration, les services généraux, la finance, la comptabilité, l'informatique, et plus généralement gérer tous les aspects non marketing/ventes de la Société ;

• être le garant du respect des procédures du groupe et le gardien des actifs de la Société ;

• assurer l'information de l'administrateur, du directeur et de la Société-Mère par la reporting comptable et les rapports mensuels de gestion (contrôler le reporting).

L'homme :

• une très bonne connaissance des techniques financières et comptables anglo-saxonnes ;

• 35 ans minimum, une bonne maîtrise de l'anglais ;

• la capacité tant de résoudre des problèmes complexes avec la maîtrise technique nécessaire que de faire face efficacement aux problèmes journaliers d'une PME.

Le poste est basé à ASNIERES.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 9578/JN à A.M.P.-40, rue Olivier de Serres 75015 PARIS (qui transmettra).

## Jeune Ingénieur hydraulicien

Paris

Un organisme public spécialisé dans l'AMÉNAGEMENT DES RESSOURCES EN EAU ET LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT recherche un jeune ingénieur hydraulicien débutant ou ayant une à deux années d'expérience pour étudier son service intervenant. Basé à Paris il devra intervenir en spécialiste sur une région donnée pour instruire les dossiers d'aide financière à la région concernant tous les problèmes d'aménagement des ressources en eau : captage ; réservoirs ; réseaux de distribution. Il devra prendre tous les contacts avec les municipalités et l'administration. Il s'agit d'une activité passionnante pour quelqu'un qui s'intéresse à la protection de l'environnement. Merci d'envoyer votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 00236 M (à mentionner sur l'enveloppe) à notre Département "Industrie". Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, rue Danien 75263 Paris Cedex 08

MEMBRE DE SYNTHEC

## Cadre Assurance Prévoyance

Débutant ou 1<sup>re</sup> Expérience

Le Service Assurance et Prévoyance du groupe 3M, intégré à son département Financier, recherche CADRE ASSURANCE PRÉVOYANCE.

La (s) candidat (s) aura complété sa formation juridique supérieure (maîtrise - DES) par un enseignement financier du type IAE - DECS ou équivalent.

Débutant ou possédant une première expérience longue de 2 à 3 ans dans ce domaine, il aura nécessairement le goût des contacts humains.

La fonction implique, en effet, la gestion, (négociations des contrats suivi des sinistres), des polices d'assurance des biens et des personnes, des risques industriels et des régimes de retraite et de prévoyance.

Un bon niveau d'anglais apparaît également souhaitable.

Poste basé à CERGY-PONTOISE.

Adresser C.V., photo et prétentions à Monsieur FAUCONNET, sous réf. 16/F1

3M France  
Service Orientation Professionnelle  
Boulevard de l'Oise  
95006 CERGY-PONTOISE cedex

3M

## CHEF DE PRODUITS: EPOUSSETEZ VOTRE CV

2/3 ans d'expérience sur des produits grande consommation : Très bien. Mais il est temps maintenant d'habiller votre curriculum-vitae. D'y ajouter un nom. O'cedar par exemple. Une occasion à saisir quand on connaît le succès de ses produits. La société, vous le savez est performante. Comme vous. Ambitieux. Comme vous. Elle aime les diplômés d'une Ecole de Commerce (option marketing). Comme vous. Elle aime les diplômés d'une Ecole de Commerce (option marketing). Comme vous. Elle aime les diplômés d'une Ecole de Commerce (option marketing). Un CV dans un premier temps sera plus efficace que des longs discours. C'est vous qui restez au centre de l'attention du chef de produit. Ce que l'on peut en attendre. Ce qu'il est en droit d'attendre. Christiane BATHIEUX, Société O'cedar, attend votre dossier de candidature avec photo et prétentions, 23 bd Poissonnière 75002 PARIS.



O'CEDAR-JEK-WOOLITE-DESTOR-WIZARD

## GRANDE BANQUE PRIVEE à PARIS

recherche pour son département

IMMOBILIER PROMOTEURS

EXPLOITANT

CONFIRME

La mission :

• gérer un fonds de clientèle existant

• développer celui-ci par des actions commerciales appropriées.

Pour être retenu, il faut :

• être diplômé de l'enseignement supérieur

• avoir une connaissance approfondie des crédits promoteurs d'environ 5 ans au département Promoteurs d'une banque

• avoir fait la preuve de son dynamisme commercial.

Dans ces conditions, de réelles perspectives de carrière peuvent être envisagées.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 5998 à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Heider, 75009 PARIS, qui transmettra.

## Logabax

informatique

recherche pour sa

DIRECTION DES AFFAIRES INTERNATIONALES

INGÉNIEURS-

ELECTRONICIENS

INGÉNIEUR-

MÉCANICIEN-

ELECTROMÉCANICIEN

2 ans d'expérience en débutante.

Formation Grandes Ecoles.

TECHNICIENS-

ELECTRONICIENS

2 ans d'expérience en débutante.

Formation BTS ou DUT.

Les postes à pourvoir impliquent de fréquentes voyages en Chine et la possibilité d'un séjour de longue durée.

Adresser C.V. et prétentions à la DIRECTION du PERSONNEL - RECRUTEMENT sous réf. 361 - 78, av. Aristide-Briand, 92115 ANTOUILLE.

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

Logabax

## INFORMATIQUE PARIS

INGÉNIEURS CONSEIL

EN LOGICIEL DE BASE

La filiale de l'une des premières sociétés mondiales de service informatique poursuit le développement de son secteur exploitation.

Elle crée 3 postes d'INGÉNIEURS SYSTÈME dans le but d'assurer des prestations complètes (étude prise en charge de l'exploitation, suivi, développement), et de participer à l'activité de conseil d'une S.A.C.I. sur le plan de l'assistance technique (enquêtes, diagnostics, aide à la conversion, audits, maintenance...).

Ces futurs responsables pourront élargir leur expérience, prendre plus d'autonomie, se tourner vers des rôles de conseil, d'animateur, et auront une expérience de 3 ans dans une fonction système.

Trois domaines de connaissances sont demandés : IBM sous DOS - VS avec et sans CICS. Réf. 143

IBM sous OS avec S/VS et possible CICS. Réf. 154

IBS et sous COBOL avec une expérience du télétransmission IBS, TOS ou DM4 souhaitée. Réf. 151

Rejoindre en précisant la référence à AL CONSEIL, 24, rue Muriel - 75008 PARIS, qui garantira discrétion et réponse.

AL conseil

AL conseil

AL conseil

AL conseil

AL conseil

AL conseil

AL conseil

AL conseil

AL conseil

AL conseil

AL conseil

AL conseil

AL conseil

AL conseil

AL conseil

AL conseil

AL conseil

AL conseil

AL conseil

AL conseil

AL conseil

AL conseil

AL conseil

AL conseil

AL conseil

AL conseil

AL conseil

AL conseil

AL conseil

AL conseil

AL conseil

## INGÉNIEUR INFORMATICIEN

recherché par SOCIÉTÉ DE SERVICES INFORMATIQUES spécialisée dans l'immobilier pour prendre le poste de :

RESPONSABLE TECHNIQUE

de son principal département, leader de son marché. Ce poste, au sein d'une équipe dynamique et performante, consistera à un ingénieur Grande Ecole ayant des connaissances en gestion et capable d'assumer la responsabilité de la mise en œuvre d'applications de gestion sur un important système de télétransmission.

Envoyer C.V. et prétentions à :

Mme SASSOWER CERG, Tour d'Amiens 92008 ASNIERES Cedex

CERG Groupe BPM

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG

CERG



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## INFORMATIQUE responsable d'exploitation

Un grand groupe du secteur tertiaire poursuit le développement de son organisation informatique et propose le poste de responsable d'exploitation d'un de ses centres de la région parisienne (équipe de matériel IBM avec 40 personnes environ à l'exploitation).

Il est totalement responsable de la gestion de son unité sur tous les plans. Il définit également ses besoins techniques et propose des solutions qui sont réalisées à sa demande par l'équipe système.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel de l'informatique, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur et qui ait environ 5 ans d'expérience. Une connaissance de la fonction système ne peut être qu'appréciée.

Compte tenu des investissements effectués et prévus par le groupe les perspectives d'évolution sont importantes pour un élément de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence M 1219 AY à :

**egor** 8, rue de Berri, 75008 PARIS

TEKELEC AIRTRONIC

92 SEVRES  
recherche pour son  
CENTRE TECHNIQUE DE BOULOGNE

## INGENIEUR- ELECTRONICIEN

POSITION III A

(Réf. 1575)

30 ans minimum.

Ayant 5 ans d'expérience comme Ingénieur d'études, dont 2 au moins en développement de logiciel et/ou de matériel pour téléinformatique.

Rémunération très attractive pour élément de valeur.

Cantine - Avantages sociaux - 136 mois.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions

TEKELEC AIRTRONIC, Service de Personnel

1, rue Carle Vernet - 92310 SEVRES

Près Porte de Saint-Cloud  
étendant ses activités de Recherches et Développement  
IMPORTANTE SOCIÉTÉ METALLURGIQUE  
recherche

## INGENIEUR ARTS et METIERS

pour créer un laboratoire d'essais et de mesures.

Le candidat :  
- dégage des O.M., pourra avoir une première expérience de l'industrie.  
- Anglais nécessaire.

La poste :  
- le titulaire sera chargé de concevoir et d'animer un laboratoire d'essais et de métrologie.

- Il participera en outre, aux activités de services à la clientèle du groupe.  
- Formation initiale assurée.

- Il pourra éventuellement évoluer vers des activités de production.

- Déplacements en usines et en clientèle.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions

sous référence 2478 à Madame LAMY

**ORION**

35, rue du Moulin  
75008 PARIS

FERRANTI - CETEC

Spécialiste des ordinateurs graphiques  
clé en main, filiale d'une grande  
Société Française

recherche  
pour le bureau de représentation,  
récemment créé en FRANCE.

## UN INGENIEUR DE VENTE

pour assurer dans la région parisienne, le Nord  
et le Nord-Est de la FRANCE, la prospection, la  
vente et le développement de la clientèle.

De formation Ingénieur informatique, le candidat  
recherché sera bilingue anglais et justifiera d'une  
expérience commerciale au niveau industriel.

Basé sur domicile, le poste sera totalement  
autonome.

Voiture de société (AUDI).

Salaire élevé + commission et remboursement des  
frais.

Envoyer curriculum vitae à :

FERRANTI-CETEC - 16, allée Barre

13113 LAMONON.

IMPORTANT ORGANISME  
PROFESSIONNEL  
CONSTRUCTION PARIS

recherche

## RESPONSABLE QUESTIONS INTERNATIONALES

ayant connaissance approfondie milieu  
professionnel national et international, et  
très bonne pratique de l'Anglais.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo

et prétentions sous réf. 96087 M à :

BLEU Publicité - 41, Avenue du Château

94300 VINCENNES

GROUPE BUTTONI FRANCE

1200 personnes - 5 établissements  
800 millions de chiffre d'affaires

Notre volonté de développement méthodique nous

amène à créer au niveau de notre siège social de

SAINT MAUR (94)

la fonction de :

## RESPONSABLE du SERVICE CONTROLE BUDGETAIRE

En relation directe avec le Directeur Financier,  
vous assurerez l'élaboration et le contrôle du budget  
d'exploitation du groupe.

Responsable de la formation et de l'animation  
d'une équipe d'analystes de gestion, vous aurez  
obligatoirement plusieurs années d'expérience  
récente de la fonction.

Agé d'environ 35-40 ans, vous avez une formation  
supérieure économique et comptable.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo récente et  
prétentions à : Direction des Ressources Humaines,  
BUTTONI - 76, rue Garibaldi, 94100 SAINT-MAUR.

JEUNES INGENIEURS

NOUS SOUMES LA FILIALE INFORMATIQUE  
D'UN IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS

Nous disposons de mini-ordinateurs et d'un L.B.M.  
370/145 exploités sous V.M. et prochainement d'un  
L.B.M. 4341.

Le développement de notre marché nous conduit  
à renforcer nos équipes de développement sur  
diverses applications.

Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation  
INGENIEUR INFORMATIQUE ou équivalent et  
pouvant justifier d'une première expérience en  
informatique de gestion.

La connaissance des matériels logiciels L.B.M. sera  
appréciée.

Lieu de travail : ÉVRY (91)

**slys**

Ad. C.V. compl. photo et prétentions à

B.P. 130 - 91004 ÉVRY CEDEX.

Knoll International France

recherche, pour renforcer sa direction administra-  
tive et financière basée près de Pontivy.

## COST ACCOUNTANT

Il aura pour mission, dans un premier temps,  
de participer à la conception et mise en place  
de la comptabilité industrielle. Par la suite il sera  
chargé du développement des outils de gestion  
basés sur le plan marketing, production et  
financier.

Ce poste, placé sous la responsabilité directe du  
contrôleur, sera confié à un candidat de haut  
niveau (D.E.S.A., M.B.A.) débutant ou ayant  
quelques années d'expérience.

La pratique de l'anglais écrit et parlé est un must.

Envoyer C.V., photo et rémunération actuelle à :

Bernard MATHIEU, Knoll International France,

B.P. 746 - 35004 CHENAY.

IMPORTANT SOCIÉTÉ

ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLE

Banlieue Nord-Ouest

## INGENIEURS DEBUTANTS

GRANDE ÉCOLE

à VOCATION ÉLECTRONIQUE

Pour participer à la conception et aux études de  
appareils complexes et d'équipements modernes  
de télécommunications.

Ils utiliseront des techniques de pointe en  
traitement du signal, micro et mini-informatique.

De larges perspectives d'évolution de carrière  
sont assurées aux candidats de valeur.

Adresser C.V. et photo, N° 63.002, CONTEXTE

Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris 1er, qui transmettra.

SERVICE DE L'ÉTAT

recherche

— INGENIEUR FORMATION PONTS  
ET CHAUSSÉES, MNES, E.T.P. ;

— SPÉCIALITÉ OUVRAGES D'ART.

(béton, acier et structures.)

Expérience souhaitée.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo.

Écrire sous n° 8444 à « Le Monde » Publicité,

5, r. des Italiens, 75121 PARIS Cedex 05, qui transmettra.

PARIS 150.000 +

SOCIÉTÉ FRANÇAISE  
DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

SPECIALISER INSTALLATIONS Secteur Privé  
(C.A. ANNUEL 80 M. F. - 300 personnes)  
souhaite CONFIER SES SERVICES COMPTABLES,  
FINANCIERS et ADMINISTRATIFS à :

## UN DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER

connaissant à fond les techniques  
de gestion comptables, administra-  
tives et de contrôle de gestion.

Agé d'au moins 35 ans, le candidat devra avoir :

— UNE SOLIDE EXPÉRIENCE PRATIQUE (au  
moins 7 ans) DE LA COMPTABILITÉ D'ENTRE-  
PRISE ;

— SAVOIR UTILISER L'OUTIL INFORMATIQUE ;

— GÉRER LA TRÉSORERIE ET LES FINANCES  
DE LA SOCIÉTÉ.

Envoyer C.V. détaillé et photo récente à :

TEPINA (Service 42), 13, RUE DELAMBRE,

75008 PARIS CEDEX 14.

IMPORTANT ORGANISME

SECTEUR ASSURANCES

recherche

## analystes-programmeurs

Formation Baccalauréat minimum.

Ayant 1 ou 2 années d'expérience PL1 et/ou  
OL1 pour participer à la mise en place d'ap-  
plications de gestion sur IBM 3031 - VM/CMS.

Faire acte de candidature sous référence 1826 / M

à Jean PORRACCHIA

CARrières INFORMATIQUES

conseil en recrutement

149, RUE SAINT-HONORE 75001 PARIS

CSNOR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE

DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

chefs d'agence

Vous avez :

- une expérience BANCAIRE confirmée  
de quelques années dans une fonction  
de responsabilité

- des aptitudes commerciales développées  
allées au goût des tâches administratives  
et de gestion.

- le sens des relations humaines.

Notre organisme bancaire

souhaite trouver des collaborateurs qui  
se verront confier la gestion et l'animation  
de certains de nos bureaux situés à  
Paris et en banlieue.

Nous vous demandons de nous adresser  
votre CV et photo en nous indiquant le  
salaire auquel vous prétendez, sous réf.

No 00.000 à CONTEXTE PUBLICITÉ,

20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01,

qui transmettra.

recherche pour son  
DÉPARTEMENT REALISATIONS D'ENSEMBLES  
LEVAILLOIS (92)

UN ASSISTANT CONTROLE DE GESTION

Formation I.U.T. - IFAG ou équivalent (comptabilité  
gestion). Connaissance de l'anglais, du langage basic  
et (ou) Fortran.

Sa mission :

- exploiter les données informatiques du contrôle de  
gestion, analyser les écarts, préparer le reporting  
mensuel.

- participer aux travaux de planification en liaison avec  
les responsables du département.

- contribuer à l'élaboration des statistiques de gestion  
par utilisation d'une console centralisée.

Expérience de 2 à 3 années dans une Société Indus-  
trielle serait souhaitée.

Envoyer C.V. manuscrit à MERLIN GERIN - Service  
du Personnel - B.P. 142 92202 NEUILLY SUR SEINE.

Vous avez une formation universitaire  
(Droit, Sciences Éco.)  
et/ou une expérience foncière.

Si vous êtes tenace, disponible et animé d'une  
ferme volonté de réussir, l'un des postes à

## attachés fonciers

dont nous disposons sur la Région Parisienne  
vous concerne.

Votre mission consistera à prospecter, négocier  
et acquiescer les terrains nécessaires à nos résiden-  
tiels. Vous assurerez le montage, la gestion et le  
suivi des opérations en relation avec les services  
commerciaux et techniques.

Base : LE CHESNAY.

Adresser votre candidature manuscrite avec C.V.,  
photo et prétentions sous référence 5370 au

GROUPE MAISON FAMILIALE -

Direction Régionale Paris-Normandie -

15, rue Marignan - 75008 PARIS.

**GROUPE  
MAISON  
FAMILIALE**

GROUPE INDUSTRIEL

de 6.000 personnes

recherche pour sa DIRECTION TECHNIQUE  
(40 km Sud de Paris)

1 INGENIEUR bon niveau  
E.C.P. - A.M. - ENSMA, etc.)

Possédant quelques années d'expérience indus-  
trielle.

Ses deux missions principales seront :

I. - Définir la politique technique d'un secteur  
d'activité.

II. - Encadrer les actions correspondantes dans  
le groupe.

Il devra faire preuve de rigueur et d'organisa-  
tion et savoir appréhender un large champ tech-  
nique.

Il aura de nombreuses relations, une lecture cour-  
ante de l'anglais est exigée.  
Une formation spécialisée est prévue.

Référence à rappeler : I S 35

Ecrire avec C.V., photo et prétent. au n° 62.878 à

CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris

Cedex 01.

IMPORTANT GROUPE SPECIALISE

en AUDIT, EXPERTISES ECONOMIQUES

ET REVISIONS INFORMATIQUES

recherche

## CHEF DE MISSION INFORMATIQUE

• Formation supérieure en  
INFORMATIQUE DE GESTION  
(MAGS ou Ecole d'Ingénieurs)

• Expérience à 4 ans en tant que Chef de projet.

• Bonne connaissance des techniques comptables  
et financières.

• D.E.C.S. éventuellement.

Four encadrer ou réaliser des missions de :

— révision informatique ;

— conception de systèmes administratifs en

Tibetien.

Déplacements à prévoir en France et à l'étranger.

Lire au 1<sup>er</sup> octobre 1980.

Large possibilités de développement de carrière.

Ecrire avec C.V. à REGIE-PRESSE 25 n° T 620.887 M

25, rue de Valenciennes, 75013 Paris.

LA DIRECTION DE L'INFORMATIQUE

D'UN IMPORTANT ORGANISME

IMPLANTÉ DANS LA

RÉGION de NICE

recherche pour nos départements d'avec réelles  
possibilités d'intégration définitive.

INFORMATIQUES

Pour la réalisation de nouveaux projets de gestion

en temps réel.

Nous recherchons :

— des ordinateurs IBM 3033 et 168 fonc-

tionnant sous MVS.

— un réseau T.P. de plus de 400 terminaux.

Nous développons sous IPT en Assembleur et PL1.

Les candidats de formation Ingénieur MAGS

ou IUT, auront si possible, une expérience

concrète de 2 à 3 ans.

SALAIRE ANNUEL de 36.000 F à 120.000 F, cette

limite pouvant être dépassée en fonction du

niveau et de l'expérience.

Envoyer C.V. détaillé à N° 63.001, CONTEXTE

Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01

qui transmettra.

GRANDE BANQUE PRIVEE

recherche

pour son réseau d'agences de

## futurs cadres

ayant une vocation commerciale affirmée

et une formation supérieure.

• Une préférence sera accordée aux diplo-  
més des Ecoles Supérieures de Com-  
merce, âgés de 24 ans environ.

• À l'issue de 8 mois de formation, les  
stagiaires pourront être affectés dans  
n'importe quelle grande ville française,  
en qualité d'Attaché de Direction.

• une connaissance parfaite de l'anglais  
permettrait un développement ultérieur de  
carrière dans le Secteur International. La  
priorité sera donnée à ces candidatures.

• Les candidats devront être disponibles  
dès octobre 1980.

Adresser C.V., lettre manuscrite, et photo

sous référence M 495 à :

Direction des Carrières

B.P. 704.03 - 75051 Paris Cedex 05.

autres d'emploi

AGENCE DE VOYAGES PARIS

DIRECTEUR GÉNÉRAL

ADJOINT



REPRODUCTION INTERDITE

**offres d'emploi**

**AGENCE DE VOYAGES (PARIS)**  
(50 personnes - C.A. 35 millions de F)  
active et organisée

**recherche**

**DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT**

appelé à poursuivre avec pleine responsabilité, après adaptation, la continuité de l'expansion déjà existante de l'agence.

Pour discrétion totale, l'étude préliminaire des candidatures est assurée par le CASINET LECOTTE auprès de vos vices bien adressés C.V., photo et références en précisant la référence C.S. 200.

**cabinet**  
reconte  
4, rue Armand Courbet  
75116 PARIS

**offres d'emploi**

**IMPORTANT GROUPE SPECIALISE**  
en AUDIT et Expertises économiques

**recherche**

**AUDITEUR CHEF DE MISSION**

— Expérience 3 ans dans un cabinet Anglo-saxon ;  
— bonne pratique des représentations américaines et anglaises et en particulier en matière de consolidation ;  
— bilingue anglais-français ;  
— formation : enseignement universitaire ou commercial ou équivalent de préférence Certified Public Accountant, Chartered Accountant ;  
— éventuellement D.E.C.S. apprécié.

Libre au 1er octobre 1980.

Large possibilité de développement de carrière.

Revue avec C.V. à REGIE-PRESSE, n° 2 020 558 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

**offres d'emploi**

**Banque Internationale**  
près ÉTOILE

**recherche**

**UN CADRE**  
**CLASSE V/VI**

Ayant :  
— expérience bancaire de plusieurs années dans un service de crédits internationaux ;  
— la pratique des cautions internationales ;  
— connaissance de la langue anglaise souhaitée.

Adresser curriculum vitae et présentations à :  
REGIE PRESSE, n° 833 349 M,  
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

**offres d'emploi**

**Cherche MAGASINIER**  
très qualifié et expérimenté  
Ecr. n° 7 020 413 M, Régie-Presses  
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

**PICARDIE**  
FIRME FRANÇAISE  
Importance mondiale, recherche

**INGÉNIEUR**  
**DE PRODUCTION**  
140 000 F.  
A.M. - E.N.S.A.I.S. - I.N.S.A.

Compétences :  
MECANO-SOUDURE LOURDE  
pour diriger atelier de chaudronnerie et supervision, réception sur le site (30 % export, anglais parlé).

Env. C.V. à C.P.A. Recrutement,  
16, rue de Valenciennes, Paris-19,  
sous référence 30 M USA.

**COURS PRIVÉ**  
**SECONDAIRE**  
hors contrat, Paris Ouest  
recherche

**PROFESSEURS**  
**D'ANGLAIS**

avant été enseignant en Terminale ou ayant expérience pédagogique sérieuse.  
— Licence maîtrise.  
— Age minimum 28 ans.  
Emploi 1/2 temps, large ou 3/4 part, pouvant évoluer vers plein temps.

Adresser C.V. à M. GENEVAY,  
11, rue de la Chapelle,  
75018 PARIS.

**IMPORTANT SOCIÉTÉ**  
de CONSTRUCTION  
recherche

**COMPTABLE**  
1<sup>er</sup> ECHÉLON HOMME  
avant expérience payée,  
comptabilité générale,  
Libre de suite, Adr. C.V. photo,  
M. LAURENT, 32, rue de France,  
75002 PARIS.

Centre de déficients auditifs  
cherche pour postes de 1980  
UN EDUCATEUR  
Ecrire au C.A.P.S.I.,  
30 Boulevard Albert-Lévy,  
93200 Villetaneuse-sur-Seine.

**STUD. OESSIN PUBLICITAIRE**  
région banlieue Ouest  
recherche DESINATEUR  
d'expérience minimum.  
Ecr. n° 4 250 M, le Monde + Pub.  
5, r. des Italiens, 75217 Paris-9<sup>e</sup>.

**Cie Américaine**, instrumentation  
pour l'industrie française proche  
banlieue Nord !  
Ecr. n° 4 250 M, le Monde + Pub.  
5, r. des Italiens, 75217 Paris-9<sup>e</sup>.

**ELECTRONIC**  
pour poste d'ingénieur de  
service après-vente,  
Connaissance instrumentation  
scientifique appréciée (S.E.M.,  
Anglais parlé impératif pour  
microprocesseurs nécessaires,  
Anglais parlé impératif pour  
stage U.S.A. à l'engagement,  
C.V. photo, très rapidement,  
REGIE-PRESSE, n° 2 020 558 M,  
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Dans le cadre de son développement,  
**L'IFOP**  
ch. UN INGENIEUR DE FORMATION  
SCIENTIFIQUE DE  
Niveau 1<sup>er</sup> (Centre - Ecole  
Sup.), pour participer :  
— A la mise en place de systèmes  
d'information ;  
— A l'élaboration et au suivi  
de projets techniques ;  
— A la réalisation de diverses  
études statistiques.  
Mettre d'accord votre C.V. à  
Mme De Bruyn, IFOP-ETMAR,  
20, rue d'Alsace, 75009 Paris.

**PROGRAMMEUR**  
PLI/OS-VSI  
TEL. 724-34-34

**RECHERCHONS DE SUITE**  
pour mission temporaire  
**INGENIEUR**  
POUR CALCUL DE PRIX  
spécialisé en génie civil  
TEL. 01-45 281-21-21.

Ochters, Handelsreisenden  
suchen im Raum Paris eine  
Masse und propagand Verkauf,  
qualifizierte Damen und Herren.  
Monatlich 10 bis 20.000 FF.  
Bewerbsbogen anfordern an:  
Firma Volker Schindler GMBH,  
A-1200 Wien, Weborgasse 15,  
Schriftlich Wegen  
Terminvereinbarung in Paris.

**LEON GROSSE** recherche pour  
VERSAILLES : JNE HOMME  
libre O.M. NECESSAIRE  
Sup. de C.A. pour le former  
à une ou plusieurs  
des activités suivantes :  
— INGENIERIE FINANCIERE  
(gestion immobilière,  
recherche d'investisseurs  
pour constructions  
industrielles, travaux  
à l'étranger)  
— DEPARTEMENTS MAISONS  
INDIVIDUELLES.  
— ASSURANCES se rapportant à la construction  
(responsabilité civile,  
dédommagement et  
travaux publics, etc.).  
— PROBLEMES DE PERSONNEL, Poste à pourvoir  
dans l'immédiat à Versailles  
avec important  
activité provinciale.  
Adresser C.V., manuscrit sous  
plu personnel à M. L. GROSSE,  
26, rue Sainte-Adèle,  
78000 Versailles.

**Site Transports International**  
recherche

**CADRE COMMERCIAL**  
CONFIRME  
Compétences : transports  
Age minimum 40 ans  
Pour prospection clientèle  
représentation à l'étranger.  
Anglais courant  
TAL. 205-54-11, poste 301  
Site de Location de véhicules  
banlieue Nord-Est Paris

**J.R. AGENTS**  
**COMPTABLE**  
Dés. O.M. notions comptables  
et commerciales, Réf. exigées.  
Libre de suite, Envoyer C.V.  
Ecr. n° 7514 M, BLEU Publ.,  
17, rue Léon, 93000 Vincennes

**IMPORTANT ORGANISME**  
PARIS CENTRE

**RESPONSABLE DES**  
**ACTIVITES CULTURELLES**  
**ET ARTISTIQUES**

30 ans min. absence nationale,  
compétences steno et dactylo  
indispensables.

Adresser C.V., photo et présent.  
série, 833 349 M à REG-Presses  
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Pour GENNEVILLIERS  
**AGENT TECHNIQUE**  
BTS description, DUT  
1 an d'expérience minimum,  
anglais - Espagnol  
courant indispensables.  
Déplacements étrangers.  
Téléph. pour R-VS 1 265-26-63.

**K + E ENCRE**  
**D'IMPRIMERIE**  
recherche pour son Laboratoire  
ENCRE GRASSES  
UN CHIMISTE  
1<sup>er</sup> ou 2<sup>e</sup> degré  
ayant connaissances des  
ENCRE D'IMPRIMERIE.  
Envoyer lettre man. et C.V.  
sous réf. 011, à PUBLIVIA,  
27, rue de la Chapelle,  
93100 MEUDON.

**AIDE COMPTABLE**  
qualité et expérience.  
Ecr. n° 7 020 558 M, Régie-Presses,  
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

**K + E ENCRE**  
**D'IMPRIMERIE**  
1<sup>er</sup> Technicien  
d'APPLICATION  
Encre grasse.  
Sérieuses références exig. ainsi  
que connaissances de l'impression  
rotative. Envoyer lettre man.  
et C.V. PUBLIVIA,  
27, rue de la Chapelle, 93100  
MEUDON (série 687, qui transmet).

**TRES IMPORTANT**  
**GROUPE INDUSTRIEL**  
BANLIEUE NORD-OUEST  
de PARIS  
recherche

**CHEF COMPTABLE**  
pour comptabilité générale  
et analytique.  
Expérience nécessaire.  
Rémunération sera  
étudiée en fonction du candidat  
niveau et assortie  
de nombreux avantages  
sociaux tels que :  
— Rémunération d'encadrement.  
— Transport gratuit par car.  
Envoyer lettre manuscrite,  
C.V. détaillé, photo et présent.  
à : Comptable Publicité, n° 12.666,  
20, avenue de l'Opéra,  
75004 PARIS Centre où il se  
trouve M.J.C. Neaume-Maillat,  
ch. directeur. Env. C.V., photo  
du Jeu-de-Paume, 76040.

**Le Secrétaire Général**  
d'une Organisation Professionnelle  
(Équipement technique du bâtiment),  
recherche un jeune

**collaborateur**  
formation ingénieur

afin de lui confier des missions spécifiques  
variées dans des domaines administratifs,  
énergétiques et techniques.

Ce poste conviendrait à un cadre de 28 ans  
minimum, ayant déjà une première expérience  
professionnelle et de solides qualités  
relationnelles et relationnelles.

Libre de travail : Paris.

Veuillez écrire sous réf. 9165 à

**INTERCARRIÈRES**  
5, rue du Helder 75009 Paris

**MAZURA MARINE**  
recherche son futur

**DIRECTEUR COMMERCIAL**

Si vous avez trente ans minimum, une formation  
supérieure d'une grande école, un goût prononcé  
pour la navigation de plaisance, une expérience  
d'acheteur et d'enseignant.

Adresser lettre manuscrite + curriculum vitae + photo  
+ présentations (sous références 10 à maître sur  
l'enveloppe) à MAZURA MARINE, face au 38, quai  
A.-J.-Gailly - 92100 BOULOGNE.

**CONTROLE BAILEY**  
Premier fabricant français de systèmes  
de contrôle et régulation industriels

**recherche**

**INGÉNIEURS-ANALYSTES**  
POUR ETUDES ET REALISATION  
DE SYSTEMES TEMPS REEL

Expérience logiciel et matériel SOLAR demandée

Téléphoner : 630-22-46 ou envoyer C.V.  
et présentations au Service du Personnel,  
5, avenue Newton (S.L.), 92142 Clamart.

**1 INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL**  
SPECIALISE TRANSPORT PNEUMATIQUE,  
STOCKAGE, MANUTENTION.

**1 INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL**  
SPECIALISE DANS TRAITEMENT MATIERES  
PLASTIQUES.

Il s'agit pour mission de maintenance et développer  
les ventes de matériels dans le domaine de  
l'industrie chimique. Expérience vente biens d'équipement  
souhaitée. Langue allemande appréciée.

Adresser C.V., photo et présentations, au numéro 8.330,  
le Monde + P. 2, r. des Italiens, 75217 Paris Cedex 09.

**IMPORTANT GROUPE SPECIALISE**  
en AUDIT et Expertises économiques

**recherche**

**AUDITEURS**  
**EXPERTS COMPTABLES STAGIAIRES**

Pour :  
— France France et Etranger ;  
— déplacements courtes et longues durées à l'étranger.

● FORMATION :  
— H.E.C., E.S.C., I.E.P., ESSEC ;  
— D.E.C.S. complet ;  
— langues anglaises ou allemandes appréciées.

● EXPERIENCE SOHAITEE :  
— Une à deux années en entreprise ou cabinet  
intermédiaire ou service militaire en coopération.

Libre au 1<sup>er</sup> octobre 1980.

Large possibilité de développement de carrière.

Revue avec C.V. à REGIE-PRESSE, n° 2 020 558 M,  
85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

**T.R.T.**  
recherche dans le cadre de la  
réalisation d'importants projets

**Télématiques**

**des INGENIEURS LOGICIELS**

Ayant 2 à 5 ans d'expérience dans les domaines :  
— Temps réel ;  
— Télématiques ;  
— Communication ;  
— Procéduriers.

Plusieurs postes à responsabilité à pourvoir.

Adresser C.V., numéro de téléphone et présentations  
à T.R.T. - R.N. 126 - LA BOURSIDIÈRE  
92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

**TROUVAY CAUVIN**  
Société Industrielle Robo-Industrie Travaux

**recherche**

**pour ASSURER**

**ASSISTANTE**  
CHIEF DE DEPARTEMENT COMMERCIAL

— Bilingue anglais ;  
— expérience 3 à 5 ans ;  
— formation scientifique ;  
— sténodactylo ;  
— connais. technologique appréciée particulièrement dans le domaine nucléaire.

Téléphoner : 791-44-44, poste 558 pour R.-V.  
Forêt à pourvoir immédiatement.

**Ch. PROFESSEUR de MATHS**  
niveau, pour pédagogie,  
spécialité : mathématiques  
niveau lycée, pour  
à Paris. Ecrire avec C.V., à  
CENTRE ETIENNE-MARCEL  
39, rue Grenelle - 75002 Paris  
Vous êtes dynamique, vous êtes  
vendeur, vous n'attendez pas  
le vous propose un portefeuille  
d'assurances, Commissions  
dispositifs 100 %, sans  
A-1-2-3-4-5-6-7-8-9-10-11-12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-1664-1665-1666-1667-1668-1669-1670-1671-1672-1673-1674-1675-1676-1677-1678-16











Le Monde

# régions

## ILE-DE-FRANCE

Depuis une quinzaine d'années, les diverses collectivités publiques d'Ile-de-France ont acquis 15 000 hectares de forêts, augmentant ainsi leur patrimoine de près d'un tiers; la superficie des espaces verts urbains de la petite couronne parisienne a, elle, progressé de 25 %.

Cependant, et M. Lanier, préfet de région, peut le constater, « les carences en espaces verts urbains sont loin d'être résorbées », il reste encore « de vastes surfaces gazonnées en forêts ouvertes au public », le Nord-Est et le Sud étant désavantagés. Aussi, envisage-t-il de

« poursuivre et conforter » la politique des zones naturelles d'équilibre, c'est-à-dire des espaces qui doivent garder leur aspect rural. Il propose que la carte des sites et paysages remarquables qui a été préparée serve de base à l'établissement de directives pour leur protection, leur mise en valeur. Il s'agit de « préserver les points forts des paysages des grandes vallées, de maintenir le caractère des

petites vallées particulièrement fragiles, par suite de l'abandon progressif de l'agriculture et de protéger les vues des bords isolées ». La politique d'acquisition de forêts devra continuer, les berges des fleuves et rivières reconquises. La réussite du « croissant vert », prévu par le SDAU actuel, au nord-est de l'agglomération entre les forêts de Montmorency et de

Bondy, incite en effet à étendre cette politique. Grâce à elle, la Seine-Saint-Denis est en train de devenir un « département vert ». Qui l'aurait cru, il y a quelques années ? Et à un coût qui doit faire rêver les ingénieurs de l'équipement. Pour aménager les 200 derniers hectares du parc de La Courneuve, il en coûtera que 82 millions de francs. Pour créer de toutes pièces une forêt de 200 hectares dans le parc du Sanset, il suffira de 88 millions. Un kilomètre du « périphérique d'Ile-de-France », la fameuse A-86, revient en moyenne à 157 millions. Boudons moins, promenons-nous plus.

### A LA COURNEUVE

## Quatre cents hectares de nature dans la cité

La Seine-Saint-Denis, fidèle depuis longtemps au parti communiste, a mérité le surnom de « département rouge ». Son conseil général, en faisant un effort comme aucun autre assemblée départementale pour fournir à ses habitants des espaces verts, est en train de lui attribuer une autre étiquette, celle de « département vert ».

« Seine-Saint-Denis, département vert », ce titre peut surprendre pour qui ne voit au nord de Paris qu'un désert, que banlieue triste, que pavillons, que quartiers neufs, à la Sarcelles. Et pourtant, en créant de toutes pièces un parc de près de 400 hectares à La Courneuve, en « inventant » la forêt du Sanset, à côté de Villepinte, sur 200 hectares de bonnes terres de la plaine de France qui, depuis plus de trois siècles, étaient réservées aux céréales, les responsables de la Seine-Saint-Denis, Georges Valbon, maire de Bobigny, président communiste du conseil général à leur tête, méritent de rejoindre au paradis des citoyens amoureux de la verdure les promoteurs des grands parcs parisiens.

Déjà, avant la dernière guerre, le département de la Seine envisageait de créer à La Courneuve un bois

pour corriger ce déséquilibre. La décision a été prise en 1956, 138 hectares ont alors été aménagés. Le modèle restait Vincennes, ou plus exactement le parc d'Amsterdam : de vastes surfaces gazonnées (55 hectares) et un sous-bois d'une cinquantaine d'hectares accessible aux voitures grâce à de larges allées goudronnées.

Lors de l'élaboration de la région parisienne, la Seine-Saint-Denis hérita de cette réalisation. Une des premières décisions du nouveau conseil général fut de l'intégrer aux automobiles de son ouverture au public. Le 1<sup>er</sup> juillet 1970, il décida aussi de continuer cette opération. Un concours d'idées fut lancé pour donner à la deuxième tranche une tonalité différente. Il fut remporté par deux paysagistes, M. Alain Provost et M. Gilbert Samel. Le pari adopté : isoler le parc du milieu extérieur, peu propice à la détente et aux loisirs. Ce n'était pas simple, le terrain étant plat. Des collines, des vallonnements artificiels, furent créés grâce à la terre de remblai provenant des chantiers de la région. La ville n'est pas à la campagne, mais la nature a trouvé place au cœur de la cité.

### D'autres projets

La Courneuve, Dugny, sont aux portes du parc. Pour reprendre contact avec la réalité extérieure, il faut de grimper le raidillon qui monte au Bellevard. Le regard a vite fait de passer par-dessus les arbres naissants qui sortent à peine de terre pour tomber sur les H.L.M., de toutes les couleurs, de toutes les formes, qui entourent le parc. De temps en temps une usine et sa cheminée s'intercalent pour rappeler que la Seine-Saint-Denis est un des tout premiers départements industriels de France.

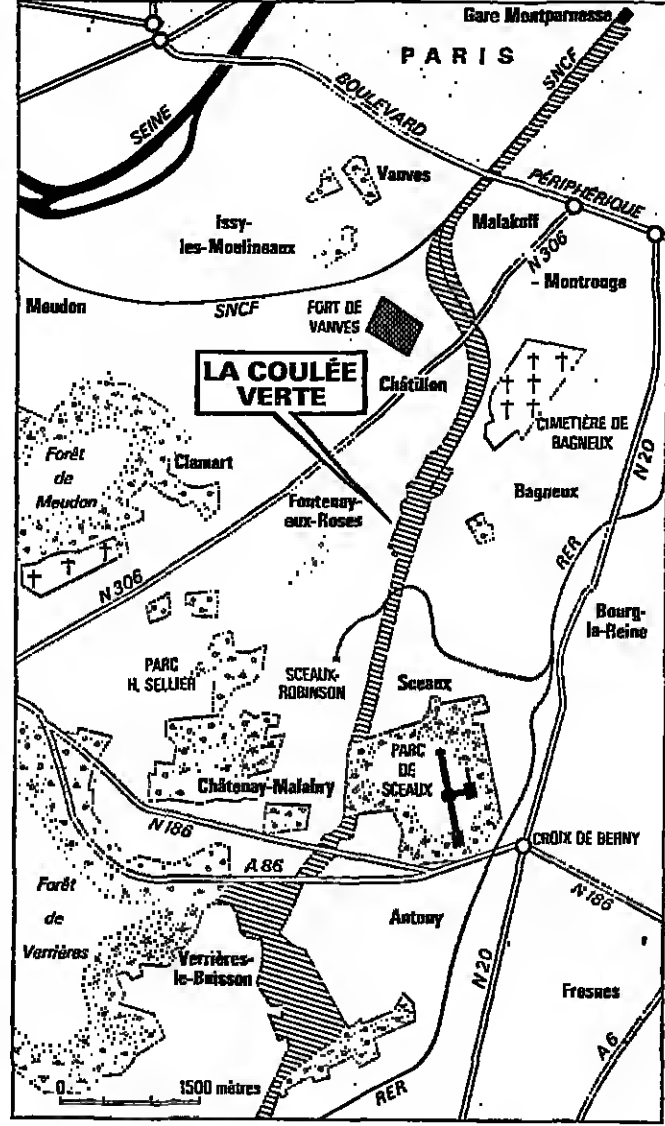
Au nord, un gigantesque terrain vague apparaît. C'est là, au-delà d'une ligne de chemin de fer, que le parc doit s'agrandir sur un peu plus de 200 hectares. Vers l'est, avant Dugny, un terrain est prévu pour accueillir « les grandes fêtes populaires » qui, comme celle de l'Humanité, ont fait connaître la Courneuve. Plus loin, il y aura plus tard les 90 hectares du « parc du Bourget » pour lequel l'Agence des espaces verts d'Ile-de-France vient de commander une série d'études à l'Agence foncière et technique de la région parisienne.

C'est tout le monde d'est allié à la tâche. La région a acheté et aménagé la forêt de Bondy, 88 hectares sont déjà ouverts au public et « sauront », 45 autres viennent d'être acquis qui vont être dotés de parcs de stationnement, de plaines de jeux, de sentiers, de mobiliers légers et rustiques, mais avec la volonté de préserver le caractère naturel et sauvage du site.

L'Etat — Office national des forêts et délégation à la qualité de la vie, — non sans s'être fait prier par les élus locaux, a accepté de prendre à sa charge la remise en état de la forêt de Sevran, à côté de Livry-Garçon, abandonnée par le service des poudres de l'armée. Sur 100 hectares, 30 sont déjà accessibles. Les communes, aidées par la région et le département, ont alloué à leur tour de remarquables réalisations et d'ambitieux projets : Montreuil, 60 hectares en trois parcs, Villepinte, 6 hectares, Pantin, 8 hectares, Aubervilliers-Bois, 20 hectares, Bobigny, 6 hectares en plein centre ville, là où il n'y avait que trois arbres autour de l'ancienne église, qui reste seul témoin de l'architecture banlieusarde du dix-neuvième siècle au milieu de l'hôtel de ville, de la maison de la culture et de

### UN ESPACE LIBRE ENTRE PARIS ET VERRIÈRES-LE-BUISSON

## Pourra-t-on relier la ville à la campagne ?



Les écologistes vont-ils être pris à leur propre piège ? Défendre la nature et promouvoir les transports en commun peut être — parfois — contradictoire. Ainsi, maintenant que la crise et la mode ont définitivement condamné la prolongation de l'autoroute A-10 (Paris-Poitiers) jusqu'aux portes de la capitale, que faut-il faire des terrains ainsi rendus disponibles ?

Une splendide « coulée verte » reliant la ville à la campagne pour les piétons, les cyclistes, les cavaliers, disent les associations réunies dans le bureau de liaison des associations de défense de l'environnement à Paris et dans la région parisienne. Les « réserves » pour de futures nouvelles lignes S.N.C.F. propose le préfet dans son mémoire aux assemblées régionales sur le projet de révision du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU), donc rendre cet espace à sa destination première.

Avant guerre, une voie ferrée était prévue entre la gare Montparnasse et Charentes. Les terrains nécessaires avaient été achetés, certains petits ouvrages d'art construits; des rails posés jusqu'à Montreuil. Mais la ligne n'a jamais vu le jour. L'emprise ainsi dégagée a simplement servi aux essais du turborail. Actuellement, la partie entièrement installée sert — ce n'est pas rien — à l'entretien et à la formation des trains du réseau Ouest. Mais au-delà de Montreuil, et jusqu'à Gallardon, l'état, par l'intermédiaire de la société nationale, est propriétaire d'une bande de terrain de 40 à 100 mètres de large. Formidables réserves foncières qui ne peuvent qu'éveiller les convoitises.

La voiture — à temps où elle régnait sans partage — tenta de s'en emparer. Les projets étaient à l'échelle de l'ambition routière des années 60. L'autoroute A-10 (Paris-Poitiers) devait utiliser à travers la banlieue l'emprise de la S.N.C.F. avant de pénétrer au cœur de la ville jusqu'à la gare

Montparnasse par la radiale Verdingtorix. On s'en souvient, la radiale Verdingtorix fut mise à mort par M. Jacques Chirac en juin 1977 lors de la bataille municipale pour Paris.

Les écologistes ont remporté une bataille. Ils voudraient maintenant aller plus loin. D'autant qu'ils se sont émus d'un projet de « boulevard urbain » qui, remplaçant l'autoroute, les frustrerait de leur victoire. En fait, la direction régionale de l'équipement n'envisage rien de semblable. Elle souhaite simplement améliorer par endroits la voirie urbaine existante. Pas question donc d'empler sur l'emprise prévue pour l'autoroute et qui appartient toujours à la S.N.C.F. Que faire alors de cet espace laissé à l'abandon ?

Les associations ont un projet séduisant. Une piste cyclable et des chemins piétonniers devant être créés sur ce qui devait être la radiale Verdingtorix, pourquoi ne pas les prolonger jusqu'aux champs de l'Essonne ? Leurs arguments sont séduisants. Il suffirait d'aménager l'emprise autoroutière libérée depuis la porte de Vanves jusqu'à Verrières-le-Buisson en y installant des terrains de sport et d'aventures, des chemins pour piétons, cyclistes et cavaliers. Cela formerait une « coulée verte » qui aurait l'avantage de passer à proximité immédiate des principaux espaces verts du sud de Paris : les parcs de Châtillon-sous-Bagneux et de Fontenay-aux-Roses, les 180 hectares du parc de Soeaux, la Vallée-aux-Loups à Châtillon-Malabry, terrain actuellement de 40 hectares, appartenant au département des Hauts-de-Seine, en cours d'aménagement et que les associations voudraient agrandir pour créer une ZAC soustraite par la municipalité qui espère y faire venir des activités industrielles, dont les finances locales ont bien besoin, mais qui, d'après les défenseurs de l'environnement, gâcheraient un site rendu célèbre par la propriété de Chateaubriand.

### Difficultés

Au-delà du bois de Verrières, des promenades seraient faciles à aménager vers la « zone naturelle d'équilibre » (espace qui doit rester rural) du Hurepoix et vers celle de la plaine de Versailles à travers la vallée de la Bièvre. Cette proposition est regardée avec sympathie au ministère de l'environnement et du cadre de vie, mais la direction régionale

de l'équipement a d'autres projets. D'abord, elle fait remarquer que la « coulée verte », si séduisante soit-elle, se heurte à des difficultés : la S.N.C.F. souhaite garder les voies existantes qui servent de base arrière à Montparnasse et le passage n'est pas continu, puisqu'il faut franchir la butte de Fontenay-aux-Roses, ce que l'autoroute aurait fait par un tunnel. Ensuite, elle souhaite que l'autoroute atteigne l'A-86 pour assurer un bon écoulement du trafic.

Surtout, dans un document préparatoire à la révision du S.D.A.U., elle demande « la réservation de la plate-forme dite de Gallardon pour deux voies ferrées grandes lignes complètes par deux voies ferrées banlieues (de préférence) par un transport en commun en site propre ». La S.N.C.F. souhaite en effet retrouver la jouissance de son bien. Déjà M. Pourcade, alors ministre de l'équipement, avait envisagé d'y faire passer un train à grande vitesse pour l'ouest du pays. De plus, les lignes d'Austerlitz sont saturées, et les « spécialistes » estiment qu'il y a un besoin de transport en commun dans cette région.

Ces deux éventualités sont-elles conciliables ? Ce n'est pas évident. Certes, de nouvelles voies ferrées ne sont pas envisageables avant quinze ou vingt ans. En attendant, les terrains réservés pourraient être sommairement aménagés pour des activités de sport et de plein air. La plate-forme de Gallardon risque de rester encore longtemps un terrain vague inutilisé. A moins que le gouvernement et les élus régionaux n'en décident autrement lors de la prochaine révision du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de l'Ile-de-France.

THIERRY BRÉHIER.

### COMME TOUS LES ANS EN ÉTÉ

## LANGUAGE STUDIES

ORGANISE DES COURS D'ANGLAIS À L'UNIVERSITÉ DE CAMBRIDGE et maintenant également à l'UNIVERSITÉ DE BERKELEY (aux U.S.A.)

Ces cours intensifs en petits groupes durent 2, 3 ou 4 semaines. Les inscriptions sont ouvertes. Pour tous renseignements concernant cours et hébergement, veuillez nous téléphoner au 260-53-70 ou nous renvoyer ce bon à l'adresse ci-dessous :

LANGUAGE STUDIES, 330, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.

Tél. : 260-53-70. Tx 513.535 LSF PAR.

Nom, prénom.....

Age, profession.....

Adresse.....

désire recevoir une documentation sur les cours d'été.

KIM LAROUE.

## l'ensemble industriel confortable en service aux portes de Paris



Nous avons construit MOZINOR, une zone industrielle en étages, avec une autoroute intérieure en prise directe avec la A3.

MOZINOR est une solution rationnelle et confortable pour vous, vos collaborateurs, clients et fournisseurs. Des aires de stationnement P.L.-V.L. à tous les étages / 42.000 m<sup>2</sup> de surfaces utiles pour usines ou entreprises / l'eau, l'électricité, l'air comprimé, les fluides primaires pour le chauffage / des systèmes de sécurité de haut de gamme / 2,5 hectares d'espace vert / la propriété ou le bail classique avec des formules de location ponctuelle (de 400 à 2.700 m<sup>2</sup>) / une hauteur de plafond permettant de doubler votre surface.

**MOZINOR**  
l'efficacité pour votre expansion

Toutes informations :  
Monsieur TABARE à SADI  
15, avenue de la Résistance  
93100 MONTREUIL  
Tél. 858.15.60



LE MONDE  
mal connue pour la disponibilité de ses locaux et d'ambitieux projets : Montreuil, 60 hectares en trois parcs, Villepinte, 6 hectares, Pantin, 8 hectares, Aubervilliers-Bois, 20 hectares, Bobigny, 6 hectares en plein centre ville, là où il n'y avait que trois arbres autour de l'ancienne église, qui reste seul témoin de l'architecture banlieusarde du dix-neuvième siècle au milieu de l'hôtel de ville, de la maison de la culture et de

Qui doit payer les aéroports ?

RESPONSE

Angers et le vol à voile

FAITS ET PRO

Environnement

TALBOT HORIZON LS

LE PLAISIR DE CONDUIRE EN MINI-MENSUALITÉS OFFRE DU 6 AU 30 JUIN CONTACT!

TALBOT



## A PROPOS DE... UNE RÉUNION INTERNATIONALE A LILLE

### Qui doit payer les aéroports ?

Le dix-neuvième congrès de la section française de l'Association des aéroports civils internationaux (IACA), qui rassemble trois cent cinquante aéroports répartis dans quatre-vingt pays, vient de se réunir à Lille. Les responsables aéroports se sont surtout inquiétés de la menace pesant sur la formule de gestion qu'ils pratiquent actuellement, c'est-à-dire la concession.

« Dans le nouveau cahier des charges que l'on tente de nous imposer, se profile l'ombre du transport de charges d'entretien et de gestion des aéroports en tant que service public », a déclaré M. Pierre Altmeyer, président de la section française.

Les responsables aéroports redoutent en effet les « manœuvres de l'administration » qui viseraient à prendre en gestion directe les aéroports les plus importants, laissant les autres — les plus difficiles à gérer — à la charge des assemblées censales.

Veut-on aussi réduire le rôle prépondérant des chambres de commerce ? M. Robert Deleau, président de la chambre régionale de commerce Nord-Pas-de-Calais, fondateur de l'aéroport Lille-Mersin, est catégorique : « Il y a une manœuvre qu'on n'ose pas avouer clairement. On veut nous faire assumer à nous ou sur collectivement, toutes les charges qui incombent normalement à l'Etat et, en bloquant les tarifs, on cherche à nous mettre en faillite ».

La quasi-totalité des cent vingt aéroports français sont gérés par les chambres de commerce sous le régime de la concession ; les autres le sont par le

bail de sociétés d'économie mixtes, de syndicats mixtes ou intercommunaux d'un établissement public national (Aéroport de Paris) et d'un établissement public franco-allemand (Aéroport de Bâle-Mulhouse).

La dégradation de la situation financière des aéroports français remonte à plusieurs années : depuis 1973, les passagers ne tirent pas de leur exploitation des ressources suffisantes pour amortir normalement les équipements qui leur sont confiés. Déjà en 1977, leur insuffisance de trésorerie s'élevait à 37 millions de francs, la cause la plus évidente de cette situation étant au ralentissement de la croissance du trafic.

Pour porter remède à cette dégradation, les gestionnaires d'aéroports souhaitent que les pouvoirs publics cessent de leur faire supporter des charges qu'ils estiment incapables de financer. Ils voudraient être autorisés à faire payer leurs services à des tarifs plus conformes à la vérité des prix. Mais cette assemblée exigeant de hauts à la réserve des compagnies aériennes, qui, dans une conjoncture meurtrière, cherchent également à resserrer leurs coûts.

GEORGES SUEUR.

## CORRESPONDANCE

### L'aérodrome d'Angers et le vol à voile

M. Marcel Juillot, directeur de la Fédération française de vol à voile, estime qu'en écartant « dans notre article intitulé "Xros d'air sur l'aérodrome d'Angers" (le Monde du 21 mai) — qu'il s'agit de la V.V. ou de l'aérodrome — se réveille trop tard, nous n'avons pas retenu le point de vue de cet organisme. Il nous écrit : « Le vol à voile doit et peut être maintenu à Angers, soit par extension de l'aérodrome, soit par utilisation des moyens de lancement moins

broyants soit encore par une combinaison des deux solutions. Le combat de l'aérodrome ne pouvait être engagé avant de connaître tous les projets, et il ne s'agit en aucun cas d'un combat d'arrière-pensée ».

Par ses interventions, tant au niveau local qu'à celui de la direction générale de l'aviation civile, la Fédération française de vol à voile soutient la position de l'aérodrome d'Angers pour que l'activité puisse se poursuivre sans compromettre la sécurité.

## Midi-Pyrénées Le projet du parc naturel de l'Ariège doit tenir compte des richesses de la faune et des sites demandent les associations écologiques

Foix. — Une nouvelle enquête publique sur le projet du parc national en Ariège a lieu le 16 juin dans l'Ariège. A son tour, l'administration devra, après audition des représentants des populations dans cinquante-neuf communes concernées, rendre son verdict. Pour l'instant, elle se trouve confrontée à trois groupes de pression : ceux qui sont contre,

pour ne pas laisser crever sur place la montagne ariégeoise ; ceux qui acceptent l'idée d'une zone du patrimoine à condition de conserver certains droits de chasse et de pêche ; ceux, enfin, qui n'acceptent le projet que du bout des lèvres, à la condition de recevoir des garanties formelles sur la périmètre qui sera tracé.

### De notre envoyé spécial

dans les milieux écologiques qui soutiennent que le parc s'étendrait sur la partie la plus haute des Pyrénées ariégeoises, des limites de la Haute-Garonne, à l'ouest, jusqu'à la vallée de l'Ariège, à l'est, sur une superficie de 44 300 hectares pour le parc proprement dit et de 83 800 hectares pour la zone périphérique.

La Société de protection de la nature de Midi-Pyrénées, la Commission nationale de protection de la montagne du Club alpin français, les associations pour la protection des rivières et des sites de l'Ariège, la Comité écologique ariégeois, notamment, affirment que la création d'un parc national « doit permettre en priorité la préservation des sites d'intérêt biologique majeur ». Il paraît logique, alors, d'inscrire le « secteur du Luchonnais, zone à l'ouest de la Haute-Garonne, les principales zones de l'Ariège en modifiant le tracé des réserves proposées par le projet et certaines parties limitrophes des Pyrénées-Orientales ».

La réglementation du parc doit être conçue pour assurer la protection de la nature, donc éviter toutes activités incompatibles avec cet objectif, notamment la création de stages de neige, l'exploitation de mines et de carrières, l'ouverture de nouvelles routes de communication, l'implantation d'équipements mécaniques, la construction de bâtiments nouveaux, pour la chasse et l'exploitation forestière, des aménagements particuliers peuvent être envisagés.

### Aigles royaux

Le docteur Michel Clouet, conseiller biologique de l'Ariège, est l'un des animateurs de l'U.M.I.N.A.T. (1) et de la Société de protection de la nature de Midi-Pyrénées, qui exprime son inquiétude en constatant qu'aucun inventaire scientifique n'a été établi et que le tracé du parc, dans l'état actuel du projet, ne concerne que la haute altitude au détriment de la moyenne montagne plus riche biologiquement.

Il s'agit donc de protéger la chasse au gros et moyen gibier alors que le parc devrait être un sanctuaire pour une faune dans laquelle les ours, les aigles royaux, les vautours fauves, sont pratiquement en voie de disparition. Pour la Société de protection de la nature de Midi-Pyrénées, si la montagne ariégeoise n'a pas la richesse biologique des Pyrénées-Orientales ou des Pyrénées-Atlantiques, elle présente cependant des sites remarquables qui ne sont malheureusement pas inclus dans les limites prévues. C'est le cas pour les reliefs glaciaires du massif du Carlit, pour les biotopes sud-méditerranéens des environs de Tarascon-sur-Ariège et la vallée de Saleix, lieux de rencontre des influences atlantiques et méditerranéennes qui donnent à la flore comme à la faune une grande diversité. Il faudrait donc étendre les limites du parc afin d'inclure notamment l'aire de nidification de l'aigle royal.

La contestation se situe aussi (1) Union Midi-Pyrénées nature et environnement.

## Nord-Pas-de-Calais

### L'AUTOROUTE LILLE-VALENCIENNES POURRA TRAVERSER LE PARC DE SAINT-AMAND

(De notre correspondant.)

Lille. — L'Association de défense de la forêt du parc naturel de Saint-Amand-Raismes, dans le Nord, avait déposé un recours auprès du Conseil d'Etat, demandant l'annulation pour vice de forme de la déclaration d'utilité publique de l'autoroute Lille-Valenciennes pour la partie concernant la traversée de la forêt, entre Orchies et Valenciennes (le Monde du 17 février 1979).

Le Conseil d'Etat a, le 13 juin, rejeté cette requête. Il estime que « les inconvénients qui résultent de la traversée du massif restant compris dans le parc naturel de Saint-Amand-Raismes, et dont la gravité est sensiblement atténuée par le fait que la voie nouvelle emprunte sur sa plus grande longueur le tracé d'une route nationale existante, ne sont pas excessifs au regard de l'intérêt général qui s'attache à la réalisation de l'autoroute ».

En outre, le Conseil d'Etat fait valoir que, contrairement à ce que soutenait l'Association, le « gouvernement n'avait pas à consulter avant de décider du tracé de l'autoroute. — C. S.

LEO PALACIO.

## AUTOMOBILE

### La Talbot Solara En attendant

En attendant une grosse berline et une petite voiture dont on envisage l'arrivée sur le marché avant la fin de cette année, la Talbot Solara vient de commercialiser une berline quatre portes à trois volumes (moteur, passagers, coffre) qui aura l'avantage de rappeler que la firme n'entend pas s'endormir sur ses précédents modèles, mais aussi qu'elle peut faire face à différentes demandes et à relativement peu de frais.

La Solara, ainsi est-elle baptisée, est une évolution de la 1510, mais avec une silhouette plus traditionnelle, question de clientèle, dit-on, qui marque à l'heure actuelle et pour une part, un certain goût pour un retour au classicisme.

Pour ce faire, on a tronqué l'arrière de la 1510, rajouté un coffre et, du coup, allongé le véhicule de 8 centimètres. Et il reste six places latérales. Voilà pour l'extérieur.

### Six variantes

A l'intérieur, la Solara se présente en six variantes (LS, GL, GLS, SX) et avec, sous le capot, deux cylindres disponibles et trois boîtes de vitesses possibles.

Les moteurs qui agissent sur les roues avant sont connus (1 442 cm<sup>3</sup> et 1 592 cm<sup>3</sup>), mais les boîtes de vitesses quatre et cinq rapports sont nouvelles chez Talbot (fabriquées et livrées par Citroën à partir de la boîte de la CX). Avec rapport de pont long, ces boîtes aboutissent à un agrément de conduite reconnu déjà sur la 1510 — comme sur les 1307-1308 — et la consommation de carburant un bénéfice très substantiel. Cela, néanmoins au prix d'une certaine mollesse qu'accroît sur les hauts de gamme en série (SX) en option (GLS) une direction, semblable à celle de la 1510.

CLAUDE LAMOTTE.

**LOTO**  
facile!  
pas cher!

et  
ça peut rapporter gros.

Chaque semaine faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne **LOTO**

## FAITS ET PROJETS

### Bretagne

Grâce des autobus dans cinq villes. — Depuis le 9 juin, les transports urbains par autobus sont parés dans cinq villes de Bretagne : Quimper, Morlaix, Saint-Brieuc, Vannes et Saint-Malo par une grève des chauffeurs du groupe Verney du Mans.

### Île-de-France

La géothermie dans les Hauts-de-Seine. — La géothermie s'installe dans le département des Hauts-de-Seine. Quatre études seront lancées au cours de l'été dans les communes de Châtenay-Malejaire, Suresnes, Le Plessis-Robinson et Montrouge, et d'ici la fin de l'année, dans cinq autres communes du département : Antony, Nanterre, Neuilly-sur-Seine, Asnières et Puteaux. Le conseil général des Hauts-de-Seine a voté un nouveau crédit de 150 000 F pour sa participation dans les études sur

utilisation de cette énergie nouvelle.

### Environnement

Manifestation antinucléaire à Zeebrugge. — Des manifestants ont pris d'assaut le 15 juin à Zeebrugge, le cargo néerlandais Andromède-Smit, à bord duquel étaient chargés des déchets nucléaires. Ils ont endommagé la gouvernille, le radar et les installations radio du navire. Trois d'entre eux ont été blessés au cours d'affrontements avec les forces de l'ordre et les membres de l'équipage ; huit ont été arrêtés. — (Reuters.)

Nucléaire : affrontements entre manifestants et forces de l'ordre près de Choisy (Ardennes). — Des affrontements entre forces de l'ordre et manifestants antinucléaires ont fait plusieurs blessés, le 13 juin, près de Choisy (Ardennes). La manifestation quotidienne, dite de « l'Angelus », se sont joints une centaine de manifestants belges qui avaient

réussi à contourner les barrages de police.

### P.T.T.

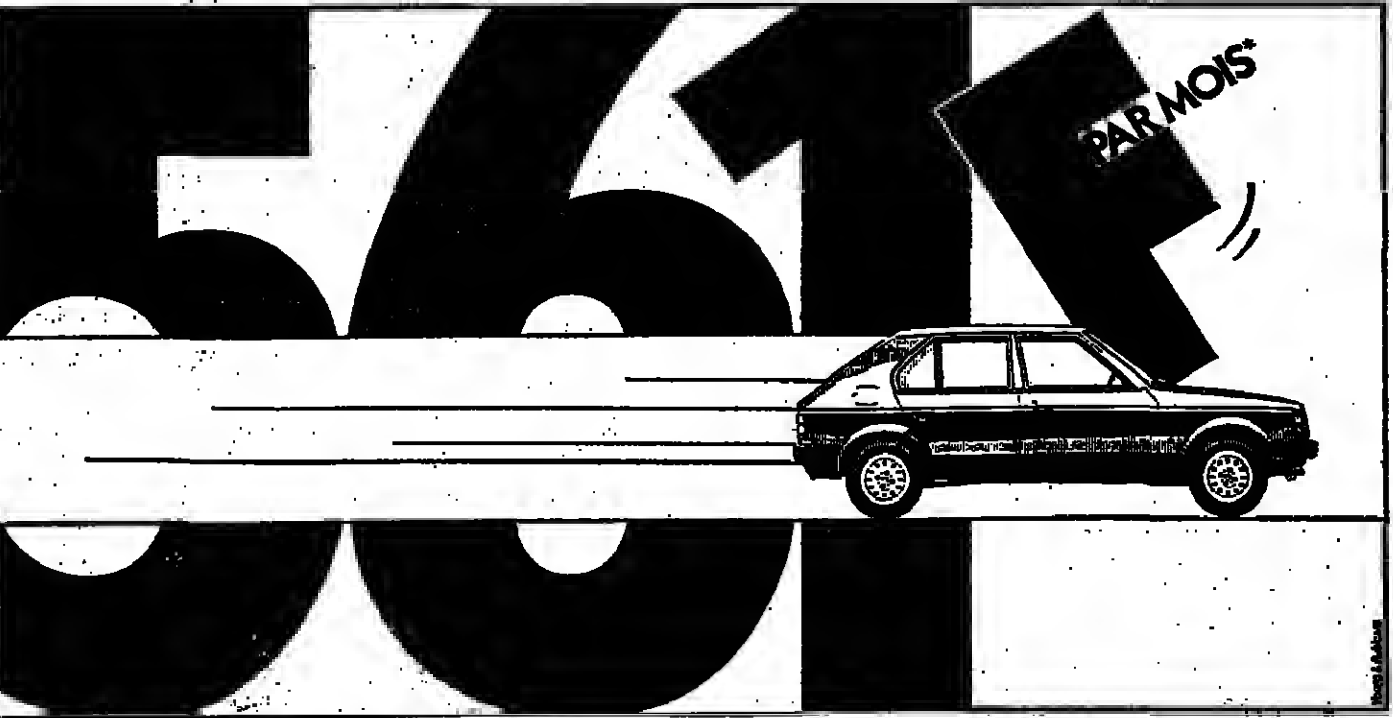
Accord pour un câble transatlantique. — Un accord portant sur la construction d'un câble sous-marin destiné à améliorer les liaisons téléphoniques internationales entre l'Europe et l'Afrique Occidentale et l'Amérique du Sud vient d'être conclu à Londres. Le projet, baptisé Atlantia, qui coûtera 103 millions de livres (132 millions de francs), intéresse dix pays : Argentine, Brésil, Allemagne fédérale, France, Italie, Côte-d'Ivoire, Portugal, Sénégal, Suisse et Royaume-Uni.

Les contrats de construction ont été accordés à la compagnie française Submarcom et à la société britannique Standard Telephone and Cable. Le câble, dont l'entrée en service est prévue à la mi-1982, sera le premier à relier trois continents : l'Europe à partir du Portugal, l'Afrique à partir du Sénégal et l'Amérique du Sud à partir du Brésil. — (A.F.P.)

**TALBOT HORIZON LS.**  
LE PLAISIR DE CONDUIRE  
EN MINI-MENSUALITÉS  
OFFRE DU 6 AU 30 JUIN  
CONTACT!

LOCATION LONGUE DURÉE AVEC PROMESSE DE VENTE.  
Véhicule acquis par la location. Après 48 mois ou 60 000 km, vous pouvez acheter le véhicule à 12 300 F (prix de location par mois de 1 200 F, taxes et assurances comprises).  
Après 48 mois ou 60 000 km, vous pouvez acheter le véhicule à 12 300 F (prix de location par mois de 1 200 F, taxes et assurances comprises).  
Après 48 mois ou 60 000 km, vous pouvez acheter le véhicule à 12 300 F (prix de location par mois de 1 200 F, taxes et assurances comprises).

**TALBOT**





Le Monde

# économie

## SOCIAL

### LE VINGT-QUATRIÈME CONGRÈS DE FORCE OUVRIÈRE

#### L'audience de la centrale de M. Bergeron a été renforcée par l'échec de la gauche en 1978

Le vingt-quatrième congrès confédéral de Force ouvrière va se tenir à Bordeaux du 17 au 20 juin. Plus de deux mille délégués participent aux assises triennales de la centrale qui déclare un million d'adhérents. Elle dispute à la C.F.D.T. le second rang après la C.G.T. dans le syndicalisme français, et son audience a été renforcée par l'échec de la gauche en 1978.

Les militants de F.O. se réunissent à l'heure où divers indices montrent que le profond déclin du mouvement ouvrier sera difficilement réversible en dépit des déclarations officielles.

« Ça va guérir », dit-on crûment à Force ouvrière, que l'on entend le militant de base ou le secrétaire général en personne. Chacun prévoit des explosions de mécontentement, visant la politique globale du gouvernement et le comportement du patronat, le blocage des salaires, la durée du travail, le chômage, les tentatives de récupération des droits acquis, les restrictions aux libertés syndicales, etc.

Les attaques contre la Sécurité sociale seront un autre sujet de doléances, étant donnée la position en flèche prise par Force ouvrière en la personne d'un de ses dirigeants, M. Maurice Durlin, au sujet de la conclusion de la nouvelle convention avec les médecins.

Des délégués reprocheront à la direction confédérale de manquer de dynamisme et de ne pas apporter aux militants l'aide qu'ils attendent de l'appareil central.

Comme de coutume, les contestataires dénonceront le manque de dynamisme et de ne pas apporter aux militants l'aide qu'ils attendent de l'appareil central.

En effet, si le bilan social et économique des trois années qui se sont écoulées depuis le précédent congrès à Vichy est assez maigre, le bulletin de santé de la centrale est satisfaisant. Force ouvrière n'engrangerait les bénéfices de son non-engagement politique, lui a épargné le traumatisme que lui a infligé la gauche politique et syndicale trop longtemps abandonnée à la quasi-certitude d'un renversement de la majorité aux élections de 1978.

#### La « divine surprise » des élections prud'homales

Bien que la nature des espoirs d'élus ait été déçue, la déception de la classe ouvrière se fit profondément sentir dans les congrès qui tinrent ensuite la C.G.T. et la C.F.D.T. La dernière, à Grenoble, en novembre de la même année, se prononça pour « la démocratisation et l'ouverture ». Les fruits, ou à peu près, ne tinrent pas ce que promettaient les fleurs de cet automne-là, puisque la C.G.T. ne s'est nullement dégagée de l'emprise du P.C.F., ainsi que le « coup de Kaboul » l'a montré. De son côté, la centrale de M. Maire a d'abord eu du mal à suivre le réajustement décidé par ses dirigeants des mars 1978. Le congrès de Brest, l'année suivante, non sans remous, a entériné une orientation aujourd'hui acceptée à peu près unanimement, mais qui n'a pas dissipé certaines ambiguïtés. En revanche, à Force ouvrière, l'échec de la gauche a glissé sur l'apolitisme traditionnel de l'organisation. Point n'a été besoin d'opérer un recadrage sur le syndicalisme « pur ». Au contraire, pour s'être tenue à l'écart de

l'arène politique, F.O. a vu renfermer, lors des élections professionnelles, ceux qui s'étaient échoués par les tenants du programme commun ou les supporters de l'antagonisme.

Le scrutin pour les nouveaux conseils de prud'hommes, en décembre dernier, allait couronner cette patiente ascension non sans plonger l'état-major de la centrale de l'avenue du Maine dans une « divine surprise » : 17,83 % des voix. Étant donné sa bonne audience dans les secteurs public et nationalisés, Force ouvrière estime que sa représentativité globale est d'environ 22 %.

Ce qui ne laisserait qu'une faible marge d'avance pour la C.F.D.T., qui a recueilli 22,21 % des suffrages prud'homaux (1).

M. Bergeron affecte de s'en tirer utile gloire. Pour lui, il était prévisible que la C.G.T. paierait le tribut de ses liens avec le P.C. que la C.F.D.T. subissait le contre-coup de son « gauchisme » et de ses professions de foi extrasyndicales.

Pour le secrétaire général, l'orientation de la C.G.T. reste liée à celle du P.C.F. Or, dit-il, « les communistes ne veulent pas du pouvoir, les Russes ne veulent pas de déstabilisation du rapport de forces en Europe occidentale ». Ce qui motive les surenchères de M. Séguin, filé selon lui dans les schémas d'agitation politique qui n'ont rien à voir avec les intérêts des travailleurs.

Vis-à-vis de la C.F.D.T., Force ouvrière n'a rien abandonné de ses préventions. Ce qui, à propos de son « recentrage », a fait dire à M. Bergeron : « Nous comprenons la difficulté de maintenir l'équilibre du véhicule dans les virages en épingle à cheveux, mais nous n'entendons pas faire les frais de l'opération ».

Lorsque le comité confédéral national de F.O. en décembre 1979, a repoussé la rencontre que proposait M. Maire, une faible minorité était cependant favorable à un rendez-vous (environ 20 %). M. Bergeron n'y avait pas bousillé. Mais l'avis des délégués sur le fond fut unanime :

la C.F.D.T. n'avait pas modifié ses objectifs et personne n'oublierait les sarcasmes dont des délégués avaient si longtemps abreuvé la centrale de l'avenue du Maine. La nature de l'offre de M. Maire ne reflétait pas d'évolution puisqu'il ne s'agissait, dans le cadre de dispositions prises avec la C.G.T., que de simples propositions d'action à toutes les organisations syndicales. Les délégués internes de la C.F.D.T. tombés entre les mains de Force ouvrière, étaient très explicites à ce sujet pour M. Bergeron et ses amis. Elles excluaient tout renversement des alliances. À l'unanimité, le comité confédéral vota un texte intitulé « Non à la confusion ».

Force ouvrière coupait ainsi dès la racine les ambitions de création d'un front des réformistes dont M. Mennu, nouveau président de la C.G.C., avait voulu faire son cheval de bataille. En les relations de F.O. avec la centrale des cadres ainsi qu'avec la C.F.T.C. s'en trouveront quelque peu rafraîchies.

D'une façon plus générale, M. Bergeron et ses amis se plaisent à dire qu'il n'y a pas de crise du syndicalisme. Pour eux, il ne s'agit que de difficultés très compliquées par la crise mondiale, et la revendication syndicale doit s'insérer dans les réalités auxquelles elle est confrontée.

Cela étant, le temps passe et le congrès de Bordeaux procédera à un certain rajustement du bureau de la confédération, qui vont quitter MM. Laval et Heurtebise. Ils céderont la place à MM. Marc Blondel et Claude Jenet, respectivement secrétaire de la Confédération des employés et cadre de l'union de la Haute-Vienne. Le premier, muni d'un mandat, pourra être parmi les candidats les plus valables, dans quelques années, à la succession de M. Bergeron.

JOANINE ROY.

(1) La C.G.T. a recueilli 42,36 %, la C.F.O. 21,9 %, la C.G.C. 2,25 %, la C.F.T.C. 2,96 %, la C.F.T.M. 2,96 % et les divers 0,32 %.

### VERS UNE ACTION C.F.D.T. POUR LES BAS SALAIRES LE 24 JUIN

Il est peu probable que la C.G.T. et la C.F.D.T. puissent se mettre d'accord sur une journée commune en faveur des bas salaires et de la réduction de la durée du travail d'ici à la fin de ce mois. C'est, on le sait, le 1<sup>er</sup> juillet que le gouvernement doit relever le SMIC.

M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., a déclaré le 13 juin, à l'issue du bureau confédéral de cette centrale, qu'il souhaitait aboutir à un accord avec la C.G.T. sur les objectifs et les modalités d'une action unitaire.

Mais la réunion qui s'est tenue vendredi entre les dirigeants des deux centrales, dont M. Krauch pour la C.G.T., n'a pas abouti. En cas de désaccord persistant, la C.F.D.T. a annoncé qu'elle maintiendrait ses consignes pour le 24 juin, en préconisant des arrêts de travail. Ils seront sans doute de deux heures dans la métallurgie. La mobilisation est bien commencée, estiment les délégués. La C.G.T., pour sa part, a déjà lancé des ordres d'action nationale pour la journée du 19 juin.

### RÉUNI EN CONGRÈS A BORDEAUX

#### Le Centre des jeunes dirigeants d'entreprise se prononce pour la réduction de la durée du travail et la revalorisation des bas salaires

De notre envoyé spécial

Bordeaux. — Un congrès moins percutant que son ambitieux titre, « le choc du dialogue » (1), mais tout de même marqué par un réel désir d'innovation sociale : bon nombre des huit cent cinquante membres du Centre des jeunes dirigeants d'entreprise (C.J.D.) réunis du 12 au 14 juin, à Bordeaux, ont convenu avec leur président, M. Bernard Boisson, que la concertation avec les syndicats devait être revue et corrigée dans le sens d'un véritable approfondissement. « Il faut, a dit M. Boisson dans son discours de clôture, en finir avec la politique des coups de pouce, qui ne peut aboutir qu'à des coups de poing, comme mai 1969 ».

Prévoyant une réduction significative de la durée du travail, qui accroît la productivité, et une revalorisation effective des bas salaires, le prési-

dent du C.J.D. a estimé que les syndicats devaient pouvoir jouer leur rôle de « contre-pouvoir ». Aussi a-t-il plaidé pour la « transparence » de l'entreprise — toutes cartes économiques mises sur table — en regrettant que le progrès social soit encore trop souvent considéré comme « le résultat pur ou moins aléatoire du progrès économique ».

Le message est, semble-t-il, passé, encore que les adhérents du C.J.D. soient loin d'être tous des patrons de choc... du dialogue. Le mouvement paraît même se caractériser, schématiquement, par une base plus ou moins conservatrice face à une direction plus ou moins progressiste. Et comme, par définition, le renouvellement des adhérents est fréquent — on n'est pas chef d'entreprise à vingt ans et on doit quitter le C.J.D. à quarante-cinq —, l'homogénéité de cette organisation ne va pas de soi.

Pendant trois jours, les jeunes dirigeants ont pu confronter leurs expériences et échanger leurs idées sur les trois grands thèmes choisis : « Comment travailler demain ? », « Associer les hommes à la vie de l'entreprise », « Agir dans la région » et dans les six forums organisés. L'un d'eux avait pour titre : « Deux millions de chômeurs ».

Deux anciens présidents du C.J.D. sont intervenus dans ce débat. M. Michel Debarque, P.D.G. de SAFARI (automobile), a assuré qu'il fallait à la fois réduire la durée du travail des hommes et allonger les temps de fonctionnement des machines. Cela permettrait d'embaucher — même du personnel intérimaire, a-t-il dit — et de sauvegarder sa productivité et compétitivité. M. Pierre Bellon, président de la SODEXHO (restauration collective), a essentiellement critiqué « l'absence de stratégie industrielle en France ».

#### La répartition de l'information

Outre M. Jean-Paul Bachy, délégué national du parti socialiste au travail et à l'emploi et invité à ce forum — qui a notamment préconisé la relance de l'économie et le partage du travail, M. Beudouin, directeur général de l'Agence nationale pour l'emploi, a insisté sur le « défi sociologique » que représentait la chômage féminin (55 % des demandeurs d'emploi sont des femmes) et il a préconisé le développement du travail à temps partiel volontaire, assorti d'avantages adaptés.

Les cinq autres forums étaient intitulés : « Moins travailler, mieux vivre », « Partager le pouvoir », « L'entreprise reconnue », « Le temps des robots » et « A quel prix notre indépendance énergétique ? ». Il est regrettable qu'aucune synthèse n'en ait été faite. Le C.J.D. avait prévu, lors de la clôture, la parole à MM. Stoléru et Chaban-Delmas. Le secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation a repris son idée de la création d'un « grade » de maître ouvrier, sommet de la hiérarchie ouvrière. Il souhaite que « dans toute entreprise, l'ouvrier le mieux payé ait un salaire au moins égal à celui du cadre débutant ». Pour le reste, M. Stoléru, prenant parfois les accents d'un meeting électoral — notamment pour fustiger les grévistes de l'E.D.F. — a emprunté un dialogue de choc, épousant certains thèmes à l'anti-syndicalisme du C.N.P.F. : qui à la concertation avec les salariés, mais en restaurant la voie hiérarchique, via la médiation.

Intervenant tout de suite après, M. Chaban-Delmas a dit exactement le contraire, en reprochant, d'une façon générale, à la maîtrise de « retenir l'information ». Le président de l'Assemblée nationale en a aussi profité pour dire que « les groupes parlementaires de l'opposition ne sont malheureusement pas écoutés » et pour dénoncer le « carcan » de la vie politique française.

Enfin, au cours d'un débat final qui n'a pas manqué de qualité, MM. Fourcade, ancien ministre, président du club Perspectives à Rueil-Malmaison, et Bérégovoy, secrétaire national du parti socialiste, sont tombés d'accord au moins sur un point : M. Ceyrac a eu tort de prendre prétexte de la grève de l'E.D.F. pour annuler une réunion de négociation sur la réduction du temps de travail. Le président du C.J.D. avait fait la même critique. Le C.N.P.F. en tirera-t-il compte pour abandonner une fois pour toutes la politique qu'il adopte souvent, à savoir le dialogue... de sourds ?

MICHEL CASTAING.

(1) Et non pas « l'échec du dialogue », comme une erreur de transmission nous l'a fait croire (le Monde du 14 juin).

### Cent trente-cinq licenciements annoncés à l'imprimerie Hélio-Nea de Lille

De notre correspondant

Lille. — L'imprimerie Hélio-Nea de Lille, filiale de Neogra, en règlement judiciaire depuis 1978, devrait licencier cent trente-cinq personnes le 1<sup>er</sup> juillet sur un effectif total de six cents personnes.

Le Syndicat du livre C.G.T. a fait connaître le 29 mai à Lille, au cours d'une conférence de presse, son hostilité à cette mesure. Il a rappelé que, en quatre ans, sept cents à huit cents postes de travail ont été supprimés dans ce secteur dans la seule région lilloise. Deux groupes financiers allemands (Bertelsmann et Lütze) sont candidats pour une éventuelle reprise de Nea. Le C.G.T. leur demande une discussion sans préalable pour l'évaluation du

plan industriel et financier, en indiquant qu'elle ne rejette pas l'idée d'une convention sociale. L'imprimerie lilloise, selon les syndicats, doit se constituer en unité indépendante sur le plan industriel avec atelier de photocomposition et de façonnage, mais aussi un service commercial.

En même temps que se déroulait une manifestation à Lille, trois autobus venant de la région parisienne et transportant quelque deux cents travailleurs livrés ont bloqué la frontière franco-belge au poste de Beckem, sur l'autoroute A 1. La C.G.T. entendait protester ainsi contre le fait que de nombreuses publications françaises sont imprimées en Belgique.

Prix spécial jusqu'au 16 juillet 1980

# Régalez bien votre Citroën: économisez plus.

- 80 F pour régler un véhicule à moteur bicycindre.
- 130 F pour régler un véhicule à moteur 4 cylindres essence.

Offre exceptionnelle du réseau Citroën comprenant:

- ★ nettoyage filtre à air
- ★ remplacement bougies
- ★ réglage point d'avance (4 cylindres seulement)
- ★ réglage ralenti
- ★ contrôle pression des pneumatiques
- ★ essai du véhicule
- ★ contrôle et réglage anti-pollution (CO/CO<sub>2</sub>)

CITROËN Plus

CITROËN TOTAL

## AFFAIRES

### La société Interab

### Le droit d'usage de préférence au droit de propriété

### LE MARCHÉ INTERB

Produit	Unité	Prix
Blé	100 kg	12,50
Maïs	100 kg	11,80
Orge	100 kg	12,20
Avoine	100 kg	11,50
Sécheresse	100 kg	12,00
Haricots	100 kg	13,50
Fèves	100 kg	13,20
Soja	100 kg	14,50
Colza	100 kg	15,00
Lin	100 kg	16,00
Arachides	100 kg	17,00
Olives	100 kg	18,00
Amandes	100 kg	19,00
Cacahuètes	100 kg	20,00

### TAUX DES BONS

Titre	Taux
Bons de Trésor	4,50 %
Bons de Trésor	4,75 %
Bons de Trésor	5,00 %
Bons de Trésor	5,25 %
Bons de Trésor	5,50 %
Bons de Trésor	5,75 %
Bons de Trésor	6,00 %
Bons de Trésor	6,25 %
Bons de Trésor	6,50 %
Bons de Trésor	6,75 %
Bons de Trésor	7,00 %
Bons de Trésor	7,25 %
Bons de Trésor	7,50 %
Bons de Trésor	7,75 %
Bons de Trésor	8,00 %
Bons de Trésor	8,25 %
Bons de Trésor	8,50 %
Bons de Trésor	8,75 %
Bons de Trésor	9,00 %
Bons de Trésor	9,25 %
Bons de Trésor	9,50 %
Bons de Trésor	9,75 %
Bons de Trésor	10,00 %

### VENDRE ACHETER

1. LIREZ LE CREDIT

2. LIREZ LE CREDIT

3. LIREZ LE CREDIT

4. LIREZ LE CREDIT

5. LIREZ LE CREDIT

6. LIREZ LE CREDIT

7. LIREZ LE CREDIT

8. LIREZ LE CREDIT

9. LIREZ LE CREDIT

10. LIREZ LE CREDIT

11. LIREZ LE CREDIT

12. LIREZ LE CREDIT

13. LIREZ LE CREDIT

14. LIREZ LE CREDIT

15. LIREZ LE CREDIT

16. LIREZ LE CREDIT

17. LIREZ LE CREDIT

18. LIREZ LE CREDIT

19. LIREZ LE CREDIT

20. LIREZ LE CREDIT

21. LIREZ LE CREDIT

22. LIREZ LE CREDIT

23. LIREZ LE CREDIT

24. LIREZ LE CREDIT

25. LIREZ LE CREDIT

26. LIREZ LE CREDIT

27. LIREZ LE CREDIT

28. LIREZ LE CREDIT

29. LIREZ LE CREDIT

30. LIREZ LE CREDIT

31. LIREZ LE CREDIT

32. LIREZ LE CREDIT

33. LIREZ LE CREDIT

34. LIREZ LE CREDIT

35. LIREZ LE CREDIT

36. LIREZ LE CREDIT

37. LIREZ LE CREDIT

38. LIREZ LE CREDIT

39. LIREZ LE CREDIT

40. LIREZ LE CREDIT

41. LIREZ LE CREDIT

42. LIREZ LE CREDIT

43. LIREZ LE CREDIT

44. LIREZ LE CREDIT

45. LIREZ LE CREDIT

46. LIREZ LE CREDIT

47. LIREZ LE CREDIT

48. LIREZ LE CREDIT

49. LIREZ LE CREDIT

50. LIREZ LE CREDIT

51. LIREZ LE CREDIT

52. LIREZ LE CREDIT

53. LIREZ LE CREDIT

54. LIREZ LE CREDIT

55. LIREZ LE CREDIT

56. LIREZ LE CREDIT

57. LIREZ LE CREDIT

58. LIREZ LE CREDIT

59. LIREZ LE CREDIT

60. LIREZ LE CREDIT

61. LIREZ LE CREDIT

62. LIREZ LE CREDIT

63. LIREZ LE CREDIT

64. LIREZ LE CREDIT

65. LIREZ LE CREDIT

66. LIREZ LE CREDIT

67. LIREZ LE CREDIT

68. LIREZ LE CREDIT

69. LIREZ LE CREDIT

70. LIREZ LE CREDIT

71. LIREZ LE CREDIT

72. LIREZ LE CREDIT

73. LIREZ LE CREDIT

74. LIREZ LE CREDIT

75. LIREZ LE CREDIT

76. LIREZ LE CREDIT

77. LIREZ LE CREDIT

78. LIREZ LE CREDIT

79. LIREZ LE CREDIT

80. LIREZ LE CREDIT

81. LIREZ LE CREDIT

82. LIREZ LE CREDIT

83. LIREZ LE CREDIT

84. LIREZ LE CREDIT

85. LIREZ LE CREDIT

86. LIREZ LE CREDIT

87. LIREZ LE CREDIT

88. LIREZ LE CREDIT

89. LIREZ LE CREDIT

90. LIREZ LE CREDIT

91. LIREZ LE CREDIT

92. LIREZ LE CREDIT

93. LIREZ LE CREDIT

94. LIREZ LE CREDIT

95. LIREZ LE CREDIT

96. LIREZ LE CREDIT

97. LIREZ LE CREDIT

98. LIREZ LE CREDIT

99. LIREZ LE CREDIT

100. LIREZ LE CREDIT



## AFFAIRES

## Dépôt de bilan de la société Intersub spécialisée dans les travaux industriels sous-marins

De notre correspondant

Marseille. — L'activité offshore, secteur de « pointe » de l'industrie maritime, que l'on considérait comme porteur de promesses d'avenir, connaît à son tour une inquiétante récession. Depuis le 30 mai, le dépôt de bilan est effectif pour les deux sociétés Intersub S.A. et Intersub-Développement, implantées à Marseille, l'autre à Paris, et qui s'étaient fait un renom mondial dans les travaux sous-marins et la plongée industrielle, ainsi que dans la mise au point de matériel spécialisé. Tout récemment, c'est Intersub qui était intervenu pour couler — avec succès — les brèches du pétrolier Tanco.

Intersub, fondée en 1973 par M. Jean-François Durand, décédé accidentellement en 1978, et dirigée depuis par son épouse Claudine, avait connu une expansion fulgurante. En 1974 elle employait vingt personnes et possédait un navire de surface et un sous-marin. Dix ans plus tard, elle comptait cent-cinquante salariés dont cinquante sédentaires à Marseille et quarante ingénieurs et techniciens installés à Paris dans la société sous Intersub-Développement, dirigée par M. Alain Courroux. Celle-ci concevait et fabriquait un matériel qui était à la société une avance technologique en matière d'assistance sous-marine, de navigation automatique et de travaux sous-marins profonds. Avec un chiffre d'affaires de 90 millions de francs, Intersub représentait, en 1979, 60 % du marché mondial de l'offshore.

La société marseillaise, après avoir réalisé des investissements très importants, avait connu ses premières difficultés financières et elle avait été absorbée par le groupe britannique Northern Offshore Ltd.

La récession atteint à son tour la maison mère — Northern Offshore — qui a subi une crise

de confiance » de la part du consortium bancaire anglo-américain qui la soutenait pour l'avoir pas pu faire face à une échéance d'emprunt. Non seulement les banquiers ont mis un terme au crédit qu'ils consentaient, mais ils ont exigé la saisie du matériel qui constituait la garantie. C'est ainsi qu'au début du mois de mai Intersub s'est vu brutalement privée de son outil de travail les cinq navires support et les deux sous-marins mis à sa disposition par Northern Offshore Ltd qui ont été regroupés à Dundee (Ecosse) et mis en vente.

Des négociations sont actuellement en cours avec un groupe d'industriels français en concurrence avec d'autres groupes étrangers d'acquiescence potentielle. Une issue rapide permettrait un sauvetage d'Intersub avant que la valeur de reprise du matériel ne chute et que les personnels très hautement spécialisés qui la servent ne se dispersent. Le tribunal de commerce de Marseille a pour sa part rendu un jugement autorisant le règlement judiciaire de la société afin de permettre que se poursuivent les négociations en cours.

JEAN CONTRUCCI.

## Les propositions du parti socialiste sur le commerce et l'artisanat

## Le droit d'usage de préférence au droit de propriété

Le parti socialiste avait créé, lors de son congrès d'avril 1979, une délégation chargée d'étudier les questions relatives au commerce et à l'artisanat. Il éditera prochainement un livre blanc, « fruit de ses réflexions sur ce sujet. Le 13 juin, cependant, M. Bergey, secrétaire national aux relations extérieures du parti, ainsi que MM. Alain Rodet et René Souchon, tous deux députés nationaux aux travaux indépendants, ont exposé les résultats des travaux de leur parti sur ces deux types d'activité.

Encourager une nécessaire diversité dans les formes de la distribution est la première des propositions socialistes. Un équilibre, variable selon les zones géographiques, doit donc être réalisé entre grandes surfaces et petites commerces, les premières n'étant plus le fait de géants de la distribution, mais plutôt celui de groupements d'achats ou de coopératives de détaillants. Le P.S. estime essentiel que les commerçants et artisans sortent de leur individualisme pour assurer une meilleure compétitivité et une plus grande résistance face aux « grands » et pour introduire une sensibilisation à des responsabilités communes en vue d'une revalorisation de leur statut. Dans ce cadre, et afin d'accroître leur rôle dans le secteur artisanal et commercial, les chambres de commerce devraient être dissociées des chambres d'industrie. Le P.S. dénonce d'autre part le prix d'achat, souvent prohibitif, des fonds de commerce. Ce coût excessif nuit, selon lui, à la liberté d'entreprendre et provoque une sélection arbitraire sur les jeunes qui veulent créer leur entreprise. C'est pourquoi il propose une nouvelle forme d'acquisition, type S.A.P.E.R., susceptible de se porter acquéreur de fonds de commerce pour les louer ultérieurement à de jeunes détaillants. Privilegier le droit d'usage plutôt que le droit de propriété, tel est l'objectif implicite des socialistes.

De plus, pour pallier les échecs fréquents engendrés par le manque de compétence, la création d'une entreprise serait assujettie à la possession d'un diplôme tel qu'un brevet professionnel ou un brevet de maîtrise. A défaut, le chef d'entreprise devrait prouver son expérience professionnelle ou passer un examen organisé conjointement par les chambres de métiers et le ministère de l'éducation. A chaque spécialité correspondrait un certificat d'aptitude professionnelle, et la formation initiale des jeunes devrait également être réformée en privilégiant les cours théoriques par rapport à l'apprentissage en entreprise. Les jeunes seraient

BIBLIOGRAPHIE  
« L'OPEP, passé, présent et perspective »

de Abdelkader Sid-Ahmed

Du pétrole, les pays du Proche-Orient et le Venezuela en ont produit bien avant la création, en 1960, de l'OPEP. Or, en 1973, malgré parfois plus d'un demi-siècle d'exploitation pétrolière, « aucun de ces pays n'était parvenu à ériger une économie nationale à croissance autosuffisante ou au stade de la maturité ». La rente était alors presque entièrement confiée par les compagnies pétrolières.

Le développement économique

## FAITS ET CHIFFRES

## Agriculture

« La société française Limagrain rachète la société américaine Jacques Seeds, filiale du groupe Union Carbide Agricultural Products. Jacques Seeds est spécialisée dans les semences hybrides de maïs et possède sept installations de traitement des semences aux Etats-Unis. Limagrain est une société coopérative regroupant huit cents quarante adhérents producteurs de semences de maïs en Limagne; elle emploie, avec ses neuf filiales (dont la société Vilmorin), mille sept cents salariés.

« Le gros naturel donne aux horticulteurs des Pays-Bas des avantages incompatibles avec les règles du Marché commun », estime la Commission européenne. Dans un rapport qu'elle a présenté à la demande du conseil des ministres, la Commission estime que l'existence du tarif spécifique du pays pour les horticulteurs néerlandais affecte le développement des échanges entre les Neuf, les producteurs des pays partenaires devant supporter les augmentations constantes du tarif légal et lourd qu'ils utilisent pour le chauffage de leurs serres.

## Artisanat

« Les conjoints d'artisans qui collaborent effectivement et sans rémunération au fonctionnement de l'entreprise et n'exercent aucune autre profession peuvent désormais être inscrits au répertoire des métiers et participer, comme électeurs et éligibles, aux élections des organismes consultatifs. Cette mesure, annoncée à plusieurs reprises par le gouvernement dans le cadre de la charte de l'artisanat, a fait l'objet d'un décret et d'un arrêté parus le 6 juin au Journal officiel.

## Social

« Nettoyeurs de Roissy : reprise du travail. — Les nettoyeurs de l'aéroport Charles-de-Gaulle à Roissy, en grève depuis le 11 mai, ont repris le travail le samedi soir 14 juin, après la signature, en début d'après-midi, d'un protocole d'accord entre les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. et la société de nettoyage l'Union des services publics (U.S.P.). Les nettoyeurs ont notamment obtenu que leur salaire mensuel soit porté à 2 800 francs le 1<sup>er</sup> octobre prochain.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	à 100	à 100	à 100	à 100
\$ E.-U.	4,9310-4,9330	+ 90 + 115	+ 228 + 235	+ 599 + 618
\$ Can.	3,5490-3,5525	+ 65 + 15	+ 35 + 38	+ 140 + 220
£ (1980)	1,5945-1,5955	+ 45 + 15	+ 40 + 5	+ 120 + 180
DM	2,3230-2,3250	+ 45 + 70	+ 190 + 148	+ 365 + 450
FF (1980)	14,3250-14,3510	+ 450 + 275	+ 430 + 450	+ 1370 + 815
¥ (1980)	2,5230-2,5275	+ 120 + 155	+ 260 + 305	+ 885 + 835
₮ (1980)	4,9285-4,9350	+ 440 + 325	+ 235 + 245	+ 1045 + 1445
₮ (1980)	5,5770-5,5820	+ 440 + 325	+ 240 + 240	+ 1065 + 2410

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	3/12	6/12	9/12	12/12	3/18	6/18	9/18	12/18
DM	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
FF	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
₮	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
₮	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
₮	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
₮	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
₮	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
₮	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2

## VENDRE et ACHETER en CHINE

LISEZ LE « TRADE DIRECTORY OF CHINA »

EDITION EN QUATRE LANGUES + de 700 P.

Je désire recevoir ..... exemplaires  
du « Trade Directory of China »  
ou prix de 125 \$ ou 550 F. Total .....  
A l'attention de Monsieur .....  
Société .....  
Adresse .....  
Tél. ....  
SICE 70, rue de Tocqueville  
75017 Paris

## ÉNERGIE

## Au Canada

## LE GOUVERNEMENT QUÉBÉCOIS ACHÈTE LES MINES D'AMIANTE DE LA SOCIÉTÉ BRITANNIQUE TURNER AND NEWALL

De notre correspondant

Montréal. — Créant une certaine surprise, le gouvernement québécois a annoncé, récemment, qu'il avait décidé d'acheter des mines d'amiante appartenant à la société Bell Asbestos, filiale du groupe britannique Turner and Newall. La transaction, d'un montant de 35,5 millions de dollars canadiens (120 millions de francs), porte sur les mines elles-mêmes, les installations de raffinage et deux usines de transformation. Bell Asbestos, qui emploie plus de mille personnes, réalise un chiffre d'affaires d'environ 80 millions de dollars (200 millions de francs).

Lors de son arrivée au pouvoir, en novembre 1976, le parti québécois (indépendantiste) avait annoncé son intention d'intervenir dans le secteur de l'amiant, dont le Québec est le premier exportateur mondial et le deuxième producteur derrière l'Union soviétique. En juin 1979, l'Assemblée nationale du Québec adoptait une loi autorisant le gouvernement à procéder à l'expropriation de la société Asbestos.

BERTRAND DE LA GRANGE.

## TELEX PARTAGÉ

ETRAVE SERVICE TELEX PARIS 345.21.62

**isa** INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES  
78150 JOUY-EN-JOSAS - TEL. 01 956 43 61  
ou 01 956 80 00 (02) 424 488 476 482  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS  
CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

En vue de la rentrée de septembre 1980  
date limite de dépôt des dossiers  
de candidature pour la dernière session  
d'admission : lundi 23 juin 1980.

**Gagnez du temps !**  
composez automatiquement  
vos numéros avec  
**COMPOSTEL**

Compostel conserve en mémoire les numéros de vos correspondants habituels. Appel instantané et sans erreur. Ne vous énervez plus si votre numéro est occupé, Compostel le recompose à votre place autant de fois que nécessaire.

**COMPOSTEL**  
14-16, rue Bellier-Dedouvre - 75013 PARIS  
Tél. 588.83.00

Nom .....  
Fonction .....  
Société .....  
N° .....  
Rue .....  
Ville ..... Code .....  
souhaite recevoir une documentation "COMPOSTEL"

## 9 bons jobs sur 10 exigent une langue de plus.

## APPRENEZ-LE CHEZ BERLITZ

Parler, c'est la meilleure façon d'apprendre une langue : c'est le principe Berlitz. La méthode : un dialogue intensif programmé avec des professeurs entraînés. Des résultats prouvés. Des formules de cours adaptées à tous les niveaux et à tous les impératifs.

Choisissez l'heure et le lieu. Avec Berlitz vous parlerez une langue de plus. Et à vous les bons jobs.

Appelez dès aujourd'hui.

**BERLITZ**

Paris, Champs-Élysées 720.41.60 / Nation 371.13.41 / Opéra 742.13.39 / Pompidou 633.98.77 / Rue de la Paix 261.64.34  
Saint-Augustin 522.22.23 / Victor-Hugo 500.34.38  
Région Parisienne, Boulogne 607.15.10 / La Défense 773.68.16 / Saint-Germain-en-Laye 973.75.00  
Versailles 950.06.70 / Provins 44.26.44 / Compiègne 39.26.84 / Lille 06.42.41 / Lyon 28.60.24 / Marseille 33.00.72  
Nice 93.59.35 / Strasbourg 32.73.30 / Toulouse 56.32.77 / Bordeaux 33.02.74 / Liège 23.66.74  
Suisse, Genève 21.52.83 / Lausanne 22.53.04.

## PRESSE

« Le quotidien du P.S. : décision retardée. — Le comité directeur du P.S., réuni le samedi 14 juin, devait arrêter la décision de lancer un journal quotidien à l'automne prochain. Celle-ci était subordonnée à la souscription de vingt mille abonnés (à 480 F). Pour favoriser cette campagne, le P.S. proposera aux militants de s'engager à envoyer 45 F par mois pour recevoir le journal. La décision concernant le lancement est renvoyée à la mi-juillet.



# ÉTRANGER

## LA BELGIQUE REFAIT SURFACE EN ARABIE SAOUDITE

(De notre correspondant.)  
Bruxelles. — Après une éclipse de plusieurs mois, la Belgique refait surface en Arabie saoudite et paraît sur le point d'enlever d'importants contrats.  
En 1979, l'entreprise belge Eurosystem avait dû interrompre la construction d'un hôpital de trois cents lits et d'une cité médicale à Riyad, ainsi que d'un autre hôpital et d'une autre cité médicale à Djeddah, le tout pour le compte de la garde nationale (gendarmes royaux). On avait constaté alors que des commissions particulièrement élevées avaient été payées, notamment en Belgique, et plusieurs personnalités avaient été mises en cause (le Monde du 28 juillet, 29-30 juillet et 7 août 1979). Mécontents, les Saoudiens semblaient décidés à mettre fin à leurs relations privilégiées avec la Belgique.  
En quelques mois, les Belges ont fait un effort considérable pour rétablir la situation et reconquérir le marché. A Riyad, les travaux sont pratiquement terminés, et, à Djeddah, les constructions se poursuivent rapidement, à la satisfaction des Saoudiens, qui ont décidé de faire à nouveau confiance à l'industrie belge. Ainsi, un promoteur immobilier s'est vu passer une commande pour la construction d'un hôtel de luxe de 3 milliards de francs belges (400 millions de francs français) à Djeddah.  
P. d. v.

## Etats-Unis

### A.T.T. est condamné à payer 1,8 milliard de dollars pour infraction à la loi antitrust

American Telephone and Telegraph, principale compagnie américaine de fabrication et d'exploitation du matériel téléphonique, a été condamné, vendredi 13 juin, à verser 1,8 milliard de dollars de dommages et intérêts à l'un de ses principaux concurrents, la société M.C.I. Communications. Le jugement a été rendu public par un juge fédéral de Chicago après que la jury ait déclaré A.T.T. coupable d'abus de position dominante et de violation de la loi antitrust.  
Déjà interprété outre-Atlantique comme le « victoire de David contre Goliath », ce verdict de Chicago — s'il est confirmé par le cour d'appel — marque une étape essentielle dans le processus de « dérégulation » que l'administration américaine semble vouloir mener — avec plus ou moins de vigueur — depuis quelques années.  
Aux Etats-Unis, A.T.T. est une institution. L'une des plus grandes compagnies privées du monde, elle a deux grandes caractéristiques. D'une part, elle est intégrée verticalement : du laboratoire à l'exploitation du réseau téléphonique (il n'y a pas de P.T.T. aux Etats-Unis) avec le Bell System, en passant par ses usines rassemblées dans ses

filiales, Western Electric. D'autre part, A.T.T. a, depuis cinquante ans, le monopole des communications longue distance à l'intérieur des Etats-Unis. Elle contrôle en outre près de 80 % du trafic local américain, les 20 % restants étant assurés par mille sept cents compagnies indépendantes.  
Depuis une dizaine d'années, les attaques se multiplient pour tenter de briser le monopole et la position dominante d'A.T.T. L'offensive menée par les « petits » concurrents, relayés parfois par le commission fédérale pour les communications (F.C.C.) et l'administration, s'est déployée dans deux directions. La première vise à élargir l'exploitation de la fabrication. A couper A.T.T. de sa filiale industrielle, Western Electric ; ou, tout au moins, à l'obliger à acheter des matériels à d'autres fabricants. C'est le sens de l'accord conclu en février entre A.T.T. et I.T.T., aux termes duquel les deux géants renonceraient à leurs actions judiciaires respectives. A.T.T. s'engageait à acheter pour 2 milliards de dollars de matériel, en dix ans, à I.T.T.  
Second axe de l'offensive : les communications longue distance. Avec les progrès technologiques, l'apparition de la télé-informatique, le réseau téléphonique ou le marché ont évolué. Des petites sociétés se sont constituées, telles M.C.I., pour proposer à des utilisateurs des lignes spécialisées dans la transmission de données entre ordinateurs situés dans différentes villes. Peu à peu, elles ont cherché à étendre leurs services aux lignes d'affaires, puis aux simples particuliers.  
M.C.I. a ainsi installé un réseau reliant soixante-dix villes et proposé des abonnements à des prix inférieurs de 30 à 60 % à ceux d'A.T.T. Celui-ci aurait alors cherché à limiter l'expansion de ses jeunes concurrents en interdisant, de facto, à leurs abonnés de se connecter à ses réseaux (locaux et longue distance) : les utilisateurs de M.C.I., par exemple, ne pouvaient communiquer ainsi qu'entre eux. En 1974, M.C.I. a donc intenté un procès à A.T.T. Elle lui réclamait 900 millions de dollars de dommages et intérêts.  
La décision du tribunal de Chicago va encourager les autres petites sociétés à poursuivre leurs actions judiciaires contre A.T.T. Il y en aurait près de quarante en cours d'instruction. En outre, elle donne — en attendant le verdict du cour d'appel — au département de la Justice un étout juridique pour antiser le processus de démantèlement d'A.T.T.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### « COGIF » COMPAGNIE D'INVESTISSEMENTS FRANÇAIS IMMOBILIERS

Réunie en assemblée générale ordinaire, le 12 juin 1980, sous la présidence de M. Michel de Boisjoly, les actionnaires ont approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1979.  
Compte tenu d'une plus-value nette à long terme de 3 425 000 F sur la vente d'éléments d'actifs et des pertes et profits sur exercices antérieurs, le bénéfice net de l'exercice ressort à 4 000 000 F contre 4 015 000 F pour 1978, en augmentation de 10 %, les dotations aux réserves s'élevant à 1 500 000 F et de provisions progressant de 5 875 000 F à 7 103 000 F.  
L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende de 13,50 F (dont 2,80 F en exonération de l'impôt sur le revenu) contre 12,33 F au titre de l'exercice précédent.  
Le dividende sera mis en paiement à partir du 30 juin 1980 contre remise des coupons n° 18 A et 18 B.  
Par ailleurs, l'assemblée a renouvelé, pour une durée de six années, le mandat d'administrateur de la Banque Louis-Dreyfus et de M. Michel de Boisjoly, qui, à l'issue de l'assemblée, a été réélu président du conseil d'administration.  
Dans son rapport, le conseil d'administration souligne que le marché des locations d'appartements a été soutenu, le taux d'occupation des immeubles dépassant 99 % dans la région parisienne, ainsi qu'à Grenoble et Toulouse. Les locaux à usage de bureaux ont été loués en totalité pendant l'année 1979. Tous les locaux commerciaux de la société étaient occupés à la fin de l'exercice.

### LA RADIOTECHNIQUE

L'assemblée générale ordinaire de la Radiotechnique s'est tenue le 12 juin 1980 sous la présidence de Jean-Louis Pillard et a approuvé les comptes et bilan erratés au 31 décembre 1979, qui font apparaître un bénéfice net de 84,71 millions de francs.  
La distribution d'un dividende de 21 F à chacune des 2 210 000 actions constituant le capital social a été décidée, à laquelle s'ajoutera l'impôt payé d'avance au Trésor (avoir fiscal de 10,50 F) portant le revenu global de l'actionnaire à 31,50 F. Le dividende sera mis en paiement à compter du 18 juin 1980.  
Commentant ces résultats, le président a rappelé que le chiffre d'affaires consolidé du groupe la Radiotechnique a atteint 3 511 millions de francs, en augmentation de 5,8 % par rapport à l'année 1978, dans un contexte de faible évolution des prix des produits électroniques, et que le bénéfice net consolidé par action ressort à 50,13 F contre 53,51 F en 1978.

### FIBRES OPTIQUES

EFOC 80, premier colloque européen 1-3 juillet 1980 ; hôtel Sottel-Sèvres. Renseignements : M. Russell, 503-10-20.

### PROGRAM-ANALYSTE

6 ans expérience aux U.S.A. LIBRE DEBUT SEPTEMBRE. IBM-360/30 Burroughs B 1700 IBM-370/138 DGS/VIS ETSS COROL VSAM/DLI Centre « le Monde » Pub. n° 9669 qui transmettra.

## L'AIR LIQUIDE

### Augmentation de capital

de F 1027 567 030 à F 1 203 721 330 par émission de 2.516.490 actions nouvelles de F 70 nominal.

Prix d'émission : F 220  
Jouissance : 1<sup>er</sup> Janvier 1980.  
Droit préférentiel de souscription : à titre irréductible : UNE action nouvelle pour CINQ actions anciennes ; à titre réductible : souscriptions admises.

Avantage fiscal : exonération fiscale dans les conditions prévues par la loi n° 78-741 du 13.7.1978.  
Délai de souscription : du 16 Juin 1980 au 17 Juillet 1980 inclus.

Les actions nouvelles proviennent de l'attribution gratuite décidée par le Conseil d'Administration le 5 Juin 1980 ne participant pas à l'augmentation de capital en numéraire visée ci-dessus.

Une note d'information qui a reçu le visa C08 n° 80-85 en date du 27 mai 1980 et le Rapport Annuel seront adressés aux actionnaires qui en feront la demande au Siège Social de la Société L'AIR LIQUIDE, Service des Titres, 75 quai d'Orsay 75007 Paris. La notice légale est parue au BALO du 9 Juin 1980.

## LAFARGE

### AVIS AUX ACTIONNAIRES

Il est rappelé que les actionnaires de la société, qui ont été convoqués en assemblée générale extraordinaire pour le 18 Juin 1980, seront appelés notamment à se prononcer sur l'augmentation de capital destinée à créer les actions nouvelles qui seront remises aux porteurs d'actions Carbonisation entreprises et céramique, Compagnie des sablières de la Seine et Société des plâtreries de France, qui ont répondu favorablement aux offres publiques d'échange qui leur ont été présentées.

Compte tenu des demandes d'échange remises par la chambre syndicale des agents de change, telles qu'elles ont été publiées dans son avis du 9 Juin 1980 et des parties d'échange prévues par les résolutions soulevées, l'assemblée, le vote de ces résolutions entraînera la création de :

- 192 215 actions Lafarge nouvelles au titre de l'O.P.E. sur Carbonisation entreprises et céramique ;
- 77 080 actions Lafarge nouvelles au titre de l'O.P.E. sur la Compagnie des sablières de la Seine ;
- 177 437 actions Lafarge nouvelles au titre de l'O.P.E. sur la Société des plâtreries de France.

Par voie de conséquence, si ces résolutions sont votées, le capital de Lafarge sera porté à 614 529 800 F.

### TRAVAIL TEMPORAIRE CAUTION PROFESSIONNELLE

AVENIR SECRETARIAT INDUSTRIE  
Société anonyme au capital de 4 000 000 de francs  
Siège social, 6-8, rue de Stockholm, 75009 Paris

La société Avenir Secrétariat Industrielle a le plaisir d'informer son aimable clientèle que celle-ci fait aux normes de l'article L. 124-6 du code du travail et à celles des textes subséquents par une caution professionnelle, d'un montant de 1 500 000 F, délivrée par la banque Rothschild, 21, rue Lafrayre, 9209 Paris.

Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme

## COMPAGNIE INTERNATIONALE DES WAGONS-LITS ET DU TOURISME

### AUGMENTATION DE CAPITAL

La Compagnie entend franchir, dans l'expansion de ses activités, une nouvelle étape. Les investissements nécessaires continueront à être couverts, pour leur plus large part, grâce à l'autofinancement. Toutefois il est apparu que, pour permettre à la Compagnie de réaliser son expansion dans les conditions les plus satisfaisantes, un certain renforcement des fonds propres était souhaitable.

L'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est réunie à Bruxelles le 6 mai 1980 a décidé de porter le capital social de F.B. 779 240 000 à F.B. 1 038 986 500 par création et émission de 519 483 actions ordinaires d'une valeur nominale de F.B. 500 chacune. Elles sont offertes au prix de F.B. 750 en souscription publique et à titre irréductible, seulement aux propriétaires des actions privilégiées ou ordinaires existantes. La souscription a été ouverte le 3 juin.

Les nouvelles actions, qui sont du même type et jouissent des mêmes droits que les actions ordinaires existantes, participeront aux bénéfices à partir de la date de clôture de la souscription, fixée au 20 juin.

### ACTIVITES DE LA COMPAGNIE

Société anonyme de droit belge créée en 1876, la Compagnie est une entreprise internationale offrant, par elle-même et par ses filiales, une gamme très complète de services.

Le groupe, qui opère dans une cinquantaine de pays et emploie 24 800 personnes, exerce aujourd'hui ses activités dans les domaines suivants :

- places couchées dans les trains,
- restauration ferroviaire,
- chaînes hôtelières,
- agences de voyages (notamment organisation de congrès et services divers rendus aux voyageurs).

### RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

ressortant à F.B. 217 959 364.  
Le dividende a été fixé à F.B. 80 net par action, représentant une distribution globale de F.B. 117 millions. Le bénéfice consolidé, hors intérêts minoritaires, est, en 1979, de F.B. 266 millions (F.B. 170 par action) contre F.B. 181 millions en 1978 et F.B. 104 millions en 1977.

### Les banques où l'on peut souscrire

Banque de Paris et des Pays-Bas, Société Générale, Sudamérís, Crédit du Nord, Banque Nationale de Paris, Crédit Lyonnais, Crédit Commercial de France.

Une note d'information a reçu, en date du 13 mai 1980, le visa (n° 8075) de la C.O.B. La publication légale a été faite au BALO du 26 mai 1980.

## COMPANHIA PARANAENSE DE ENERGIA COPEL

### CENTRALE HYDRO-ÉLECTRIQUE DE FOZ DO AREIA

## AVIS DE PRÉQUALIFICATION ET APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

### GÉNÉRATEUR DIESEL DE SECOURS

Companhia Paranaense de Energia — COPEL informe qu'elle procédera à une préqualification internationale et à un appel d'offres international pour le projet, la fabrication, la fourniture et la supervision du montage d'un Groupe Générateur Diesel de Secours (Contrat A-19P).

L'acquisition de cet équipement sera financée par des fonds concédés à COPEL par la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Cet avis de préqualification et cet appel d'offres s'adressent aux fabricants de pays membres de la BID.

Les instructions de préqualification et les cahiers de charges seront à la disposition des intéressés, à l'adresse ci-dessous, à partir du 27 mai 1980.

Les documents de préqualification et les offres seront reçus par COPEL le 28 août 1980, à 15 heures.

## COMPANHIA PARANAENSE DE ENERGIA - COPEL

Superintendência de Obras Especiais  
Rua Valentinos da Pátria, 233 - 5º andar  
Curitiba - Paraná - Brasil

## Foire de Leipzig

### République Démocratique Allemande

31 Août - 6 Septembre 1980



Larges contacts pour un commerce fructueux...

...vous sont offerts à la Foire de Leipzig.

Les pays du C.A.E.M. exposent, sur cette place, riche en traditions du commerce Est-Ouest, d'impressionnantes réalisations du travail soviétique de coopération dans le domaine de la recherche, du développement et de la production.

Les pays en voie de développement y montrent leur puissance économique croissante et utilisent la Foire de Leipzig pour étendre leurs relations commerciales.

Leipzig vous fournit les meilleures possibilités d'échanges d'expériences et de comparaisons des productions notamment dans les secteurs : chimie, installations pour l'industrie chimique, machines pour matières plastiques, machines textiles, machines pour la chaussure, machines pour les industries graphiques et biens de consommation. Informations d'actualité de dimensions internationales par des symposiums, des colloques et des conférences spécialisées.

Nous vous attendons à Leipzig!

Renseignements at Cartes de Légitimation : Représentation en France de la Foire de Leipzig 31-33, avenue des Champs-Élysées - 75008 Paris Tél. 225.36.04. Télex : 280703 Parlei

### Selon la revue « Iron Age »

## LA SIDÉRURGIE AMÉRICAINE CONNAÎT SA PLUS FORTE CRISE DEPUIS DIX ANS

New-York (A.F.P.). — « La sidérurgie américaine connaît actuellement sa plus forte récession depuis dix ans », affirme, lundi 16 juin, la revue Iron Age. La revue professionnelle laisse cependant espérer, en raison de la brutalité même de cette récession, une reprise rapide, peut-être à des septembre.

Fin mai, précise la revue, les aciéries ne travaillaient qu'à 32,2 % de leur capacité et les commandes reçues de la part de leurs principaux clients ne représentaient que 50 % de leur capacité de production. Les aciéries américaines indiquent-elle — encore, ont dû, en conséquence, procéder à des licenciements techniques importants et ont, en même temps, leur situation financière se détériore fortement.

## SINEGE

### Stratégies d'innovation, de négociation et de gestion.

Pour aider les cadres dirigeants à développer leurs capacités de direction et de management, l'Institut de Gestion et de Management, I.G.M. organise un cycle de perfectionnement approfondi à la

### négociation

Pédagogie active centrée sur les expériences professionnelles individuelles.

33 journées en continu ou en discontinu.

La prochaine session débutera à Paris le 8 septembre 1980 à Lyon le 6 octobre 1980

Institut de Gestion et de Management 26, rue d'Assas, Paris - 222.33.71 55, Montée de Choulans, Lyon (7) 842.29.53

## LES MARCHÉS

### PARIS LONDRE

Les marchés financiers ont été marqués par une certaine nervosité, les investisseurs attendant les résultats des entreprises pour se prononcer sur la situation économique.

À Paris, le CAC 40 a terminé à 1 203,72 points, en baisse de 15 points par rapport à la veille.

À Londres, le FTSE 100 a terminé à 1 038,99 points, en hausse de 12 points.

Les marchés de matières premières ont également été marqués par une certaine volatilité.

Le pétrole a terminé à 12,35 dollars le baril, en baisse de 0,10 dollar.

Le blé a terminé à 1,25 dollar le quintal, en hausse de 0,02 dollar.

Le café a terminé à 1,15 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le sucre a terminé à 1,10 dollar le quintal, en hausse de 0,01 dollar.

Le coton a terminé à 1,10 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le lin a terminé à 1,10 dollar le quintal, en hausse de 0,01 dollar.

Le chanvre a terminé à 1,10 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le jute a terminé à 1,10 dollar le quintal, en hausse de 0,01 dollar.

Le sisal a terminé à 1,10 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le caoutchouc a terminé à 1,10 dollar le quintal, en hausse de 0,01 dollar.

Le latex a terminé à 1,10 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le caoutchouc a terminé à 1,10 dollar le quintal, en hausse de 0,01 dollar.

Le latex a terminé à 1,10 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le caoutchouc a terminé à 1,10 dollar le quintal, en hausse de 0,01 dollar.

Le latex a terminé à 1,10 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le caoutchouc a terminé à 1,10 dollar le quintal, en hausse de 0,01 dollar.

Le latex a terminé à 1,10 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le caoutchouc a terminé à 1,10 dollar le quintal, en hausse de 0,01 dollar.

Le latex a terminé à 1,10 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le caoutchouc a terminé à 1,10 dollar le quintal, en hausse de 0,01 dollar.

Le latex a terminé à 1,10 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le caoutchouc a terminé à 1,10 dollar le quintal, en hausse de 0,01 dollar.

Le latex a terminé à 1,10 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le caoutchouc a terminé à 1,10 dollar le quintal, en hausse de 0,01 dollar.

Le latex a terminé à 1,10 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le caoutchouc a terminé à 1,10 dollar le quintal, en hausse de 0,01 dollar.

Le latex a terminé à 1,10 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le caoutchouc a terminé à 1,10 dollar le quintal, en hausse de 0,01 dollar.

Le latex a terminé à 1,10 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le caoutchouc a terminé à 1,10 dollar le quintal, en hausse de 0,01 dollar.

Le latex a terminé à 1,10 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le caoutchouc a terminé à 1,10 dollar le quintal, en hausse de 0,01 dollar.

Le latex a terminé à 1,10 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le caoutchouc a terminé à 1,10 dollar le quintal, en hausse de 0,01 dollar.

Le latex a terminé à 1,10 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le caoutchouc a terminé à 1,10 dollar le quintal, en hausse de 0,01 dollar.

Le latex a terminé à 1,10 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le caoutchouc a terminé à 1,10 dollar le quintal, en hausse de 0,01 dollar.

Le latex a terminé à 1,10 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le caoutchouc a terminé à 1,10 dollar le quintal, en hausse de 0,01 dollar.

Le latex a terminé à 1,10 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le caoutchouc a terminé à 1,10 dollar le quintal, en hausse de 0,01 dollar.

Le latex a terminé à 1,10 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le caoutchouc a terminé à 1,10 dollar le quintal, en hausse de 0,01 dollar.

Le latex a terminé à 1,10 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le caoutchouc a terminé à 1,10 dollar le quintal, en hausse de 0,01 dollar.

Le latex a terminé à 1,10 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le caoutchouc a terminé à 1,10 dollar le quintal, en hausse de 0,01 dollar.

Le latex a terminé à 1,10 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le caoutchouc a terminé à 1,10 dollar le quintal, en hausse de 0,01 dollar.

Le latex a terminé à 1,10 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le caoutchouc a terminé à 1,10 dollar le quintal, en hausse de 0,01 dollar.

Le latex a terminé à 1,10 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le caoutchouc a terminé à 1,10 dollar le quintal, en hausse de 0,01 dollar.

Le latex a terminé à 1,10 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le caoutchouc a terminé à 1,10 dollar le quintal, en hausse de 0,01 dollar.

Le latex a terminé à 1,10 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le caoutchouc a terminé à 1,10 dollar le quintal, en hausse de 0,01 dollar.

Le latex a terminé à 1,10 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le caoutchouc a terminé à 1,10 dollar le quintal, en hausse de 0,01 dollar.

Le latex a terminé à 1,10 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le caoutchouc a terminé à 1,10 dollar le quintal, en hausse de 0,01 dollar.

Le latex a terminé à 1,10 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le caoutchouc a terminé à 1,10 dollar le quintal, en hausse de 0,01 dollar.

Le latex a terminé à 1,10 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le caoutchouc a terminé à 1,10 dollar le quintal, en hausse de 0,01 dollar.

Le latex a terminé à 1,10 dollar le quintal, en baisse de 0,01 dollar.

Le caoutchouc a terminé à 1,10 dollar le quintal







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. **PROCHE-ORIENT** : « L'islam, l'Occident et les droits de l'homme », par Jean-Pierre Faure ; « La paix malentendue », par Jacques Madec ; « Camp David ou Vézère », par Dov Pudar.

### ÉTRANGER

3. **AMÉRIQUES**  
3.5. **PROCHE-ORIENT**  
— Les réactions à la déclaration de Neof.  
5. **DIPLOMATIE**  
6-7. **AFRIQUE**  
— LIGÉRIA : l'armée arrête le fils du président Tolibert dans l'ambassade de France.  
7. **ASIE**  
— CAMBODGE : les Khmers rouges intensifient leurs opérations militaires.  
8. **EUROPE**  
— ESPAGNE : M. Oreja souhaite pour 1981 la solution de l'adhésion de l'Espagne à l'OTAN.  
8. **OUTRE-MER**  
— La crise aux Nouvelles-Hébrides.

### POLITIQUE

10. La réunion du comité directeur du P.S.  
11. M. Elieinstein va tenter un procès aux Éditions sociales.  
— M. Brice Lalonde candidat du Mouvement écologiste à l'élection présidentielle.

### SOCIÉTÉ

14. **JUSTICE** : dans une lettre au chef de l'État, les avocats des cinq Allemands arrêtés à Paris dénoncent les conditions de détention de leurs clients.  
15. **DÉFENSE** : pour attirer de nouveaux candidats au métier d'officier, le concours d'entrée et les études à Saint-Cyr seront réunies.  
16. **ÉDUCATION** : le congrès du SNE-Sup à Lille et colloque du CIEP.  
— **RELIGION** : mort du cardinal Sergio Pigozzoli.

### CULTURE

19. **MUSIQUE** : imagination et fantaisie au Festival de Hollande.

### SPORTS

22. **FOOTBALL** : le champion d'Europe des nations.  
— **AUTOMOBILISME** : la victoire de Rondeau aux Vingt-Quatre Heures de Mans.

### LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

23. Que va faire Peugeot dans la galère de Chrysler ?  
— Vive le charbon importé.  
— Le rapport Grand sur l'aide au tiers-monde.  
24-25. La bataille du ticket modérateur d'ordre public.  
25. L'industrie de tennis : 1,5 milliard de chiffre d'affaires.

### INFORMATIONS « SERVICES »

41. **TROISIÈME ÂGE** : l'exonération du ticket modérateur.

### RÉGIONS

42. **ILE-DE-FRANCE** : la reconquête verte à la Courneuve et de Paris à Versailles-le-Buisson.  
43. **MIDI-PYRÉNÉES** : le projet du parc national de l'Ariège.

### ÉCONOMIE

44. **SOCIAL** : le 24<sup>e</sup> congrès de Force ouvrière.  
45. **AFFAIRES ÉTRANGÈRES** : aux Nations unies.  
46. **ÉTRANGER** : cet accord à payer 1,8 milliard de dollars pour l'instruction à la loi antitrust.

**RADIO-TELEVISION (21)**  
Annonces classées (27 à 40) : Carnet (18) ; Journal officiel (41) ; Météorologie (41) ; Mots croisés (41) ; Programmes spectacles (20) ; Bourges (47).

**38, RUE VANEAU (7<sup>e</sup>)**  
En souscription - Prix ferme  
**DU ST. AU 4 P.**  
Sur place de 11 h. à 19 h.  
550-21-26 - 743-96-96  
NEVEU et Cie

A B C D E F G

## En Iran

### ONZE NOUVELLES EXÉCUTIONS

Téhéran (A.F.P.). — M. Ahmad Khomeini, le fils de l'imam Khomeini, a déposé, dimanche 15 juin, le comportement des Hachdollahi (les « partisans de Dieu ») qui ont attaqué jeudi une réunion des musulmans progressistes Moudjahidéh du peuple, provoquant au moins vingt morts et de nombreux blessés. Le fils de l'imam, qui a affirmé que son père avait été « choqué » d'apprendre la nouvelle de l'attaque du jeudi, a qualifié l'action des Hachdollahi de « honte pour Dieu et pour l'Iran » et a demandé que des sanctions soient prises à leur encontre.

Samedi soir, huit personnes, reconnues coupables de « trafic de stupéfiants, homosexualité et prostitution », ont été exécutées à Téhéran. Trois autres personnes, dont deux femmes, ont été passées par les armes à Sanandaj, dans le Kurdistan iranien, pour avoir « collaboré avec les communistes kurdes ».

### RAID PALESTINIEN EN ISRAËL

Damas (Reuters). — Un commando palestinien a attaqué, lundi 16 juin, la colonie juive d'Ahvati, dans le sud d'Israël, pendant trois heures et faisant de nombreuses victimes parmi les troupes israéliennes, a annoncé un porte-parole militaire palestinien. Dans la colonie juive est située à une dizaine de kilomètres de la frontière sud-libanaise. Les assaillants ont fait usage de mortiers, de roquettes à court rayon d'action, de mitrailleuses et de grenades.

● A Tel-Aviv, un porte-parole militaire israélien a déclaré qu'un garde-côte avait coulé, lundi, une embarcation palestinienne, en larges de la côte nord-Israélienne, tuant trois de ses passagers. (Reuters.)

### NOUVELLES BRÈVES

● Le président Carter a adressé au chancelier Schmidt une lettre personnelle au sujet de son prochain voyage à Moscou, et indiqué, dimanche 15 juin, M. Boellinger, porte-parole du gouvernement de Bonn. L'hebdomadaire Stern, qui avait révélé l'existence de cette lettre en date du 13 juin, affirmait que le président américain mettait en garde son interlocuteur contre tout accord qu'il pourrait conclure à Moscou et qui mettrait en question l'installation de nouveaux missiles américains en Allemagne de l'Ouest. M. Boellinger a nié qu'il s'agisse d'un événement et a déclaré qu'il n'y avait eu aucune divergence entre Bonn et Washington sur la décision de l'OTAN, prise en décembre 1979, de moderniser l'armement nucléaire occidental en Europe. — (A.F.P.)

● M. St. Carro, chef du gouvernement portugais, est attendu ce soir à Paris. — Chine nouvelle.

● La Chine tient l'U.R.S.S. pour partie responsable de l'instabilité du prix du pétrole. — Chine nouvelle.

**SOLDES D'ÉTÉ**  
DE VRAIES TROUVAILLES ET DES BONNES AFFAIRES !  
Tissus « COUTURE »  
Imprimés, cotons, soies, toiles, rayures, jerseys, tissus du soir, brochés, lamés, coupons, etc.  
Lainages de qualité, tweeds légers, carreaux, étamines, coupons, etc.  
Tissus d'ameublement  
Toiles et chintz, imprimés « décoration », velours, jacquards, passementeries, coupons et fins de séries.

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

## LE CONTRÔLE DES MOUVEMENTS DE CAPITAUX

### La gestion du fichier des comptes bancaires va être informatisée

Un système automatisé de gestion des comptes bancaires va être mis en vigueur, aux termes d'un arrêté du ministre du budget pris le 18 mai et publié au « Journal officiel » du 31 mai.

Les déclarations d'ouverture et de clôture des comptes de toute nature, prévues par l'article 56 de l'annexe II du code général des impôts (comptes de dépôts, comptes à terme, comptes de titres, etc.), et notifiées au fief dans le mois suivant l'opération, vont faire l'objet d'un traitement informatisé sur support magnétique.

A cette occasion, plusieurs novations seront introduites dans une procédure déjà très ancienne, puisque les banques, les établissements financiers et le Crédit agricole y sont déjà astreints et que les Caisses d'épargne et les Caisses de crédit mutuel ont dû également s'y conformer depuis le 22 janvier, en exécution de la loi de finances pour cette année. C'est ainsi que, pour les personnes physiques, seront déclarés, outre le patrimoine, le lieu et la date de naissance.

De plus, une liste indicative des services et des personnes susceptibles de demander et de recevoir communication des informations figurant sur le fichier a été publiée. Elle figure en sus des agents de la direction générale des impôts et de la comptabilité publique, ceux de la direction des douanes et droits indirects, ceux de la direction générale de la concurrence et de la consommation, ainsi que les agents du

service de la répression des fraudes. Figurent également sur la liste les juges d'instruction et les officiers de police judiciaire, les magistrats de la Cour des comptes, le Caisse nationale des marchés de l'État, les tribunaux appelés à connaître de la procédure de suspension provisoire des poursuites, et les huissiers chargés par le créancier de former la demande de paiement direct d'une pension alimentaire. Les organismes et les particuliers auront un droit d'accès à ce fichier, mais uniquement en ce qui les concerne.

La mise en œuvre de ce système automatisé, qui a reçu l'accord de la Commission nationale de l'Informatique et des libertés, a pour objet de resserrer les contrôles sur les mouvements de capitaux, facilitant ainsi la lutte contre la fraude, l'évasion fiscale ou le refus de remplir des obligations légales (pensions alimentaires notamment). Certaines faillites et certaines contournements de la loi de finances effectués depuis le 22 janvier dans les caisses d'épargne et les caisses de crédit mutuel, les ouvertures antérieures restant hors fichier, si ce n'est hors contrôle.

Certains verront dans cette informatisation et cette centralisation des renseignements bancaires à la fois une nouvelle violation de secret bancaire et une violation tout court des libertés. Faut-il donc inclure dans les libertés celle de trahir le fief ou la douane, et de ne pas payer une pension alimentaire allouée par voie légale ?

### NOUVELLES BRÈVES

dination des œuvres mutualistes et coopératives de l'éducation nationale (C.C.O.M.C.E.N.), l'association pour le développement des associations de progrès (ADAP), l'Union nationale interdépartementale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (UNOIPSS). Ce secteur, qui se qualifie de « secteur de l'économie sociale », se compose de mouvements à but non lucratif, riches ensemble de vingt millions d'adhérents. Il emploie plus d'un million de salariés.

● **Informations** : coopération sino-américaine. — La Chine vient de signer avec la société américaine Sperry Univac un accord de coopération dans le domaine de l'informatique. Sperry Univac participera à la formation de techniciens en Chine, a déclaré M. Xu Chen, directeur aux services techniques du premier centre chinois chargé de l'application industrielle de l'informatique. — (A.F.P.)

● **La R.F.A. se mettra bien** : l'Allemagne de l'Ouest a signé avec la France sur une réforme du « Marché commun », a déclaré vendredi le chancelier Schmidt, à la télévision. « Ce n'est pas le processus d'harmonisation des points de vue, qui durera des mois, pourrait commencer lorsque la commission européenne aura soumis ses propositions en juin 1981. Les élections présidentielles françaises auront lieu, a-t-il dit. Le chancelier a insisté sur le fait que l'Allemagne de l'Ouest ne se recroquerait certainement pas ».

● **L'indice de la production industrielle française en avril** se situe à 126 (base 100 en 1970), sans le bâtiment, corrigé des variations saisonnières, soit au même niveau qu'en mars. En février, la progression avait été de 1,35, après 0,7 % en janvier. Ce plateau en avril traduit une légère baisse des biens de consommation (18 en avril contre 18,5 en mars), et une hausse des biens intermédiaires (129 contre 126) et des biens d'équipement (147 contre 137).

● **Le Comité national de liaison** des activités mutualistes, coopératives et associatives, vient de fêter son dixième anniversaire ; il regroupe la Fédération nationale de la mutualité française (F.N.M.F.), le Groupement national de la coopération (G.N.C.), le Groupement des sociétés d'assurances à caractère mutuel (G.S.A.C.M.), le Comité de coor-

dination des œuvres mutualistes et coopératives de l'éducation nationale (C.C.O.M.C.E.N.), l'association pour le développement des associations de progrès (ADAP), l'Union nationale interdépartementale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (UNOIPSS).

Ce secteur, qui se qualifie de « secteur de l'économie sociale », se compose de mouvements à but non lucratif, riches ensemble de vingt millions d'adhérents. Il emploie plus d'un million de salariés.

● **Informations** : coopération sino-américaine. — La Chine vient de signer avec la société américaine Sperry Univac un accord de coopération dans le domaine de l'informatique. Sperry Univac participera à la formation de techniciens en Chine, a déclaré M. Xu Chen, directeur aux services techniques du premier centre chinois chargé de l'application industrielle de l'informatique. — (A.F.P.)

● **La R.F.A. se mettra bien** : l'Allemagne de l'Ouest a signé avec la France sur une réforme du « Marché commun », a déclaré vendredi le chancelier Schmidt, à la télévision. « Ce n'est pas le processus d'harmonisation des points de vue, qui durera des mois, pourrait commencer lorsque la commission européenne aura soumis ses propositions en juin 1981. Les élections présidentielles françaises auront lieu, a-t-il dit. Le chancelier a insisté sur le fait que l'Allemagne de l'Ouest ne se recroquerait certainement pas ».

● **L'indice de la production industrielle française en avril** se situe à 126 (base 100 en 1970), sans le bâtiment, corrigé des variations saisonnières, soit au même niveau qu'en mars. En février, la progression avait été de 1,35, après 0,7 % en janvier. Ce plateau en avril traduit une légère baisse des biens de consommation (18 en avril contre 18,5 en mars), et une hausse des biens intermédiaires (129 contre 126) et des biens d'équipement (147 contre 137).

● **Le Comité national de liaison** des activités mutualistes, coopératives et associatives, vient de fêter son dixième anniversaire ; il regroupe la Fédération nationale de la mutualité française (F.N.M.F.), le Groupement national de la coopération (G.N.C.), le Groupement des sociétés d'assurances à caractère mutuel (G.S.A.C.M.), le Comité de coor-

dination des œuvres mutualistes et coopératives de l'éducation nationale (C.C.O.M.C.E.N.), l'association pour le développement des associations de progrès (ADAP), l'Union nationale interdépartementale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (UNOIPSS).

Ce secteur, qui se qualifie de « secteur de l'économie sociale », se compose de mouvements à but non lucratif, riches ensemble de vingt millions d'adhérents. Il emploie plus d'un million de salariés.

● **Informations** : coopération sino-américaine. — La Chine vient de signer avec la société américaine Sperry Univac un accord de coopération dans le domaine de l'informatique. Sperry Univac participera à la formation de techniciens en Chine, a déclaré M. Xu Chen, directeur aux services techniques du premier centre chinois chargé de l'application industrielle de l'informatique. — (A.F.P.)

● **La R.F.A. se mettra bien** : l'Allemagne de l'Ouest a signé avec la France sur une réforme du « Marché commun », a déclaré vendredi le chancelier Schmidt, à la télévision. « Ce n'est pas le processus d'harmonisation des points de vue, qui durera des mois, pourrait commencer lorsque la commission européenne aura soumis ses propositions en juin 1981. Les élections présidentielles françaises auront lieu, a-t-il dit. Le chancelier a insisté sur le fait que l'Allemagne de l'Ouest ne se recroquerait certainement pas ».

● **L'indice de la production industrielle française en avril** se situe à 126 (base 100 en 1970), sans le bâtiment, corrigé des variations saisonnières, soit au même niveau qu'en mars. En février, la progression avait été de 1,35, après 0,7 % en janvier. Ce plateau en avril traduit une légère baisse des biens de consommation (18 en avril contre 18,5 en mars), et une hausse des biens intermédiaires (129 contre 126) et des biens d'équipement (147 contre 137).

● **Le Comité national de liaison** des activités mutualistes, coopératives et associatives, vient de fêter son dixième anniversaire ; il regroupe la Fédération nationale de la mutualité française (F.N.M.F.), le Groupement national de la coopération (G.N.C.), le Groupement des sociétés d'assurances à caractère mutuel (G.S.A.C.M.), le Comité de coor-

dination des œuvres mutualistes et coopératives de l'éducation nationale (C.C.O.M.C.E.N.), l'association pour le développement des associations de progrès (ADAP), l'Union nationale interdépartementale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (UNOIPSS).

Ce secteur, qui se qualifie de « secteur de l'économie sociale », se compose de mouvements à but non lucratif, riches ensemble de vingt millions d'adhérents. Il emploie plus d'un million de salariés.

● **Informations** : coopération sino-américaine. — La Chine vient de signer avec la société américaine Sperry Univac un accord de coopération dans le domaine de l'informatique. Sperry Univac participera à la formation de techniciens en Chine, a déclaré M. Xu Chen, directeur aux services techniques du premier centre chinois chargé de l'application industrielle de l'informatique. — (A.F.P.)

● **La R.F.A. se mettra bien** : l'Allemagne de l'Ouest a signé avec la France sur une réforme du « Marché commun », a déclaré vendredi le chancelier Schmidt, à la télévision. « Ce n'est pas le processus d'harmonisation des points de vue, qui durera des mois, pourrait commencer lorsque la commission européenne aura soumis ses propositions en juin 1981. Les élections présidentielles françaises auront lieu, a-t-il dit. Le chancelier a insisté sur le fait que l'Allemagne de l'Ouest ne se recroquerait certainement pas ».

## La « pacification » en Algérie

### Trente-quatre témoins au procès en diffamation intenté par M. Maire contre le secrétaire du P.C.F. du Territoire de Belfort

De notre envoyé spécial

Belfort. — Le procès en diffamation publique intenté par M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T. et la C.F.D.T. en tant que telle contre M. Jean-Marie Martin, secrétaire de la Fédération communiste du Territoire de Belfort, a débuté, ce lundi 16 juin, à 8 h 30, devant le tribunal de grande instance.

Au mois de février, M. Martin avait déclaré dans un entretien accordé au journal de la Fédération locale Communiste : « François Mitterrand, Edmond Maire, André Henry se moquent-ils de nous quand ils nous donnent des leçons de démocratie ? Oublient-ils que nous avons oublié qu'ils pacifiaient l'Algérie au lance-flamme, qu'ils torturaient les militants de la liberté, qu'ils saisisaient la presse qui témoignait, il y a de cela quelques années, de la peine ? »

Le bureau politique du P.C.F. avait refusé de désavouer publiquement M. Martin après la publication de ces propos. Dès le début de l'audience, M. Edmond Maire, durant quinze minutes, a fait une déclaration devant le tribunal. Le secrétaire général de la C.F.D.T. a notamment indiqué : « J'ai été accusé d'avoir pacifié l'Algérie au lance-flamme. C'est une accusation inacceptable d'autant plus que le secrétaire général de la C.F.D.T. et que je suis visé en tant que représentant de mon organisation (...). Aux accusations portées contre moi, je répondrai par les faits : ayant effectué mon service militaire en 1951-1952 avant la guerre d'Algérie, j'étais absent de ce pays pendant la période de la guerre. J'étais alors militant syndical dans mon entreprise (...). A ce titre, j'ai pleinement participé à l'action de ma détermination, la C.F.T.C. qui a joué un rôle moteur pour la reconnaissance des droits du peuple algérien. J'y ai contribué par de multiples prises de position, certaines très engagées, comme, par exemple, l'appel aux militants à manifester le 27 octobre 1960, malgré les interdictions. Mais aussi par des articles, par des interventions au conseil national de la Confédération et au sein d'une plénière participative à l'action de la C.F.T.C. (...) »

M. Maire a ajouté : « Face à la question : pourquoi cette attaque du P.C.F. ? Il apparaît clairement que la C.F.D.T. gère la parti communiste ; par son implantation ouvrière, elle est un obstacle incontournable à l'hégémonie de la parti communiste vers l'adhésion à une convention évangéliste. Il faut donc briser l'image de la C.F.D.T. de porter atteinte à la confiance des travailleurs en la C.F.D.T. »

Pour sa part, M. Martin a reconnu

le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

Le numéro de « Monde » daté 15-16 juin 1980 a été tiré à 322 665 exemplaires.

## Les tensions entre agriculteurs

### Coup de froid de Paris et Madrid

Les tensions entre agriculteurs de Paris et Madrid

Les tensions entre agriculteurs de Paris et Madrid

Les tensions entre agriculteurs de Paris et Madrid

Les tensions entre agriculteurs de Paris et Madrid

Les tensions entre agriculteurs de Paris et Madrid

Les tensions entre agriculteurs de Paris et Madrid

Les tensions entre agriculteurs de Paris et Madrid